Alexandre ULAR

LA RÉVOLUTION RUSSE



PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PUBLICATIONS
Librairie FÉLIX JUVEN
122, Rue Réaumur, 122



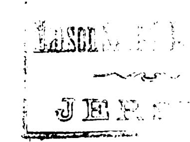
LA RÉVOLUTION RUSSE

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Un Empire Russo-Chinois. 1 vol. in-18...... 3 50

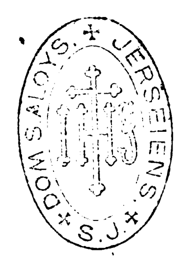
ALEXANDRE ULAR



LA RÉVOLUTION RUSSE

La Dynastie et la Cour. — La Bureaucratie
Le Régime Witte. — Le Réveil national





PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PUBLICATIONS
Librairie FÉLIX JUVEN
122, RUE RÉAUMUR, 122

PRÉFACE

Ces pages déconcerteront quelques très sincères amis de la Russie. Tous ceux qui confondent la nation russe avec le régime bureaucratique qu'elle subit, se plairont à contester certains faits en apparence invraisemblables que j'ai dû citer pour faire ressortir le caractère du tsarisme contemporain. Je me dois de les mettre en garde contre de généreux entraînements. Ce livre n'est pas un pamphlet, mais un exposé des conditions générales qui président à l'éclosion de la révolution russe. Or, l'action personnelle des dirigeants, tsars, princes, ministres, généraux, en est le facteur principal. Je n'ai donc pu éviter de l'analyser, en juxtaposant les faits les plus typiques qui ont trait à leur activité. Ces faits ne sont, certes, pas beaux. Mais ils sont contrôlés, historiques, exacts. Ce

sont eux seuls, d'ailleurs, qui importent. Les personnes mêmes n'ont aucun intérêt, et je ne les considère que comme les types accidentels d'un rôle historique. A ce titre, j'en parle sans aucun ménagement, dans l'unique intérêt de l'exactitude du tableau que je donne de la Russie politique contemporaine.

Dans ce tableau, les prophéties sur l'issue de la crise révolutionnaire n'ont pas de place. Je me borne à expliquer les événements actuels par les sources d'où ils découlent. Je ne les décris pas. Je ne veux que donner à tous ceux qui n'ont pu étudier le mécanisme intime de la vie politique en Russie, un exposé de faits qui leur permettra de comprendre et de juger les bouleversements de l'heure présente d'où sortira certainement une Russie libre.

Alexandre ULAR.

La Révolution russe

Le meurtre de Plehwe et les prodrômes de la Révolution.

L'aube d'une ère nouvelle poind sur la Russie. L'auréole d'omnipotence qui, depuis un siècle, a fait des tsars l'objet de l'admiration des princes, et de l'exécration des peuples, pâlit affreusement. L'autocratie russe se trouve matériellement et moralement dans un marasme sénile dont l'inévitable aboutissant est la mort. Elle s'est survécue à elle-même. Pendant une période de presque trente ans, un processus de décomposition intérieure a peu à peu fait disparaître toutes les forces vives, et jusqu'aux formes rigides, de l'organisation politique que le monde a crue la plus stable et la plus puissante qui existât. Et pendant toute cette période de pourriture, les peuples les plus civilisés, les diplomates les plus malins, les financiers les plus astucieux ont continué de se prosterner devant le trône vermoulu du tsarisme.

Par une triste ironie du sort, le prestige de l'au-

tocratie moscovite a augmenté — en dehors des frontières russes — à mesure que sa force intérieure déclinait. La marche ascendante, qu'avait prise l'influence des tsars sur les affaires des nations étrangères, procédait des mêmes causes que la déchéance du régime tsariste en Russie même. C'est la funeste guerre victorieuse contre la Turquie qui a faussé, à la fois, la situation intérieure et extérieure du tsarisme. La victoire faisait du tsar l'arbitre de la paix et de la guerre en Europe. Une brillante façade de puissance militaire éblouissait le monde encore ému des formidables succès de Bismark. Partout, on avait cherché un contrepoids possible aux ambitions inquiétantes du jeune Empire allemand. Et c'était avec un véritable soulagement qu'on se plaisait à constater la force éclatante de la Russie. On briguait désormais son amitié ; et les tsars eurent soin de se la faire payer aussi cher que possible pour augmenter encore l'éclat extérieur de leur puissance. D'immenses capitaux affluèrent. On les utilisa pour accomplir de nouvelles prouesses militaires ; l'expansion à travers les déserts asiatiques fut entreprise. Et tandis que le monde politique, aveuglé par tant d'audace, applaudissait à cet irrésistible déluge, ou s'en inquiétait, on réussissait même à gagner les sympathies des esprits avancés par la création de vastes industries factices qui devaient donner à l'Empire le prestige d'un Etat moderne. La façade du tsarisme rayonnait sur l'Europe émer-

veillée. « C'est du Nord maintenant que nous vient la lumière », chantèrent des versificateurs hypnotisés. Ceux qui avaient la curiosité, maladive, disait-on, de chercher l'origine de tant de splendeurs, et qui au lieu d'un foyer grandiose ne trouvaient au delà de la frontière russe qu'un organisme colossal, inerte, en putréfaction, furent taxés de fous ou d'imbéciles.

Pourtant, la funeste victoire du tsar sur le sultan avait porté la stagnation dans les entrailles du colosse russe. Depuis le désastre de Sébastopol la vie de la nation russe s'est mue dans un lamentable cercle vicieux. Cinquante ans exactement se sont écoulés entre les deux dates les plus funestes que le rêve de domination universelle du tsarisme ait vues. Sébastopol a été le symbole des visées russes sur la suprématie en Orient ; Port-Arthur a incarné l'idée de la prépondérance russe en Extrême-Orient. La chute de ces deux plus purs remparts de la puissance tsariste marque le commencement et la fin d'une époque, où le tsarisme a évolué à travers une période de splendeur extérieure d'un désastre à un autre, tandis que la nation russe, ou pour parler plus exactement, les nations soumises à l'autocratie moscovite, ont évolué d'une espérance vite détrompée à travers un enfer d'oppression et de souffrance vers une espérance nouvelle, plus lumineuse et plus logique. Si l'on divise ce demi-siècle, unique dans l'Histoire. en deux parties à peu près égales, on délimite

deux périodes essentiellement contradictoires. Pendant la première qui va de la défaite de Crimée jusqu'à la victoire de Plevna, on voit la conséquence, bienfaisante pour la nation, de la détresse de ses maîtres. La guerre de Crimée avait ouvert un abîme de désolation ; l'empire russe parut intérieurement pourri à ses propres dirigeants. Et ce fut pour eux une question de vie ou de mort, que de régénérer les bases de leur force apparente au moyen d'une transformation totale des conditions morales où vivait, où végétait le peuple. Ce fut l'époque des « grandes réformes des années soixante » qui ont illustré le règne du tsar Alexandre II. Un souffle vivifiant passait à travers le pays qui semblait devoir s'éveiller d'un cauchemar séculaire. Les classes productives de la nation, le tiers-état et les paysans, furent élevées de la condition de bétail, à la dignité humaine. Le servage fut aboli. Les nobles qui avaient jalousement gardé les prérogatives épouvantables des *condottieri* mongols, leurs ancêtres, furent contraints d'effacer la ligne de démarcation qui les avait séparés jusqu'alors du bétail humain qu'ils régissaient. La Russie devint presque un pays européen.

Mais un régime comme le tsarisme, un régime où l'arbitraire du monarque s'imite chez tout détenteur d'une parcelle de l'autorité, un régime où la machine gouvernementale ne travaille que pour rehausser l'éclat extérieur de son directeur, ne sau-

rait exister que si le peuple opprimé se résigne indéfiniment à un rôle de simple matière brute. Il ne le pouvait plus. On lui avait donné des grâces en lui disant qu'on l'élevait à la dignité d'une nation. On l'avait affranchi — sur le papier, — mais on ne lui avait fourni aucun moyen de jouir de ce bonheur. On l'avait autorisé, on l'avait encouragé même, à se sentir comme un ensemble d'hommes conscients. Quoi d'étonnant alors à ce que les foules de bêtes de somme, devenues foules humaines par la grâce tsariste, aient dans leur bonheur soudain senti comme des hommes, et découvert que la grâce accordée n'était en réalité qu'un droit, bien mieux, une infime partie des droits de l'homme que chaque individu devenu conscient considère comme un apanage naturel, inaliénable ? Mais du moment où la nation regardait comme un droit ce que la cérébralité fruste d'un souverain dégénéré avait cru pouvoir lui offrir comme cadeau gracieux, les relations entre le peuple et l'autocrate devaient subir un changement radical. Le tsar autocrate qui, dans son empire, n'admet qu'un seul droit, sa volonté personnelle, devait regarder désormais le gros de son peuple comme virtuellement révolutionnaire. Et la nation, constatant que jamais ses maîtres ne reconnaîtraient comme droits humains, les grâces qu'ils lui avaient octroyées, ne pouvait plus voir dans le tsarisme qu'un régime ennemi, oppresseur.

Ainsi, les réformes d'Alexandre II portaient en

elles-mêmes les germes de nouveaux dissentiments entre la nation et l'autocratie. Le tsar affolé revint autant que possible sur les « grâces », sur les réformes. Le peuple désappointé, dès lors, résista, défendit comme droits ce que l'autocrate considérait comme une simple aumône. Et le résultat fut une lutte sourde, épouvantable, entre le despote repenti de libéralisme et les porte-parole des revendications populaires. Ce fut la première grande époque du nihilisme. La guerre russo-turque se manifesta comme une admirable diversion contre le mal intérieur dont souffrait le pays. Par malheur, elle fut victorieuse. L'éclat du succès aveugla pour un moment les masses populaires elles-mêmes. Le tsar avait vaincu ; le tsarisme triomphait à l'extérieur comme à l'intérieur. Présomptueux comme jamais il n'avait osé se montrer, l'autocrate insista sur la nature gracieuse de tout ce qu'il faisait. Il s'éleva grotesquement sur un piédestal surhumain. Il ne souffrit plus aucune critique, aucune manifestation de dignité humaine. Son principe fut « Ecrasez l'infâme ». L' « infâme » était l'homme conscient de ses droits naturels. Il en arriva, de peur de diminuer sa puissance, à rejeter par principe les appels mêmes de ceux qui parlaient, pauvres fous, pour l'honneur du tsarisme. Ce que le régime tsariste comporte, est bien, tel fut le dogme de l'autocratie. Celui qui critique n'importe quel acte du tsarisme, est criminel, tel fut le dogme de l'administration.

Or, le premier couvrait aussitôt les abus les plus monstrueux des fonctionnaires d'Etat; la concussion la plus invraisemblable s'étalait impunément, le déni de justice fut un acte vertueux, l'exploitation la plus éhontée du sujet sans défense, par le fonctionnaire irresponsable, caractérisa ce régime dû à la victoire. Et ceux qui réclamaient encore, malfaiteurs audacieux, de la justice, fût-ce même dans des affaires de la dernière vulgarité, ceux qui se basaient à n'importe quelle occasion sur « cette rêverie qu'est la notion impie du droit universel » — le mot est du déséquilibré Alexandre II — furent des rebelles, des « nihilistes », appelés ainsi peut-être parce qu'ils n'obtenaient rien de tout ce qui constitue le minimum de droits nécessaires à l'homme conscient.

De cette façon, la victoire sur la Turquie a inauguré en Russie la décadence morale intérieure après l'essor passager, dû à la défaite de Crimée. Pendant ces vingt-cinq ans entre Plevna et Port-Arthur, les ombres se sont sans cesse épaissies. L'insolence du tsarisme a grandi avec l'aveuglement des étrangers ignorants qui l'encensaient. Imperceptiblement, mais avec une rapidité croissante, la nation russe s'est vue asservir de nouveau à un régime dont seule dans toute l'Europe fournit un exemple la dernière époque de l'Empire byzantin. Imperceptiblement aussi, mais fatalement, le tsarisme a préparé lui-même la catastrophe expiatoire qui l'engloutira. Car les « grâces »

d'autrefois ont légué au peuple l'inextinguible conscience de sa dignité ; elles lui ont donné les moyens de se comparer aux nations civilisées ; et si les trois caricatures d'autocrates qui, depuis vingt-cinq ans, ont souillé de leur dégénérescence morale le trône de l'empire le plus vaste, ont pu par la terreur, par le parjure, le mensonge, le vol, l'assassinat et la duplicité, donner le change à l'humanité moderne, en muselant leurs victimes, en ridiculisant toute aspiration noble, et en cachant sous le manteau de leur dignité impériale les innombrables crimes, les perversions, l'immoralité de leur entourage et surtout la pourriture qui ronge tout ce qu'ils touchent, il y a une chose du moins qu'ils n'ont pu empoisonner : le bon sens naïf des foules. Cette faculté suprême de ceux-là mêmes à qui l'on refuse toute nourriture saine de l'esprit, que l'on gave de superstitions, de mensonges et de promesses vaines, a permis à la nation russe, depuis vingt-cinq ans, de sentir peser sur elle de plus en plus lourde toute l'ignominie du tsarisme. Nul être ne peut porter un fardeau qui lentement augmente toujours : à un moment ultime, il s'écroule ; ou bien, par un spasme dernier, sa vitalité écrasée explose, le soulève en un geste de force surhumaine et lui fait secouer le fardeau insupportable.

Cet instant se présente pour la nation russe. Elle est restée apathique jusqu'à la dernière limite; elle a vu et senti augmenter la charge criminelle

que ses tortionnaires lui ont imposée à plaisir. L'amertume, la rage sourde, le mépris, la haine se sont nourris goulûment des abominables forfaitures perpétrées. L'âme populaire, l'âme collective des victimes est saturée de douleur. Vingt-cinq ans de souffrances accumulées doivent se faire jour en un spasme indomptable, dès qu'est incité le nerf dominant, l'espoir.

Le 28 juillet 1904 fut la date historique où cet espoir naquit. L'explosion de la bombe terroriste sous la voiture blindée du ministre de l'Intérieur, von Plehwe, doit être regardée comme le point de départ de la Révolution russe. Il n'y a guère dans toute l'histoire du monde occidental d'autre exemple d'un attentat dont l'effet ait été aussi immédiat et surtout aussi gros de conséquences que la soudaine suppression de cet homme. Mais cet effet s'explique : Plehwe n'était pas seulement le principal représentant, mais véritablement l'incarnation du régime qui a ramené l'autocratie de Plevna à Port-Arthur, et la nation, de la « liberté gracieuse », à l'esclavage féroce. Il n'est certes pas douteux qu'il y a eu un certain rapport intérieur entre les pitoyables enseignements de la guerre russo-japonaise et l'acte des deux terroristes Sazonoff et Sikorski qui ont préparé la mort de ce symbole vivant du tsarisme. Mais ces rapports sont lointains. La stupéfiante désorganisation intérieure du régime tsariste — qui sera exposée plus loin — était depuis longtemps ressentie par la

Russie ; les heureux désastres de Mandchourie n'ont eu que le seul effet de faire enfin profiter le monde civilisé entier après vingt-cinq ans d'obstination dans l'aveuglement, d'un enseignement que le peuple russe n'avait que trop bien éprouvé pendant cette période d'oppression. Exécuté après l'exhibition au grand jour de la déchéance tsariste révélée par la guerre, le meurtre de Plehwe a pu acquérir un cachet plus sympathique, aux yeux du monde. Mais il est absolument certain que l'épouvantable course à l'abîme accomplie par l'administration intérieure, a été plus que suffisante pour armer les terroristes, et pour provoquer, à la suite du crime symbolique, une explosion de haines et d'espoirs qui n'aurait jamais pu résulter directement d'un acte isolé.

A la vérité, la nation russe entière, près de s'écrouler sous son fardeau de malheurs, attendait et escomptait un événement de ce genre, comme occasion de manifester ses sentiments. Et il aurait eu lieu, si même la guerre n'avait pas éclaté. Les chefs intellectuels du peuple russe s'en rendaient parfaitement compte. Ils pensaient depuis plus de deux ans à frapper un coup décisif et ils n'hésitaient que devant la difficulté de ne pas frapper à faux. Sans même envisager en détail — comme à une partie d'échecs — tous les coups et contre-coups possibles que l'un ou l'autre acte violent, sensationnel, pouvait entraîner pour la nation russe, leur instinct national, si j'ose dire,

les avait amenés à voir dans la mort éclatante de Plehwe, la catastrophe la plus susceptible de muer soudain l'apathie des foules muselées en une colère virile. Aussi la mort de Plehwe avait-elle été décidée dès 1902. Pendant deux ans, tous les efforts sont restés vains. Mais aussi, de plus en plus, et c'est là un fait fort digne d'intérêt, le peuple russe croyait à l'exécution inévitable du crime. A la fin, on l'attendait de jour en jour. L'opinion publique, sourde, cachée, mais d'autant plus vive, était littéralement impatiente de voir l'acte de lynchage accompli. L'extrême importance du fait escompté fut si nettement ressentie dans toutes les classes de la société que longtemps avant l'événement la grande-duchesse Elisabeth pouvait dire à une amie étrangère : « L'assassinat de Plehwe serait le commencement de la fin », tandis que les hommes de science, les avocats, les médecins, sans parler des groupes ouvriers ou des secrètes associations politiques, arrêtaient déjà la ligne de conduite qu'ils comptaient suivre après la disparition de l'individu qui avait centralisé entre ses mains toutes les forces du tsarisme pour en disposer librement au profit de la caste égoïste qui régnait. L'impatience atteignait jusqu'aux membres du plus grand monde des capitales. De sources mystérieuses, mais connues à présent, des sommes considérables furent mises à la disposition de l'insaisissable groupe terroriste qui,

au su de tous, organisait la catastrophe. Des industriels, des princes, des dames de la société même, moins peut-être pour servir le pays que pour ressentir la douce émotion de faire en même temps du feuilleton et de l'histoire, contribuaient aux frais du complot.

Car ces frais étaient énormes. Il fallait toute une organisation de surveillance, pour noter les moindres mouvements de la victime désignée. Il fallait, malgré les dangers que courait la cause, déroger au principe du groupe terroriste, qui consiste à ne pas former une association stable, à ne pas laisser connaître à un membre plus de deux ou trois camarades, à ne pas posséder un siège central, à ne pas réunir en un même endroit plusieurs adhérents. La tâche des meurtriers était extrêmement difficile et longue à exécuter. Une contre-police était indispensable pour pénétrer tous les détails de la police de sûreté personnelle du ministre. Et cette police était plus compliquée et plus forte que celle du tsar. Le ministre disposait d'un budget de police personnelle de 400,000 roubles, plus d'un million de francs par an. Il sortait dans un coupé étrangement profond, hermétiquement clos, blindé d'acier nickelé à l'épreuve des balles de revolver et même des schrapnells. Les rues qu'il traversait étaient envahies par d'innombrables fiacres occupés par ses agents ; c'est au milieu de cette nuée de véhicules, que rien n'arrêtait, qu'il faisait ses déplacements.

De longs couloirs, sinistrement enchevêtrés, séparaient son cabinet ministériel du monde extérieur ; tout visiteur inconnu des hauts fonctionnaires était outrageusement fouillé avant d'être mené devant lui. Et sa troupe de cinq cents agents personnels surveillait, traquait, arrêtait et faisait déporter sans procès quiconque était suspect de désapprouver sa politique. Dans ces conditions, l'organisation terroriste luttait contre des obstacles insoupçonnés. Mais elle eut des concours précieux. Plus de 200,000 francs ont pu être dépensés en vue du « crime », jusqu'au printemps 1904. On avait eu besoin d'une maison sûre — non pas à Saint-Pétersbourg, bien entendu — pour l'étude des engins et pour centraliser les efforts préparatoires. Où elle se trouvait, la plupart des membres de la Boyévaya Organisatsia, de l' « Organisation de Combat », l'ignorent aussi bien que la police. Cette maison, il avait fallu l'acheter. Il avait fallu se procurer un concierge sûr ; quelle difficulté dans un pays où la police a le monopole du placement de ces employés, où chacun d'eux est un agent secret chargé réglementairement d'adresser à ses chefs policiers des rapports sur n'importe quel habitant ou visiteur de la maison, qu'il espionne au lieu de la garder ! Mais, depuis de longues années, des révolutionnaires dévoués se sont faits policiers. L'obstacle fut surmonté. Un plan extraordinairement simple, mais qui demandait de la part des exécuteurs un

sang-froid et une précision hors ligne, fut enfin arrêté. On était prêt.

La guerre éclata. Et dès les premières défaites russes, moins tragiques encore que grotesques, on sentit que le crime préparé acquerrait une importance internationale à laquelle on n'avait pas pensé. Mais, en même temps, les terroristes étaient devenus inquiets. C'était le moment où la caste militaire russe, affolée, avait noué une intrigue désespérée — on en parlera plus loin — pour sauver la situation, en entraînant l'Angleterre et la France dans la guerre. Cette éventualité pouvait mettre en danger les résultats qu'on attendait de la suppression de Plehwe ; une guerre universelle devait mettre les événements russes au second rang. Ces préocupations, je les ai connues au cours d'une conversation inoubliable. A peine revenu de Saint-Pétersbourg, où par un hasard heureux j'avais pu contribuer à dévoiler l'abominable intrigue imaginée contre la paix du monde, un révolutionnaire russe se présenta chez moi.

— Croyez-vous, monsieur, que la France puisse se laisser entraîner dans la guerre ?

— Plus maintenant. Pourquoi ?

— Parce que, alors, on devrait ajourner un acte décisif en vue de l'affranchissement du peuple russe ; un acte qui pourrait terminer la guerre.

— Vous voudriez donc affaiblir l'armée russe là-bas ? Interrompre, en un mot, la mobilisation ? C'est très difficile.

— Vous connaissez le pont de l'Iénisséi ?

— Je vous vois venir ! Le faire sauter pendant la débâcle des glaces. Mais il vous faudrait deux piliers au moins, et on réparerait le dommage dans l'espace d'un mois.

— Merci pour les renseignements. Mais il y a autre chose. Avez-vous eu l'impression que Plehwe domine la politique entière ?

— Parfaitement ; et encore différentes autres choses par-dessus le marché.

— Croyez-vous vraiment qu'il est universellement détesté, même par ses collègues ? S'il tombait, changerait-on le système ?

— On ne le fera pas tomber, parce qu'en dehors de lui, il n'y a personne pour mener ce système. Et l'on maintiendra ce système, parce que c'est le dernier rempart du tsarisme. Avec la colère accumulée, de petites concessions amèneraient par leur développement naturel de plus grandes. Ce serait la boule de neige. Ce serait la répétition de l'histoire française de 1789 à 1793. Celle-là, on la connaît là-bas. Le grand-duc Vladimir est un expert dans la matière. On ne se lancera pas dans cette voie à moins d'une nécessité absolue.

— Alors, si Plehwe disparaissait, ce serait selon vous, le gâchis absolu, ou précisément l'entrée dans cette voie ?

— Absolument.

— C'est absolument votre conviction ? Vous

croyez le peuple en Russie mûr pour profiter de cette situation ?

— Oui, car il en a assez. Mais il lui faut un entraînement puissant, un bouleversement qui le secoue. Vous croyez tous que la défaite en Mandchourie, si elle est assez éclatante, va vous fournir cet instrument.

— Je crois, dit-il très prudemment, que si l'on faisait luire aux yeux du peuple l'espoir positif de l'affranchissement, il serait plus violemment soulevé que par l'excès des malheurs.

— Cela, évidemment.

— Ah ! s'écria-t-il vivement. Merci. Je suis tout a fait fixé. Plehwe disparaîtra. Comptez-vous parmi les coupables...

Quinze jours plus tard, une formidable explosion éventra l'hôtel du Nord à Saint-Pétersbourg. Une bombe destinée en réalité à Plehwe avait fait dix-neuf victimes innocentes. Le sinistre eut un côté grotesque. Le propriétaire de la bombe, à peine arrivé à l'hôtel, était sorti pour aller dîner en laissant dans sa chambre, fermée à clef, deux valises. Aussitôt, un agent de Plehwe, de concert avec le portier, policier lui aussi, crocheta la porte et perquisitionna dans les bagages du voyageur, signalé sans doute comme suspect. Or, une des valises n'était autre chose que la bombe. En l'ouvrant, le policier détermina l'explosion. Tout le quartier fut en émoi. Le voyageur dînait avec

un ami sur le Nevski Prospect, à quelques pas. Il entendit la détonation.

— Bon, dit-il. Ça y est. C'est raté. Les imbéciles ! Ce sera pour une autre fois.

Il solda son addition, sous prétexte d'aller regarder ce qui se passait, se rendit à la gare, en face, et repartit chez lui — sans payer sa chambre à l'hôtel.

L'impression de cet incident tragi-comique fut infiniment plus forte en Russie qu'en Europe, où la presse, aux rares endroits où elle n'est pas payée pour mentir, se trouve à la merci des élucubrations d'un « bureau de presse » gouvernemental. Il y a en Russie treize millions d'individus qui savent lire, sur cent trente millions d'habitants, mais sur ces treize millions, il n'y en a pas eu un seul qui n'ait vu immédiatement que cette explosion n'était que l'échec d'un attentat contre Plehwe. A vrai dire — et comme il s'agit de contribuer ici à la vérité historique exclusivement, on ne peut hésiter à le constater — la désillusion fut générale en Russie, Pologne, Finlande, Caucasie et Sibérie. Etant données les rigueurs invincibles de la censure impériale, ce désappointement adopta des formes burlesques pour se manifester publiquement. Un grand journal, aucunement révolutionnaire d'ailleurs, du midi de la Russie, eut une formule heureuse mille fois variée à travers tout l'Empire. « Il est inconcevable, écrivit-il, que le criminel

porteur de cet engin infernal ait commis l'imprudence impie de négliger pendant une seconde la surveillance de sa bombe. N'a-t-il donc pas pensé aux nombreuses victimes innocentes que ferait l'explosion ? On reste rêveur devant la stupidité des anarchistes. » Les « victimes innocentes » comportent fatalement une victime coupable ; la « stupidité » réside dans le fait de n'avoir pas su déterminer l'explosion à l'endroit prévu. L' « imprudence impie » consiste évidemment à avoir tué une vingtaine de pauvres citoyens, au lieu de Plehwe. Et elle dénote en même temps que le journal savait déjà que l' « anarchiste » n'y était pas ! Pourtant, Plehwe lança pendant huit jours d'innombrables dépêches affirmant la mort lamentable du criminel. Il en donna même le nom, l'adresse et le portrait ! Mais aussi, il obtint d'urgence un crédit supplémentaire de 80,000 roubles (210,000 francs) pour renforcer la police.

Trop tard ! Une profonde commotion avait traversé le peuple. Chez tous ceux qui rêvaient silencieusement le bouleversement salutaire, on discutait ce qui aurait pu être si « l'anarchiste avait été moins désireux d'aller dîner ». Et ceux-là étaient légion : les ouvriers industriels russes, les intellectuels, les gens exerçant des professions libérales, les Polonais, les Petits-Russiens, Finlandais, Arméniens, Géorgiens, et, plus sourdement, l'immense foule des paysans illettrés. Nécessairement, les terroristes étaient renseignés sur la

déception générale. Ce leur fut un stimulant vigoureux. On réorganisa l'entreprise — et on évita l'hôtel.

Une automobile fut achetée — il ne faut pas faire à la marque la réclame de la désigner. Elle fut ornée d'une peinture identique à celles des automobiles des postes qui font à Saint-Pétersbourg la levée des boîtes à lettres. Elle devint un auxiliaire merveilleux. Le 28 juillet au matin, Sazonoff et Sikorski, armés chacun d'une bombe à la pyroxyline, se trouvaient en face de la gare de Varsovie. La nuée des fiacres policiers arrive, impénétrable, encadrant la voiture-forteresse de Plehwe. Là, à l'endroit, à la seconde prévue, une automobile des postes, à grande allure, cherche à traverser le cortège... Elle s'arrête au milieu... Pendant dix secondes le coupé visé doit stationner. Il ne le peut ; à la troisième il est pulvérisé, avec l'homme qu'il abrite, par la bombe jetée par Sazonoff. L'automobile repart à toute vitesse. Le signal de la révolution est donné.

Dans un siècle, cet épisode de feuilleton aura gagné les honneurs d'un acte historique de premier ordre. Les conséquences de la disparition de cet être funeste furent infiniment plus grandes, infiniment plus rapides aussi, que n'avaient pu le croire les plus enthousiastes des terroristes. Ce fut, en vérité, le choc nerveux nécessaire à cette immense foule apathique. La corde de l'espérance commença à vibrer en elle. En un mouve-

ment spasmodique, presque immédiat, elle secoua, moralement, son joug et revendiqua aussitôt publiquement, en face des sbires de l'autocrate apeuré, la mise en pratique de ses idées.

Dès le lendemain de la mort de Plehwe, la Russie avait changé de face! Chose inouïe, une nation russe manifesta son existence ! Personne n'avait jamais voulu croire qu'elle existât autrement que sous forme de principe abstrait. Elle agissait, ou du moins elle parlait, elle se plaignait, elle disait ses haines et ses souffrances ! Dès ce jour-là, dès ces semaines mémorables où la Russie commençait à vivre, dès ces mois où derrière l'écran de la vénalité d'une presse immonde, qui entourait la France d'une muraille chinoise de mensonge et de trahison, la nation amie et alliée est enfin entrée dans la voie que nous aurions pu lui enseigner depuis un siècle, dès cette époque de résurrection de l'âme russe, la face du monde était changée. Car le tsarisme, avec la brillante façade d'omnipotence meurtrière qui avait ébloui jusqu'à des nations libres ; la despotie, transmise de Djinghiz-Khan aux Romanoff et des Romanoff à la dynastie allemande, dégénérée, morbide, et, partant, néfaste, des Holstein-Gottorp, entra ce jour-là en agonie.

Fait unique dans l'histoire ! Jamais, ni à la chute de la Bastille, ni à l'avènement de Cromwell, ni au renversement des Djinghiz-Khanides par les paysans chinois, ni après la déroute de Kar-

chémisch où tomba l'omnipotente dynastie assyrienne ; à aucune époque, aucun peuple du monde ne paraît avoir saisi à la minute le sens profond du bouleversement extérieur qui se produisait, aussi nettement, aussi logiquement que la nation russe. C'est que, chez elle, tous ces événements contradictoires qui ahurissent le monde depuis la date fatale, et qui sont doctement représentés par les commentateurs comme le commencement d'une agitation, en sont en réalité l'aboutissant. L' « agitation » s'est faite depuis vingt-cinq, depuis cinquante ans, depuis Sébastopol. Les nationalités assujetties au tsarisme, Slaves et Touraniens, ont toutes une vie psychique considérablement différente de celle des Latins. Chez elles, les grandes luttes sont silencieuses. Comme la neige blafarde couvre, uniforme, désolante, leurs interminables plaines, tandis qu'en dessous les semences germent pendant l'hiver sombre, ainsi l'oppression, écrasante, stérilisante, uniformément désolante de la despotie, a pu cacher aux yeux du monde extérieur les péripéties les plus dures, les plus difficiles du développement national. La naissance est, d'après un physiologiste célèbre, l'exploit le plus dangereux, le plus difficile de la vie humaine. Il en est de même de la vie nationale. La vie embryonnaire détermine tout. Chez les races occidentales, elle se manifeste trop souvent par d'inutiles secousses extérieures. Chez les Slaves, elle reste un développement de conscience. Ce développe-

ment, cette transformation mentale, qui, arrivée à son apogée seulement, s'est fait jour depuis la date historique de l'attentat libérateur, est ce qui détermine en ce moment la « crise russe » comme disent les bien-pensants, la « révolution russe » comme disent les indépendants.

Cette transformation de la conscience nationale russe sous le couvert d'une despotie qui a été, et qui est encore, l'anachronisme le plus étonnant de notre époque, est sans aucun doute le phénomène le plus important, le plus gros de conséquences qu'il nous soit à cette heure permis d'observer. Comment s'est-elle faite ? Où aboutit-elle ?

Aucun psychologue n'a jamais su analyser et décrire le développement d'une simple conscience individuelle. Comment le dépeindre pour une nation ? Nous avons un moyen détourné. En ne faisant pas de démonstration théorique, en alignant simplement quelques-uns des innombrables faits qui ont été cause de cette transformation, nous ferons comprendre cette dernière elle-même. Car le fond de l'âme humaine est partout identique. Et nous sentons notre conscience affectée de la même façon que les sujets du tsar en laissant agir sur nous les faits matériels racontés qui, dans leur forme réelle, ont agi sur l'innombrable foule des victimes de l'autocratie russe.

L'ensemble de ces faits est si vaste qu'il serait illusoire de vouloir l'analyser. Il faut en détacher quelques-uns, typiques, probants, pour en faire

découler l'image de l'état général. Les différentes classes sociales, les différents domaines de l'activité gouvernementale devront être représentés par les plus impressionnants de leurs gestes. Leur ensemble constituant la vie de l'Empire russe, l'ensemble de ces faits détachés donnera une image assez exacte des influences morales qu'a subies la conscience nationale russe et, partant, de sa transformation qui aboutit, devant nos yeux, à la révolution.

Le tsar, unique personnage responsable, pensant et agissant présomptueusement pour ses 130 millions de sujets, les grands-ducs, ses parents, et toute la séquelle de courtisans qu'ils traînent derrière eux, parasites immondes, mais personnages prépondérants à cause de leur pouvoir personnel auprès de l'autocrate ; les ministres et l'innombrable armée des fonctionnaires, vampires inconscients, mais véritables maîtres de la nation ; celle-ci enfin, ses commerçants, ses paisibles bourgeois, ses ouvriers malheureux, ses paysans incalculables, et son élite, ses penseurs, ses révoltés : ces éléments divers devront être caractérisés les uns dans leur triomphe, les autres dans leurs souffrances.

Car il est impossible d'observer les larges vagues du réveil national, cachées derrière l'impénétrable rideau de la censure et des discussions stériles, ou d'évaluer les chances de la révolution et ses conséquences pour l'équilibre euro-

péen et asiatique, sans aller jusqu'aux sources du chaos présent, sans composer, par la mosaïque des petits faits historiques, le tableau général des conditions économiques et politiques créées par le régime tsariste, et de l'évolution de la conscience nationale vers la destruction du tsarisme.

Quant à ces faits rions-en, pour ne pas en pleurer. Et donnons, en riant aussi, la préséance à ceux qui la réclament : à la dynastie de dégénérés et de fous qui règne et à leurs valets les plus plats.

CHAPITRE PREMIER

La Dynastie et la Cour.

Dans la révolution russe qui commence, comme dans la despotie moscovite qui est à l'agonie, tout gravite autour de l'individu qui prétend être en même temps le symbole et le directeur de tous les pouvoirs politiques et spirituels. La révolution même dépend pour ses péripéties comme pour ses chances en très grande partie de ce personnage anachronique qui, théoriquement, réclame l'omnipotence, tandis, qu'en réalité, il n'est que le centre de gravitation d'une caste d'oppresseurs. Mais cette dernière ne peut être atteinte qu'à travers le premier. C'est contre le tsar que se dirige l'assaut destiné à détruire la caste régnante. C'est sur le tsar qu'agit cette caste pour obtenir ses tristes moyens de défense. Le tsar est donc, à la fois, tout et rien.

Qu'est-ce qu'un tsar ? Au début c'était une simple faute d'orthographe (tsar pour césar) ; à la fin c'est devenu un euphémisme élégant couvrant de sa sonorité la dégénérescence de certains indi-

vidus se prélassant dans la pourriture d'un certain régime. Entre ces deux termes extrêmes, le tsar a été une force brutale, très réelle, basée sur les intérêts puissants de certains groupes de tyranneaux, incapables de se maintenir sans le symbole mensonger d'une force centrale au prestige écrasant. Autant dire que le tsar n'a jamais été que le produit et l'instigateur d'une corruption morale.

Jusqu'à son titre qui n'est que la corruption du latin César ! Jusqu'à l'adoption de ce titre qui n'est qu'une fraude tendant à faire croire qu'un petit despote asiatique régnant à Moscou, était l'héritier direct de l'empire byzantin détruit peu avant ! Jusqu'à l'introduction du fameux aigle bicéphale qui n'est qu'un vol perpétré sur la dynastie byzantine déchue sous les coups des Ottomans ! Depuis cette glorieuse entrée dans le monde, il y a eu des tsars pendant trois cent soixante-huit ans. Et ils n'ont guère changé de méthode.

Leur « honneur dynastique » lui-même a continué de s'alimenter du mensonge. La mentalité des « grandes familles » ressemble toujours à celle des éleveurs de chevaux pur-sang. La grandeur se mesure à la longueur du pedigree, de quelque nature qu'il soit. Une grande duchesse russe ne donnera pas la main à un ouvrier, mais elle embrasse son caniche. « Je ne comprends guère cet amour pour un chien », lui dit son médecin. « Comment donc ! Mais je peux suivre sa généalogie à travers vingt générations. Elle est admi-

rable ! » fut la réponse. C'était une âme sœur aristocratique...

Puisque une foule de gens à la cérébralité fruste voient encore dans la longueur des pedigrees dynastiques, un titre de respect et comme une preuve de droits historiques, il est nécessaire d'opposer à Nicolas II, resplendissant rejeton d'une race somptueuse, Nicolas II, ultime produit d'une petite famille de dégénérés. La généalogie officielle du tsar remonte à un roi normand, Rurik, — qui a asservi au xe siècle une partie de la Russie. Elle est aussi apocryphe que possible. Les Rurik purent juste encore voler au Bas-Empire le titre de tsar et l'écusson à l'aigle. Puis ils disparurent. Après un interrègne de trente ans, les hobereaux moscovites élurent tsar un des leurs, un nommé Romanoff. Ils avaient la main heureuse ; car cette famille a organisé par le meurtre, la trahison et la guerre l'autocratie russe. Mais avec les enfants de Pierre-le-Grand cette dynastie s'éteignit à son tour. Elle avait duré exactement cent cinquante ans, de 1613 à 1762. Un parent des Romanoff, le duc Pierre Ulric de Holstein-Gottorp-Oldenbourg, eut alors le bonheur d'arriver au trône russe. Lui est le fondateur de la dynastie régnante, laquelle n'a pas manqué d'usurper la désignation « Romanoff », comme les Rurik avaient usurpé le titre de César.

Cette dynastie a été et est encore purement allemande. Sous elle, les habitudes, les idées, les méthodes, les hommes allemands, ont souveraine-

ment gouverné la Russie. Pendant longtemps, les Russes eux-mêmes en ont gardé une conscience très nette. Et dans le midi du pays, chez les Ruthènes, soumis par ces tsars au régime du servage, après avoir joui d'un régime républicain, cette conscience subsiste partout. « Ah ! les Dolgorouki, les Miloradovitch, quels bons tsars ce seraient ! Du moins, ils seraient Russes ! » De telles phrases s'entendent encore dans les villages petits-russiens, où l'on s'interroge plaisamment sur la nationalité du régime qui les opprime. « En Russie, qui est Allemand ? — Le fonctionnaire. — Qui encore ? — Le professeur. — Qui encore ? — Le richard. — Et puis ? — Le général. — Et ensuite ? — Le ministre. — Et enfin ? — Le tsar ! » On ajoute généralement que les Français sont moins importants ; ils ne fournissent que le maître de danse, le cuisinier, le coiffeur et... la demi-mondaine. Mais la survivance de l'idée qui préside à ces plaisanteries paysannes, est caractéristique. Elle l'est d'autant plus que l'impératrice Elisabeth, qui a nommé le duc de Holstein-Gottorp héritier du trône, n'a guère eu la main plus heureuse que les électeurs de Michel Romanoff en 1613. Elle a doté la Russie d'une dynastie de fous.

PIERRE III ET PAUL Ier

L'initiateur de la nouvelle dynastie était affligé, outre une épouse extrêmement ambitieuse, alle-

mande elle aussi, d'une hydropisie compliquée de crétinisme à la suite d'excès alcooliques. Il eut le malheur de transmettre ses tares à un fils conçu par l'impératrice Catherine, avant qu'elle se fût attachée à consommer cruellement la force vive d'innombrables amants. Paul Ier fut un héritier du trône aussi authentique qu'épileptique. La profonde déchéance physique et morale de l'ancêtre, auquel Nicolas II doit le bonheur équivoque d'occuper le trône, fut à un tel degré répugnante que Catherine acheta par ses faveurs les plus douces, de nobles assassins dans la personne des frères Orloff ; ceux-ci la débarrassèrent facilement d'un mari dont la trogne rubiconde ne s'illumina que d'un rire idiot, quand on lui annonça l'arrivée des conspirateurs à la tête de plusieurs régiments. Sous le règne de Catherine la Grande, princesse d'Anhalt, l'héritier du trône, le faux Romanoff Paul développa à l'aise sa profonde stupidité et sa remarquable épilepsie. Arrivé enfin au pouvoir, dont le témoignage des aliénistes aurait dû à tout jamais l'exclure, il sut, entre deux crises, commettre de telles folies gouvernementales, de telles monstruosités politiques, judiciaires et autres, montrer une telle incohérence d'action dans son marasme cérébral, que sa suppression devint une nécessité d'hygiène publique. L'acte d'épuration fut accompli par les conseillers habituels du fou furieux, et au su de son fils aîné, vénéré partout comme le doux et idéaliste Alexandre Ier. La vérité

est que la grand'mère de ce fils conspirateur avait considéré son fils Paul comme tellement fou qu'elle l'avait exclu de la succession, au profit de ce petit-fils, et que le prince Biezborodski avait eu soin de soumettre à ce dernier l'acte officiel dressé par Catherine, mais subtilisé au moment propice par Paul qui sentait le besoin impérieux d'un champ d'exercice illimité pour ses accès de démence.

ALEXANDRE Ier

Alexandre Ier, de père et de mère allemands, donc nanti, outre la mégalomanie que sa grand'-mère Catherine lui avait inculquée, de l'esprit critique de la « nation des penseurs et des rêveurs », avait cru sans doute contribuer à la guérison définitive de son père en assistant silencieux à son étranglement. Malheureusement, l'épilepsie dynastique ne l'avait pas laissé indemne ; elle lui avait légué deux genres de faiblesse cérébrale typiques qui constituent comme le fil rouge dans l'histoire des Holstein-Gottorp. Ce fut, d'un côté, l'amnésie, de l'autre un mysticisme tout à fait particulier. Ces deux tares, ajoutées à la mégalomanie juvénile, ont dominé la vie glorieuse d'Alexandre Ier. Il débordait d'incohérences et de pleurs. Féroce et sentimental tour à tour, se réfugiant dans l' « inspiration » mystique, chaque fois que son cerveau ahuri perdait le fil des événe-

ments, il eût donné l'image d'un vrai polichinelle sur le trône, si la sombre grandeur de Napoléon n'avait imposé à ses conseillers une action méthodique pendant la majeure partie de son règne. Et même là, quelle incompréhension dès que la décision personnelle du tsar était inévitable ! Il pleurait d'émotion à la nouvelle des victoires napoléoniennes ; d'angoisse ? Aucunement : de joie, comme le mélomane saisi par les accents de la *Symphonie héroïque*, jusqu'au jour où Napoléon annexa l'Oldenbourg, berceau de la dynastie « russe ». Le tsar pleura encore d'émotion ; mais c'est sur une lettre du grand-duc dépossédé, évoquant les doux liens de famille, et implorant son secours. La voix du sang vicié l'appelait ! En vingt-quatre heures, il devint l'ennemi aussi ardent du Corse qu'il en avait été l'admirateur. Une crise de larmes changeait l'histoire. A ses généraux et ministres de se débrouiller avec la situation ! L'épopée française achevée, l'empire des nécessités inéluctables fini, enfin l'âme hybride du souverain put prendre son libre essor. Le mysticisme éclata. Quel mysticisme ! Il se caractérisait par l'appel à des intelligences surhumaines, chaque fois que l'intelligence personnelle se trouvait dans une impasse morbide. Sous l'influence de vieilles dames confites en piétisme, le tsar, atteint de marasme sénile dès sa cinquantième année, se fit le prophète de la Sainte-Alliance. Son marasme s'explique. Cet homme, qui n'avait pas su obtenir

un héritier direct, avait pourtant, comme disait un de ses ministres « repeuplé personnellement la Pologne d'au moins huit cents rejetons Tous-Gracieux ». Il tomba dans le mysticisme par amnésie, qui peu à peu crée l'habitude de recourir aux renseignements magiques, à défaut d'un fonctionnement suffisant du cerveau. Les manifestations autoritaires de cette folie devinrent si insupportables que, de nouveau, une mesure radicale s'imposait. Le tsar mourut d'une « fièvre spéciale », que les Borgia avaient connue à merveille.

NICOLAS Ier

Le trône aurait dû revenir à son frère Constantin. On l'espérait, car il avait été gratifié de son père d'une faiblesse cérébrale telle que le maximum d'effort possible était pour lui de manger convenablement aux banquets officiels. Malheureusement, Alexandre l'avait contraint d'abdiquer en faveur du troisième frère, Nicolas, atteint, outre d'amnésie, de la folie de la persécution, de crises épileptiques, d'accès irrésistibles de cruauté pour les bêtes, mais aussi d'une mégalomanie rappelant celle des Boxeurs chinois, qui se manifestait par la croyance à son invulnérabilité, et par une apparence d'énergie qui désarmait son entourage. Ces différentes qualités aboutirent par leur combinaison à créer le régime d'oppression le plus

formidable qu'on connaisse, et à lui superposer en même temps, un système de concussion incomparable.

« Comment ! imbécile ! dit-il, rageur, un jour au financier (Allemand naturellement comme lui-même) Fraenkel. Tu te plains que tous les percepteurs volent le trésor ? Que tu ne les en empêches pas ! Triple idiot, tu ne vois donc pas qu'aussi longtemps qu'ils peuvent voler, ils aimeront le tsar, et le défendront contre les menées subversives ? »

Il considéra, à côté du vol, la science bien « menée » comme l'appui le plus précieux de son omnipotence morbide ; et il dit un jour à l'orientaliste (naturellement allemand) Schmidt qui avait traduit et commenté des textes bouddhiques du Thibet et demandait que le tsar les fît imprimer à ses frais : « Monsieur Schmidt, traduisez toujours; mais c'est moi, j'imagine, qui ai à décider si dans cet ouvrage *(Le Sage et le Fou)* le rôle du *Sage* est dévolu à celui qui pratique des principes identiques à ceux de mon gouvernement ; le ministre de la police (!) m'adressera un rapport sur la valeur scientifique de cet ouvrage. »

L'étroitesse de ce cerveau omnipotent aboutit naturellement au désastre, suite du vol organisé, de l'ignorance organisée, et de la suppression de toute initiative. Sébastopol fut la fin. L'incapacité générale, les concussions, tout y fut identique à ce qu'on observe actuellement en Mandchourie ; inutile donc d'en parler. Mais ce

3

qui est intéressant — quoique non encore répété à l'occasion de Port-Arthur, c'est la mort subite, mystérieuse de Nicolas Ier ; « de cœur brisé » disent les historiens officiels, d'une crise nerveuse prétendent ses courtisans, d'un accès de folie furieuse, racontent les médecins, d'une bonne dose de noix vomique, insinuent ceux qui prétendent avoir préparé la potion...

ALEXANDRE II

Avec son fils Alexandre II, le grand, le libérateur, la dynastie de phénomènes pathologiques entre, en quelque sorte, dans l'époque contemporaine. Allemand, bien entendu, de père et de mère, il avait hérité, non pas seulement de toutes les tares des Holstein-Gottorp, mais encore, chose particulièrement grave pour un autocrate entouré d'une caste de brutes omnipotentes, de l'idéalisme tout fait de timidité et de confusion philosophique, de la prussienne Louise, sa grand'mère. C'est là peut-être la raison de la fâcheuse transformation de l'exubérance sexuelle des épileptiques qui, dès sa jeunesse, l'a distingué de son vaillant oncle Alexandre Ier. Toujours est-il que dès l'âge de dix-huit ans, comme disent les historiographes officiels, sa santé générale se trouvait profondément épuisée par le surmenage. Des voyages et des distractions le guérirent à peine. « Ce fut dans sa

vieillesse seulement que sa santé se raffermissait. » L'évocation d'inexistants idéals dominait sa politique aussi bien que sa vie intime. Tout l'émut profondément « par la disproportion entre la réalité et ses idées ». Il fut ainsi surtout, comme disent ses intimes « l'empereur pleurnichard ». Il suppléa à son manque d'entendement par la vigueur de ses émotions.

Ces dernières le poussèrent quelquefois vers les théories humaines ; mais comme son incapacité l'obligeait toutes les fois à en laisser la réalisation à des individus qui avaient tout intérêt à continuer le système de Nicolas Ier, aucune de ses idées justes n'a pu aboutir. C'est ainsi que l'abolition du servage, conçue après Sébastopol, à un moment où la sensation d'un remords cuisant, que son père aurait dû éprouver, le poussait à s'inspirer d'idées bibliques, n'a pu aboutir à autre chose — comme on le verra plus loin — qu'à la création d'un servage nouveau plus terrible que l'autre. C'est ainsi que les « grandes réformes des années soixante » qu'il avait ordonnées, mais qu'il n'a pas su organiser, devinrent une caricature qui exaspérait ses sujets intelligents. C'est ainsi que voyant l'insuccès de ses entreprises, le souverain tombait d'une crise de conscience dans une autre, non sans se croire, avec amertume, un génie méconnu. Cette amertume prit le dessus au fur et à mesure que l'amnésie, dont il souffrait comme ses ancêtres, lui ôtait la possibilité de contrôler comme il l'aurait

voulu, et comme il se figurait le faire, la mise en pratique de ses vagues idées de réformes, irréalisables parce que incompatibles avec le principe de son essence divine qu'il maintenait. Ses valets le comprirent mieux que lui-même. Ils agissaient selon le cœur de Nicolas Ier, et ils jouaient la comédie au sens d'Alexandre II.

Le résultat fut le détraquement complet, non seulement de l'organisation de l'empire, mais encore de la mentalité de l'empereur. Le nihilisme naquit tout naturellement de cette contradiction intérieure entre les intentions mystiques et l'action despotique. Le nihilisme, exaspération d'intelligences narguées, jeta le pauvre malade, devenu onaniste intellectuel, dans une pose de bienfaiteur incompris qui se venge de ses propres bonnes intentions. Il organisa la terreur blanche. Des attentats répétés le rejetèrent de nouveau dans l'idéalisme du martyre. L'incohérence absolue dicta désormais ses décisions. La peur du dehors, la peur de ses propres idées, le réduisirent, si j'ose dire, à la condition d'une bête traquée par elle-même. Son exaltation dans l'incohérence se transmit à la vie de l'Etat. La Russie traversa un moment de tension, de tiraillements funestes, aussi insupportable que le mal qui déchirait le cerveau du maître. Dictature et constitution furent décidées un même jour. « Brisé d'émotion, l'empereur se retira de tout. » Brisé d'émotion aussi, les historiographes l'oublient, le pays tomba dans

un spasme d'incertitude. La situation fut intolérable pour la caste des oppresseurs, comme pour le peuple. La première, avide d'un changement quelconque, appuya le nihilisme nourri de la même fringale. A eux deux, les uns en confectionnant les bombes, les autres en négligeant volontairement de combattre le péril, ils réussirent. Le pauvre malade, l'unique qui mérite quelque sympathie dans l'interminable série des dégénérés issus de Pierre III, tomba victime de sa tare. « Deux âmes, hélas ! habitaient sa poitrine », comme celle de Faust. Elles s'anéantissaient mutuellement, et le résultat fatal de ses efforts psychiques ne pouvait être que le néant. Malgré ses transports lyriques qu'il croyait féconds pour la politique, malgré l'exaltation maladive, et la sensitivité en quelque sorte virginale de son cerveau trop épuisé, Alexandre II, s'étant mû dans un tragique cercle vicieux, devait laisser la Russie là où son père, par ses transports de brutalité, l'avait placée.

ALEXANDRE III

La génération suivante montre une phase de dégénérescence qui, trop souvent, précède l'ultime catastrophe des souches épileptiques. La tuberculose avec toutes ses néfastes influences sur la vie cérébrale, l'exaltation extrême de l'érotisme, les brusques sauts entre l'apathie absolue

et l'effort violent, les changements de conception inattendus, illogiques, les associations d'idées biscornues et trop rapides, l'amnésie spéciale qui efface les chaînons intermédiaires dans la gamme rapidement parcourue entre la notion première, vague, et cette même notion intensifiée à l'extrême, enfin la sensibilité morbide qui vient encore interrompre à tout instant ces processus déjà anormaux, pour substituer au règne du raisonnement l'incohérence des impressions émotives : tout le tableau clinique de la psychose tuberculaire apparaît, pour ne plus quitter la dynastie. Le fils aîné d'Alexandre II était mort de tuberculose à un âge où le second fils, Alexandre, ne pouvait plus effacer de son esprit les traces profondes d'une éducation déprimante, sagement imaginée en vue de lui ôter toute idée qui l'aurait pu pousser à envier ou à briguer l'autorité impériale. On s'était attaché à développer sa timidité naturelle, déjà morbide, à un degré où elle devenait une véritable phobie. On l'avait tenu à l'écart de tout exercice mondain, indispensable pour quiconque veut faire figure à une cour somptueuse. Quand il devint subitement héritier du trône, sa mentalité, ses habitudes, son savoir, se trouvaient irrémédiablement faussés. Et à ce défaut, cultivé par ses parents, et surtout par ses précepteurs (dont le principal était Pobiédonostseff, actuellement procureur du Synode), s'ajoutaient toutes les tares de sa tuberculose latente !

Alexandre III fut, sur le trône, tantôt apeuré à l'excès, tantôt violent à l'extrême. L'incompréhension absolue des affaires qu'il devait diriger, le mit à la merci de quiconque sut utiliser au moment propice, soit son abattement, soit sa violence. La mort violente de son père le laissa dans une déroute morale lamentable. L'exaltation religieuse le mit d'abord dans un état de contrition grotesque ; le meurtre de son père lui apparut comme une espèce d'expiation, puisque sans la volonté de Dieu le crime aurait été impossible. Il soumit ce cas de conscience à son père spirituel, Pobiédonostseff, qui, il l'a lui-même déclaré plus tard, fut effrayé de ce résultat inattendu de son enseignement. Mais le dictateur Loris-Mélikoff le confirma plutôt dans son attitude d'humilité. Au premier conseil de famille officiel, tremblant d'angoisse, il déclara aux grands-ducs stupéfaits qu'il allait promulguer la Constitution signée par son père, « parce que — vérité inattendue dans la bouche du tsar — il était effrayé de la tâche formidable de gouverner à lui seul la nation ». Ses frères Vladimir, Alexis, et Serge qui, avec l'autocratie, allaient voir s'évanouir la possibilité de se livrer à leurs passions morbides, avisèrent. Une première discussion eut pour effet de changer l'attendrissement du tsar en une fureur terrible : simple peur de se voir dominer par ses frères. Il revendiqua le droit à l'humilité ! On lui dépêcha Pobiédonostseff :

scène émue jusqu'aux larmes, et promesse de chercher la lumière dans l'invocation de Dieu. Les terroristes lui dépêchèrent une lettre annonçant l'interruption, pendant trois mois, des attentats, en vue de lui laisser le temps de promulguer la Constitution. Ce fut le salut !

Au moment de l'attentat, le document décisif se trouvait au palais, sur le bureau de l'empereur. Au deuxième conseil de famille encore, le dictateur Loris-Mélikoff et Alexandre III s'en prévalurent et déclarèrent devoir, en présence de l'effervescence générale et d'une volonté aussi nettement exprimée, donner une suite immédiate aux projets du souverain assassiné ; le document, signé, avait d'ailleurs théoriquement force légale. Le terrorisme allait donc aboutir à un résultat pratique. Loris-Mélikoff, lui-même, l'a raconté plus tard, et son récit a été confirmé par le grand-duc Constantin en personne. Mais l'homme à tout faire de la réaction, le jeune chef de la police secrète, Plehwe veillait. Un tel événement aurait brisé sa carrière, son activité policière ténébreuse aurait été rendue impossible par l'introduction d'un régime comportant des responsabilités devant une autorité contrôlée par la nation.

Or, le texte de la lettre que le parti nihiliste, après l'attentat, avait adressée au nouveau tsar, disait que, « confiant dans la haute intelligence et dans la sagesse de l'empereur, et convaincu de l'introduction d'une Constitution, le parti sus-

pendait pendant trois mois l'action terroriste, en attendant les réformes nécessaires, prêt à reprendre l'action après le délai accordé ».

Plehwe s'empara de cette lettre, obtint une audience immédiate et fit croire au tsar qu'elle n'était que l'*expression de la faiblesse* du parti nihiliste ! « S'il était assez fort pour continuer, dit-il, il n'hésiterait pas une seconde à organiser d'autres attentats. L'ultimatum me semble prouver qu'on peut encore réprimer le mouvement. » L'avis du policier prévalut aussitôt auprès de l'empereur ombrageux sur celui du dictateur lui-même.

Le simple mot « ultimatum » avait tout changé. Loris-Mélikoff a raconté que le tsar éclata soudain d'un rire inextinguible. La contrition avait fait place à la rage. On insultait à son humilité ! On insultait Dieu. Il lui fallait la vengeance cruelle des tuberculeux, teintée d'un peu de sadisme. Plehwe fut chargé sur-le-champ de traquer les nihilistes, avec des pleins pouvoirs extraordinaires. Puis, l'empereur se mit en grand uniforme ! Et une heure plus tard, à l'extrême déconvenue du dictateur, il fit au troisième conseil de famille un discours tonitruant, haché de coups secs de son épée sur le plancher, et annonçant que « son devoir divin lui commandait de maintenir dans son intégralité, quoi qu'il advînt, l'immuable principe de l'autocratie ». Le tsar accepta, hautain, les félicitations de ses parents, subit plus tard l'onc-

tueuse approbation de Pobiédonostseff, se retira et s'écroula dans une épouvantable crise nerveuse... C'est de telles incohérences, d'une telle suggestionnabilité, de tels accès alternatifs de rage et d'abattement que dépend, dans les instants historiques les plus formidables, le sort d'un des plus grands empires !

L'accès d'énergie farouche n'eut guère de lendemain. Alexandre III abandonna la direction des affaires à la haute bureaucratie qu'il avait inconsidérément lancée dans la voie d'un régime d'oppression qu'il n'osa plus jamais transformer, de peur d'être taxé de faiblesse. Ce fut, comme on le verra plus tard, l'âge d'or des bureaucrates, des concussionnaires, de l'illégalité. Pobiédonostseff fut le régent véritable, et l'impératrice, Danoise, d'une intelligence retorse, ne put, en présence de l'incapacité de son mari, voir le salut de la dynastie que dans l'activité libre de ces bureaucrates qui, du moins, savaient ce qu'ils faisaient. Alexandre III fut bientôt réduit à une existence de machine à signer. Il s'éloigna même de ses parents. Sa femme, qui lui vouait une affection sans bornes et qui, seule, avait une influence directe sur lui, borna ses efforts à lui éviter les émotions que comportaient, pour un autocrate détesté, l'obligation de faire figure de gouvernant. Confiné, la plus grande partie de l'année, dans le palais de Gatchina, véritable château fort de roman-feuilleton, aux inextricables couloirs, aux

trappes inquiétantes, aux installations biscornues imaginées pour faire disparaître des intrus insoupçonnés, aux réduits fabuleux et aux échappatoires moyenâgeux, destinés à faciliter la fuite éventuelle des habitants, Alexandre III dut plus souvent s'occuper, en compagnie de son fils aîné, à abattre les arbres du parc à coups de hache, qu'à gouverner son pays.

Le récit du grand-duc Constantin, revenant tout heureux d'un long voyage pour saluer son cousin et pour l'entretenir du prestige dont il jouissait à l'étranger, en fait foi. Arrivé à Gatchina, il fut informé que Sa Majesté était au parc; il s'y rendit et découvrit l'autocrate de toutes les Russies en bras de chemise, au fond du bois, suant, soufflant, frappant un tronc de sapin à furibonds coups de cognée. Le geste résigné par lequel le tsar accueillit le grand-duc fut en contraste si violent avec les choses agréables qu'il avait compté lui dire qu'il fut ému de façon à rester bouche bée. « Cela t'étonne ? demanda le tsar, en désignant son champ d'exercice.

— Pour un tsar...

— En effet, mais il paraît que c'est tout ce que je peux faire, jusqu'au moment où les nihilistes seront écrasés.

Le grand-duc a lui-même rapporté ces paroles. La sombre peur du souverain fut ainsi l'outil de la caste sans scrupules qui avait usurpé le pouvoir.

Les grands-ducs eux-mêmes, les autoritaires comme ses frères Vladimir et Serge, aussi bien que les libéraux comme Constantin, souffrirent moralement et matériellement de cette situation grotesque, car ils se virent ainsi mis à la merci des bureaucrates qui gouvernaient à la place du tsar. Vladimir ne cessa de lui reprocher son manque d'énergie. Et l'irritation de tous fut telle que les mots les plus durs furent prononcés même devant des étrangers. Dès 1883, Vladimir s'écria à une grande fête : « Il ne fera jamais rien, sa peur est ridicule. Il devrait garnir la route de Pétersbourg à Moscou de gibets ornés chacun d'un nihiliste. Il n'a même pas le courage de se défendre ! »

La mauvaise humeur de ce grand-duc avait, d'ailleurs, et a encore des raisons sérieuses. Chez lui, en effet, les tares de la dynastie avaient pris une forme moins terrible au point de vue physiologique. Elles s'étaient réduites à une simple absence de sens moral et à un irrésistible penchant pour l'alcool et les jeux de hasard. Il eut donc le bonheur de se voir naître deux fils, Cyrille et Boris, d'une constitution physique relativement forte. Et il pouvait espérer que selon toute probabilité ces fils devaient recueillir un jour la succession d'Alexandre III affligé de trois fils malades, dont un, Nicolas II, épileptique, et les deux autres tuberculeux. L'intérêt qu'il a toujours manifesté pour le maintien énergique de l'auto-

cratie absolue, envers et contre tout, ne s'explique donc que trop bien. Et sa colère constante contre Alexandre III, coupable, à ses yeux, de négliger ses devoirs de tsar, n'était que le produit de l'angoisse de voir s'effriter le pouvoir impérial. Il eut un jour un mot devenu célèbre qui lui valut un exil de deux ans :

— Cette cuisinière danoise sait joliment bien faire revenir dans leur jus les cent kilos de viande impériale.

Mot cruel, mais se rapprochant beaucoup de la vérité.

Le tsar, entre ses accès de fureur stérile, suivit docilement, toujours dans la peur des responsabilités, la politique que la caste bureaucratique lui prescrivait. Et la « cuisinière danoise », par pure affection, se gardait bien de troubler les « cent kilos de viande impériale » de façon à les transformer en une personnalité.

Le souverain, de plus en plus alourdi, alla, sur l'ordre de son entourage, jusqu'à écouter debout la *Marseillaise*, dont, antérieurement, les seuls accents lui avaient chaque fois valu la terrible obsession de Louis XVI sur l'échafaud. Enfin, sa santé morale et physique complètement viciée, le mal, qui était resté latent depuis quarante ans, éclata. Le tsar, colosse épuisé comme son empire, s'écroula dans la tuberculose miliaire.

LA PSYCHOLOGIE DE NICOLAS II

L'étonnante histoire pathologique de la dynastie Holstein-Gottorp explique, en dernier lieu, toute la crise qui déchire la Russie. Dans un pays où le chef de la dynastie est censé agir en même temps comme le cerveau et le bras de la nation — non sans usurper aussi le droit de fonctionner comme estomac — la morbidité de ces organes essentiels de la vie nationale entraîne nécessairement la désorganisation, la dégénérescence de l'Etat. Cette histoire seule fait comprendre la possibilité du marasme inouï où croupit la Russie. Elle seule, aussi, peut expliquer et excuser les attitudes étranges de celui qui présidera, selon toute probabilité, à la catastrophe finale de l'autocratie moscovite.

Nicolas n'est qu'un aboutissant de cette dégénérescence séculaire. L'effroyable hérédité qui pèse sur lui aurait valu à tout autre qu'un souverain, dont le prestige est l'unique force réelle, le droit à une retraite calme, sûre, loin des soucis politiques, loin des exigences intellectuelles du monde moderne, loin surtout de cette responsabilité monstrueuse qui fait du tsar l'unique, parmi cent trente millions d'êtres humains, qui ait le privilège — si c'en est un — de pouvoir mettre ses actes en harmonie avec sa conscience. Le malheur

a voulu, pour lui et pour tout le monde, qu'on l'ait laissé à un poste qu'il abandonnerait immédiatement s'il avait la faculté d'établir une telle harmonie. La conscience de Nicolas II n'est qu'une façon de parler par euphémisme. Dès sa jeunesse, ceux qui l'ont instruit le savaient. Un de ses précepteurs militaires l'a ouvertement déclaré : « Nicolas aurait été exempté du service militaire dans n'importe quel pays, par n'importe quel médecin militaire, pour insuffisance intellectuelle. » Mais il a été déclaré bon pour gouverner l'empire russe. Est-ce à cause de l'analogie frappante de sa pathologie avec celle de son grand-père Alexandre II, qui a été certainement le plus sympathique de ses ancêtres ? La même forme d'érotisme précoce qui avait épuisé le « tsar libérateur » a consommé le peu de vigueur dont Nicolas disposait. Les mêmes intermittences de mémoire, les mêmes accès spasmodiques, la même émotivité déplacée, se montrant chaque fois que la raison ne suffit plus à déterminer l'action, la même incohérence entre la sentimentalité du croyant et l'orgueil de l'Oint du Seigneur : en somme, toute la psychologie d'Alexandre II renaît en Nicolas II. Seulement toutes les tares psychiques se trouvent chez Nicolas affreusement intensifiées. Chez lui, la faculté de juger les faits à leur juste importance par rapport aux résultats poursuivis, est complètement perdue. L'angle de vision restait chez Alexandre II quelquefois normal pour de

courtes périodes, au cours de son rétrécissement ou de son élargissement graduel, conforme au passage de l'exaltation mégalomane à la dépression pleurnicharde. Cette station intermédiaire a disparu chez Nicolas. L'angle de vision reste toujours faussé dans un sens ou dans l'autre. De l'état orgueilleux, où il prétend tout savoir, tout diriger, transformer le monde à l'image d'une idée grandiose, où il renvoie ses ministres, admoneste ses parents, s'enferme avec les documents, exige des rapports sur des détails ridicules, sous prétexte que tel est son devoir divin, où il rédige de sa main des phrases sonores dont il espère des miracles gouvernementaux, où il annote les rapports ministériels non pas d'un mot d'assentiment ou de blâme, mais de remarques moins motivées qu'involontaires, découvrant son idée dominante en un style d'archiprêtre ; de ces états d'euphorie, comme les appellerait le clinicien, les passages sont trop rapides aux états contraires, où il s'endort en discutant le budget de l'empire avec son ministre Witte, où il est pris de syncopes en écoutant un rapport sur les famines paysannes, où il fond en larmes pour la fixation de la date d'un voyage, où, quand on lui présente pour la signature un ukase portant nomination d'un ministre des plus importants, il s'écrie en détresse : « Laissez-moi tranquille et faites ce que vous voudrez. » Entre ces états alternatifs, la sérénité normale n'existe plus, et tout est envisagé à

travers les lunettes tantôt roses, tantôt noires, de la cérébralité du moment.

Cette perte de la juste notion des choses est un malheur terrible pour le simple citoyen. C'est un désastre mondial quand il s'agit d'un tsar russe. Il est inutile de rechercher encore ou de faire ressortir des faits, les corollaires physiologiques de ce mal. La réalité psychologique est suffisamment douloureuse. Mais il est impossible aussi d'effacer cette réalité par la constatation qu'un tel homme est scientifiquement irresponsable de ses actes. Il l'est, sans aucun doute. Mais il assume historiquement, malgré cela, la responsabilité la plus formidable qui soit. Ses actes, irresponsables, sont réels. Et leur portée est plus grande que celle de toute autre activité humaine. Nicolas II n'est pas seulement un homme malade, mais encore un souverain néfaste.

Jusqu'où peut atteindre le trait dominant de la psychologie de Nicolas, la perte de la juste notion des choses, un exemple récent le montre mieux que toute analyse. Ce fut après le meurtre de Plehwe, au moment précis où la Russie entière se leva contre le régime tsariste, au moment où la flotte de Port-Arthur fut détruite, et l'armée de Mandchourie définitivement rejetée. Pendant un mois, Nicolas négligea de nommer un ministre de l'Intérieur. Pendant ce même mois aussi, il ne prit aucune décision pour la guerre, malgré les pressants appels du généralissime Kouropatkine,

qui réclamait la transformation totale de l'intendance, et la suppression des sourdes intrigues dont il était la victime. Vingt fois on le pressa.

« Je n'ai pas le temps ; j'ai autre chose à faire », répondait Nicolas, invariablement.

Quoi ? justes cieux ! On le sut. Il avait reçu un volumineux rapport du ministère appelé par antiphrase celui de l'Instruction publique. Il pâlit sur cette matière. Le rapport exposait que jusqu'alors seuls quelques acteurs des théâtres subventionnés avaient été décorés, et cela des classes inférieures des ordres de Stanislas et de Sainte-Anne ; il agitait ensuite la question s'il n'était pas opportun de créer une nouvelle décoration, correspondant aux palmes académiques françaises et destinée spécialement aux auteurs et aux artistes dramatiques ! Cette affaire d'importance mondiale primait pendant un mois les quelques vétilles dont on lui rebattait les oreilles, telles que le sort des armées en campagne et l'avenir du régime en Russie.

L'INFLUENCE DES IMPÉRATRICES

Les résultats d'erreurs d'appréciation pareilles sont souvent si graves qu'ils ne peuvent échapper à l'attention intermittente du souverain. Les mauvaises expériences de ce genre ont engendré une indécision, une peur d'agir consciente, qui se greffe encore sur l'indécision constitutionnelle.

Et, malheureusement, Nicolas n'a pas de « cuisinière danoise » pour lui accommoder le moral dans la mesure désirable. En dehors du ministre Pobiédonostseff dont l'influence ne s'est plus exercée d'une façon constante depuis plusieurs années, le tsar, déjà affligé d'une émotivité toute féminine, s'est vu sous la domination virtuelle de trois femmes : sa mère, son épouse et sa sœur Xénia. Or, sa mère, devenue de plus en plus bigotte et aussi de plus en plus « russe » au sens des grands-ducs, a toujours travaillé, depuis la mort d'Alexandre III, à rester la première femme de l'empire. Elle continua à dominer Nicolas dont elle connaît mieux que tout autre la faiblesse morale ; et pour ne pas perdre son ascendant au profit de la jeune impératrice, véritable bête noire de la meute des grands-ducs, elle se rallia délibérément au parti de la réaction qui voyait dans l'épouse de Nicolas son plus redoutable adversaire. Nicolas ne s'aperçut nullement de ce changement et continua à exécuter tout ce que sa mère lui dictait. L'alliance de sa mère avec Pobiédonostseff acheva de tenir en échec les influences modernes qui auraient dû lui venir de sa femme ; et sa sœur, mariée à un des grands-ducs les plus compromis comme prétoriens, Alexandre Mikhaïlovitch, n'agit que comme une nouvelle et plus mauvaise édition de sa mère.

La jeune impératrice vivait dans un enfer, malgré la passion très réelle, mais malheureusement

très superficielle que lui voue son mari. Elle expiait longuement sa supériorité intellectuelle et ses idées modernes. Si elle a pu introduire à la Cour la langue anglaise qui est celle de son enfance, elle n'a, par contre, jamais réussi à faire comprendre quelques-unes des notions occidentales que cette langue véhicule. Elle était la Cendrillon de la Cour. Réduite à l'inaction, désespérée de l'abîme qui la sépare de son entourage asiatique, elle a peu à peu abandonné son ancienne passion pour les problèmes qui agitent le monde civilisé. Elle ne lit plus ni Renan, ni Strauss, ni Feuerbach, ses auteurs de chevet d'autrefois, qui ont réduit le christianisme à une affaire de conscience... Elle s'est réfugiée dans la charité piétiste ; et les intérêts de ménage et d'église achèvent de l'absorber. C'est ce qu'on voulait. On était bien servi, en cela, par le malheur qu'elle avait eu de ne pas donner encore un héritier au trône de Nicolas. Car en Russie, pays essentiellement barbare, la femme n'est considérée, sauf dans les milieux intellectuels, que comme une machine à produire des garçons, et ce n'est pas l'impératrice, mais la mère du tsarévitch qui est la première femme de l'empire. Or, le frère de Nicolas restait tsarévitch. La mère du tsar restait donc la mère de l'héritier : et elle eut ainsi comme un droit dynastique de reléguer l'impératrice dans un coin. La résignation de cette dernière fut telle qu'elle n'a pas hésité à avouer ouvertement la nullité de son

rôle. Aux conseils de famille, elle refuse toujours de donner son opinion. Et elle emploie en ces circonstances une formule qui en dit long sur sa position : « J'ai reçu une éducation à l'anglaise. Je ne peux donc pas donner d'avis sur cette affaire que je comprends différemment... »

Tout cela aurait dû changer avec la naissance du tsarévitch Alexis. Mais la situation n'a fait qu'empirer à la suite de l'immixtion continuelle de sa belle-mère dans ses affaires domestiques. Le tsarévitch, au surplus, porte tous les stigmates de sa race. Il souffre de convulsions et d'une certaine forme de tuberculose infantile qui donne de vives inquiétudes, peu susceptibles de se calmer jamais. Bien entendu, la cérébralité fruste de femmes bigottes en rend responsable la... mère. Et comme il n'existe pas de chose plus déprimante pour un homme faible que d'être entouré par des femmes aux vues divergentes, mais qui prétendent toutes à la première place dans ses affections, on conçoit aisément que Nicolas ne saurait trouver ni dans l'une, ni dans l'autre, la conseillère patiente, l'appui moral invariable dont un dégénéré comme lui a plus besoin que tout autre.

Les influences des autres membres de sa famille sont encore moins faites pour suppléer à la déviation de jugement dont souffre le tsar. Il ne connaît que trop bien les secrètes ambitions dynastiques de son oncle Vladimir. Il ne se rend que

trop facilement compte, par les renseignements que les uns lui donnent sur les autres, de la nature de leurs intérêts. Sauf dans les grandes circonstances, où ils viennent lui imposer leurs idées par les menaces, il se prive volontiers de leur présence.

L'INFLUENCE DES SORCIERS

Ainsi Nicolas II se trouverait en réalité privé de toute possibilité d'obtenir des autres, les lumières qui s'obstinent à ne pas jaillir spontanément de son propre cerveau. Or, c'est une caractéristique des dégénérés atteints de la « perte des justes notions des choses » que de souffrir en même temps d'une peur maladive de l'isolement intellectuel. De cette peur résulte pour le tsar, d'une part, une méfiance profonde contre l'entourage ordinaire qui ose quelquefois être d'un avis contraire au sien, et de l'autre, le besoin de combler cet isolement par l'appel à des renseignements « sûrs », indépendants des gens qu'il voit habituellement. Le mysticisme d'Alexandre Ier et d'Alexandre II, associé à une crédulité vraiment grotesque vis-à-vis d'informations de source extraordinaire, n'a pas été autre chose. Le mysticisme de Nicolas accompagné d'une crédulité égale est le même, cent fois plus intense. L'amnésie y est pour beaucoup. Elle l'empêche de suivre les conclusions de

son ministre des Finances ; ainsi, après la conférence de La Haye, suprême comédie, elle avait extirpé de son cerveau tout ce qui s'était passé depuis l'invitation lancée, sur le conseil de plusieurs ministres, dans le but de favoriser de nouveaux emprunts, de façon qu'il avait reçu son premier représentant par l'exclamation joviale : « Eh bien ! Cela marche, ces emprunts ? » s'apercevant trop tard de la maladresse d'oublier le Congrès de La Haye, intermédiaire entre l'idée première et la conclusion ultime... Le besoin instinctif de ne pas perdre le fil des événements et de tenir à sa disposition tous les éléments nécessaires pour envisager avec justesse la suite des événements dans l'avenir, le fit tomber, comme son grand-père et son trisaïeul, dans la pratique de la sorcellerie païenne ; c'est que la sorcellerie officielle, l'orthodoxie dont il est le pape, restait stérile, le prophète Pobiédonostseff vaticinant exclusivement sur la base de raisonnements subtils qui lui échappaient et ne pouvant à aucun moment lui exhiber une manifestation directe de la raison surhumaine.

La Cour fut envahie par les magiciens. Le plus honnête et le plus capable, mais pour cela même le moins écouté, fut M. Demtchinski, météorologiste distingué qui publiait tous les jours des appréciations sur le temps probable dans le grand journal antisémite, le *Novoié Vremya.* Ce savant distingué eut à différentes reprises le bonheur de

prédire du beau temps et de voir se réaliser ses prédictions pour des jours de grandes cérémonies officielles. Notamment en 1902, il eut le pouvoir mystérieux de faire donner le soleil au milieu d'une époque de pluie pour la grande parade de printemps. Tant de puissance occulte émerveilla le tsar. Demtchinski était un prophète sûr. Et s'il l'était pour le ciel, ne le serait-il pas à plus forte raison pour la terre, voire pour le sort de la Russie ? Nicolas, en des conciliabules intimes, lui soumit tous les problèmes politiques et le somma de préconiser les mesures décisives à prendre pour calmer le sourd mécontentement populaire, provoqué par le terrible régime du ministre Plehwe. Demtchinski dut fournir deux immenses rapports, dans lesquels il préconisait l'institution d'une assemblée nationale consultative. Le malheureux ! Prudent, il l'était, mais il avait négligé de s'aboucher à temps avec Plehwe et les grands-ducs et de se faire payer cher un avis qui leur aurait été plus agréable ! Il fut dénoncé comme « imposteur » et, après son second rapport (janvier 1903), le tsar l'abandonna, en lui renvoyant son second memorandum, dont un compte-rendu gouailleur avait paru dans les journaux libéraux de Londres et de Berlin, avec l'annotation extrêmement caractéristique : « *Je sais tout.* NICOLAS. »

Mais aussi, dans ses entrevues, n'avait-il pas expliqué à Nicolas les influences du soleil, de la lune, de nombreuses forces peu connues sur le

temps qui préside aux parades ? L'harmonie des mouvements stellaires doit, dans une instance supérieure, espèce de Cour de cassation des événements terrestres, déterminer la politique. Un météorologiste n'est évidemment, Nicolas l'a déclaré, qu'un astrologue raté. Or ceux-ci sont rares. Il n'en avait pas sous la main. Mais, en attendant, les forces mystérieuses qui transforment l'âme ne sont-elles pas une émanation de la puissance stellaire ? Ces émanations résident dans certains individus, notamment les masseurs, les hypnotiseurs et les spirites.

Or, l'impératrice, sur le conseil de son mari, s'était livrée aux mains adroites d'un masseur venu de Lorraine, en vue d'obtenir un fils. Le travail fut long et sans résultat. Mais la confiance impériale était sans bornes. Après une année d'efforts, cet expert n'avait obtenu que la cession gratuite d'une partie du parc de Tauride à Saint-Pétersbourg, pour y établir, avec l'argent de l'impératrice, un établissement de massage suédois. Mais Nicolas, par des consultations multiples, avait conçu la certitude qu'un homme qui prétend savoir donner un fils à un tsar, peut donner aussi le bonheur à son empire. Il écoutait ses conseils, d'ailleurs appuyés par de fortes sommes versées par Plehwe, et conçut une vive méfiance contre son seul ministre honnête, Witte. Malheureusement, la municipalité de la capitale protesta respectueusement contre la désaffectation d'un jardin public

au profit du sorcier. Le tsar eut un moment lumineux et remercia le masseur.

Des moyens plus subtils étaient nécessaires. L'hypnotiseur Philippe suggestionna, contre espèces sonnantes du tsar, la conception d'un fils à l'impératrice, et contre espèces sonnantes de certains autres, la politique de répression au tsar. Curieux résultat : la confiance de Nicolas en Plehwe n'eut plus de bornes ; tandis que, hélas ! toutes les passes magnétiques, restèrent manifestement impuissantes à procurer un rejeton à la dynastie. Mais elles étaient, par contre, infiniment utiles à ceux qui les payaient. Il fit télépathiquement voir à Nicolas un chemin de fer pour la construction duquel, un entrepreneur de Moscou, M..., avait touché des dizaines de millions, tout en le réduisant à une simple ligne télégraphique, et fit réduire la peine qu'avaient infligée à ce concussionnaire des magistrats qui n'avaient jamais pu découvrir l'existence de cette voie ferrée. Tout en montrant dans toute leur horreur les projets inexistants des révolutionnaires, il eut à la fin la maladresse de faire dépendre la venue au monde du tsarévitch, de la concession, à une grande société belge, des parties métalliques d'un grand pont à construire en Asie. Tant de sollicitude divergente effraya Nicolas. L'hypnotisme avait vécu.

Moyen encore plus subtil, le spiritisme. Un Français de Lyon sut astucieusement faire tourner les tables et la tête de Nicolas à la fois. L'es-

prit d'Alexandre Ier, particulièrement ferré en matière de reproduction humaine, lui prédit un fils. Bonheur ! La tsarine commença à s'exécuter. Mais les esprits peuvent bien plus. Ils ont fait la guerre russo-japonaise. Un certain nombre d'hommes d'affaires véreux, parmi lesquels le grand-duc Alexandre-Mikhaïlovitch, déjà nommé, l'ex-vice-empereur Alexéieff et le ministre sans portefeuille Bézobrazoff — dont on fera plus ample connaissance dans la suite — voulurent lancer, avec l'argent de l'empereur, une entreprise grandiose. Il s'agissait, soi-disant, d'exploiter les immenses forêts du Yalou à Yonghampo, en Corée, et de constituer une société financière à cet effet. C'était une incursion sur le territoire coréen, et l'attitude du Japon, après la conquête frauduleuse de la Mandchourie, était inquiétante. Sur les instances du comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères, Nicolas fit la sourde oreille. Alexandre-Mikhaïlovitch revint à la rescousse et demanda au tsar de se renseigner avant de refuser, et de recevoir encore une fois Bézobrazoff. Le tsar fit évoquer Alexandre II, vainqueur de la Turquie. L'esprit complaisant lui dit naturellement que la chose était nécessaire pour le salut de la Russie, que la famille impériale devrait s'y engager, et que ce serait le commencement de la conquête pacifique de la Corée. Le lendemain, Bézobrazoff revint avec le grand-duc. Il exposa au tsar exactement ce que l'esprit avait dit. Nicolas

émerveillé, ému à l'excès, souscrivit six millions, et engagea ses parents à en faire autant. La société éleva des retranchements en Corée au lieu d'abattre des arbres ; le Japon y vit, avec raison, la « mainmise de la dynastie russe sur une partie de la Corée », perdit toute confiance en la sincérité du tsar, exigea l'abandon de la « concession », et, sur le refus du tsar obnubilé, commença les hostilités...

Nicolas restait atterré ; mais comme l'impératrice était enceinte, il continua de recourir aux lumières des tables tournantes. Napoléon et le grand Frédéric furent cités, mais leurs avis — attendu que le gâchis était inextricable et toute prédiction dangereuse — étaient contraires. Enfin, l'amiral Makaroff sombra avec le cuirassé *Pétropavlovsk*. Les saintes images que contenait ce bateau étaient remontées à la surface et avaient été jetées à la côte. Un scaphandrier malin avait vu tout le monde debout au fond des flots, l'archiprêtre lisant la messe, l'amiral faisant un discours patriotique. Le tsar ne le sut pas encore. Mais... il évoqua l'âme de l'amiral. Cette dernière lui prédit la victoire, promit de remonter des flots avec le cuirassé, de reprendre la tête de la flotte et d'occuper Tokio, et annonça l'envoi d'un messager spécial. Le même jour Nicolas apprit l'histoire du scaphandrier. Il le fit venir pour entendre... le même discours. Etait-ce cette coïncidence ? Ou un moment de légitime méfiance ? Ou plutôt, la des-

truction totale de la flotte que l'âme de Makaroff voulait mener au Japon ? Le pauvre omnipotent autocrate impotent ne voulut plus des tables tournantes.

Mais, enfin, dans les circonstances les plus difficiles, il vit poindre le salut. Deux astrologues miraculeux égayèrent ses pensées. Ils régnaient encore au commencement de 1905. C'est à eux que Nicolas doit de n'avoir pas si tôt abandonné la cause de la despotie nominale couvrant la tyrannie bureaucratique, devant l'assaut révolutionnaire. Songez donc à ce bonheur : ils ont prouvé, équations, logarithmes, différentiels et autres infernales inventions mathématiques en mains que la première année critique pour Nicolas II serait... 1912.. Et ils n'ont pas avancé, comme preuve, les chèques généreux des grands-ducs réactionnaires...

LE RÉGIME DE NICOLAS II

Une telle psychologie, une telle façon d'envisager le monde et les événements, une telle méconnaissance de tout ce qui constitue la réalité des hommes et des Etats, est foncièrement incompatible avec l'exercice véritable du pouvoir. L'intérêt de tous, des grands-ducs, des impératrices, et par-dessus tout, de la caste bureaucratique qui gouverne réellement l'empire, ne peut être que

d'éviter autant que possible l'intervention du souverain dans les affaires publiques. Or, comme lui est le seul qualifié pour orienter l'administration des affaires de l'Etat, leur direction effective doit se trouver réduite à un minimum, les transformations doivent être écartées, les réformes doivent être considérées comme plus dangereuses que n'importe quoi, le *statu quo ante* en toutes choses, avec son inévitable suite, la décomposition progressive des organisations laissées à elles-mêmes, doit paraître le suprême but des dirigeants. En même temps, le pouvoir irresponsable des sous-ordres a dû prendre des formes monstrueuses, la stagnation de toutes les affaires publiques et privées n'aura pu qu'adopter la forme du marasme ; et, enfin, toute initiative, dans n'importe quel domaine de la vie, a dû rester latente, sous la pression à la fois de l'incertitude et de l'arbitraire fonctionnariste. La réalité correspond à ces déductions théoriques.

Le principe du régime — si tant est que le manque de principes en est un — qui a opprimé les sujets du tsar depuis quarante-cinq ans, et qui s'est graduellement développé depuis l'abolition du servage, est au fond excessivement simple. Un monsieur B..., de haute condition, et confident habituel du tsar, consulté l'année dernière par Sa Majesté sur la possibilité de simplifier l'immense fatras d'*ukazes*, *prikases*, *rasporiajénias*, *zakons* et autres décrets arbitraires qui remplacent les lois

en Russie, solutionna la question de cette façon ingénieuse :

« Toutes ces lois, dit-il, sont plutôt des circonlocutions. Que Votre Majesté les abolisse toutes, et les remplace par un simple paragraphe, qui aura exactement le même effet.

— Quel paragraphe ? demanda Nicolas II.

— Le voici : A tous les sujets du tsar il est défendu de travailler. »

L'empereur rit, et, malheureusement, ne suivit pas cet avis, qui cependant contenait toute la vérité sur la détresse russe. Cette histoire vient d'une personne qui a assisté à la conversation ; et il est profondément regrettable que le tsar n'ait pas donné à son conseiller, l'occasion d'expliquer son aphorisme. L'explication aurait montré à l'empereur, non pas seulement l'intolérable pression qui écrase la vie intellectuelle, économique et morale de ses sujets, mais aussi sa propre impuissance à s'opposer à la caste bureaucratique, et à obtenir jamais une petite part du pouvoir qu'implique cependant son titre d'autocrate.

NICOLAS II ESCLAVE

Et, en vérité, le tsar est le premier des cent trente millions de Russes, à qui « il est défendu de travailler ». C'est que, abstraction faite de toute la pathologie de la dynastie, l'autocratie n'a plus été

qu'une fiction depuis les fameuses « grandes réformes » qui ont illustré le règne de son grand-père Alexandre II. Il est universellement connu maintenant que le tsar est séparé de sa nation, aussi bien que du reste du monde, par une infranchissable armée de parents et de fonctionnaires, qui l'empêche d'obtenir la moindre information sur les événements véritables, et de prendre n'importe quelle mesure, qui pourrait porter préjudice à la personne ou aux intérêts de ses conseillers peu scrupuleux ; qu'en dehors des rapports ministériels, d'autant plus mensongers que nul ne saurait les contrôler (aucune relation officielle n'existe entre les ministres, aucun d'eux ne saurait engager ses collègues en quoi que ce soit, et, par conséquent, chacun les rédige de façon à se mettre en avant au détriment de ses confrères rivaux) le tsar ne reçoit pour sa lecture que des imprimés expurgés de la plus invraisemblable façon. Le citoyen russe est victime d'une seule censure, Nicolas II est l'esclave de trois ou quatre. C'est un bureau spécial, le « Département de l'expédition des journaux » qui procède au premier nettoyage, et supprime notamment tout ce qui doit être manifestement désagréable au tsar, voire tout ce qui pourrait influencer ses décisions politiques. Les « lettrés » de ce bureau découpent les passages « admissibles », les collent sur des feuilles, et les soumettent au directeur, un nommé Nivé. Les passages douteux sont soumis par celui-ci au ministre

des Affaires étrangères qui les supprime ou les corrige. Ensuite le tout est copié à la machine. La copie subit encore la censure du ministre de la cour, et c'est alors seulement que Nicolas, l'autocrate, est admis à se nourrir de ces aliments intellectuels quatre fois mâchés par ses geôliers. Rarement, Nicolas reçoit autre chose. Les révolutionnaires disposent de moyens suffisants pour lui faire trouver sur sa table leurs décisions ou menaces les plus importantes. Autrement, depuis plusieurs années, il n'a plus existé qu'un seul canal par lequel on ait pu encore faire parvenir aux mains de l'autocrate les écrits et les livres que l'on veut qu'il lise avant le contrôle de la bureaucratie ; c'est par l'entremise de la grande-duchesse Xénia, sa sœur. Mais, précisément, toutes les publications qu'il devrait lire ne lui parviendront naturellement pas par ce canal.

D'un autre côté, l'indépendance théorique qu'il devrait avoir pour gouverner le pays, est annihilée par certaines stipulations de ses prédécesseurs, lesquelles ont été employées par les fonctionnaires pour empêcher toute initiative de la part du souverain. Aucune loi, ukaze, prikase ne peuvent être décidés sans un rapport spécial d'un ministre. Les ukazes doivent, en outre, être ratifiés par le Sénat. Les « lois » doivent être discutées par le Conseil de l'Empire, d'abord, et promulguées enfin par le Sénat. Pour toutes les choses importantes, des commissions spéciales sont nommées,

5

dans lesquelles les fonctionnaires élaborent des projets, que le tsar ne peut faire autrement que ratifier, attendu qu'il n'a aucun moyen d'appréciation indépendant ; de ces commissions, par une curieuse ironie, les experts, les professionnels ou les intéressés sont invariablement exclus. Ainsi, il n'est pas étonnant du tout que la législation russe actuelle, ne contienne aucune loi respectant la situation du peuple, et encore moins, si possible, le « droit divin » du souverain. Le tableau est complété par le fait extraordinaire que depuis plusieurs années, il n'a pas été pris en Russie une seule décision de quelque importance, que l'on puisse attribuer à l'initiative du tsar. La plupart du temps, le tsar est forcé d'obéir aux suggestions de ses parents et de ses fonctionnaires qui se sont arrangés auparavant pour agir de concert, l'avis des uns appuyant miraculeusement celui des autres.

Des arrangements de ce genre sont naturellement des plus funestes pour le pays et pour le prestige du tsar lui-même. On mesure toute la détresse de cette situation par un exemple précis qui a eu la rare chance d'avoir été révélé plus tard au tsar lui-même par le roi d'Angleterre, mais qui a eu, auparavant, l'effet détestable de lancer Nicolas dans la guerre contre le Japon. Dès 1903, le groupe réactionnaire voulait la guerre ; le principal opposant était le ministre des affaires étrangères, le comte Lamsdorff. Pour évincer Lamsdorff, Plehwe

organisa sur-le-champ un service d'informations diplomatiques indépendant des ambassadeurs à Berlin, Paris et Londres. L'activité de cette officine ténébreuse constituait une véritable trahison envers le pays. Elle égara l'opinion du souverain pour discréditer le ministre. Des individus louches à Londres, comme à Paris, notamment un nommé Vesselitski, Serbe, antisémite russe, journaliste et mouchard, furent chargés d'adresser à Plehwe et non à Lamsdorff des rapports mensongers sur la situation internationale. Ils prétendaient, d'une part, que le Japon, dans ses revendications, n'était nullement appuyé par l'Angleterre, et que, d'autre part, la France, dans le cas d'un conflit n'hésiterait pas à intervenir militairement pour la Russie. Plehwe avait, en réalité, l'intention de provoquer un conflit anglo-français pour mettre au dernier moment la Russie à l'abri d'un désastre. Mais, pour le moment, il lui suffisait de convaincre le tsar qu'il n'avait rien à craindre de l'Angleterre, et que, l'appui français lui étant acquis, il pouvait sans danger rejeter hautainement les exigences du Japon.

Lamsdorff, renseigné, de son côté, par les ambassadeurs, fut d'un avis contraire. Mais chaque fois qu'il soumettait ses dépêches diplomatiques au tsar, ce dernier avait déjà sur sa table le rapport contraire transmis par Plehwe. Nicolas naïvement avouait qu'il les recevait par l'intermédiaire du grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch ! Le

tsar, naturellement, crut son beau-frère appuyé par sa sœur, et la position de Lamsdorf fut fortement ébranlée. Heureusement, en dépit des conspirateurs, il tint bon en rejetant la responsabilité de ses « erreurs » sur ses ambassadeurs ! Puis, la guerre éclatant, le comte Benckendorff, ambassadeur en Angleterre, vint de Londres avec une lettre d'Edouard VII qui apprit au tsar toute l'abominable intrigue. Ce fut immédiatement la disgrâce du vice-roi Alexéieff, qui l'avait imaginée. Mais le désastre, la guerre suivit son cours...

Rarement, des ministres arrivent sans intrigues et arrangements préalables à obtenir une décision. Un de ces cas exceptionnels fut le règlement de l'incident anglo-russe au sujet de la canonnade de Hull. Là toute une abominable machination des militaristes avait presque réussi à représenter l'événement comme une provocation anglaise ; et on avait pendant quatre jours refusé, au ministère de la Marine, de communiquer les rapports officiels télégraphiques au comte Lamsdorff, ami de la paix. Ce dernier en obtint un personnellement de Londres une heure avant la séance du conseil qui devait décider de l'attitude à prendre. Là, on constata que les rapports de la marine avaient été altérés pour peser sur le tsar. Lamsdorff fit valoir ses renseignements, montrant le désir de l'Angleterre de maintenir la paix, jeta une confusion lamentable dans les rangs des faussaires, et le tsar, ému, pâle — de colère ou d'angoisse — se

rappelant peut-être l'affaire Benckendorff, donna sèchement raison à Lamsdorff et dit : « L'affaire doit être arrangée par arbitrage ; vous me ferez, mon cher Lamsdorff, un rapport immédiat. » Puis il leva la séance et sortit précipitamment.

Mais, d'un autre côté, les cas sont nombreux où la bureaucratie a agi directement contre la volonté et les promesses du tsar, lequel après coup, s'est vu obligé, dans l'intérêt de son prestige moral, de ratifier des mesures que, sans aucun doute, il condamnait. Je citerai un seul exemple entre mille, la nomination du général Sakharoff au poste de ministre de la guerre.

Le ministre de la guerre, Kouropatkine, avait été, comme on le verra, empêché de préparer la guerre. La désorganisation était absolue. Mais le renom du général subsistait. Après les premiers désastres, le parti Plehwe réclama au tsar la nomination de Kouropatkine — en réalité pour le perdre à tout jamais. Le tsar obéit avec joie. Mais Kouropatkine refusa. A la première alerte, il se sauva chez sa mère dans un village du gouvernement de Pskoff où nulle dépêche ne pouvait l'atteindre. Il résista pendant huit jours. Mandé chez le tsar, il accepta enfin à la condition de rester titulaire du ministère de la guerre pour ne pas avoir un supérieur qui, appartenant à la clique réactionnaire, ne chercherait qu'à créer des difficultés. Il savait ce qui l'attendait et déclara à un ami : « J'arriverai là-bas comme Wimpffen à

Sedan ». Et à un autre : « Ils m'y envoient pour me perdre ; je ne pourrai rien faire. »

A peine fut-il parti que Sakharoff, l'homme de la conspiration fut nommé ministre ! L'intrigue avait réussi. Mais de quelle façon !

Quelques jours après le départ de Kouropatkine, le général Sakharoff, chef d'état-major général, signait plusieurs décrets « le ministre de la guerre », et le tsar était si fortement influencé par le groupe réactionnaire qu'il se vit forcé de signer la nomination de Sakharoff, croyant que toute la nation le regardait déjà comme dûment appointé, quoique en vérité personne, sauf quelques initiés, ne fût au courant de cette escroquerie.

Dans ces circonstances, il ne serait guère paradoxal de supposer que le tsar lui-même, s'il trouvait l'occasion d'acquérir la notion exacte du rôle qu'on lui fait jouer, appuierait fermement ceux des partis révolutionnaires qui poursuivent l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et la destruction de la caste bureaucratique.

NICOLAS MÉGALOMANE

Malheureusement, il ne se rend aucun compte de ce rôle de dupe. L'idée du droit divin que Pobiédonostseff lui avait inculquée, et qui est, en réalité, la seule force qui lui permet d'envisager son rôle comme supportable, le domine à un tel

degré que même dans ses périodes d'aboulie complète, il ne cesse de se croire la source d'où émanent tous les actes de son gouvernement. Aux moments mêmes où il réclame rageusement la tranquillité, le sentiment de sa responsabilité semble survivre, et les cas sont nombreux où, après avoir littéralement mis à la porte des ministres venus pour lui causer d'affaires graves, il s'enferme immédiatement pour étudier les documents qui s'y rapportent. L'omniscience, dont il se croit le détenteur attitré, le pousse alors à des interventions graphomanes sous forme d'annotations marginales aux papiers qu'il parcourt. Sa foi dans l'efficacité illimitée de ces annotations est absolue. Et l'organisation gouvernementale veut, en effet, qu'on les observe dans la mesure du possible. C'est d'autant plus dangereux pour le pays que ces ordres sont énoncés sans discussion préalable, c'est-à-dire, soit sous l'empire d'arguments spécieusement exposés par un ministre intéressé et qui échappent à la critique impériale, soit dans des mouvements de mauvaise humeur, de caprices, d'associations d'idées biscornues ou de vagues angoisses qui obnubilent le jugement déjà faussé du souverain. Comme il s'exagère plutôt qu'il ne se cache son énorme responsabilité en ces moments, ces actes incontrôlables donnent, en réalité, la juste mesure de la mentalité de Nicolas II. Et ils montrent qu'en dehors des décisions escroquées ou manifestement imposées,

dont à la rigueur on peut l'excuser, il a une tendance effrayante à se faire le complice conscient des plus abominables forfaitures de ses ministres. Ainsi, par exemple, dans l'horrible oppression des juifs.

Witte avait, en 1903, forcé la porte de Nicolas à Darmstadt pour lui exposer les résultats néfastes de la politique antisémite de Plehwe. Ce dernier, voyant son prestige atteint, las peut-être aussi de se voir assimilé par le monde civilisé aux Torquemada, aux Abdul Hamid, aux Tamerlan, a laissé glisser alors dans la publicité un petit document justificateur, tels les escarpes qui dénoncent leurs complices pour mériter l'indulgence. Sur le projet de Plehwe (1902), tendant à limiter encore les droits de résidence des juifs en Sibérie, se trouve la note suivante, de la main de l'Empereur : « Les juifs qui quittent leur zone de résidence légale inondent de leur présence répugnante, tous les ans, des districts entiers de Sibérie. Il faut mettre un terme à cet insupportable état de choses. »

Alors quoi ? Nicolas II adopte-t-il ce mot authentique de Plehwe : « Un tiers des juifs se convertira, le deuxième tiers émigrera, le troisième... crèvera ? »

C'est lui qui entasse les juifs dans leurs ghettos pour les faire mourir de faim et de typhoïde ? C'est lui qui réduit 63 0/0 des familles juives à l'indigence absolue ? C'est lui qui n'admet en dehors

des ghettos que des juives prostituées, et qui les fait emprisonner et expulser, quand la police constate que ces malheureuses travaillent et briguent l'inscription de honte seulement pour avoir le droit de rester où elles sont ?

La naïveté enfantine le dispute dans ces actes d'initiative souveraine à l'odieux. Le cynisme qui éclate soudain, irrésistible, dans le clair-obscur du cabinet de travail, aux moments de « réflexion » solitaire, montre mieux que n'importe quoi ce dont cet homme serait capable s'il n'était pas, dans la plupart des cas, réduit à l'obéissance passive devant son entourage. Car les exemples d'énormités analogues abondent.

En voici un qui a le mérite de faire voir, en même temps que ce cynisme et ses sources secrètes, l'insolence de la haute bureaucratie devant son impuissance, se changeant aussitôt en platitude écœurante dès que le souverain poursuit ses caprices avec obstination.

Il s'agit de la nomination du général Kleigels au poste de gouverneur général de Kieff (1903). Ce personnage remarquablement véreux était préfet de police de Saint-Pétersbourg et veillait, comme tel, sur la sécurité du tsar. Il a atteint une renommée mondiale du fait de l'assassinat délibéré de soixante-deux étudiants, assommés sous ses yeux sur la perspective Nevski au cours d'une pacifique manifestation universitaire, exploit qui lui valut

d'ailleurs les chaleureuses félicitations personnelles de l'idéaliste Nicolas.

Or, en 1902, Kleigels avait volé la totalité des crédits affectés aux pompiers de la capitale. Il laissa par malheur quelques traces de ce vol. Lopoukine, alors procureur général, créature de Plehwe, sur l'instigation de ce dernier, toujours désireux de se débarrasser d'un homme puissant, en saisit le Sénat, sorte de Haute-Cour. Mais le cabinet impérial défendit de persévérer. Lopoukhine fut révoqué pour « indélicatesse dans l'accomplissement de ses fonctions ». Six mois après cependant, Plehwe le nomma chef de la police politique, poste qu'il n'a cessé d'occuper qu'en mars 1905 pour devenir gouverneur d'Esthonie.

Il s'aboucha avec un subordonné de Kleigels qui fournit un dossier complet, irréfutable, des innombrables vols et chantages de son chef. Plehwe adressa au tsar un rapport circonstancié. Le tsar ne voulut pas l'écouter, garda le document et renvoya le ministre. Quinze jours plus tard, le tsar le lui rendit sans mot dire, et Plehwe, anxieux, lut, sur la première page, ces mots admirables :

« Je suis très reconnaissant à Kleigels. NICOLAS. »

Trois jours après, Plehwe, après avoir fait déporter comme révolutionnaire, et sans jugement, le fonctionnaire qui avait fourni les documents, proposa, dans un rapport dithyrambique, Kleigels pour les très hautes fonctions de gou-

verneur général à Kieff où il fut, en effet, installé aussitôt.

LE RÉGIME DE L'ANGOISSE

L'association de Nicolas II avec un homme aussi compromis peut, à première vue, paraître invraisemblable. Mais le fait s'explique simplement par la peur. Le tsar s'est toujours cru en butte à la persécution nihiliste ; toutefois sa nullité l'a, pendant longtemps, mieux protégé que ses soldats, sa mort pouvant devenir un véritable obstacle à la révolution ; après la suppression de Plehwe encore (juillet 1904), les terroristes lui ont fait parvenir un arrêt lui notifiant qu'il n'était pas condamné à mort ; et cet arrêt n'a été modifié qu'après les massacres à Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1905. Son angoisse constante, malgré cela, a augmenté en raison directe de sa mégalomanie, depuis la conférence de La Haye, où il avait été représenté comme messie moderne à un moment où il ne cherchait que des emprunts faciles ; il s'est imaginé, depuis lors, que toutes les forces ténébreuses étaient coalisées contre lui, l'homme le plus important du monde. Mais il n'y eut jamais d'attentat. Le tsar, désappointé en quelque sorte, devint méfiant contre la police qui s'obstinait à ne découvrir aucune conspiration, et il alla jusqu'à renvoyer en disgrâce le préfet de police de Saint-Pétersbourg.

Kleigels, son successeur, travailla mieux. Il fit confectionner par ses mouchards des lettres de menaces qu'il interceptait ; il « découvrit » de vastes proclamations terroristes, sinistrement écrites sur papier noir avec du sang. (Un de ces faux figurait même au dossier de Lopoukhine, d'où le tsar l'a distrait !) Un jour, il fit enlever deux rails entre Saint-Pétersbourg et Tsarkoé-Sélo, et avertit le tsar du péril cinq minutes avant son départ. Nicolas pleura de joie ! Tous les huit jours, Kleigels sut lui sauver la vie. Et la conscience de sa grandeur s'illustra de la douce émotion du martyre évité ! Kleigels fut comblé d'honneurs et de cadeaux. A la fin, il eut l'idée géniale d'organiser sur le modèle de l'attentat monstre qui, sous Alexandre II, avait détruit un étage du Palais d'hiver, une tragi-comédie frissonnante à Tsarskoé-Sélo. Cet « attentat » est peu connu. Il mina l'église commémorative de Tsarskoé-Sélo, pratiqua des excavations inquiétantes dans les piliers, étendit une toile d'araignée de fils électriques le long des murs et jusque sous le siège de l'Empereur où il fit enterrer une boîte à biscuits, et eut l'admirable adresse de pouvoir annoncer l'infernal complot la veille d'une grande cérémonie commémorative en l'honneur d'Alexandre III qui devait y avoir lieu. Le tsar s'évanouit d'abord, et vit dans Kleigels, ensuite, le plus grand homme de Russie !

Ces velléités de Nicolas ont en grande partie contribué à discréditer son régime dans le pays,

et à détruire dans le peuple la vieille idée de l'irresponsabilité morale du tsar pour les méfaits des bureaucrates qui agissent en son nom. Les conceptions extraordinaires qu'il manifeste souverainement dès que, par hasard, il a échappé aux influences des interlocuteurs, ont, en effet, ceci de particulier qu'elles obsèdent le cerveau impérial avec une obstination fâcheuse. Même les preuves les plus péremptoires de l'erreur n'ont pas le don de l'en faire démordre : sans doute, l'omniscience qu'il s'autosuggestionne l'en empêche. Ainsi, le régime de Nicolas constitue la combinaison de deux procédés désastreux. D'une part, la muraille qui le sépare de la nation le met à l'abri de toute compréhension nette des choses qu'il prétend diriger, et, d'autre part, s'il se met au-dessus des influences inqualifiables de son entourage, l'incompréhension, encore plus complète, le pousse à des fautes d'autant plus lamentables que sa mégalomanie lui défend de revenir sur n'importe quelle décision.

Parmi toutes ces obstinations, celle de la peur des révolutionnaires est la première. Elle l'a amené à couvrir de son autorité suprême les actes les plus criminels de ses valets. Une preuve amusante de cet état de choses s'observe dans la lutte homérique qu'il y a eu entre le massacreur Kleigels, déjà nommé, et son fameux prédécesseur au poste de gouverneur général de Kieff, le vieux grognard Dragomiroff, qui eut l'insolence

de se moquer divinement des angoisses de Nicolas et des grotesques menées de son préfet de police. A l'époque même où Kleigels tuait les étudiants de Pétersbourg, ceux de Kieff se livraient à des manifestations variées. Le gouverneur de la ville, le général Tchertkoff demanda à Dragomiroff des troupes pour « réprimer la révolte ». Ce dernier refusa. Tchertkoff télégraphia à son ami Kleigels, lequel courut chez le tsar, lui expliqua que Kieff était à feu et à sang et que Dragomiroff refusait de faire marcher la troupe. Le tsar donna au vieux général l'ordre formel de faire intervenir « les forces dont il disposait ». Le vieux pince-sans-rire, aussitôt, au milieu de la nuit, fit sonner l'alarme dans toutes les casernes de sa circonscription. Dès la matinée, Kieff était devenu un camp ; l'artillerie encombrait les rues principales ; d'invraisemblables masses d'infanterie se rassemblaient vers le centre de la ville. Bref, à onze heures du matin, les habitants ahuris se virent au milieu d'une armée de 45,000 hommes. Alors Dragomiroff apparut en voiture, salué par les hourrahs de tout le monde, étudiants compris ; il passa devant le rang de toutes ses troupes, donna l'ordre de dislocation, rentra au château et dépêcha au tsar la missive suivante :

« J'ai concentré mes troupes. Je n'ai pas rencontré l'ennemi. J'ai disloqué mes troupes. Coût : 140,000 roubles. Dragomiroff. »

La fureur du tsar et de Kleigels fut extrême.

Dragomiroff fut mandé à Pétersbourg. A la gare, Kleigels, qui venait d'accomplir les massacres, le reçut. Dragomiroff l'interpella :

— Kleigels, je suis ton supérieur. Tu as le devoir de venir me recevoir en grand uniforme.

— Mais, je l'ai mis ! répondit l'autre piteux.

— Canaille ! hurla le vieux. Tu as oublié la chose essentielle : ton knout !

Le même soir, il y eut une altercation violente entre lui et le tsar qui lui reprocha de ne pas le « protéger ». Il sortit furieux.

— On ne peut pas protéger quelqu'un qui a peur de tout et de rien, furent ses dernières paroles. Ce sur quoi il retourna tranquillement à Kieff. Nicolas n'osa pas sévir contre lui, à cause de son immense popularité ; mais il lui garda une profonde rancune, et ne manqua pas de mettre secrètement la garnison de Kieff directement sous le commandement de... Tchertkoff.

NICOLAS II ET LES CONCUSSIONNAIRES

Rien d'étonnant à ce que, avec une mentalité pareille, Nicolas II ait trop souvent donné dans les pièges les plus grossiers dressés par des fonctionnaires intéressés. Plehwe était passé maître dans cet art spécial de cuisiner un tsar. Un des cas les plus grotesques, tombant dans cette catégorie, s'est présenté au commencement de la guerre

russo-japonaise, cas d'autant plus intéressant qu'il montre que la caste bureaucratique aime mieux voir le tsar convaincu de la haine que de l'affection de son peuple, et qu'elle n'hésite pas, le cas échéant, pour empêcher le moindre mouvement libéral du souverain de le rejeter dans sa plus sombre angoisse.

Un confident de Nicolas, le même qui considère que toute la loi russe consiste en la défense de travailler, avait obtenu un ordre suprême concernant une légère transformation de la censure. Il fallait prouver, alors, que ce serait le commencement de la révolution. Plehwe y réussit. Il avait organisé à Pétersbourg quelques « manifestations patriotiques » à la suite de l'attaque de Port-Arthur. Il avait même annoncé au tsar que les étudiants viendraient l'acclamer devant le Palais d'hiver. A cet effet, il avait fait distribuer à ses agents sept cents uniformes d'étudiants (car, en Russie, élèves, professeurs, médecins, ingénieurs, tout le monde est en uniforme pour mieux être surveillé par la police). Il transforma aussitôt la « manifestation patriotique » en « manifestation révolutionnaire ». Les « étudiants » criaient : « Vive la liberté de la presse ! » Et quand ils arrivèrent à la place du Château, Plehwe les fit disperser par une brigade de gendarmes ! Le même jour, il adressa au tsar un rapport de circonstance, prouva que même la moindre promesse de réformes allait jusqu'à faire perdre à la jeunesse le sentiment du

patriotisme, pour mettre à sa place les idées subversives, et obtint sur-le-champ l'ordre de ne pas donner suite à son ordre précédent.

Par l'interminable série de mystifications pareilles, de machinations concertées d'avance entre les intéressés, et de « preuves » habilement combinées pour montrer au tsar que seule dit la vérité la clique bureaucratique, alliée aux grands-ducs, Nicolas en est arrivé, l'obstination dans sa mégalomanie de martyr aidant, à couvrir sciemment tous les abus, toutes les concussions qui sont la base de ce régime et à donner toujours raison aux coupables, sous prétexte que les victimes s'attaquent à l'ordre établi. Il est vrai qu'il est rarement fait juge des abominations commises sous son égide ; mais il en existe quelques exemples typiques. La conception générale ressort du fait suivant.

Il y a un certain nombre d'années, il était question de confier la direction de la Banque impériale au directeur d'un des plus grands établissements de crédit de Russie. Le tsar le fit appeler. Le financier lui fit respectueusement remarquer que ses revenus actuels étaient deux fois plus grands que le traitement du poste qu'on lui offrait.

— Mais je pense qu'il y a des revenus secondaires, dit le tsar.

— Pour ceux qui préfèrent le pourboire à l'intérêt de l'Etat. Je suis trop vieux pour m'y faire.

Le tsar fut stupéfait d'abord, furieux ensuite.

— Et tu ne veux pas faire comme tout le

monde ? *Dourak! Pachol!* Imbécile ! Fiche-moi le camp !

Ce qui veut dire en d'autres mots que le tsar considère la concussion et le vol, dans la haute bureaucratie, comme une partie intégrante de l'autocratie. Cela explique beaucoup de choses. Et l'on peut s'étonner que, malgré un principe aussi nettement établi, Nicolas se soit vu obligé deux ou trois fois de faire mauvaise mine au bon jeu. Mais il s'agissait alors de battre en retraite devant les plaintes de l'étranger. Tel fut notamment le cas d'un énorme chantage exécuté par le gouverneur de Moscou, Trépoff, avec la complicité de son parent, le grand-duc Serge, gouverneur général, sur un grand industriel anglais. Cette affaire donne en même temps une idée de la façon dont ces personnages — portraiturés plus loin — ont imaginé d'exterminer le socialisme.

Directeur des syndicats ouvriers que le policier Zoubatoff avait imaginés pour mieux surveiller les socialistes, il avait introduit des mouchards parmi les ouvriers des principales usines. Le grand fabricant anglais, en question, éventa la ruse et mit les loups hors de la bergerie. Trépoff, aussitôt le menaça d'une grève générale s'il ne les reprenait — d'où la fameuse grève de 1902 ; — l'Anglais tint bon, refusa même de recevoir une délégation « ouvrière » que le même Trépoff lui envoyait. Celui-ci parla alors de fermer l'usine et d'expulser l'industriel ; menace que d'ailleurs il

refusa de réitérer par écrit. Pour le coup, notre Anglais, flairant la vérité, reçut les délégués qui n'exigèrent rien moins qu'un versement de 100,000 roubles (266,000 francs) avant toute discussion des conditions ouvrières ! La preuve du chantage en mains, l'industriel prit à neuf heures du soir le train-express pour Pétersbourg. Trépoff le suivit à onze heures du soir par le rapide, mais arriva une heure plus tard que l'autre. L'Anglais profita de l'avance pour courir, accompagné de son ambassadeur, chez les ministres ; et Trépoff essuya les violentes apostrophes de ses supérieurs ; le tsar les réitéra et le maître-chanteur dut aller s'excuser devant les directeurs de l'usine. La grève, cependant, dura encore un mois, sans autre résultat que de mettre des milliers d'ouvriers sur la paille et de ruiner pour deux ans l'industrie de Moscou.

L'Angleterre n'a porté bonheur ni à Trépoff, ni au tsar. Elle a été cause d'un second désaveu du même Trépoff, dans des conditions encore plus graves. Que n'aurait pas donné Nicolas pour qu'il se fût agi dans cette affaire d'un Russe ou du moins d'un Français ami, allié, et soumis ! La peur, l'éternelle peur de la révolution et de la mort violente a joué là un bien mauvais tour à Trépoff et à son maitre.

La crainte où il vivait de se voir, par un juste retour des choses, gratifié au passage de quelques coups de revolver, fit de lui la terreur de

Moscou. On ne saurait évaluer, même approximativement, le nombre de piétons qu'il mit à mal sous les roues de sa voiture lancée à toute vitesse dans les rues les plus fréquentées. Certain jour, toutefois, un fiacre lui barra la route. Outré de cette audace, Trépoff couvrit d'injures et bourra de coups le voyageur qui, d'ailleurs, ne savait pas un mot de russe. Seulement, au poste de police où on l'emmena, il fut constaté que notre homme n'était autre qu'un duc anglais apparenté à la reine ! Faut-il ajouter que, après échange de dépêches avec le tsar, le lendemain Trépoff, en grand uniforme, a dû s'humilier devant le personnage et lui présenter ses plus plates excuses ?

Un troisième cas où Nicolas a dû tristement désavouer des concussionnaires se rapporte encore à ce même groupe d'écumeurs de Moscou, le grand-duc Serge, Trépoff et Bouliguine, gouverneur civil, nommé ministre de l'Intérieur en janvier 1905, après les massacres de Pétersbourg. Cette triade a vraiment eu la malchance d'indisposer les Etats étrangers. L'affaire en question, qui a beaucoup contribué à la révocation de Serge, fin 1904, concerne les postes. On constatait, en effet, depuis longtemps, la disparition d'énormes quantités de lettres chargées. D'innombrables réclamations pleuvaient de tous côtés. Celles qui venaient de Russie, naturellement, on les jetait au panier. On eut le tort de leur assimiler celles de deux grandes démocraties qui ne sont pas

asservies au tsarisme. Les réclamations ne donnant rien, leurs citoyens recoururent à la voie diplomatique. Et comme ils disposent de diplomates qui représentent leur pays, et non le tsarisme — comme on le voit ailleurs — ils inquiétèrent considérablement le gouvernement de Nicolas. On dépêcha un fonctionnaire à Moscou avec mission de dresser l'inventaire des documents gardés à Moscou à l'hôtel des Postes. Ce fonctionnaire était un imbécile ; au lieu de prendre des instructions — et de l'argent — chez Serge, Trépoff, et Bouliguine, il accomplit sa mission et trouva plusieurs milliers de mandats-poste et autres valeurs dûment acquittés, non pas par les destinataires, mais, au moyen de faux, par les hauts fonctionnaires de Moscou. Les sommes ainsi volées s'élevaient à plus de deux millions de roubles ! On décida, à Pétersbourg, de rembourser les étrangers ; et le tsar eut un tel accès de mauvaise humeur que, pour une fois, il ne destitua pas le fonctionnaire honnête, mais pour montrer son honnêteté rappela le trio moscovite. Ce n'était là qu'un acte de déférence internationale, car sa mégalomanie ne s'exerce que dans les limites de l'empire russe ; seule l'opinion européenne l'effraye. D'où sa quadruple censure. D'où aussi la terreur d'un aide de camp qui, un jour (août 1904), rentre chez lui, tremblant, défait, et raconte à sa femme la scène à laquelle il a assisté ; entrant après le tsar dans son cabinet de

travail, il le voit, pâle, montrant quelque chose sur la table, et le priant d'aviser le commandant du château le général Hesse. C'était à Péterhoff. Qu'y avait-il ? Une bombe ? Bien pis ! Un *Vorwærts* de Berlin, une *Aurore* de Paris, et une *Tribune russe*, placés là par une main criminelle ! Le tsar ayant lu les appréciations sur la mort de Plehwe eut une crise de larmes, et le château fut sens dessus dessous...

Pour ce qui est des concussions intra-russes, Nicolas ne s'est jamais dérangé. On en verra pourtant des exemples qui auraient dû amener tout homme sain d'esprit à sévir : la peur l'a retenu. Citons-en un seulement pour donner une idée de la soumission du tsar à la notion du vol patriotique. Ce fut au commencement de la guerre russo-japonaise. Kouropatkine arrivé en Mandchourie réclama à cor et à cris les trente-six canons de montagne qui figuraient sur ses listes, mais qu'il ne possédait pas. Or, on savait que le Creusot en avait livré douze, au moins, peu de temps avant. Où étaient-ils? On le demanda au général Altvater, sous-chef d'état-major à Pétersbourg. Il « n'en savait rien », mais se tira une balle de revolver non pas dans la tête, mais dans le plafond de son bureau. Cela le sauva à tous les points de vue. Il avoua que les canons existaient, mais que, ayant besoin d'argent, il les avait envoyés à Varsovie, où il les avait... « mis au clou » chez un industriel métallurgiste ! Le tsar fit... démentir la

nouvelle de la tentative de suicide pour ne pas ridiculiser son armée au début de la guerre, pensionna le digne général, racheta les canons, et les fit expédier en Mandchourie, juste au moment où Kouropatkine, faute de canons de montagne, venait d'essuyer les irréparables défaites du Yalou et de Oua-fan-koou !

AUTOCRATE IRRESPONSABLE

Nicolas s'est prêté ainsi à d'innombrables comédies sinistres, dans des circonstances qui, si elles ne prouvent pas sa volonté de faire le mal, du moins permettent de mettre en doute sa bonne foi. Mettons-les sur le compte de ses obstinations, de ses accès d'énergie et de ses périodes de sentimentalité irraisonnée, toutes conséquences de sa cérébralité maladive. Attribuons aussi aux mêmes causes l'extraordinaire manifeste de « grâces » publié à l'occasion de la naissance de son fils, où il amnistie les crimes d'opinion datant de plus de quinze ans et... qu'on n'a pu découvrir ; où il invite les réfugiés politiques « à réintégrer leurs foyers », ce qui veut dire, ces malheureux étant presque tous condamnés sans jugement à la déportation, à se faire transporter par persuasion dans les glacières sibériennes ; où enfin il fait remise aux paysans des arriérés de l'impôt foncier qui s'élèvent à 600 millions de francs, et qu'il a été impossible

de faire rentrer parce que... le paysan depuis des années n'a plus absolument rien que l'huissier puisse saisir !

Le tsar qui, par de telles élucubrations, croit se faire aimer par son peuple, le tsar qui, en même temps, est tenaillé par la peur irraisonnée des attentats, devenant, hélas ! de plus en plus probables, le tsar qui se croit omniscient, qui « agit à coup sûr » et qui, pour cette raison, exige l'aveugle confiance de son peuple, ce même tsar n'a jamais eu le courage de montrer sa confiance dans le peuple, depuis le moment où il a préconisé, avec des larmes de tendresse et d'orgueil la « politique de la confiance ». Depuis des années, il n'a pas osé sortir du Palais d'Hiver par la porte où les curieux attendaient pour le voir. Un important service d'agents secrets, ainsi que l'exhibition de quelques voitures de la Cour, devant une des nombreuses entrées du palais, y attirait chaque fois une foule plus ou moins considérable et détournait ainsi l'attention de la façade opposée du palais ; et l'autocrate bien aimé sortait furtivement par une porte dérobée... Le tableau est complet. On le sait : « La modestie de Nicolas II est proverbiale. »

Considérons tout cela comme le produit malheureux d'une irresponsabilité morale, cliniquement établie. Il n'en reste pas moins vrai que l'Histoire ne s'arrête pas aux vésanies d'un Néron ou d'un Caligula, mais aux suites, trop réelles, de leur

rôle comme souverains. Il en sera de même pour Nicolas. S'il était doué de logique, il serait révolutionnaire. Il ne peut pas l'être, parce que sa nature ne lui permet pas de juger juste. Le pourrait-il d'ailleurs, que le résultat serait le même parce que, autour de lui gravite un groupe fermé qui le domine ; parce que, telles des sangsues sur un corps ligotté, la clique grand'ducale, ses parents, le terrorise, l'exploite, l'annihile. Ils n'hésiteraient pas à le faire périr, s'il commettait un acte libérateur qui leur ôtât à la fois leur puissance et leurs revenus. Car ceux-là, retenus par leurs intérêts matériels, forment la véritable citadelle de la contre-révolution, et ils combattraient l'affranchissement avec encore plus d'énergie, s'ils étaient doués de logique. Nicolas, homme, mérite la pitié ; seul son rôle historique est néfaste. Ses parents, les grands-ducs, qui historiquement sont inexistants devant le tsar, seul responsable, ne sont que des individus, et néfastes comme tels...

LES GRANDS-DUCS

Le groupe de personnages apparentés au tsar, la clique grand'ducale, constitue, dans sa forme actuelle, une maladie spéciale à la Russie et à la dynastie Holstein-Gottorp. La progéniture abondante d'une ou plusieurs générations de souverains est, pour toutes les dynasties, une source

de faiblesse et de malheurs. La Cour s'encombre dans ces cas d'une foule de désœuvrés que le chef de la dynastie ne saurait employer utilement ; des rivalités funestes éclatent; les revenus dynastiques s'éparpillent sur un nombre considérable de bénéficiaires, où chacun se juge facilement désavantagé. Le chiffre de conseillers irresponsables devient un danger public. Guidés non pas par des considérations politiques, mais uniquement par des intérêts dynastiques, leur influence sur les affaires d'Etat se caractérise par des efforts de plus en plus exaspérés en vue de faire exploiter l'Etat par la dynastie, de faire vivre la nation exclusivement pour alimenter la Cour, et pour exalter la puissance du souverain, de faire, enfin, accomplir par ce dernier des actes qui augmentent leur propre situation matérielle et morale au détriment du peuple. Le chef de dynastie subit de plus en plus l'ascendant de ces conseillers intimes, les seuls dont il ne saurait se débarrasser sans nuire à son propre prestige ; et son indépendance morale souffre d'autant plus que, sur un point du moins, tous les parents qui vivent à ses crochets sont d'accord : leur intérêt commun exige que le souverain soit, autant que possible, séparé du monde par la phalange égoïste qu'ils forment, pour qu'eux seuls puissent peser sur lui sous prétexte qu'eux seuls sont les défenseurs véritables de la puissance dynastique.

Où mènent de tels développements, de nom-

breux exemples historiques le montrent, parmi lesquels le plus frappant est celui de la famille la plus puissante qui ait jamais existé, celle des Djinghiz-Khanides, dont la déchéance rapide, formidable, reste comme le prototype de tous les écroulements dynastiques. Mais chez ceux-là mêmes, le caractère du régime familial a été infiniment moins funeste, que chez les Holstein-Gottorp contemporains. Car chez ces derniers le régime grand-ducal n'est plus exercé par des militaires capables ou des politiques avisés au profit d'intérêts vraiment dynastiques, mais par un groupe de dégénérés qui prennent les intérêts militaires ou politiques du tsar pour prétexte en vue de s'assurer les moyens matériels et moraux — ceci par antiphrase — de subvenir à leurs besoins peu respectables.

En réalité, tous ces tsars *in partibus*, désavantagés par le hasard des naissances, avec toute leur séquelle de parents, d'amis personnels, de flatteurs et de valets à tout faire, se sont trouvés dans une position très fausse depuis près d'un demi-siècle. Au moment précis, en effet, où leur nombre s'élevait à une importance étonnante, les fameuses réformes du tsar Alexandre II leur ont enlevé la possibilité de s'installer officiellement dans les postes administratifs les plus importants de l'Empire. Ils étaient en quelque sorte écrasés entre le pouvoir du souverain et celui de la caste bureaucratique, dont on lira plus loin les diffé-

rentes phases de développement. L'avènement de cette caste les mit pratiquement à l'ombre. Plus ils voyaient grandir leurs rangs par des naissances nombreuses, et plus la bureaucratie savait s'emparer d'un pouvoir énorme, irrésistible, insaisissable, mais trop réel pour ne pas paralyser les influences familiales qu'ils tâchaient d'exercer sur le souverain. Dans ces conditions, l'intérêt de la conservation de leur puissance ne pouvait pas ne pas les pousser imperceptiblement dans une voie peut-être sans exemple dans l'histoire. Ils devaient conclure un pacte tacite avec la bureaucratie, et sinon la diriger, du moins profiter de ses incontrôlables pouvoirs, en faisant office d'intermédiaires bénévoles entre des fonctionnaires dont seules les fonctions officielles les mettent en relation avec le tsar, et ce dernier lui-même qui dans l'intimité reste accessible aux conseils et aux intrigues de ses seuls parents.

CHEFS DE FILE

Le chapitre suivant fournira des détails sur cette alliance des grands-ducs avec la caste bureaucratique. Les résultats de cette association hybride pour la dynastie et le tsarisme se rattachent plutôt à l'exposé de la décadence dynastique. Etant donné le triple besoin des grands-ducs de défendre l'autocratie du tsar qui seule garantit leur

prestige et leurs revenus, de défendre la bureaucratie qui détient le pouvoir administratif pratique, et, enfin, de se défendre eux-mêmes contre la mauvaise humeur du premier et l'insolence de la seconde, leur action doit procéder théoriquement de principes très simples : contre le tsar l'intrigue, contre la bureaucratie le terrorisme de gens qui font croire à leur ascendant sur le tsar, pour eux-mêmes l'exploitation des aberrations de l'un et de l'autre, impliquant la complicité avec les crimes des fonctionnaires, et une espèce d'insolence prétorienne envers le souverain. La réalité confirme d'une façon saisissante cette psychologie générale de la clique grand'ducale.

Elle se compose, en 1905, d'un nombre de parents plus ou moins éloignés du tsar, s'élevant, femmes et enfants compris, à plus de cent personnes qui sont entourées de leur côté de plusieurs milliers d'individus, courtisans, flatteurs, hommes d'affaires et favoris qui, sans être assis directement devant l'immense assiette au beurre de la bureaucratie, vivent uniquement à leurs crochets, et constituent, tant par leur nombre que par leur situation sociale, une véritable garde du corps de la clique, chargée de jouer devant le souverain le rôle de la « nation » loyale, et devant le peuple celui de « l'autorité dynastique ». Seuls, d'ailleurs, les chefs de ce groupe sont dignes d'intérêt. Les comparses, qui ne fournissent que l'appoint du nombre, méritent d'autant mieux le silence que

les tares physiologiques et morales que leur ont léguées des chefs de la dynastie défendent que décemment on s'occupe de leur vie privée. Les grands chefs, par contre, ne peuvent réclamer cette indulgence, parce que leurs tares ont une importance nationale et qu'en somme c'est pour donner satisfaction à leurs appétits morbides qu'ils terrorisent le tsar et le peuple.

Ceux-là sont tout au plus une douzaine ; et les plus considérables, comme il faut s'y attendre dans un pays où l'idée surannée du patriarcat subsiste, sont les mêmes qui ont su se prévaloir du respect dû à l'âge, et du prestige d'appartenir à une génération antérieure. Or, ceci a été particulièrement facile vis-à-vis d'un souverain jeune arrivé au pouvoir à un moment où la génération de son père était encore dans la pleine force de l'âge. Et la situation de Nicolas se trouve d'autant plus embarrassée que son grand-père Alexandre II et son grand-oncle Michel ont fait preuve d'une nature remarquablement prolifique. Le nombre des oncles de Nicolas II est considérable, et, outre leur ascendant personnel, ils peuvent avec le plus grand succès peser sur leur neveu, en se faisant les interprètes des vues et des idées de deux empereurs précédents dont ils prétendent détenir en quelque sorte le testament politique. Malgré les jalousies et les dissentiments qui règnent à l'intérieur de cette oligarchie des oncles, ils joignent leurs efforts pour maintenir le tsar dans

les vues réactionnaires, et cela pour deux raisons. L'autocratie seule leur permet de mettre en coupe réglée les finances de l'Etat, ce dont ils ont besoin, leurs habitudes ne leur permettant pas de vivre sur les quelques millions annuels que le tsar peut leur allouer sur les apanages dynastiques. D'autre part, l'autocratie seule les met à l'abri des revendications nationales, en les maintenant au-dessus des lois du droit commun : ils sont par ses grâces juridiquement irresponsables, même en matière de crime de droit commun, et l'impunité absolue leur est assurée, le tsar seul ayant le privilège de leur infliger des réprimandes ou des punitions, toujours illusoires, selon l'antique règle patriarcale importée en Russie par les Mongols.

Les places prépondérantes ont été occupées par une demi-douzaine de ces oncles dont les noms suivent dans l'ordre de leur importance : Vladimir, Serge, Alexis, tous trois fils d'Alexandre II, Alexandre Mikhaïlovitch et Nicolas Nicolaïevitch. Le moins écouté de tous, par contre, est, naturellement, Constantin Constantinovitch, l'unique grand-duc dont la culture intellectuelle excède la moyenne, poète distingué, ami et connaisseur des arts, et ouvert au mouvement des idées européennes.

SERGE

L'un de ces chefs de clique a cessé d'exercer son influence néfaste et son activité criminelle à

la suite d'un attentat terroriste, en février 1905. Serge a été frappé au moment où il avait virtuellement pris le pouvoir suprême des mains affolées de Nicolas. Il était miné par la tuberculose qui, pendant sa période latente, l'avait amplement pourvu de tous les stigmates des psychoses spéciales à cette maladie : euphorie intermittente et mégalomanie, absence totale de sens moral, érotisme exagéré, superstitions variées. Il avait eu l'avantage de marier la sœur de son épouse au tsar Nicolas, et d'entrer d'autant plus dans son intimité que la différence d'âge entre eux n'était pas considérable. Aussi se voyait-il gratifié de domaines énormes, d'apanages exagérés, et de multiples sinécures brillantes aux traitements somptueux. Ses revenus annuels s'élevaient à plus de huit millions de francs. Comme il était cependant atteint de la passion des dissipations, commune à tous ses parents, et qu'en outre la satisfaction de ses perversions érotiques coûtait des sommes invraisemblables, il se trouvait dans une gêne perpétuelle et n'hésitait pas alors à se faire le complice de la concussion bureaucratique qu'il était chargé de réprimer dans la limite de ses attributions. Ses deux plus importantes affaires de concussion en dehors des vols de poste à Moscou, se rapportent à cette même époque qui précédait son rappel du poste de gouverneur général de Moscou.

Dans l'affaire Morozoff, il avait eu l'impudence

de faire venir chez lui ce milliardaire et quelques autres industriels de Moscou pour leur ordonner de souscrire des dons plus généreux pour la Croix-Rouge et d'autres fonds de guerre. Morozoff déclara être prêt à verser des sommes considérables à condition qu'il fût lui-même représenté dans l'administration de ces fonds « pour être sûr que ses dons étaient employés dans les buts patriotiques indiqués ». Serge était directeur de cette administration.

— Que signifie ce langage ? hurla Serge.

— Il signifie que les fonds déjà donnés n'ont pas été employés comme je le prévoyais.

— Vous êtes un menteur et un insolent.

— Je peux prouver à Votre Altesse Impériale que j'ai déjà donné des effets d'habillement manufacturés dans mes usines, d'une valeur d'un million de roubles, et que j'ai pu les racheter à moitié prix dans les boutiques de Moscou.

— Infâme canaille ! Vous allez me faire des excuses, ou je vous fais arrêter et conduire à la frontière.

— Je n'ai pas à m'excuser et je suis prêt à partir. Mais, naturellement, je ferme mes usines et je licencie mes ouvriers.

— Je m'en f...

La conversation, rapportée dans cette forme, par un assistant, eut cependant d'autres suites. Morozoff télégraphia au ministre des Finances qui

avisa le tsar. Le licenciement des 65,000 ouvriers employés par l'industriel, et pour une raison pareille, aurait été un désastre. Morozoff resta. Serge quitta Moscou un mois plus tard.

Une affaire de nature plus délicate y contribua. Serge refusa le renouvellement de la patente à une dame honorable qui dirigeait à Moscou des cours de danse, où fréquentaient les jeunes filles de bonne famille. L'établissement rapportait beaucoup. Serge, tiraillé entre son érotisme et la folie de l'argent, épiait la satisfaction de l'un ou de l'autre. Il proposa à la dame en question de lui ménager des rendez-vous avec quelques jeunes filles des plus jolies. Comme elle refusait, indignée, ce métier de proxénète, il recourut au chantage et lui demanda la forte somme, sous menace de la mettre en accusation comme proxénète. Elle refusa encore. La patente fut retirée. Ceci lui fournit l'occasion d'expliquer l'aventure à quelques membres de la haute société qui en causèrent à Pétersbourg. Le tsar s'indigna sérieusement. Ce fut le dernier chantage de Serge.

On y voit déjà associée aux affaires d'argent, sa passion dominante, le sadisme, qui, dès sa jeunesse, l'avait miné. Son entrée dans la vie officielle fut marquée d'un trait particulièrement odieux de ce mal. Nommé « Inspecteur des Institutions de Marie » sorte de ministre des orphelinats impériaux, il « inspecta » si bien une de ces maisons

où s'élèvent aux frais de l'Etat les orphelines de la haute bureaucratie, qu'une jeune fille de grande famille ne put éviter de se plaindre du crime infâme que le frère du tsar (Alexandre III) avait commis sur elle. Il dut être destitué sur-le-champ. Et comme il joignait la lâcheté à l'ignominie, il refusa de se battre avec un jeune officier parent de sa victime. On l'envoya à l'étranger !

En Palestine, il développa sa ferveur religieuse sous forme de superstitions grotesques associées à l'antisémitisme le plus féroce ; il revint plus que jamais disciple ardent de son précepteur Pobiédonostseff, et s'appliqua, dès sa nomination à Moscou, à mettre toutes ses théories en pratique. Il fonda et dirigea une Société de Pèlerinage en Palestine, dont la caisse, richement alimentée par des dons plutôt forcés, permit annuellement d'envoyer quelques moujiks aux Lieux-Saints et de boucher les gros trous du budget grand-ducal. En même temps, il nettoya la sainte ville orthodoxe des assassins du Christ. Il y trouva un triple profit pour ses trois vésanies. D'abord, il extorqua plusieurs centaines de milliers de roubles à des Juifs enrichis qui étaient frappés par sa loi d'exclusion.

A une de leurs délégations, il déclara que « tous les Juifs devraient être crucifiés », mais il accepta l'argent et ne fit expulser, plus tard, que ceux qui ne pouvaient plus lui « avancer » de fortes sommes sans reçu. Il introduisit, cependant, à la

loi d'exclusion, deux exceptions particulièrement caractéristiques.

L'une concerne les jeunes filles juives. Ces dernières ne sont admises à élire domicile à Moscou que si elles se font inscrire sur les registres des prostituées : ce qui implique les visites médicales accompagnées des viols réitérés de la part des soi-disant médecins et des policiers. Son Altesse a daigné — dans l'intérêt de la bonne administration — assister quelquefois à ces séances particulières. L'autre exception a trait aux petits garçons juifs, employés comme apprentis ou comme grooms... Toute autre catégorie de Juifs étant inutile au lieu de résidence de l'oncle du tsar, il va de soi qu'on les a repoussés dans leurs ghettos du sud-ouest russe.

Il en a été ainsi de même pour les ouvrières et les étudiantes qui ont brigué l'inscription de honte, par subterfuge, pour pouvoir gagner leur vie à Moscou, ou travailler. Toutes les fois qu'on a constaté qu'une Juive ne faisait pas métier de prostituée, on l'a expulsée, le plus souvent, sans aucun doute, après l'avoir violée. Un de ces cas a pu être reconstitué grâce à une déclaration d'un officier de gendarmerie, corroborant le récit de la victime, une demoiselle F... d'une petite ville de Podolie, vendeuse. Accostée par un agent secret dans la rue, et ayant refusé de le suivre, elle fut arrêtée et soumise à la visite : elle était vierge ! On la garda au poste. Le lendemain, elle fut fouettée,

violée par les gendarmes et expulsée. Son patron, négociant très influent, se plaignit. La chose tournait mal pour l'officier de gendarmerie impliqué. Il déclara, alors, qu'après son rapport, on l'avait appelé chez le grand-duc, lequel lui aurait dit que « si elle était encore vierge, ce qui est contre le règlement, ses hommes sauraient bien lui appliquer ce règlement ». Il avait donc agi par ordre.

Le rôle politique du personnage laisse absolument rêveur dans ces conditions ; car Nicolas n'ignorait certes pas tout de ses qualités personnelles. Il reste d'autant moins explicable que l'incapacité administrative de l'homme était phénoménale. Les dispositions qu'il avait prises lors des fêtes du couronnement de Nicolas II ont abouti à l'écrasement de 8,000 personnes sur le champ Khodinskoé. Sous son administration, les faubourgs de Moscou étaient devenus le théâtre d'innombrables crimes ; et quant à l'emploi des finances, il est inutile d'en parler.

Néanmoins, c'est à lui que la Russie doit l'épouvantable régime plehwéen qui a précipité le mouvement révolutionnaire. C'est lui qui, contre l'avis de tout le monde, y compris pourtant l'omnipotent Pobiédonostseff a imposé au tsar la nomination de Plehwe à la succession du ministre de l'Intérieur Sipiaguine, tué à coups de revolver.

Rien de plus intéressant à ce sujet que cette conversation entre la grande-duchesse Elisabeth, femme du grand-duc Serge, et une Anglaise,

écrivain célèbre, qui fréquentait chez elle. La conversation roulait sur les raisons qui ont déterminé la nomination de Plehwe au ministère.

— Je ne voudrais pas qu'on nomme de Plehwe, un policier. Mais il sera nommé.

— Mais pourquoi ? Vraiment, je crois qu'une autonomie des zemstvos serait tout ce qu'il faut.

— Certes, nous tous, de la famille impériale, sommes convaincus que les réformes et même une Constitution sont nécessaires. Mais comment céder après des attentats ? Plehwe a des documents qui semblent nous prouver à tous que si nous faisions la moindre concession, nous aurions tous le même sort que Louis XVI. Le duc en est convaincu.

— Je crois le contraire.

— Moi aussi, mais Plehwe tient tous les fils et mon mari a une confiance absolue en lui. Il sera donc nommé pour écraser le mouvement libéral.

Serge ne se contentait pas de se faire ainsi l'avocat des plus grossiers pièges policiers. Son manque d'intelligence le menait bien plus loin. Outre la police, il voyait le salut dans la superstition religieuse aveugle. Ainsi, la note dominante de son rôle politique, son attachement, tout fait de stupidité, à Pobiédonostseff, fit de lui le représentant attitré de l'orthodoxie à la Cour, et chaque fois que Nicolas, abattu, affolé, quémandait les lumières de Dieu, c'est Serge qui devait les lui fournir, d'abord en douceur, mais si cela ne suf-

fisait pas, en proférant toutes les menaces du ciel et de la terre. La plus terrible, la dernière de ces scènes entre un fou furieux et un fou mélancolique eut lieu pendant l'ultime stage de Serge à Tsarskoé-Sélo (6 janvier 1905). Sur le conseil de Pobiédonostseff, il somma son neveu de n'accorder au peuple surexcité aucune réforme politique. Le tsar resta cependant peu convaincu que son devoir divin était de ne rien faire. Serge fit alors une sortie terrible. Il en appela au témoignage de Vladimir, d'Alexis et d'Alexandre, et déclara que « si lui était incapable de suivre la voie tracée par Dieu, eux sauraient le faire et remplacer un tsar hérétique par un tsar orthodoxe. En dehors des révolutions de la canaille, l'Histoire ne parle-t-elle donc pas de révolutions de palais, accomplies pour maintenir un principe ? » Ce fut d'ailleurs, sur cette menace d'une révolution de palais que Nicolas nomma le général Trépoff, aide de Serge à Moscou, au poste de gouverneur général de Saint-Pétersbourg. Son rôle est achevé.

VLADIMIR

Plus encore que Serge, son frère aîné, Vladimir Alexandrovitch, a exercé les inavouables fonctions de chef de la clique grand'ducale. Son avantage a été d'être l'hypothétique père d'une série de tsars succédant à la primogéniture virtuellement éteinte

d'Alexandre III. Pouvant se targuer mieux que tout autre d'un droit sacré à participer à la direction de la politique souveraine, son action a pris des allures plus insolentes et une forme plus directe que celle même de Serge. Une certaine différence de caractère y a contribué puissamment. Serge était simplement un fanatique, un de ces fous de la propagande du fait qui croient à la valeur symbolique de la destruction, un détraqué qui serait devenu un anarchiste stupide, s'il ne fût né d'une souche d'autocrates pour devenir un grand-duc débauché. Doué d'une âme d'inquisiteur, il devait beaucoup de son influence à la terreur qu'il inspirait. Ses lèvres crispées, ses yeux fuyants et féroces, donnaient l'exacte mesure de sa mentalité. Vladimir, par comparaison, est presque sympathique ; sa place est moins dans la tragédie noire que dans un vaudeville à dénouement tragique. Sa moustache sourit, ses lèvres débordent d'allégresse, son regard est vif quand l'alcool ne l'éteint pas, et si c'est avec ce sourire, avec cette allégresse, qu'il a organisé les massacres d'ouvriers à Saint-Pétersbourg en janvier 1905, c'est aussi avec cette jovialité d'homme du monde ou de vieux marcheur qu'il subtilise des millions, qu'il les perd sur le tapis vert ou chez les proxénètes. N'était sa puissance incontrôlable mise au service de ses passions, Vladimir appartiendrait simplement à la catégorie des vieux boulevardiers, plus grotesques que répugnants.

Outre l'ambition, en somme compréhensible, de voir sa famille accéder au trône, ce qui le domine est une combinaison assez fâcheuse de cupidité et d'alcoolisme, dont les aboutissants, il est vrai, prennent des formes infiniment moins amusantes pour la Russie que pour le psychologue qui étudie de façon abstraite la mentalité des dégénérés. Car, hélas ! sous ses dehors et sous ses crimes somptueux, Vladimir cache une cérébralité fruste ; son épouse Maria-Pavlovna, petite princesse allemande, convertie à l'extrême réaction moscovite dans l'espoir de jouer un jour à la Catherine II, le mène facilement en toute chose politique ; et ses dons intellectuels se sont exclusivement concentrés sur la science de la concussion, où ils se montrent, en effet, remarquables.

L'autocratie que Vladimir défend aussi férocement que Serge, et plus férocement, sans doute, que Nicolas II, est moins une question de principe qu'une question d'argent. Si, en effet, le tsarisme survit encore, c'est bien grâce à ses fidèles valets de la bureaucratie gavée, mais plus encore par les efforts désespérés des grands-ducs. C'est que, pour les premiers, la chute de l'autocratie serait infiniment moins grave que pour ceux-ci. Les bureaucrates garderaient toujours leurs appointements ; ils seraient forcés tout au plus à se résigner à devenir quelque peu honnêtes.

Il en va autrement pour les grands-ducs ; ceux-ci ne perdraient pas seulement l'occasion des vastes

escroqueries qui constituent la moitié de leurs revenus ; ils seraient frustrés aussi de leurs recettes « avouables ». Une courte analyse montre l'étendue d'un tel désastre. Aucun gouvernement constitutionnel ne laisserait subsister, par exemple, les « appointements » du grand-duc Vladimir.

Sur les soixante millions de francs d'apanages impériaux cédés aux grands-ducs (ils sont environ trente qui touchent directement), Vladimir touche six millions ; sa fortune « personnelle », terres, forêts, mines, etc., cadeaux de son père, rapportent environ quatre millions. Les premiers millions sont payés par l'impôt d'un peuple affamé ; les seconds par les fermiers et les ouvriers qu'il exploite tant et si bien qu'ils n'arrivent plus à vivre.

Viennent ensuite les revenus suivants : Général (avec diverses indemnités), 60,000 francs, commandant de la circonscription de Saint-Pétersbourg, 130,000 francs, membre du Conseil de l'Empire, 110,000 francs, président de l'Académie des Beaux-Arts, 80,000 francs, membre du comité des ministres, 60,000 francs. Il faut y ajouter les traitements de membre d'une infinité de commissions.

En faisant complètement abstraction des concussions, on arrive donc à un revenu qui atteint presque celui des souverains de plusieurs grandes puissances. Mais si l'on met en regard le fait que ses deux fils Cyrille et Boris, ont fait « en combat-

tant pour la patrie » chacun pour plus de 3 millions de dettes en Mandchourie, tandis que Vladimir lui-même, selon la déclaration d'un de ses banquiers, se voit à la tête d'un déficit d'environ 15 millions de francs, on se rend facilement compte que la découverte de nouvelles sources de revenus doit constituer sa préoccupation première. Avec l'envergure digne d'un tsar hypothétique, il a, une fois débarrassé d'Alexandre III qui le surveillait de près, profité de son ascendant, moral si j'ose dire, sur son neveu Nicolas, pour se lancer dans les entreprises grandioses. Un seul coup de filet lui ramena 42 millions de francs, fort nécessaires pour régler ses dettes restées impayées en France et en Allemagne. Il avait, de droit, le privilège de présider le comité central pour la construction de la merveilleuse cathédrale commémorative élevée sur la place même où Alexandre II avait été déchiré par la bombe. Les fonds affluèrent, la construction avança. Mais personne, parmi les architectes, entrepreneurs, peintres, carriers, ne réussit jamais à se faire payer. La publication des chiffres fabuleux de roubles que la souscription nationale apportait, les tranquillisa. Cependant, après douze ans d'attente et de nouvelles dépenses, ils s'inquiétèrent et se plaignirent. Horreur ! des 42 millions reçus, il ne restait plus que quelques billets de mille ! L'enquête prouva que Vladimir avait fait main basse sur le reste. Or, les grands-ducs sont déclarés « irres-

ponsables » en matière criminelle et même civile. Nulle puissance au monde ne saurait les forcer à rendre ce qu'ils ont volé. On se rabattit sur le secrétaire-trésorier du comité. Ce digne homme se récria non sans raison et menaça de tout dévoiler. Son avocat, Me K..., fut appelé chez Vladimir et... l'on s'arrangea. Un traité en règle fut établi. L'avocat et le « coupable » s'engageaient à « ne pas prononcer au cours du procès le nom d'une personne appartenant à la famille impériale » ; cette dernière, en cas de non observation de l'engagement, ferait condamner le « coupable » aux travaux forcés à perpétuité, et interdirait à l'avocat l'exercice de sa profession. Si, par contre, tout allait à souhait, l'avocat recevrait une gratification de 10,000 roubles ; le coupable serait condamné à dix ans de réclusion en Sibérie ; il serait « gràcié à la résidence forcée », resterait effectivement en Sibérie pendant cinq ans et toucherait 10,000 roubles par an ; ensuite on n'empêcherait pas son évasion et son établissement en Amérique où il toucherait une rente viagère de 5,000 roubles. Tout se passa selon les prévisions, et il faut admirer l'honnêteté sinon des tribunaux, du moins des caisses impériales qui, jusqu'à ce jour, continuent le rachat de la honte de Vladimir.

Un succès financier si énorme ne pouvait qu'encourager Vladimir à exploiter d'une façon analogue toutes les innombrables fonctions qu'il a occupées, non sans en briguer sans cesse de nou-

velles, toujours honorifiques, mais toujours aussi profitables. Il a eu la malchance de s'aliéner de cette façon les sympathies de certains milieux de la bureaucratie qu'il a dépouillés à son profit, d'une partie de leurs revenus illicites. Beaucoup de ces hauts fonctionnaires désavantagés ont même méchamment insinué que Vladimir cumule le maximum de « présidences honoraires » uniquement dans ce but. On conçoit aisément leur déconvenue, si l'on rappelle que les considérables pourboires qui, autrefois, furent versés à de simples fonctionnaires pour obtenir des commandes de matériel militaire, passaient à Vladimir, et que les « conseils » qu'il pouvait donner comme président de l'Académie des Beaux-Arts à d'autres administrations pour le choix d'architectes, sculpteurs, ou même d'œuvres d'art à acheter pour l'Etat, se monnayaient maintenant chez lui. Sa position militaire faisant de lui en réalité le généralissime des armées russes en cas de guerre — on ne s'en est guère aperçu depuis le commencement de 1904 — il avait le droit, et même le devoir de surveiller souverainement la mobilisation et les différents services accessoires. Ce qu'il fit au mieux « de ses intérêts ». L'acceptation d'un cadeau « royal » de la part d'un grand négociant en charbon qui, depuis lors, possède un quasi-monopole, est devenu légendaire. Mais il s'intéressa autant, par exemple, aux canons. Le naïf Creusot n'a jamais pu vendre des

canons tout prêts du modèle nécessaire ; renseignements pris — mais non par la grande maison française — le général L..., chargé des services administratifs compétents, a dit : « Il y a, sur le quai de la Néva, une maison où l'on a l'habitude de voir précéder les envois de bronze par des envois d'or... »

Même esprit d'affaires pour les chaussures.

Un attaché étranger — on ne peut pas citer sa nationalité, le fait ayant donné lieu à des incidents fâcheux, — interrogeant, en été 1904, un général russe en Mandchourie sur la tenue bizarre de ses troupes qui marchaient pieds nus, eut pour réponse :

— Leurs bottes ? Où elles sont ? Dans la poche du grand duc Vladimir.

Si la suppression de 50,000 paires de bottes peut être expliquée, en été, par un vif sentiment d'humanité, les paysans russes ayant l'habitude d'aller pieds nus par les chaleurs, il en est de même d'un acte de haute abnégation qui sauva la vie à d'innombrables Japonais. Vladimir avait à expédier (mars 1904) 300 immenses caisses de munitions en Mandchourie ; mais malheureusement il avait dépensé pour autre chose l'argent qu'auraient coûté des obus. On vit néanmoins promener par les rues de Pétersbourg de lourdes caisses qui furent expédiées de la gare Nicolas. Par une inconcevable maladresse, quelqu'un vérifia en route, à Moscou, la nature de l'envoi : on ne trouva que des pavés.

Par contre, l'affaire de l'usine pharmaceutique de Saint-Pétersbourg a coûté la vie à des milliers de blessés. Cette usine, immense établissement modèle, a été construite il y a quelques années seulement, par ordre de Vladimir. Elle devait, en temps de paix, fabriquer pour le cas de guerre tous les produits médicaux nécessaires qui se conservent, et se tenir prête à fournir en temps utile d'énormes quantités des corps chimiques qui s'altèrent. Pendant trois ans, l'usine fut dirigée par un homme très capable, qui touchait de beaux appointements. Au commencement de la guerre, le ministère allait se prévaloir des stocks de médicaments fabriqués à grands frais, quand on constata qu'on n'avait rien fabriqué du tout, et que même, l'usine n'avait jamais travaillé. Le ministre convoqua le directeur qui arriva tout heureux :

— Ah ! enfin, on pourra donc travailler.

— Comment ? dit Kouropatkine complètement ahuri. Rien n'est prêt. C'est scandaleux. Je vous ferai passer en justice. Vous serez responsable de milliers de cas de mort. Où est l'argent volé ?

— L'argent volé? dit le directeur tout aussi ahuri. Mais depuis ma nomination, je n'ai jamais pu obtenir le versement des crédits affectés à mon usine ! Je les ai réclamés cent fois ! Voici copie de mes réclamations au gouvernement général ; la somme en souffrance s'élève maintenant à plus de deux millions de roubles...

— Sacré... Qui est l'administrateur de ces fonds ?

— Le général L..., adjoint de Son Altesse Impériale...

— Ah... oui... bon. Nous allons vous faire verser les fonds et vous travaillerez selon le programme.

— Il faudra plus d'un mois pour mettre le travail en train...

— Cela nous coûtera des morts... Tenez-moi au courant.

Ce fut une des dernières surprises de Kouropatkine dans ses fonctions de ministre de la guerre. Il était déjà nommé généralissime pour conduire la Russie à la défaite quand, arrivant à Kharbine, sa première surprise de général en chef fut de constater qu'un immense train qui aurait dû être chargé de vêtements, expédiés aussi par ordre de Vladimir, ne contenait que quinze wagons pleins de... paille. Ah ! les poches de Vladimir !

Il y a encore bien d'autres choses, entre autres un certain nombre de locomotives qui ont été payées, sans jamais être commandées ; de formidables « frais d'études » pour évaluer à leurs justes mérites les différents systèmes de télégraphie sans fil dont il s'agissait d'adopter un d'urgence ; 30,000 pelisses en peaux de moutons de Perm ; et jusqu'à plusieurs milliers de chevaux.

Hélas ! le résultat est toujours resté d'autant plus médiocre, même à son propre point de vue,

qu'une hérédité fatale a muni ses fils d'une faculté de prodigalité bien supérieure à la sienne, et encore moins bien mise en œuvre, si c'est possible. Si l'heureuse guerre, et les besoins de la Croix-Rouge dont son épouse a un des patronages les plus importants, a réussi à remonter momentanément le niveau financier de la famille, ce n'est certes pas de leur faute. Leur père ne le leur reproche guère. Mais il s'attriste de la dégénérescence qui veut que lui, très « quartier Marbœuf », ait des fils qui sont plutôt des « fortifs », tout en dépensant encore davantage, et n'ayant absolument rien gardé de l'attitude gentilhommesque de leur père.

Les extraordinaires et ignominieuses facéties de l'un de ces tsars en perspective (Boris), accomplies pendant un voyage en Amérique ont défrayé la chronique scandaleuse du monde entier.

L'appel de la presse américaine au président Roosevelt « de ne pas recevoir à la Maison-Blanche un individu dont la présence souillerait le prestige moral de sa demeure », reste un des actes d'accusation les plus formidables contre cette dynastie de fous et de débauchés. Et ces mêmes jeunes gens qui gaspillent des millions en bijoux, en dettes de jeu et en orgies ont fait preuve pendant la guerre russo-japonaise d'attitudes qui ont éteint la haine que leur vouait le peuple, pour la remplacer par le simple mépris. L'un, Boris, est arrivé en Mandchourie avec huit dames recrutées

dans divers pays. Il jouait, faisait la fête, perdait des sommes énormes, refusait constamment d'aller au front et n'exécutait pas les ordres de ses supérieurs. Le scandale démoralisait les troupes. Kouropatkine fit venir le grand-duc et lui dit sèchement :

— Vous renverrez ces femmes dès aujourd'hui, vous observerez la discipline, votre régiment ira aux avant-postes, ou bien vous retournerez en Russie.

— Insolent ! Pour qui me prenez-vous, fut la réponse du Romanoff.

— Vous êtes altesse impériale chez vous. Ici, vous n'êtes que sous-lieutenant de hussards. Rompez.

Là-dessus Boris tira son épée et se précipita sur le généralissime qui put se réfugier derrière une table, et en fut quitte pour une écorchure.

Le grand-duc fut appréhendé comme un simple soldat et mis dans un train en partance pour Kharbine. Le même jour (juillet 1904) Kouropatkine télégraphia au tsar, exigeant le rappel immédiat du dernier représentant de la dynastie à la guerre.

La conduite de son frère Cyrille a coûté la vie à une soixantaine d'officiers et de matelots du *Petropavlosk.* Excellent nageur, sans aucune blessure, il se dirigeait, après l'explosion de ce cuirassé, vers la côte qu'il pouvait atteindre en cinq minutes. Autour de lui se noyaient d'innombrables blessés. Les canots de sauvetage s'élancèrent. Il

hurlait sans cesse : « C'est moi le grand-duc ! C'est moi le grand-duc ! » Les blessés se cramponnaient aux canots. « Tapez-leur sur la tête. Tapez-leur sur la tête. C'est moi le grand-duc ! Tapez ! »

Ce qui fut fait.

Le premier canot laissa mourir tous ceux qu'il rencontrait, hissa l'espoir de la dynastie à bord et... gagna la côte en abandonnant les autres qui hurlaient et juraient de rage.

Cyrille fit ensuite montre d'une force nerveuse peu commune dans les crises de peur qui se perpétuèrent pendant un mois. Une terreur invincible le hantait toujours. On lui mit un bras en écharpe pour la nation admiratrice, et on le renvoya à Nice, s'amuser.

Outre cet incident tragique — car les massacres de Saint-Pétersbourg comptent tout au plus pour un incident « fâcheux » — Vladimir n'a connu dans sa vie des difficultés qu'avec l'équilibre de sa personne trop souvent alourdie par les ripailles, et celui de son budget trop souvent mis en déficit dans les tripots et les alcôves de Paris et de la côte d'Azur. Il s'est d'ailleurs toujours remis d'aplomb.

Ayant une fois passé la nuit dans un cercle des environs de la Madeleine, le grand-duc se trouva au matin avec une différence de jeu de 50,000 francs qu'il ne savait comment régler. Son premier mouvement fut de télégraphier à Pétersbourg pour demander d'urgence des fonds. De Pétersbourg il fut répondu qu'on ne voulait rien savoir.

Très ennuyé, le grand-duc se souvint alors de l'invitation qui lui avait été adressée par un journal parisien. La réclame que l'on cherchait à se tailler avec son auguste personne valait bien un service, sans doute, ainsi pensa fort justement le grand-duc.

Il dépêcha donc au directeur du journal un de ses familiers, chargé de lui exposer discrètement la gêne momentanée où il se trouvait et de lui demander s'il ne pouvait pas mettre à sa disposition, pour un jour ou deux, la somme de 50,000 fr. dont il avait besoin. Le directeur s'exécuta.

Quelques heures après, on pouvait voir Son Altesse s'arrêter, avec sa suite, devant les bureaux du journal et visiter l'hôtel de haut en bas, de la rédaction aux machines, tandis que le photographe de la maison le prenait sous diverses poses pour illustrer le numéro du lendemain.

Personne ne sait si, quand, comment ni sous quelle forme, les 50,000 francs furent rendus.

Toutes les fois cependant, où non pas son argent, mais sa puissance ou son autorité était en cause, l'issue de ses aventures a été beaucoup plus tragique.

Pour défendre l'autorité tsariste, il n'a pas seulement organisé les tueries en masse ; il s'est livré en personne aux meurtres en détail. Il se rendit en décembre 1904, en toute hâte à Varsovie, moins pour inspecter les troupes mobilisées que les des-

sous de certaines aimables dames. Un désastre s'abattit sur l'empire. Le train spécial du grand-duc resta pendant trois heures en panne, la voie étant obstruée par les trains de mobilisation. Un rendez-vous des plus importants était manqué ! Vladimir se précipite sur le chef de gare qui s'excuse par les besoins du service de mobilisation. Un flot d'immondes injures lui répond. Le malheureux a l'impudence de réitérer ses explications. Le *delirium tremens* auguste se fait jour en un hurlement de rage. Vladimir lève la main, où brille quelque chose. Le chef de gare tombe mort. On emporte rapidement le cadavre, et le rapport de police a la courtoisie de constater une apoplexie foudroyante... causée par la honte d'avoir indisposé l'oncle du tsar.

Inutile de discuter au sujet de ce grand seigneur la question de la responsabilité. D'autres iraient pour un seul des innombrables actes... anormaux, dont une faible partie est citée ici, plutôt au bagne qu'à l'asile. Mais pour Vladimir la question ne se pose pas. Les grands-ducs sont légalement au-dessus de la loi. Et ils se rendent si bien compte que c'est ici la pierre angulaire de leur puissance, de leur influence et de leur richesse, qu'ils n'hésitent même pas de prononcer cet aveu formidable pour défendre leur position. L'ironie du sort a voulu que Vladimir — certes le plus qualifié de tous — ait pu, par cet aveu cynique, faire échouer la plus importante des

réformes que son neveu Nicolas a platoniquement rêvé d'introduire. Cette scène sera un fait historique considérable, ne fùt-ce que par l'exposé très franc du mal profond qui ronge la Russie, et par la déclaration ouverte représentant ce mal comme la base même du tsarisme.

La principale des réformes promises par le tsar, et discutée par le comité des ministres, devait consister à assurer la « légalité » des mesures prises par les fonctionnaires. Ce principe implique naturellement le recours judiciaire du simple citoyen contre les abus de pouvoir de ses tyranneaux, et partant la responsabilité individuelle de chaque fonctionnaire pour ses actes. Or, cette réforme primordiale a complètement échoué au comité des ministres, grâce à l'intervention de Vladimir, qui, avec une demi-douzaine de ses parents, siège, on se demande pourquoi, dans ce conseil. Ce fut un acte de *self-defence* que l'auguste voleur y accomplit dans la crainte que la nouvelle loi ne puisse le mener au bagne.

Witte avait ouvert la discussion sur les conditions dans lesquelles les fonctionnaires seraient poursuivis pour abus de pouvoir et concussion. Le vieux comte de Pahlen, ancien ministre de la Justice et distillateur d'un kummel qui a rendu son nom à tout jamais célèbre, réactionnaire au demeurant, mais honnête parce que rassasié des biens de ce monde, prit la parole pour faire une remarque sensationnelle. Il dit simplement :

« L'entreprise restera illusoire et il sera totalement impossible de faire aboutir de pareilles poursuites, si, en même temps, n'est pas introduite une stipulation disant qu'aucun privilège de rang ou de naissance ne pourra protéger un individu coupable, contre les suites de ses actes, attendu que, sans une stipulation de cette nature, le coupable trouvera toujours une personne haut placée qui le couvrira. »

L'effet fut inattendu. Tremblant de rage, blême, Vladimir bondit, et, avec accompagnement de violents coups de poing sur la table, s'écria :

« Jamais je ne vous permettrai de prononcer des insinuations aussi injurieuses en présence de personnes appartenant à la famille impériale ! »

Ceci dit, il sortit en claquant les portes. Le comité consigna dans son procès-verbal l'intervention de Pahlen et constata qu'une telle proposition excédant les pouvoirs du comité, toute la question sera laissée en suspens en attendant une décision suprême.

On voit dans cet incident, en raccourci, l'explication de toute l'agitation révolutionnaire. On y constate, d'une part, l'alliance de la clique grand'-ducale avec la bureaucratie, et, de l'autre, la solidarité effrayante de tous les détenteurs du pouvoir, opposée à l'introduction en Russie d'un minimum de justice et d'honnêteté au profit du peuple. Vladimir, en cette occasion, a ouvertement pris



le rôle qui lui revient : celui de chef reconnu du gouvernement occulte, de la despotie ténébreuse, irresponsable, qui gouverne par-dessus la tête du tsar ; il a assumé le rôle de chef de prétoriens, et par là même il est devenu le point de mire de la Révolution plus encore que l'empereur Nicolas lui-même. C'est, en effet, lui et le système qu'il défend, la haute bureaucratie, l'association de malfaiteurs anarchistes qui ne reconnaît aucune loi, et encore moins la volonté souveraine, dont la destruction est l'objet principal de la révolution. A côté de lui, les autres membres de la clique sont ce qu'on appelle « de la petite classe ».

ALEXIS

Tout au plus deux autres grands-ducs, ainsi que l'impératrice-mère, sont encore notables pour l'action politique qu'ils exercent.

Alexis Alexandrovitch, frère de Vladimir, est grand-amiral de la marine de guerre. L'homme de métier se demandera pourquoi ; son incompétence en matière navale est, en effet, la risée même de gens comme les amiraux Avellane ou Alexéieff dont la mise à la retraite d'office ne causerait aucun préjudice à la marine. Mais, l'homme d'affaires ne se l'explique que trop bien. La marine, plus encore que l'armée, n'existe que par le matériel le plus coûteux. D'innombrables marchés sont à con-

clure, et le grand-amiral peut décider souverainement des commandes et des prix à accorder. Les relations d'affaires d'Alexis avec un gros négociant de houille sont universellement connues. D'extraordinaires marchandages pour des commandes de vaisseaux et de canons complètent le tableau. Alexis a le tort de payer beaucoup trop cher les faveurs intéressées de certaines Parisiennes, dont l'une, Mme B..., a pu, en 1904, exercer sur lui un chantage admirable en se rendant à Vienne avec de très curieux documents concernant une transaction importante. Cette belle personne les restitua contre une somme de 100,000 roubles comptant, et eut le bonheur d'être reçue de nouveau par le grand-duc avec une tendresse plus émouvante que jamais. Pour elle, rien que pour elle, il fit main basse sur les trois millions de francs recueillis par souscription nationale pour reconstituer la flotte endommagée, et acheta pour son amie une croix en rubis de 400,000 francs. Il eut l'imprudence d'exhiber l'une portant l'autre dans sa loge du théâtre Michel (décembre 1904). Le public se leva indigné, cria en ricanant : « La croix rouge ! A bas la croix rouge ! Rends l'argent donné pour la flotte », bref fit un charivari tel que le grand-duc battit, avec ses trésors, prudemment en retraite.

L'inexistence de la flotte de guerre russe est en première ligne son œuvre, parce qu'il a « revisé » toute décision du ministère de la

Marine, non au point de vue de la force navale, mais à celui de sa force pécuniaire personnelle.

ALEXANDRE MIKHAÏLOVITCH

L'époux de la sœur de Nicolas II, Xénia, a surtout le mérite d'avoir admirablement joué de l'influence de sa femme sur son beau-frère. Ecarté pendant longtemps, à cause de son savoir fruste, de tous les postes importants, ses ambitions tant politiques que... financières ne s'en sont qu'exaltées. « Celui-là serait capable de tout », a dit de lui Plehwe ; et celui-ci devait en savoir long. Les immenses profits de son cousin Alexis ne l'ont pas laissé dormir : il lui fallait aussi des « affaires navales » et la place à la marine de guerre étant prise, il imagina la création d'un poste équivalent pour la marine marchande — un poste d'homme d'affaires. Pour cela, il avait d'abord à désorganiser le ministère des Finances dirigé par Witte qui avait centralisé toutes les affaires économiques ; en d'autres mots, il devait provoquer la chute de ce puissant personnage — ce qui, en outre, signifiait un bouleversement politique de premier ordre en faveur de la clique réactionnaire. Joli coup double, triple même. Car le grand-duc, propriétaire d'immenses forêts en Sibérie, fit encore une bonne affaire en menant son intrigue.

Prévoyant la guerre en Mandchourie, il comptait doubler les recettes énormes que lui valait la four-

niture du bois utilisé sur le Transsibérien pour les réparations de la voie et pour le chauffage des locomotives. Il soumit, en juillet 1903, à Witte un nouveau contrat pour ces fournitures, où tous les prix se trouvaient doublés ; Witte refusa net. Une scène inénarrable eut lieu. Alexandre se précipita chez le tsar, accusa Witte de « conduite irrespectueuse et révolutionnaire », appela sa femme à la rescousse, et fit si bien que Witte fut, trois jours après, mis à la porte.

Son successeur signa le contrat en question. Le tsar venait déjà de se lancer dans l'affaire de Yongampho sur le conseil du grand-duc, avait nommé Bézobrazoff, escroc de grande envergure, ministre sans portefeuille, et son ami Alexéieff vice-roi de l'Extrême-Orient, il ne pouvait donc lui refuser une satisfaction personnelle. Il créa pour lui le cabinet d'affaires véreuses, intitulé direction de la flotte marchande, d'où le grand-duc exerça dès lors une influence extraordinaire sur différentes administrations, activité non prévue dans ses attributions, mais fort rémunératrice. On en verra un exemple frisant la trahison dans l'affaire de l'achat de bateaux argentins au cours de la guerre.

NICOLAS NICOLAIÉVITCH

Comme Alexis pour la marine, son cousin Nicolas passe dans la famille pour un admirable militaire ; il a donc une certaine influence. Malheureu-

sement, pour être un bon cavalier et un excellent danseur, Nicolas n'en a pas moins perdu tout espoir de devenir un grand homme. On a voulu le mettre à la tête des armées de Mandchourie. Mais outre la crainte légitime de voir éclater une insuffisance trop bien connue à un poste où les exercices du manège ne sont pas la principale occupation, on a reculé avec effroi devant les conséquences financières. Car, hélas ! Nicolas est le fils de son père ; et il était même son aide de camp pendant la guerre turque, où le vieux commandant en chef, s'associa avec les juifs Grégori, Cohn et Cie, chargés du ravitaillement, signa des centaines de certificats de livraisons jamais accomplies, partagea les bénéfices, laissa son armée sans vêtements ni nourriture, manqua de perdre toute la guerre au profit de sa caisse, et se retira des affaires avec une fortune de trente millions de francs. Il eut, d'ailleurs, lui ou son fils, la noble insolence d'exposer ses exploits en 1880 dans la *Nouvelle Revue ;* ce qui leur valut un conseil judiciaire, la surveillance de la police, une maigre rente annuelle, l'exil à Nice, et, chose principale, la confiscation des millions « illégalement perçus » au profit de... la caisse impériale.

LES PILIERS DU TSARISME

La mosaïque de ces faits qui pourraient être multipliés cent fois, fait ressortir, mieux que toute

analyse, le caractère et le degré de la puissance grand'ducale. Rien de plus explicable que la haine générale qui est vouée à ces personnages. Spoliateurs des finances de l'Etat et des particuliers, toujours endettés, toujours réclamant du tsar trop patient le paiement de leurs dettes, touchant des pourboires directement ou par l'intermédiaire de maîtresses et de bureaucrates corrompus, ils utilisent leur influence exclusivement en vue de trouver satisfaction à leurs instincts morbides, et poussent la nation à une exaspération extrême par la pratique ouverte, insolente, parce que impunissable, de tous les abus des bureaucrates qui, du moins, se cachent par un reste de pudeur ; la clique grand'ducale est le véritable cancer de la Russie, moins encore par ses actes que par l'atmosphère de pourriture morale qu'elle répand par tous les milieux officiels.

Ce n'est pas, comme dans tout autre pays monarchique, l'aristocratie, classe possédante et indépendante, attachée à la réaction par le principe de son prestige, qui appuie, qui forme l'escorte de cette association auguste. L'aristocratie n'a pas besoin de ces méthodes qui l'aviliraient plus encore qu'elles ne lui profiteraient. Seuls, des parvenus cupides et sans honnêteté peuvent trouver profit à se faire les valets d'un système pareil. Ce sont, en Russie, les bureaucrates.

La clique grand'ducale et la caste bureaucratique sont les piliers de ce tsarisme dont la patho-

logie effrayante vient d'être esquissée. La bureaucratie, dont l'avènement va de pair avec la décadence de l'aristocratie, a, au contraire, trouvé en cette dernière un adversaire irréductible. L'aristocratie russe est opposée à ce régime.

Le tsar et la Cour ne sont que le ventre de la pieuvre bureaucratique.

CHAPITRE II

L'avènement de la bureaucratie.

C'est certainement une des particularités les plus remarquables du mouvement anti-autocratique en Russie qu'il est dirigé par la noblesse. Il est probable que cette dernière devienne dans la révolution russe ce que le tiers état a été en France. On a assuré souvent, il est vrai, que la révolution est impossible en Russie, où manque une bourgeoisie constituée. Mais quel a donc été le rôle de la bourgeoisie française pendant la Révolution ? Celui d'une classe relativement riche et instruite qui s'est opposée à un régime d'arbitraire lequel l'empêchait d'employer à son gré ses forces économiques et intellectuelles.

En Russie, le même rôle est joué par une partie du haut commerce et surtout par la noblesse.

Ceci est le résultat de la formation d'une caste bureaucratique, conséquence, elle-même, des réformes démocratiques d'Alexandre II. Jusqu'au milieu du siècle dernier la direction des affaires

politiques était concentrée entre les mains de la noblesse sous la surveillance intime du tsar. Ce fut le règne de la caste aristocratique. Les fonctionnaires bourgeois n'étaient chargés que du travail de bureau et ne pouvaient jamais arriver aux hautes charges. Les terribles révélations de la guerre de Crimée sur l'incapacité de ce régime forcèrent Alexandre II aux « grandes réformes des années soixante ». L'abolition du servage en même temps que l'introduction des zemstvos, et les réformes judiciaires, de presse et d'instruction, ouvrirent les fonctions officielles à des foules de jeunes gens de toutes classes à la seule condition de montrer des capacités. Du moment où d'autres que les nobles pouvaient fréquenter les grandes écoles officielles, le régime aristocratique touchait à sa fin et la caste bureaucratique était formée. Les capacités étaient le seul moyen de se frayer un chemin du plus humble au plus haut poste de l'empire. En peu d'années, la classe moyenne envahit toutes les positions officielles. Et, selon un trait psychologique commun à tous les parvenus, leur haine contre la noblesse, leurs maîtres d'hier, persista, tandis que la griserie du pouvoir rendait les citoyens ordinaires, ceux qu'ils étaient chargés de gouverner, victimes d'une oppression insupportable. Ils trahissaient ainsi toute la nation ; le gouvernement qui les nommait pour avoir des fonctionnaires loyaux, scrupuleux et capables ; la haute société qui espérait

par cette infusion de sang nouveau construire une nouvelle « noblesse du mérite » ; les classes moyennes qui espéraient être loyalement représentées dans l'administration par leurs concitoyens, et les masses, qui, écrasées par le poids du servage, espéraient, sinon une augmentation de bien-être, au moins quelque chose comme de la justice. Une nouvelle caste naissait : dédaigneuse à la fois du gouvernement et de la nation, disposant de l'immense et incontrôlable pouvoir de l'administration dans un pays où l'opinion est un crime et la responsabilité un privilège personnel du souverain, la bureaucratie devait dès le début de son développement naturel s'asservir son ennemi principal, la noblesse, et organiser son régime de façon à empêcher ses victimes de faire appel directement au tsar et même de prendre des mesures de légitime défense.

LA DÉCHÉANCE DE L'ARISTOCRATIE

La tâche était d'autant plus aisée que la classe moyenne, plus nombreuse que la noblesse, pouvait pousser un plus grand nombre d'hommes capables dans les hautes charges. N'est-ce pas un fait remarquable que, pendant les vingt-cinq dernières années du XIXe siècle, il n'y ait eu sur plusieurs douzaines de ministres russes que sept nobles seulement ? Excepté Sviatopolk-Mirski,

Tolstoï, Goremykin, Sipiaguine et Lobanoff-Rostovski, Lamsdorff et Boulyguine, tous les chefs de la politique et de l'administration russes sont sortis de familles de condition relativement peu élevée. Witte, un obscur employé de chemin de fer ; son prédécesseur Vyschnégradski, fils d'un pope de bas étage ; Bogoliépoff, ministre de l'Instruction publique, tué en 1900, fils d'un sous-officier ; Zenguer, un de ses successeurs, fils d'un humble fonctionnaire ; Plehwe lui-même et d'autres, sont tous des parvenus ; et, comme tels, ils ont toujours trouvé un malin plaisir à tenir à l'écart les hommes de grande famille ou de rang élevé ; ils réclament seulement des aptitudes personnelles, et ils ont ainsi formé une puissante armée de fonctionnaires dont la seule gloire et le seul principe moral est, ce que nous appelons l'arrivisme, une horrible mixture d'égoïsme, d'ambition, de cynisme, de cupidité et d'insolence. Ils réclament l'argent et le pouvoir arbitraire. Au début de leur carrière, ils n'ont ni l'un ni l'autre. Leur seule richesse est leur position officielle. Ils l'exploitent donc par tous les moyens honnêtes ou criminels, dans le but de gagner de l'argent et de se venger de tout ce qu'ils ont souffert dans le passé, en opprimant leurs inférieurs et la grande masse du peuple. En face de ce pouvoir formidable et tenace, la noblesse se trouvait dans une pénible situation. Elle avait non seulement perdu son influence sur les affaires publiques, mais encore

elle en était réduite à la même soumission que les autres sujets du tsar, ce qui lui fut très dur, étant accoutumée à être traitée par le gouvernement du tsar, d'une toute autre manière que les serfs ou les paysans. De ses anciens privilèges rien n'était resté ; autrefois, elle régnait en autocrate sur vingt millions de serfs, maintenant, elle était elle-même devenue l'esclave de bureaucrates irresponsables. Le seul privilège qui survivait, était le droit de porter des armoiries et de signer du nom des terres ; pour le reste, sa position était exactement la même que celle des paysans et des ouvriers. La situation actuelle des nobles dans l'empire correspond tout à fait à celle du tiers état à l'aube de la Révolution française, et son rôle naturel est de se mettre à la tête du mouvement révolutionnaire. Leurs richesses, il est vrai, ont diminué : deux cinquièmes de leurs propriétés ont été acquises par la bourgeoisie, c'est-à-dire par des marchands et des fonctionnaires enrichis.

Mais en raison de leurs relations personnelles avec le tsar et la société étrangère, et par le niveau relativement élevé de leur éducation, ils sont devenus comme l'élite des victimes de la bureaucratie. Leur influence sur les paysans est encore très grande. Et comme ils savent bien qu'un retour au régime aristocratique est impossible, ils doivent, s'ils veulent secouer le joug des bureaucrates et regagner leur rang social, em-

ployer leur influence et leurs capacités en faveur du mouvement révolutionnaire général, avec, et sur une même ligne que les intellectuels, bourgeois, ouvriers et paysans.

LES PRINCIPES DE LA BUREAUCRATIE

L'avènement de la caste bureaucratique et sa conséquence immédiate, la déchéance de l'aristocratie, suffisent par leur seule réalité à expliquer comment, avec le temps, le nouveau régime a dû exaspérer les différents éléments qui forment ce que l'on appelle la nation russe, c'est-à-dire les différents peuples qui vivent sous le sceptre du tsar impuissant. Les principes de la bureaucratie russe n'ont jamais été formulés nettement jusqu'ici ; c'est, en effet, à peu près impossible, parce qu'ils ne sont que le résultat logique et non pas le programme de sa politique. Ils consistent, comme la douloureuse expérience de cinquante ans l'a prouvé, dans la plus stricte application possible de l'aphorisme de M. Biéloff : « A tous les sujets du tsar il est défendu de travailler. »

Le pouvoir de fonctionnaires irresponsables est incompatible avec toute manifestation d'énergie venant d'ailleurs que de la bureaucratie elle-même. L'énergie, dans ses aspects individuels ou collectifs, peut prendre la forme de l'action nationale, de la défense de la dignité humaine, de l'effort éco-

nomique et de l'aspiration intellectuelle. La bureaucratie, dans le but de maintenir son omnipotence, doit donc prendre toutes les mesures qui peuvent lui sembler utiles pour paralyser n'importe quelle action indépendante de cette nature. Elle ne peut que tendre à résumer dans sa propre vie, la vie nationale des différentes races et peuples, sujets des tsars : elle se fait donc un étendard du pan-slavisme ou mieux du pan-russianisme. Elle ne saurait admettre la résistance d'individus isolés des raisons morales : elle a donc besoin d'arbitraire plus que de justice. Elle aspire à contrôler la vie économique dans le but d'amasser des richesses et de prévenir l'avènement d'un autre grand pouvoir ; ainsi donc, elle crée le paupérisme. Elle craint le relèvement intellectuel des foules, parce que le savoir moderne est sa condamnation : elle organise l'ignorance. Les quatre armes de la bureaucratie russe, les quatre crimes par lesquels elle a finalement provoqué la réaction dans la nation et qui, à présent, ont entraîné la Russie au bord d'un cataclysme formidable sont, en réalité, le nationalisme, l'illégalité, l'appauvrissement général et l'ignorance.

L'OLIGARCHIE

On croit généralement en Europe que la caste bureaucratique en Russie est incapable de se con-

former systématiquement à un principe d'action continue, soit en faveur de ses propres intérêts matériels, soit pour des visées politiques. Elle est considérée comme étant divisée en un grand nombre d'individus isolés, indépendants les uns des autres, chacun d'eux agissant seul contre tous ses rivaux. La bureaucratie, dit-on, est le plus pur exemple de l'anarchie absolue, une lutte de tous contre tous. S'il en était ainsi, un régime bureaucratique, au-dessus du tsar, serait complètement impossible, et la Russie n'aurait pas été poussée à la révolution par la tyrannie bien organisée qui l'écrase.

Aussi cette conception est-elle absolument erronée. Le despote bureaucrate qui a mené le régime à son point culminant, Plehwe lui-même, n'a pas été un individu isolé. Les quelques centaines de chefs de file de l'armée fonctionnariste ne sont pas du tout une masse chaotique de rivaux qui se combattent. Ils sont organisés en de véritables bandes de conspirateurs ou du moins en des groupes compacts d'arrivistes solidaires. Ils constituent une oligarchie. Et il est d'une grande importance pour l'avenir que la politique tsariste, depuis plus de vingt ans jusqu'à la mort de Plehwe, ait été l'œuvre délibérément accomplie d'une oligarchie consciente. Il importe de l'analyser, ne fût-ce que pour faire ressortir de quelle façon, par quels moyens et contre quels adversaires les classes instruites pourront, à présent, imposer les réformes

fondamentales qui doivent résulter en une complète transformation de l'empire.

LE GROUPE DE MOSCOU

Cette oligarchie se compose de trois groupes : les gens de la police, le haut commandement militaire et naval, les ambitieux parmi les grands-ducs. C'est le deuxième de ces groupes qui a été le premier organisé et qui a pris l'initiative de la vaste action tendant à faire main basse sur l'empire. Ses origines sont lointaines mais limpides. Il s'est formé à la *deuxième école militaire de cadets* à Moscou.

Il y eut à cet établissement noble pendant les années 1862 à 1868 quelques « inséparables », c'est-à-dire quelques camarades d'études qui constituaient un groupe fermé et qui étaient animés déjà des plus vastes ambitions. La simple énumération de leurs noms fera déjà vaguement sentir à ceux qui connaissent la bureaucratie actuelle, l'énormité de leur entreprise. Il y avait là, en dehors de la brebis galeuse qui a tourné mal, le grand anarchiste humanitaire Tcherkessoff — les camarades suivants : Bézobrazoff, Vanlialarski, Basile et Valérien Sakharoff, Volkoff, Pétrovski et Pousanoff. Tous ces jeunes officiers, à en croire les notes de leurs professeurs et de leurs supérieurs, ne se distinguaient ni par leurs talents, ni par leurs

études, ni par leurs qualités d'officiers de front. Mais ils avaient quelques relations et le don de l'intrigue. Ils se sont poussés mutuellement. Voici les situations où ils ont atteint après avoir englobé les deux autres groupes (police et cour) dans leur action. Bézobrazoff, ministre sans portefeuille, directeur des affaires d'Extrême-Orient avant la guerre ; Vanlialarski, général de division ; Basile Sakharoff, ministre de la Guerre ; Valérien Sakharoff, chef d'état major des armées en Mandchourie ; Volkoff, général commandant de Kharbin ; Petrovski, ex-directeur des *Moskovskiya Viedomosti*, principal soutien de la réaction ; Pousanoff, général de gendarmerie commandant la police.

Quelques membres illustres de l'oligarchie, issus d'autres milieux, manquent encore dans cette liste, surtout Plehwe, Mouravieff, ex-ministre de la Justice, Alexeieff, ex-vice-empereur d'Extrême-Orient, Kleigels et Wahl, anciens préfets de Pétersbourg, ainsi que certains grands-ducs notamment Vladimir, Serge, Alexis et Alexandre, l'impératrice-mère et Pobiédonostseff, procureur du Saint-Synode. Mais la relation s'établit naturellement en suivant leur activité.

LES MAÎTRES D'ALEXANDRE III

L'époque où elle prit son essor définitif, coïncide curieusement avec celle de l'avènement

d'Alexandre III, ou, ce qui revient au même, de la sombre réaction, réintroduite par ce tsar contre la dernière volonté expresse de son père, tombé victime de la bombe du Yékaterininski Kanal. A ce moment, certains gros personnages dans les conseils du tsar, plus âgés que les membres du groupe de Moscou, avaient été obligés par les événements à agir de concert, pour mener à bien une entreprise ressemblant fortement à une conspiration, afin de ne pas perdre le bénéfice de leur influence. C'était un conglomérat absolument hétérogène, où jamais l'unité n'avait régné, qui, au contraire, s'entre-déchirait constamment pour des rivalités mesquines. Ces individus, jusqu'alors isolés les uns des autres, étaient en première ligne : Pobiédonostseff, Plehwe, Mouravieff, les grands-ducs Vladimir et Serge et la nouvelle impératrice. Les conditions ténébreuses où s'était accompli le meurtre d'Alexandre II les rapprochaient en attendant que le groupe de Moscou leur donnât une véritable organisation occulte. Il y avait entre eux un cadavre : celui d'Alexandre II, assassiné par ce groupe pour éviter la réforme constitutionnelle.

Le tsar avait signé la Constitution, rédigée par le dictateur Loris-Mélikoff. Elle ne put être publiée le même jour parce que c'était un dimanche. Pour le lendemain, la promulgation était décidée. La bombe tomba au moment suprême. Le tsar avait été averti de la façon la plus péremptoire.

Plehwe, chef de la police politique, connaissait tout le complot, parce qu'un des conspirateurs l'avait trahi. Leur chef, Chéliaboff, était déjà arrêté. A l'exception du jour et de l'heure, la chose était prévue avec toute la certitude désirable. Sophie Pérovskaïa remplaça Chéliaboff. Plehwe ne le savait pas, mais il connaissait le procédé qu'on voulait employer. Ce dimanche-là, le tsar pouvait prendre deux chemins différents ; on était prêt pour les deux : l'une des rues était minée, dans l'autre attendaient, bien échelonnés, trente jeteurs de bombes. Ici comme là, le tsar devait courir au-devant de la mort. Ici comme là, Plehwe n'avait rien découvert. Il faisait chômer sa merveilleuse police secrète sous prétexte que Chéliaboff était arrêté ; lui qui savait mieux que tout autre que la disparition d'un chef est d'importance nulle chez les nihilistes, avait pris soin de ne plus prendre aucune mesure de surveillance. L'inévitable désastre eut lieu.

La culpabilité passive de Plehwe et de ses partisans prit un caractère actif du moment où ils forcèrent Alexandre III à un véritable crime d'Etat, en l'empêchant, de la façon relatée, de publier la Constitution qui avait déjà force légale. Les inspirateurs directs de ce crime furent Pobiédonostseff et Plehwe, les deux chefs ultérieurs de l'oligarchie bureaucratique. Leur caractère en ressort.

POBIÉDONOSTSEFF

Constantin Pétrovitch Pobiédonostseff, aujourd'hui vieillard encore formidable de soixante-dix-huit ans, est doué d'une dialectique admirable. Ses premiers travaux sur le droit civil russe avaient attiré l'attention d'Alexandre II. Fanatique de la lettre, il échafaudait sur les vieux textes de l'histoire du tsarisme, le monstrueux édifice d'une théorie d'Etat dont les piliers étaient l'orthodoxie, l'absolutisme et le nationalisme. N'était-ce pas assez pour éblouir un tsar qui ne savait pas lui-même à quelle théorie se vouer ? Dans l'espoir d'éviter à ses fils d'identiques crises de conscience, il leur donna Pobiédonostseff comme éducateur. Par là, l'esprit obtus, moyenâgeux, férocement intransigeant de ce théoricien de l'oppression, armé de l'irrésistible dialectique de Hegel et de toutes les armes de la science moderne tournées contre elle-même, devint l'esprit directeur de vingt-cinq ans de tsarisme.

Professeur d'abord, sénateur ensuite, procureur du Saint-Synode enfin, il était arrivé à l'omnipotence spirituelle au moment où les cerveaux qu'il avait modelés, enchaînés, pressés dans le moule de ses idées, devaient être appelés à penser pour l'empire. Jamais, à aucun moment de l'Histoire, un degré pareil de toute-puissance mentale n'a été atteint par un simple fonctionnaire.

Des pouvoirs formidables en théorie, qui étaient dévolus au procureur du synode, mais qui n'avaient jamais pu être exercés sous des tsars conscients de leur position, il fit une réalité affreuse. Le *veto* dont il dispose théoriquement au nom du tsar, contre toutes les décisions de l'assemblée de prêtres qui dirige l'orthodoxie, devint entre ses mains un engin de domination absolue. Lui seul, personnellement, restait le lien entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux du tsar, dans un pays où l'autocratie est un dogme religieux, où le peuple, sous l'empire d'odieuses superstitions séculaires, n'est réduit à l'obéissance que par l'autorité religieuse.

Asservissant d'un côté les innombrables foules orthodoxes à son pouvoir synodal, et de l'autre, ses élèves ahuris, tsars et grands-ducs, à l'ascendant d'un esprit certainement supérieur et dont l'empire, imposé à des esprits d'adolescents apeurés, devait persister sur les idées des adultes, ce grand inquisiteur, ce pape occulte, a exercé une influence irrésistible sur le sort de la Russie, lors même que son prestige personnel semblait subir quelques éclipses. Ses élèves inconsciemment le suivirent toujours; et les griffes de fer de l'Eglise, façonnées par lui, continuèrent automatiquement à s'abattre sur la vie morale et intellectuelle du peuple, après que le maître, le grand lama de la Russie, l'idole des tsars et des inconscients qui l'entourent, se fut retiré dans la tour d'ivoire de la

théorie philosophique. Alexandre, Serge, Vladimir, Nicolas II et l'impératrice Marie étaient ou sont ses esclaves. C'est par eux que Pobiédonostseff a régné — par eux que la seule chose qui soit importante en lui, son idée, est devenue une réalité politique.

PLEHWE

Ce que ce Torquemada moderne — le mot est de ses propres prêtres en révolte — a été par son esprit, Plehwe l'a été par l'action directe, infiniment plus importante encore dans la vie des Etats que la théorie. Lui est l'incarnation pure, politique, de la théocratie fallacieuse de Pobiédonostseff. Sa vie résume presque entièrement l'époque la plus malheureuse de la Russie, et si l'apogée de son régime n'a pu être atteint que par la ténébreuse communauté d'action qui l'a lié au groupe de Moscou, son étoile sanglante a brillé déjà d'un éclat effroyable pendant les quelques années qui séparent le meurtre d'Alexandre II de l'avènement de cette coalition oligarchique.

Né en 1846, en Lithuanie, de parents allemands de race, il fut recueilli, orphelin, par un parent en bonne situation qui lui fut un vrai père adoptif. Déjà les griffes du lion se montraient. Il vivait en Lithuanie chez son oncle, Polonais catholique, tandis que lui-même était protestant comme tous

les Allemands des provinces baltiques. Il n'hésita pas à changer de religion. Pareille chose arrive à des gens de bonne foi qui, peu à peu, s'affranchissent pour aboutir à la libre pensée. Chez lui, le développement successif de ses avatars religieux a été contraire, mais toujours parallèle à ses chances matérielles.

Il se convertit à seize ans au catholicisme parce que, à cette condition, son oncle l'instituait héritier universel. Impatient d'entrer en possession de cette fortune, il frappa un grand coup en utilisant la férocité du trop célèbre Mouravieff le Pendeur qui, à cette époque, étouffait l'insurrection polonaise sous les cadavres. Plehwe dénonça son oncle comme affilié aux insurgés. Mouravieff le fit pendre comme révolutionnaire. Plehwe hérita, reçut comme récompense du parricide une bourse pour la faculté de droit de Moscou, se convertit immédiatement à l'orthodoxie, passa des examens d'autant plus brillants que Mouravieff ne le perdait pas de vue, et fut casé à vingt-deux ans au ministère de la Justice. Plehwe, captateur d'héritage, traître et parricide défendant la justice !

Deux ans après déjà, il fut procureur à Moscou. Il reçut comme adjoint le jeune neveu de Mouravieff. Son premier succès fut de faire condamner le jeune prince Tcherkessoff, brebis galeuse du groupe de Moscou, à la déportation pour avoir publié les chiffres officiels démontrant l'état d'affreuse misère où étaient tombés les paysans, grâce

à l'exécution injuste de l'ukaze portant l'abolition du servage. Première grande preuve d'habileté réactionnaire, première relation aussi avec le groupe de Moscou et avec Mouravieff. Son adresse policière lui valut la direction du parquet de Saint-Pétersbourg au moment où le nihilisme s'attaqua résolument au tsar repenti de ses réformes. Son prestige croissait : on le nomma chef de la police politique. Son attitude astucieuse — déjà relatée — par quoi il réussit à déterminer Alexandre III à reprendre la Constitution signée de son père, lui gagna, en dépit du mépris qu'on lui vouait, la confiance absolue de ceux qu'il avait sauvés : Pobiédonostseff, Serge, Vladimir. Il fut, d'ores et déjà, l'homme indispensable de la réaction.

MOURAVIEFF

En même temps, il s'attacha le jeune Mouravieff et son frère, diplomate d'antichambre de talent. Les deux Mouravieff, en effet, étaient bien en cour ; leur oncle, le Pendeur, avait donné les meilleures preuves d'attachement au tsarisme. Plehwe les considérait comme des auxiliaires précieux. Il les poussait tant qu'il pouvait. Sur sa recommandation, Mouravieff fut envoyé en mission à Paris pour obtenir l'extradition du nihiliste Hartmann. Ensuite il le fit nommer procureur spécial pour les procès politiques; aucun autre ne sem-

blait aussi éloquent et aussi aveuglément imbu des principes de répression brutale. Il le chargea de faire condamner à mort les nihilistes. Mouravieff y réussit et une carrière brillante s'ouvrit à lui... sous les auspices de Plehwe. Comme on le verra, les deux ont constitué pendant trente ans une paire de jumeaux siamois qui, par leurs efforts communs, ont détruit de fond en comble l'édifice du droit russe.

LES PETITS PAPIERS DE PLEHWE

A cette époque sombre, où Alexandre III cassait du bois, pendant que ses maîtres irresponsables lui exagéraient les dangers qu'il courait, le chef de la police secrète était omnipotent, un dieu qui distribue la vie et la mort. Il avait le droit de surveiller tout le monde, tsar, grands-ducs, ministres, généraux, aussi bien que les vagabonds des campagnes. Il utilisa ce pouvoir pour accumuler les « petits papiers ». La connaissance de toutes les tares, de tous les crimes de ses collègues passés, présents ou éventuels, fut plus tard pour lui l'arme défensive et offensive par excellence contre les tendances libérales et contre ses adversaires personnels. L'empire devint un coupe-gorge. Sa première victime fut l'auteur de la Constitution déchirée, Loris-Mélikoff. Son cas donne la mesure des procédés plehwéens.

Loris-Mélikoff, nommé dictateur, gouvernait souverainement à l'époque de la mort tragique d'Alexandre II. Pour découvrir les « nihilistes », et sous prétexte qu'il les soupçonnait d'appartenir en partie à la haute bureaucratie, Plehwe fit preuve d'une science merveilleuse dans l'organisation du cabinet noir. Comme c'était à prévoir, il se servait de cet instrument d'investigation, comme de tous les autres, exclusivement en faveur de ses intrigues contre les ministres dont il rêvait de se débarrasser en premier lieu. La « sûreté de l'Etat » par contre ne le préoccupait point, puisque l'insécurité seule lui garantissait son pouvoir. Loris-Mélikoff lui-même se sentait étroitement surveillé par son subordonné et il s'en plaignit amèrement.

Voici pour preuve un passage d'une lettre que le dictateur a adressée à un général de ses amis :

« ... C'est vraiment trop fort. Ainsi tous mes collègues et moi-même sommes à la merci de cet individu. Toutes nos lettres sont ouvertes, et probablement copiées. Il a connaissance de tous les documents même confidentiels ou privés qui nous parviennent. Et je ne doute pas qu'à l'occasion il utilise ceux qui lui peuvent être utiles. Mais je ne peux rien faire parce que, avec la nouvelle politique, il est indispensable comme chef de la police. Je vous recommande donc de ne m'adresser jamais de lettres par la poste, ni des dépêches télégraphiques. Arrangez-vous pour m'en faire parvenir par

des connaissances qui viennent ici, ou par courrier spécial... »

Rien de plus suggestif que cette plainte. Rien de plus curieux aussi, que l'impuissance des puissants qui n'ont pu se débarrasser de ce malfaiteur agissant dans l'ombre. Mais Plehwe était indispensable aux grands-ducs et à Pobiédonostseff. Les précautions étaient tardives. Plehwe possédait des lettres de Mélikoff contenant d'assez sévères appréciations sur la suppression clandestine de la Constitution. Le dictateur était révolutionnaire ! Vladimir soumit les documents au reclus de Gatchina. Après une explication amère entre le tsar et le dictateur, ce dernier démissionna.

Mais au lieu de Plehwe, trop jeune et... trop dangereux, on appela au ministère de l'Intérieur le concussionnaire Makoff.

Ce dernier ne devait rester que deux mois au pouvoir. Son bras droit était naturellement Plehwe, lequel, disposant du cabinet noir, était en mesure de renseigner son supérieur sur toutes les affaires privées d'autres hommes politiques. On était ainsi à même d'instituer un véritable système de chantage par l'intermédiaire de la police. Des disparitions de fonds publics, jamais découvertes, et pour cause, par Plehwe, complétaient ce régime. Le scandale fut tel que (juillet 1881) Makoff se suicida, après quoi Plehwe n'hésita point à prouver l'extrême indélicatesse du mort... dont il avait pourtant profité dans la plus large mesure.

Plehwe montra ainsi que, lui, personnellement, était un grand honnête homme, puisqu'il avait collectionné des documents accablants pour un ministre immoral et néfaste.

LA CRÉATION DE L'ANTISÉMITISME

Pour montrer aux Pobiédonostseff et à ses élèves ses vertus, et aussi pour s'afficher, quoique deux fois renégat, orthodoxe de pure eau, Plehwe élabora aussitôt des lois d'exception contre les juifs qu'il chargeait, contre sa conviction intime, de tous les méfaits des révolutionnaires. Cependant, l'avancement espéré ne venant pas, il eut recours à une idée vraiment diabolique pour faire comprendre l'importance de cette réforme. Après la mort violente de Makoff, il vit arriver au pouvoir le nul, mais prétentieux Ignatieff. Plehwe obtint aussitôt carte blanche de cette nullité pour créer la diversion contre les juifs qui devait servir de soupape à l'exaspération populaire. Non pas le régime, mais le juif devait être coupable de tous les malheurs. Au lieu du tsarisme et de lui-même, il jeta à la fureur populaire... les juifs.

Admirons ici la grandeur politique de Plehwe. Il considéra la propagande antisémite comme superflue. Logiquement, il était sûr que, une fois quelques centaines de juifs massacrés, l'antisémitisme naîtrait spontanément; en effet, pour le

peuple, le seul fait que quelque part on ait dû recourir au massacre pour mettre les juifs à la raison, serait la preuve absolue que les juifs sont tous des gredins bons à être écharpés. Il s'agissait donc d'organiser tout d'abord des massacres. Mais que dirait l'Europe civilisée ? Selon un mot de Witte, le gouvernement russe n'a peur que d'une seule chose : l'indignation de l'Europe. Que faire ? Prosternons-nous devant le génie de Plehwe.

Il fallait commencer par créer l'antisémitisme à l'étranger, en Europe, et dire plus tard, qu'en Russie il n'était qu'une importation de l'Europe corrompue ! Et Plehwe y réussit. La Russie fut entourée d'un cercle de pays antisémites. Le plus important de ces pays, pour les événements russes, fut la Roumanie.

De Saint-Pétersbourg et de Moscou, plus de cinq mille agents de la sûreté furent envoyés au delà de la frontière, les uns comme « icônares », c'est-à-dire colporteurs d'icônes, les autres comme « conovales », c'est-à-dire « rebouteux » pour chevaux. Ces terribles émissaires créèrent en même temps le violent antisémitisme qui domine encore le pays, et le mouvement panrusse. La tâche était d'autant plus facile que, dans une grande partie de la Bessarabie russe, l'élément roumain domine. L'agitation antisémite en Roumanie se propageait donc spontanément dans le sud-ouest de la Russie.

On remarque qu'à cette même époque l'antisé-

mitisme commença à se montrer en Autriche et en Allemagne. Et si, pour l'Autriche, je dois avouer que les renseignements précis font en ce moment défaut, je crois, par contre, être sûr que la guerre antisémite en Allemagne a été alimentée presque exclusivement par des fonds provenant du ministère de l'Intérieur russe, transmis par l'intermédiaire de plusieurs familles de l'aristocratie lithuanienne et est-elbienne.

Ainsi l'antisémitisme en Russie n'était plus qu'un effet de la « détestable influence étrangère », et Plehwe en était complètement innocent. Les gens instruits faisaient comme en Allemagne, les paysans imitaient les Roumains.

Plehwe fit venir seize cents fanatiques roumains à Odessa, où, encadrés des agents du chef de police, ils accomplirent le premier grand massacre...

Le résultat fut tout à fait conforme à l'attente. Tout le sud-ouest de la Russie se souleva contre les innombrables juifs qui y vivent misérablement. Eux étaient cause de la pauvreté, de la corruption, de tout enfin. La presse elle-même, censurée comme elle l'est par la police, donna dans ce concert de cannibales. Personne ne pensa plus aux nihilistes, et Plehwe, sous le couvert de l'antisémitisme, eut le bonheur d'annihiler le groupe de la Narodnaïa Volia (Volonté du peuple), centre de la révolution.

Plehwe fut de nouveau admiré autant que



méprisé. Ignatieff tomba. Ce ne fut cependant pas encore son heure. Il eut affaire, au contraire, à un chef de grande envergure, ce qui le mena à enrichir l'histoire russe d'un véritable chapitre de roman-feuilleton.

CONSPIRATIONS PLEHWÉENNES

Dmitri Andréewitch Tolstoï, ultra-réactionnaire, était ministre de l'Intérieur. Très autoritaire, il ne se gênait pas d'intervenir quelquefois dans les affaires de l'omnipotent chef de la police Plehwe. Ce dernier en conçut un violent dépit. Il aspirait d'ailleurs à la place prépondérante au ministère de l'Intérieur ; mais comme il était encore trop jeune pour devenir ministre, il désirait installer dans ces importantes fonctions un homme absolument nul et absolument sûr dont il serait l'adjoint.

Dans ce but, il fallait deux choses. D'abord ouvrir la succession de Tolstoï, c'est-à-dire le faire tuer par les nihilistes. Ensuite trouver le successeur, lequel, étant donné les circonstances, ne pouvait être que celui-là même qui se serait couvert de gloire en mettant la main sur les complices du mouvement révolutionnaire.

Cet homme fut Soudéikine, le factotum ordinaire de Plehwe, son colonel de gendarmerie, homme sans scrupules qui exécutait ce que Plehwe imaginait, bête, et ambitieux par-dessus le

marché. Plehwe le fit mettre en relations avec le plus ambitieux des nihilistes, Dégaïeff, dont il connaissait par des rapports confidentiels l'attitude équivoque. Chez Dégaïeff se tenaient régulièrement les conciliabules des nihilistes. Soudéikine, en proposant sur la recommandation de Plehwe la mise à mort du ministre Tolstoï, gagna sinon la confiance, en tout cas l'attention de Dégaïeff. Ce dernier, bien sûr de pouvoir le faire supprimer au cas où il serait un traître, l'admit chez lui avec les autres nihilistes, et l'on vit ainsi la police et les révolutionnaires comploter ensemble.

Le jeu était dangereux pour tous. Mais aussitôt que Soudéikine crut voir que chez Dégaïeff l'ambition était plus forte que la conviction, il le mit au courant du plan de Plehwe. Le voici dans toute sa simplicité. Dégaïeff organiserait le meurtre de Tolstoï. Plehwe, au courant de tout, ferait arrêter par Soudéikine quelques nihilistes (mais non les coupables), que l'on ferait évader plus tard. Soudéikine prouverait facilement qu'il tenait tout le groupe directeur du parti révolutionnaire. Et Plehwe aidant, Soudéikine serait fait ministre de l'Intérieur avec Plehwe comme vice-ministre. D'autre part, Dégaïeff lui-même serait nommé chef de la police. Dégaïeff, qui l'a avoué plus tard, accepta de suite, se disant que, dans une pareille situation, il pourrait, selon les circonstances, agir contre le gouvernement ou contre son propre parti. Il n'avait rien à y perdre. Quelques-uns de

ses camarades eux-mêmes, le croyant honnête, voyaient un succès énorme dans sa nomination éventuelle.

Cependant, Plehwe exigea des gages probants de la bonne foi policière de Dégaïeff. Ce dernier n'hésita pas à les donner. Il livra à Plehwe les deux femmes révolutionnaires les plus fameuses et les plus recherchées, dont la capture devait être un gros succès pour les deux autres conspirateurs. Véra Figner et Mme Volkenstein furent ainsi trahies. L'une est restée, pendant vingt ans, dans les casemates de Schlusselbourg, d'où elle a été extraite en 1904 et déportée pour le reste de ses jours dans l'extrême Nord de la Russie à Arkhangelsk; l'autre a été libérée il y a quelques années.

La trahison de Dégaïeff fut vite découverte par les autres révolutionnaires. Et dès ce moment, la réussite de la conspiration était compromise parce que, dans ces conditions, aucun membre du parti ne consentait à supprimer Tolstoï. Plehwe le sut immédiatement. Et comme la trahison de Dégaïeff lui avait procuré le grand succès dont il avait besoin pour devenir vice-ministre de l'Intérieur, il abandonna le projet et lâcha Soudéikine et Dégaïeff. Pour le premier, il était bien sûr de son silence, parce qu'il pouvait le dénoncer comme ami des nihilistes. Pour le second, il était certain qu'il subirait la vengeance de ses camarades. Bien plus, il rapporta au tsar les détails de la conspiration contre Tols-

toï, sans nommer Soudéikine, et se vit vivement félicité d'avoir dévoilé ce complot qu'il avait lui-même dirigé ! Il eut l'avancement qu'il désirait.

Dégaïeff fut cité devant le comité révolutionnaire. Il y fit assez piteuse figure, mais s'expliqua avec une franchise qui rachetait en partie ses crimes dans l'opinion de ses camarades. Il appuya ses dires par des documents. On trouva que Soudéikine était un traître plus abominable que Dégaïeff, et l'on ordonna à ce dernier de supprimer Soudéikine et de disparaître ensuite à l'étranger.

Dégaïeff organisa le complot. Le 28 décembre 1883, il pénétra avec ses camarades dans l'appartement du traître trahi. On poursuivit le malheureux à travers les chambres, et on réussit, après une lutte terrible, à le pousser dans les cabinets où on lui fracassa le crâne à coups de pince-monseigneur. Une heure plus tard, Dégaïeff, abandonnant les siens, prit le train pour l'étranger et s'en alla en Amérique, où il vit encore.

CONSTITUTION DU GROUPE OLIGARCHIQUE

Plehwe poussa un soupir de soulagement. De la conspiration, il ne restait que les deux malheureuses prisonnières et l'avancement très gros de conséquences de Son Excellence von Plehwe. Il était vice-ministre.

A cette époque (1884) d'étroits liens d'intérêts



existaient donc déjà entre les grands-ducs, l'impératrice, Pobiédonostseff, Plehwe et Mouravieff. Cependant aucune action systématique n'était encore possible. On peut même se demander, à première vue, si la constitution de l'oligarchie qui devait suivre, et les détails de son avènement au pouvoir absolu, méritent dans l'histoire de la période prérévolutionnaire une place aussi prépondérante que celle qui leur est assignée ici. Cependant, ce qui différencie cette période d'époques analogues en d'autres pays, c'est précisément la prépondérance d'influences individuelles sur les mouvements d'opinion collective. La transformation lente de l'état d'esprit populaire s'y manifeste non pas comme un développement spontané de la mentalité des foules, ni même comme une réaction populaire contre le principe d'un système, mais comme une réaction contre l'action individuelle de certains personnages dont l'arbitraire à lui seul est érigé en principe gouvernemental. Le malheur de la Russie a été non pas d'être régie par un système détestable, mais par des individus détestables. Et les secrets ressorts de la révolution se trouvent non pas dans son opposition à un régime, sorte d'abstraction de l'activité collective d'une caste régnante, mais dans sa haine contre les individus qui ont asservi ce régime, qui l'ont transformé pour des raisons personnelles. Pour cette raison, l'oligarchie, dont l'instrument principal fut Plehwe, a exercé une action probable-

ment plus importante sur le sort de la Russie que le réveil de la conscience populaire lui-même.

Plehwe, ministre adjoint de l'Intérieur, mais policier méprisé, sentit bientôt la nécessité d'une oligarchie organisée. Mais il ne se rendit que trop bien compte qu'il ne serait jamais le chef des éléments qui dominaient alors. Pobiédonostseff, philosophe hautain, le regardait comme un cuisinier de la politique quotidienne. Katkoff, lui-même, qui était en quelque sorte le porte-parole de l' « opinion publique » de la réaction et qui traduisait en articles de journaux les théories du pape civil, ne pouvait le respecter ; affaire de tempérament : Katkoff travaillait avec la plus grande publicité possible, par la presse; Plehwe par contre n'opérait que dans les ténèbres de la police secrète. Ce fut alors que commença l'amalgamation de ces éléments divers par le groupe de Moscou dont l'arrivisme, dénué de toute considération de principe ou de tempérament, devait s'appuyer à la fois sur tous les chefs de la réaction sans distinction.

De ce groupe, les deux qui étaient les plus vite sur leurs jambes, comme disent les jockeys, furent Pétrovski et Vanlialarski. Le premier se trouvait par sa famille en relation avec le trop célèbre Katkoff qui était, à ce moment, un peu le Gambetta de la réaction. Pétrovski fut son secrétaire particulier et en même temps secrétaire de la rédaction des *Moskovskiya Viédomosti ;* son influence dans le monde réactionnaire augmenta

avec celle de son fameux directeur. Sous le ministère de Dmitri Tolstoï encore, il entra, par Katkoff, en relation avec le monde gouvernemental dont son chef était l'inspirateur. A ce moment déjà, il connut Plehwe, chef de la police politique, et appuya son activité brutale par toute la puissance de son journal. Par l'entremise de Katkoff, Pétrovski, désireux d'attacher le groupe des anciens camarades à Plehwe, fit nommer son camarade Pousanoff colonel de gendarmerie à Saint-Pétersbourg et officier d'ordonnance de Dmitri Tolstoï. Pousanoff fut ainsi le confident de Plehwe et un des rares initiés des secrets du gouvernement réactionnaire. (A la mort de Katkoff, d'ailleurs, Pétrovski prit sa place aux *Moskovskiya Viédomosti*, et dans le groupe réactionnaire de la Cour, voire auprès de l'impératrice et de son inspirateur Pobiédonostseff.)

Leur journal étant le commentaire quotidien, l'apologiste persévérant, du régime qui faisait casser du bois à Alexandre III, fut universellement considéré comme l'organe direct du tsarisme, et Pétrovski, de concert avec les autres camarades de Moscou, eut la possibilité de faire, en quelque sorte, l'unité entre la théorie de Pobiédonostseff, la pratique de Plehwe et les aspirations des grands-ducs réactionnaires. Dans ce pays, où la presse n'existe pour ainsi dire pas, un journal fut le véritable créateur du groupe politique le plus puissant. Par l'exposé public

d'une action commune qui n'existait pas encore, la communauté d'action fut effectivement créée. Les *Moskovskiya Viédomosti* firent un groupe gouvernemental de Katkoff, Pétrovski, Pousanoff, Plehwe, Pobiédonostseff, les grands-ducs et l'impératrice.

Mouravieff, toujours poussé par Plehwe, y eut bientôt une place importante.

Son étoile se leva vers 1887 quand Manasséine fut ministre de la Justice. Il débuta par un marchandage fort typique. Alexandre III, sombrement influencé par Pobiédonostseff et Plehwe, en voulut à son père d'avoir donné au peuple un semblant de justice : les cours d'assises et les juges de paix. Ces institutions étaient en grande faveur chez le peuple. Donc, le pape, le policier et l'Empereur décidèrent de les abolir. Mais il fallait pour cela, selon le statut impérial, l'appui du ministre de la Justice, du Conseil de l'Empire et du Sénat. Tout le monde refusa. On chercha un homme sans scrupules. Manasséine démissionna et Mouravieff s'engagea à faire la besogne. A cette condition, il fut nommé. Mais le tsar eut le ridicule scrupule de ne pas vouloir briser la Constitution dynastique. Il fallait donc gagner le Sénat et le Conseil de l'Empire. Malgré les menaces de Plehwe et de Mouravieff liés, on n'aboutit pas. On n'obtint que l'abolition de la justice de paix. Mais Mouravieff était en place et sa collaboration avec Plehwe put, dès lors, donner les résultats escomp-

tés, pour la mise en coupe réglée du pays par la haute bureaucratie, la transformation des lois au profit du pouvoir arbitraire des fonctionnaires.

COUR, ARMÉE ET POLICE

Cependant, jusqu'alors, l'intimité n'existait aucunement entre les différents groupes professionnels dont le porte-parole était le journal de Katkoff. Il s'agissait de faire disparaître la légitime méfiance que la Cour gardait à l'égard de journalistes, policiers, jurisconsultes et autres fonctionnaires, tous appartenant à une classe récemment parvenue du fond des populations méprisées. Un seul élément pouvait créer le trait d'union nécessaire : le militaire. Pousanoff, Pétrovski et Plehwe méditèrent d'utiliser les autres camarades de Moscou dans ce but, bien qu'un événement considérable eût déjà consacré leur puissance. Katkoff avait directement annoncé dans son journal que le chancelier Giers ne comptait pas en Russie, et cela à un moment où ce diplomate avait la plus grande peine à empêcher une guerre avec l'Allemagne (1887); il avait exprimé l'avis qu'une guerre franco-allemande était le plus grand espoir pour la Russie, parce qu'alors le tsarisme pourrait à la fois imposer (et se faire payer) son amitié à la France et ses volontés à l'Allemagne affaiblie. La guerre était imminente, mais Giers désavoua Kat-

koff et réussit à l'éviter. Katkoff, de son côté, désavoua Giers et le mit au défi de diriger la politique contre la volonté de son journal. Il fut appelé chez le tsar et Giers mit ce dernier devant l'alternative de lui donner sa démission ou de réduire Katkoff au silence. Alexandre III ne fit ni l'un ni l'autre, et, dès lors, le groupe des *Viédomosti* fut reconnu comme la puissance suprême dans le pays. La réconciliation entre le monde de la Cour et ce groupe occulte n'en devint que plus urgente.

Les relations en Cour de Pétrovski et des Mouravieff n'auraient peut-être pas suffi, cependant, à pousser les camarades militaires de Moscou. Mais le dieu de l'amour leur vint en aide. Vanliarski, un beau et fort gaillard, bien apprécié des dames nobles à la Cour, où il avait été placé par ses relations de famille, eut le bonheur de ne pas gagner que le cœur d'une des grandes-duchesses les plus puissantes et les plus dévergondées, que j'ai la délicatesse de ne pas nommer parce qu'elle est encore vivante. Cette grande dame ne refusait rien à son adorateur, ni places, ni faveurs. Et le bonheur du vaillant officier rejaillit sur ses amis, sous forme d'avancements sans nombre. Les talents, jusqu'alors obscurs, des anciens camarades éclatèrent à la Cour ; des grands-ducs et des grandes-duchesses se disputèrent leur compagnie. Le groupe civil des Pétrovski, Plehwe, Mouravieff, Pousanoff qui, déjà, utilisait pour ses vastes affaires financières le génie spécial du compa-

gnon Bézobrazoff, se trouvait heureusement complété par un groupe militaire, animé des mêmes aspirations, et bien vu par ceux-là mêmes des membres de la famille impériale, qui n'auraient guère aimé la société plutôt policière des autres.

Dès lors, le groupe put se lancer dans la grande politique. Disposant de la police, de la juridiction, de la presse réactionnaire et d'une partie du haut commandement militaire, il entra dans la voie des réformes à rebours (qu'on connaîtra plus loin) qui devaient le dispenser de faire couvrir ses actes de cas en cas, par l'autorité suprême, et il s'occupa en même temps de la politique d'affaires qui devait consolider sa richesse. La clique grand'-ducale pouvait, par ce fait, devenir plus ou moins inutile ; elle n'eut donc pas d'autre possibilité de se maintenir que de participer résolument aux entreprises des conspirateurs pour en garder, du moins, la direction morale. La conséquence fut la constitution définitive, indissoluble du groupe. Quelques instruments des grands-ducs entrèrent dans la haute bureaucratie, d'où les parents du tsar sont exclus. Vladimir fournit les militaires qui s'associèrent aux Sakharoff et Vanlialarski ; des gens comme Wahl, Kleigels, Soukhomlinoff, Tchertkoff, le représentèrent dignement. Serge, toujours sous la férule de Pobiédonostseff, s'intéressant surtout aux influences religieuses, poussa ses hommes, tels que Sipiaguine, Bogoliépoff, Zviéreff, Bouliguine, Trépoff, dans la même voie. Pla-

cés à cette époque dans des postes plus ou moins obscurs, ces gens se trouvaient à la fois sous la dépendance du groupe de Moscou, arrivé à la direction de l'administration, et sous celle des grands-ducs. Ils étaient, en quelque sorte, la colle qui reliait les uns aux autres.

La préoccupation dominante de l'oligarchie ainsi élargie, était de se faire un esclave du grand-duc héritier Nicolas avant qu'il arrivât au pouvoir, et de lui imposer d'avance une politique conforme à ses intérêts. Quelle devait-elle être, cette politique ? Laisser la Russie aux mains de l'oligarchie, et poursuivre des projets lointains profitables à la caisse et à la gloire des conspirateurs. Une occasion merveilleuse se présenta pour éloigner le tsar futur de ses devoirs primordiaux.

A cette époque, le grand-duc héritier Nicolas, en proie à quelque passion déraisonnable, devait être écarté un peu du théâtre de ses exploits. Un voyage autour du monde fut décidé. Tous les officiers de marine, courtisans, briguaient la suprême faveur de commander le navire qui porterait l'avenir de la Russie. Or, l'homme d'affaires de l'oligarchie, Bézobrazoff, qui avait étudié à fond la colonisation anglaise, faisait miroiter devant les yeux de ses compagnons les splendeurs financières de la politique d'expansion : les expéditions militaires donneraient de l'honneur et de l'argent aux généraux et aux amiraux ; les exploitations lointaines rapporteraient à tout le monde ;

le monde diplomatique, adversaire irréductible du groupe, parce que dirigé toujours par la noblesse, serait employé ailleurs ; le tsar resterait détourné des affaires intérieures. Ces résultats pourraient être obtenus par l'organisation habile du voyage de l'héritier. Bézobrazoff s'en occupa en cachette. La direction du voyage ne pouvait être dévolue qu'au meilleur connaisseur de l'Asie, ami personnel du grand-duc, le prince Oukhtomski dont l'enthousiasme pour l'Asie travaillerait inconsciemment pour eux tous. Comme commandant du navire, Bézobrazoff avait en vue un capitaine bien en Cour, dénué de scrupules, Arménien très astucieux comme toute sa race, s'intéressant aux affaires et tout à fait acquis à l'action du groupe. Cet homme s'appelait Alexéieff. Il eut un compétiteur redoutable en Avellane, très utile lui aussi, mais malheureusement si bête et maladroit qu'on pouvait tout craindre de lui. Il y eut un marchandage compliqué. Vanlialarski fit intervenir ses vieilles amours. Mais tandis que Vladimir, conseillé par sa femme, appuyait dès lors Alexéieff, le grand-amiral Alexis resta pour Avellane. A la fin, celui-ci retira sa candidature sur la promesse de recevoir le commandement de Kronstadt et d'être envoyé en mission brillante à l'étranger. Alexéieff entra ainsi dans l'histoire par la porte d'une alcôve grand'ducale.

Tout se passa selon les prévisions. Bézobrazoff, comme par hasard, était à Vladivostok quand le

prince y arriva. Nicolas fut absolument circonvenu par l'action convergente d'Oukhtomski qui lui prêchait l'amalgamation des races slaves et touraniennes, d'Alexéieff, qui lui dépeignait la grandeur de la domination du Pacifique et la facilité de l'expansion politique, de Bézobrazoff, enfin, qui évoquait tendrement l'image de l'Inde et prophétisait l'enrichissement fabuleux de la Russie par le développement des affaires en Extrême-Orient ; son cerveau faible prit l'empreinte voulue ; et comme la pression s'exerçait continuellement pendant une année à l'exclusion de toute autre, cette empreinte resta indélébile, donna à la mentalité du tsar futur un cachet définitif. Quand Nicolas revint, il considérait l'expansion russe à travers toute l'Asie comme le but essentiel, comme la gloire la plus sublime de son règne qui ne tarda pas à s'ouvrir...

Quand Nicolas monta sur le trône, l'oligarchie avait ainsi non seulement transformé son empire en une entreprise d'exploitation bureaucratique, et son rôle de souverain en celui d'un enregistreur des décisions du gouvernement occulte, mais elle avait aussi préparé la politique de l'expansion en Asie qui, un jour, devait lui servir de soupape de sûreté contre les protestations populaires et, en même temps, de suprême source de richesse et de gloire.

Mais au moment précis où l'omnipotence semblait acquise à ce groupe occulte, où le régime

bureaucratique fêtait ses orgies d'illégalité et de vols — telles qu'on les lira plus loin — la quiétude des conspirateurs fut troublée par la naissance subite d'un *out-sider* formidable, insoupçonné, dont l'énergie farouche bouleversa pendant dix ans leurs plans et qui fit de leur âge d'or, en même temps, une période de lutte ténébreuse, implacable, encore plus funeste au pays que ne l'auraient été leurs calmes ripailles. Car cette lutte eut pour conséquence des changements profonds dans la constitution de la société asservie, une exaltation d'oppression, mais une exaltation aussi de la misère générale qui prépara le réveil national et la révolution.

Ce trouble-fête s'appelait Serguéi Youliévitch Witte.

CHAPITRE III

Le régime Witte.

Ce fut avec plus de stupéfaction que d'effroi que l'oligarchie réactionnaire vit arriver au pouvoir un homme de rien, à un moment où elle détenait déjà toutes les forces militaires et administratives du tsarisme. Bureaucrate comme tout le monde, le petit parvenu ne pouvait évidemment que chercher l'appui des puissants en les servant. La profonde ignorance de tous les principes d'économie politique où vivaient les grands-ducs, généraux, amiraux, policiers, légistes et jusqu'à leurs hommes d'affaires, escrocs beaucoup plus que financiers, leur faisait envisager la direction des finances de l'Empire comme une simple institution d'huissiers, chargée d'extorquer aux populations un maximum d'argent, employé ensuite à améliorer la situation matérielle et le prestige moral de la Cour et de la haute bureaucratie. La notion du bien-être économique du pays leur était

absolument étrangère. Ils la connaissaient, mais ils la confondaient avec la notion de la liberté individuelle, voire avec celle de la révolution. Et, en effet, jusqu'à la fin du règne d'Alexandre III, le ministère des Finances était resté en Russie un rouage secondaire. Les intérêts de l'oligarchie gouvernante siégeaient dans l'oppression populaire sous toutes ses formes. Leur idée d'Etat se résumait dans la conception asiatique d'une foule exploitée par la pression militaire et policière. Les grands enseignements de l'histoire de l'Europe moderne ne les avaient pas touchés. Concevoir, comme l'Angleterre, l'Amérique, la France et l'Allemagne le faisaient déjà, l'Etat comme une entité avant tout économique, cela leur demandait un effort cérébral dont ils n'étaient aucunement capables. Les finances, c'était une chose à côté, un auxiliaire d'oppression, une affaire « professionnelle » qui ne leur semblait pas devoir jouir d'une influence tant soit peu sensible sur la politique.

Ils ne combattirent point l'avènement de Witte bien que, déjà, celui-ci passât pour ultra-moderne. Mais ils auraient fait jouer contre lui toute la ténébreuse puissance de leurs intrigues, s'ils avaient soupçonné, même de loin, le rôle prépondérant que la question économique devait prendre sous l'inspiration de cet homme remarquable. Pendant tout le règne de Nicolas, certes, l'oligarchie réactionnaire a gouverné la Russie, l'a administrée, oppressée,

exploitée, réduite à cet état d'affolement par la misère dont on trouvera plus loin les traits essentiels. Mais pendant cette même époque aussi, en une indépendance plus ou moins caractérisée, Witte a bouleversé de fond en comble la structure économique de l'Empire, intervenant dans les petites affaires des autres bureaucrates d'une façon brutale, accaparant par moment leur puissance au profit de ses plans personnels, les éclipsant tous pour rester devant le monde extérieur la figure représentative d'une Russie peu à peu modernisée, dépassant le tsar lui-même par son prestige inquiétant, dû à cette façade éblouissante de puissance économique dont il a su entourer un régime en décomposition et une nation agonisant sous le fardeau de ses maux. L'activité de Witte, c'est la vie de la Russie depuis l'avènement de Nicolas jusqu'à la veille de la guerre russo-japonaise. Et si toute son œuvre est restée factice, c'est la faute de l'oligarchie réactionnaire qui, après avoir senti les forces irrésistibles qui s'éveillaient en Russie en dehors d'elle, redoubla d'ardeur dans son action néfaste, sous prétexte de combattre une « révolution » qui n'était qu'un ensemble de réformes, dangereuses seulement à cause de leur contre action.

L'action gouvernementale de Witte constitue, tant au point de vue des intérêts tsaristes qu'à celui des intérêts populaires, l'élément le plus important dans les prodromes de la révolution. Son idée maîtresse, celle de faire de la Russie un Etat

moderne dont les forces vives résident dans le capitalisme industriel et commercial, dont les tendances essentielles sont celles de l'augmentation du bien-être populaire au moyen de la mise en valeur des richesses naturelles : cette idée est, par son principe même, incompatible avec celle du tsarisme ou de l'oligarchie bureaucratique. Car son instrument, sinon son but, ne saurait être que la création de deux classes sociales, jusqu'alors inexistantes en Russie, et dont le tsarisme comme la bureaucratie n'avaient à attendre qu'une lutte sans merci : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat industriel, les deux classes dont les intérêts intellectuels et l'esprit d'initiative dépassent de loin toutes les autres ; les mêmes dont la naissance ne pouvait se manifester que par l'opposition de plus en plus violente contre un régime basé exclusivement sur la soumission de foules paysannes illettrées, attachées à la glèbe, et sur une caste officielle vivant sur les débris des fastueuses ripailles des princes. Que Witte ait voulu porter ainsi la cognée à l'arbre du pseudo-patriarcalisme tsariste, c'est plus que douteux. Mais il est certain qu'il a prévu des crises économiques formidables. Il y a dix ans, déjà, il osa prononcer cette phrase typique :

« Si, avec mon système, des crises adviennent, s'il y a des faillites, des pertes, un appauvrissement momentané avec toutes ses suites assurément graves, il ne faudra pas s'en émouvoir. Ce

sont les maladies d'enfance des nations qui entrent dans l'époque moderne. »

Or, la transformation de ces crises économiques inévitables en une crise purement politique, tant par un développement immanent, que par la répercussion constante du régime oligarchique sur l'activité de Witte, voilà qui domine la dernière décade du tsarisme plus encore peut-être que l'oppression réactionnaire : le tsarisme y a vu trop tard que les conditions économiques du peuple sont la véritable déterminante des conditions politiques.

Tout jeune encore, l'homme « néfaste » ou « grand », mais certainement extraordinaire par ses capacités comme par son caractère, était arrivé par la seule force de son talent et de son labeur à une situation considérable. Alliant par un croisement de race heureux, la patience, l'assiduité, l'esprit d'analyse, le don des compilations impressionnantes, bref « l'allure scientifique » de l'Allemand, à l'astuce, la vivacité d'esprit, le don d'assimilation, la versatilité — toute faite d'alternatives de prudence obséquieuse et de franchise brutale — de l'Arménien, il avait tôt fait de montrer ses remarquables facultés d'administrateur financier par les bilans habiles qu'il dressait dans ses modestes fonctions de comptable aux chemins de fer du Sud-Ouest. Sa carrière fut rapide. A une époque où les jeunes chemins de fer du pays traversaient une période pénible, il n'y avait bientôt

plus que lui pour « combiner » des arrangements qui les sauvaient des pires catastrophes. Vychnégradski, ministre des Finances, l'appela à la direction du département des chemins de fer. Et quand, devant les exigences de plus en plus fortes de l'oligarchie réactionnaire, lançant Alexandre III dans les entreprises lointaines, coûteuses, pour avoir main libre en Russie, ce ministre déclara au tsar qu'il était impossible d'augmenter encore les charges qui pesaient sur la population, seul Witte eut le courage obséquieux de soumettre au souverain des projets qui démentaient cette opinion. Il s'engageait à développer les revenus de l'Etat d'une façon considérable, malgré la situation grave. Et le tsar qui n'y comprenait absolument rien, mais qui reçut la promesse qu'on construirait le Transsibérien, chargea le parvenu, qu'il détestait pour de multiples raisons, d'assainir la situation financière du tsarisme, au lendemain même des effroyables famines de 1891. Witte ne l'avait-il pas compris ? Il se mit en même temps à assainir la situation économique du peuple, chose qu'on ne lui avait pas demandée, et qui, dix ans plus tard, devait aboutir à un désastre...

LE BOULEVERSEMENT ÉCONOMIQUE

Dominé par une véritable manie capitaliste — dont il est d'ailleurs revenu plus tard, trop tard —

rien ne lui souriait comme l'amoncellement de valeurs énormes. Ambitieux, en même temps, il entrevoyait dès le début la possibilité de gouverner à lui seul la Russie — du moins en ce qui concerne sa politique économique et extérieure — au moyen de ces valeurs qu'il était en somme chargé de trouver. Ainsi, tout son régime financier se résume en une seule opération constamment répétée : extorquer des fonds importants aux uns et aux autres, employer ces fonds pour augmenter le prestige du pays et de sa personne, et utiliser cette augmentation de prestige pour se procurer des fonds encore plus importants. L'opération est simpliste ; les méthodes qui la servent le sont bien plus encore. Mais les résultats politiques se sont montrés extrêmement complexes, parce que sur les quatre ou cinq moyens dont les Etats civilisés disposent pour se procurer de l'argent, la Russie, à l'avènement de Witte, n'en connaissait au fond qu'un seul : l'impôt toujours plus lourd, sans compensation en bien-être. La révolution énorme que Witte a provoquée dans la vie sociale de l'Empire n'est que la conséquence immédiate de la nécessité où il s'est trouvé, de faire appel aux autres sources de revenus fiscaux, plutôt automatiques, qu'il devait créer presque de toutes pièces avant de les exploiter. Ainsi, tout en assurant l'équilibre d'apparence de plus en plus stable de budgets qui grossissaient de façon vertigineuse, il eut à recourir, pour satisfaire à cette tâche prin-

cipale, à quelques moyens nouveaux. Ces moyens, accessoires au sens du tsar et de l'oligarchie, mais qui bientôt devinrent les facteurs les plus importants de la vie de l'Etat ne sont autres que le crédit et la vie industrielle, avec leurs conditions préalables, le prestige économique international, la stabilité monétaire, l'appui de l'industrie par le protectionnisme et les subventions, les voies de communication et, enfin, l'expansion commerciale, coloniale. Tout ceci, le régime Witte l'a obtenu. Mais tout aussi est resté absolument factice, parce que l'impulsion donnée ne correspondait pas à un essor économique naturel, mais seulement à une mesure gouvernementale, d'une astuce admirable, en vue d'obtenir par détour les énormes sommes dont le tsarisme avait besoin.

Witte, bureaucrate par nécessité, autocrate par goût, ne pouvait que mettre les considérations budgétaires au-dessus de toute autre chose. Son instinct capitaliste, et ses remarquables talents d'organisateur industriel, l'ont, il est vrai, amené à créer, en même temps que l'industrie jusqu'alors inexistante, et les chemins de fer jusqu'alors d'importance secondaire, le développement social qui devait assimiler les classes moyennes et les ouvriers russes aux classes correspondantes des pays civilisés. Mais ce n'a pas été dans le désir de transformer la structure sociale de la nation. Le but véritable restait toujours de créer par cette transformation un essor économique qui rendrait

le peuple capable de supporter des charges plus lourdes. D'où le caractère artificiel de tout ce que le régime Witte a fait pour développer les richesses — lisez les impôts — de la Russie. D'où aussi l'influence, néfaste pour le tsarisme autant que l'oppression administrative de l'oligarchie bureaucratique, que la politique de façade poursuivie par Witte a eue sur le développement des idées révolutionnaires. Il est indispensable d'analyser cette influence ici au point de vue de l'action gouvernementale. On verra plus tard son ricochet sur l'état d'esprit des foules.

LA VIS SANS FIN

La politique budgétaire domina. Quelle était-elle avant Witte ? Par quels moyens directs l'a-t-il transformée, jusqu'au moment de sa démission en juillet 1903 ?

Sous le ministère de Bunge, les déficits annuels étaient devenus formidables à la suite de la guerre russo-turque. L'augmentation annuelle des recettes n'était, d'autre part, que de 25 millions de roubles. Sous son successeur Vychnégraski (1887-1892), cette augmentation atteignit 35 millions, sous Witte 95 millions ! Mais le mouvement des dépenses correspondant montre déjà le secret essentiel de la « richesse » du gouvernement russe. Sous Bunge, leur augmentation était de

17 millions par an, sous Vychnégradski seulement de 4, et sous Witte de 25. C'est-à-dire sous le premier, il y eut 8 millions « d'économie » ou d'augmentation de réserves, sous le deuxième 31, sous Witte 70 ! Vychnégradski, au lieu d'employer ses excédents à l'amélioration de la situation du peuple, commença par supprimer les déficits, ce en quoi il avait raison ; mais en même temps il amassa de considérables réserves d'or, en vue de la réforme monétaire, nécessaire pour consolider le prestige du tsarisme après la dépréciation lamentable du rouble survenue depuis la guerre turque. Les intérêts du pays étaient ainsi sacrifiés à ceux du prestige tsariste ; les budgets productifs (enseignement, communication, agriculture) étaient réduits au minimum. Mais devant les yeux du capitalisme international brillaient les merveilleux excédents des recettes gouvernementales. Sous Witte, cette situation restait la même. Et si l'augmentation des dépenses est autrement considérable, c'est qu'une partie de l'accroissement formidable des recettes dut être employée, si j'ose dire, à alimenter la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire l'industrie de serre qu'il élevait, et les prêteurs français qui bouchaient bénévolement les trous inquiétants des « budgets extraordinaires » servant les intérêts spéciaux de l'oligarchie militariste, policière et concussionnaire. (C'est d'ailleurs ce retour d'une partie des fonds extorqués au peuple, à des entre-

prises productives qui constitue le seul trait lumineux dans le sombre tableau qu'on verra.)

Ces recettes de plus en plus mirifiques, comment ont-elles été obtenues ? Dans un pays civilisé, administré par des financiers et non par des autocrates ou des bureaucrates, on se serait attaché à développer d'abord l'intensité de la vie économique et surtout la force d'achat de la grande masse des populations, pour prélever ensuite, sur l'échange plus intense, une dîme raisonnable. Witte a peut-être eu l'idée de procéder ainsi. Mais ce lui était absolument impossible, parce que la grande masse de la population (90 0/0) est agricole, et illettrée par-dessus le marché. Pour augmenter sa force d'absorption, il aurait fallu tout d'abord améliorer sa situation économique, ce qui n'était possible qu'au moyen de réformes (enseignement, liberté de mouvement, exploitation rationnelle) non seulement coûteuses, mais encore « politiques » à tel degré qu'elles auraient entamé l'autocratie tsariste. Witte devait donc commencer par le mauvais bout.

Au lieu d'accomplir successivement les trois grandes étapes du développement dont l'ensemble lui faisait télépathiquement voir une Russie riche et heureuse : réforme agraire, création de l'industrie et du commerce (pour satisfaire les nouveaux besoins créés par la première dans le peuple), participation de l'État à l'échange augmenté, sous forme d'impôts ; il dut agir à rebours :

en premier lieu, augmentation des recettes de l'Etat, immédiatement ; en deuxième lieu, développement d'un organisme économique moderne capable d'assurer pour plus tard l'alimentation des besoins nouveaux encore inexistants ; enfin, aux calendes grecques, création d'une masse populaire capable d'absorber ses propres produits ! Dans cette voie à rebours, Witte a fait ce qu'il était humainement possible de faire ; mais il y a réussi seulement en trompant le monde entier sur le mécanisme intérieur de ce projet fantastique.

Le seul énoncé de ce mécanisme suffit pour percer à jour l'artifice du « développement des richesses russes » sur lequel le prestige économique du tsar est basé. Il est possible que l'ignorance pitoyable du monde occidental, et notamment des Français, de la langue et de la vie russes, ait pu réellement induire le public à croire à ce prestige. Mais il est au moins aussi possible que les mieux renseignés parmi les Français n'aient pas *voulu* voir cet artifice pour des raisons politiques. Il est en effet remarquable que l'ère Vychnégradski (premiers excédents budgétaires, réserves d'or) coïncide de la façon la plus étrange avec le stade préparatoire de l'alliance franco-russe. Le fait est que cette alliance s'est accentuée au fur et à mesure que le prestige économique du tsarisme a eu besoin d'appui extérieur. Et les déclarations de Vychnégradski et de Witte, à des intimes, ne laissent aucun doute sur la conscience

très nette que le gouvernement russe avait du caractère de marchandage qui entache ce groupement international : « Nous vendons notre prestige militaire contre le prestige économique qu'il nous faut », a dit Vychnégradski ; mais il n'a pas ajouté que ce prestige militaire ne pouvait se perpétuer qu'au moyen du prestige économique recherché ! Le marché de dupes une fois conclu et dix fois réitéré, Witte eut l'audace de ne pas même substituer au moyen des 10 milliards qu'il avait soutirés à l'épargne française, un développement réel des richesses russes à l'artifice initial. C'est que, comme on le verra, dès cette époque, il dut, pour conserver sa propre autorité, jeter en pâture à l'oligarchie, la presque totalité de ses rapines internationales. L'artifice subsista et subsiste toujours. Il n'est autre que la création d'une façade budgétaire brillante, par l'application de la vis sans fin des impôts. Et il a entraîné progressivement non pas le développement, mais l'arrêt de la vie économique, l'appauvrissement au lieu de l'enrichissement, la misère au lieu du bien-être, et, par la réduction correspondante des dépenses productives (enseignement et hygiène, notamment), la plus épouvantable décrépitude physiologique et psychique du peuple.

Voici une analyse succincte de cette décadence, cachée derrière l'écran splendide du régime Witte. Le mouvement général de la situation budgétaire pendant les ministères Vychnégradski et Witte —

le second n'étant par son principe (arrêt des dépenses, augmentation forcée des recettes) que l'amplification du premier, se présente sous une forme aussi saisissante que simple.

Trois impôts ont été abolis pendant cette époque : la capitation des paysans (54 millions de roubles) — le rouble équivaut à 2 2/3 francs — à la veille de l'avènement de Vychnégradski ; une partie des annuités de rachat des terres payées par les paysans au gouvernement depuis l'abolition du servage (12 millions) ; l'impôt sur les passeports (4 millions) en 1898. D'où une lacune de 70 millions. Elle a été comblée par les nouveaux impôts suivants : transformation de la capitation en annuités de rachat (20 millions) ; impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en 1885 ; impôt sur les loyers, 1894 ; patentes, 1898. La recette totale sur ces objets n'est que de 90 millions. Les autres impôts directs n'ont fourni par le développement économique du peuple, que la lamentable augmentation de 10 millions. Ce qui prouve que les impôts directs (augmentation totale de 30 millions, après défalcation des 70 millions abandonnés) n'ont absolument rien fait pour constituer l'essor fantastique des revenus de l'Etat.

Le résultat semble moins mauvais pour les exploitations d'Etat. En Russie, le gouvernement n'est pas seulement industriel et commerçant comme dans les pays civilisés; il est surtout agriculteur. Aussi les revenus du fermage des domaines

et de la mise en valeur des forêts ont-ils été de tout temps considérables. Leur augmentation (toujours de 1887 à 1902) a été de 75 millions. A première vue, ce semble un développement très heureux, dû à l'augmentation de la population et au progrès matériel des paysans. Mais, en réalité, la plus grande partie de cet « essor » n'équivaut qu'à un rendement d'impôts nouveaux. C'est que le gouvernement a constamment élevé le prix du fermage, et exigé arbitrairement des prix de plus en plus forts pour le bois des forêts qu'il vend aux paysans, procédé particulièrement simple si l'on songe que le louage de ces terres et l'achat de ce bois sont une nécessité absolue pour les paysans qui n'ont aucune possibilité de faire appel à une inexistante concurrence. C'est en quelque sorte le monopole des terres et du bois que l'Etat exploite. C'est certainement un impôt indirect, mal déguisé. Sur les 75 millions d'augmentation de revenus, presque la moitié est représentée par cette imposition !

Il en est de même pour les industries de l'Etat, les monopoles. Ils ont donné une augmentation de recettes de 60 millions qui se partage par moitiés sur les postes et télégraphes, et sur l'eau-de-vie. Or, si pour les premières on s'est vu dans l'impossibilité de serrer la vis, il n'en reste pas moins vrai que les tarifs postaux atteignent en Russie une exorbitance qui, étant donnée l'absence totale d'argent comptant chez la masse de

la population, ont un effet prohibitif pour les pauvres, et constituent un véritable impôt sur les autres. Les excédents invraisemblables de l'exploitation des postes et télégraphes — tels qu'on arrive à les dégager du budget infiniment embrouillé, ils s'élèvent à près de 30 millions sur une recette brute de 45 millions, c'est-à-dire aux deux tiers — montrent que ce service, civilisateur au premier chef chez les nations modernes, n'est en Russie qu'une machine à extraire du public un maximum d'argent : c'est un impôt sur l'échange intellectuel. Quant au monopole des spiritueux, qui est devenu un instrument fiscal d'une immoralité révoltante, ses « brillants » résultats ne sont pas dus au développement de la force d'achat, mais, d'une part, à l'augmentation considérable du prix des boissons fortes, à laquelle s'associe, d'autre part, une véritable pression gouvernementale en faveur de l'alcoolisation des foules. Le paysan, comme on le verra plus loin, dépense en moyenne au moins 7 0/0 de ses revenus bruts pour ce poison, et sur ces 7 0/0, 6 1/3 constituent la part de l'Etat, la valeur de la marchandise se réduisant à 2/3 0/0 ! Ici comme pour les postes, impôt formidable et immoral.

Pour les chemins de fer, troisième source de revenus, la situation est un peu différente, bien que là encore, l' « essor » consiste en partie en un impôt déguisé, sous forme des intérêts des emprunts énormes contractés pour racheter cer-

tains réseaux aux compagnies et pour construire certains autres. Le budget des chemins de fer a été allégé de 50 millions par la nationalisation, entraînant la suppression des versements de garantie ; mais une somme beaucoup plus forte est venue grever le service des dettes extérieures. Essor mirifique, en vérité ! Cependant, l'augmentation des recettes s'élève à 170 millions, ce qui dénote certainement un développement sérieux des échanges. Malheureusement, ce beau tableau s'est évanoui depuis 1900. Les recettes baissent constamment, de façon que les bonis se sont changés en déficits de plus en plus formidables atteignant pour 1903 — car il faut faire abstraction de l'année de guerre 1904 — le chiffre stupéfiant de 240 millions, voire 700 millions de francs ! C'est, de l'aveu officiel, la conséquence de la construction de nouvelles lignes absolument improductives, motivée non par les besoins de la population, mais par des considérations politiques ou fiscales, mal comprises. Quoi qu'il en soit, et l'on verra plus loin toute l'importance de ce phénomène, il saute aux yeux que c'est la preuve péremptoire d'une stagnation, sinon d'un recul, dans la vie économique de la nation. L'Etat entretient artificiellement la vaste industrie des chemins de fer devenue inutile par suite de l'appauvrissement général, symptôme d'autant plus grave qu'on lui avait donné une extension considérable précisément pour... enrichir les classes produc-

tives. Actuellement donc, l'augmentation des recettes des chemins de fer n'existe plus, et leur exploitation à elle seule constitue un nouvel impôt.

Ce qui a surtout valu à l'ère Vychnégradski-Witte ses recettes énormes, ce sont les impôts indirects et les douanes. Ces dernières ont donné une augmentation de recettes de 100 millions, les premiers nommés de 200; voici donc 800 millions de francs prélevés annuellement à la fin de l'ère en question, sur la misère d'un peuple réduit à la famine. Comment, en résumé, l' « essor budgétaire » s'est-il accompli ? Les *mêmes recettes* qui, sous Vychnégradski, augmentaient en moyenne de 19 millions par an, ont augmenté encore de 32 par an sous Witte ! Sous le premier, les impôts directs restaient stationnaires, les indirects augmentaient de 12, les douanes de 8 millions par an ; sous Witte, les directs se sont accrus de 5 millions par an, les indirects de 14, les douanes de 13 ! Et il faut y ajouter les nouveaux impôts créés de toutes pièces. Le résultat final est celui-ci : entre le début et la chute de Witte, l'augmentation totale des recettes s'élève à plus de 450 millions (plus d'un milliard de francs), ou, en moyenne, exactement 45 millions par an; sur cette somme, une moyenne de 10 millions a été fournie par les exploitations agricoles d'Etat, dont 5 au moins sont à assimiler à un impôt. Tout le reste, voire 40 millions par an, plus de 100 millions de francs, représente l'augmentation de l'impôt. C'est en cela que se

résume le génie administratif du grand économiste Witte.

IMPÔTS ET MISÈRE

Ce développement « brillant » de la richesse — non de la Russie, mais du tsarisme — est d'autant plus admirable qu'au moment où Witte a pris le pouvoir, son prédécesseur démissionnait précisément à la suite d'un rapport où il avait averti le tsar « qu'il y aurait danger à augmenter encore les charges de la population ». Il avait, en effet, constaté que le résultat par lui obtenu avait été... d'arrêter complètement le développement de la consommation au moyen des contributions indirectes. Les taxes nouvelles sur le tabac, les spiritueux, le pétrole, les allumettes, le timbre, les industries, avaient fait augmenter les recettes budgétaires subitement de 110 millions de roubles. mais l'industrie du tabac (57,000 kilogrammes en 1886) diminuait constamment (40,000 en 1892). La vente de l'alcool de même (5 millions et demi d'hectolitres en 1886, 2 millions et demi en 1892) ; et plus tard, sous le régime du monopole des spiritueux, la consommation a encore diminué pour ne plus être que de 2 litres par tête et par année. L'importation du café pendant les mêmes sept ans est descendue de 8 millions de kilogrammes à 6. Et quant au thé, boisson préférée des Russes, mais considérée toujours comme article de luxe,

bien que son importation augmentât, sa consommation diminuait, étant donné que la population augmentait de 10 0/0 et le thé importé de 3 seulement. A tout ceci s'ajoute la grande famine de 1892...

Mais Witte démentit cruellement le pessimisme de son prédécesseur. Il commença par augmenter encore tous les impôts existants. Le résultat fut, il est vrai, médiocre. Mais le ministre se mit alors à nourrir la poule aux œufs d'or, le contribuable, somptueusement au moyen de « l'intensification de la vie industrielle et commerciale ». La première manquait de moyens de production, la seconde de moyens de communications. Et la Russie était incapable d'en créer. C'est alors que l'alliance avec la France fut mise à contribution. L'Etat emprunta peu à peu une dizaine de milliards, et l'industrie privée trois ou quatre. Leur emploi qui coûte aux contribuables russes — lesquels paient, comme on le verra, même les intérêts des capitaux industriels — plus d'un demi-milliard de francs par an, fut, dans l'idée de Witte du moins, exclusivement « productif ». Il se montra comme tel, en effet, pendant cinq ans environ. On construisit d'innombrables usines et surtout des voies ferrées d'étendue énorme. Des millions d'ouvriers réalisèrent quelques bénéfices pendant cette activité fébrile. Et par surcroît, grâce à un hasard qui, hélas ! ne se reproduisit plus ultérieurement, les récoltes étaient bonnes.

Dans ces conditions, la force d'achat des foules se développa, et le rendement des impôts indirects augmenta. En même temps aussi, les recettes des douanes prirent un essor remarquable et augmentèrent de plus de 110 millions de francs par an. Mais c'est à la même époque que le peuple commença à gravir le calvaire de l'appauvrissement général. Le bien-être des foules s'était accru, non pas par l'exploitation plus intense des richesses du pays, mais par l'afflux des capitaux employés au premier établissement de l'outillage destiné à cette exploitation. Le peuple mangeait en quelque sorte ces capitaux mêmes, et non pas les intérêts qu'ils devaient rendre. Aussi, dès que le « premier établissement » de cet outillage moderne fut accompli, le tableau riant prit-il des couleurs de plus en plus sombres. Car alors il ne s'agissait plus seulement de créer, mais surtout de consommer, d'absorber les produits nouveaux obtenus par cet outillage ; en un mot, il fallait trouver des débouchés pour alimenter les « moyens de production et les moyens de communication » dont Witte avait réussi à doter le pays avec l'argent français. Comme ces débouchés, en face de l'industrie puissante des pays occidentaux, ne pouvaient évidemment pas exister à l'étranger, il fallait se les assurer en Russie même. Des tarifs douaniers exorbitants furent donc introduits pour exclure du marché russe les produits étrangers. Mais rien ne put arrêter le désastre. Même proté-

gée ainsi, l'industrie, créée artificiellement, ne put vivre. Le débouché à l'intérieur n'existait plus après les années grasses du « premier établissement » ; la force d'achat des foules était retombée à un minimum lamentable.

En dehors du gouvernement — qui paie, lui, de nouveau avec l'argent des contribuables — personne ne put absorber, par exemple, les produits des industries métallurgiques ; au moment où les commandés de l'Etat diminuaient, ces industries étaient perdues ; et l'Etat qui les avait créées, qui en avait eu besoin surtout pour mener à bien ses entreprises de construction de voies ferrées, ou pour doter l'armée d'un outillage moderne, se vit amené à grever encore ses budgets, à dépenser encore l'argent des contribuables pour des commandes inutiles, pour des voies ferrées absolument improductives, pour un matériel superflu, dans le seul but de retarder une catastrophe économique terrible. Ce fut encore le paysan, le principal payeur d'impôt, qui prélevait sur sa misère l'argent que « gagnait » l'industrie métallurgique !

Et cet exemple probant n'est pas un fait isolé. Pour toutes les autres industries, le développement a été sensiblement identique ; plus rapide, plus terrible encore pour celles que l'Etat est dans l'impossibilité de soutenir par des commandes directes. Quelles sont les raisons de cette crise économique qui a plus fait que tout autre chose pour précipiter la révolution ? Elles sont fort complexes.

LA DÉCADENCE DE L'INDUSTRIE

Constatons d'abord que le niveau extrêmement bas des besoins de la population, qui fait que l'industrie travaille dans le vide, se rattache aux conditions mauvaises où vit la masse des populations, les agriculteurs. Avant d'expliquer cette misère, acceptons-la comme un fait, pour comprendre le cataclysme du régime de « l'intensification de la vie industrielle et commerciale » poursuivie par Witte. C'est en réalité — ironie du sort que ce grand économiste n'avait pas prévue — l'industrie elle-même qui a encore diminué la force d'achat du peuple, et qui a bouché son unique débouché par la protection excessive, à l'ombre de laquelle on l'a élevée. Le protectionnisme à outrance devait permettre à l'industrie russe de maintenir les prix de ses produits à un niveau suffisamment haut pour couvrir les intérêts énormes des capitaux de premier établissement et les frais d'exploitation. Il a donc résulté en un renchérissement très considérable de tous les produits manufacturés. Il est impossible de comparer ces prix augmentés à ceux qui sont d'usage en France, où ils sont encore plus élevés. Mais, en France, le revenu brut moyen des habitants est de 750 francs et en Russie de... 50 ! Comparés aux prix d'Allemagne, cependant, où le revenu des habitants est au moins cinq fois plus fort qu'en Russie, les prix des objets manufac-

turés sous le régime Witte sont majorés de la façon la plus incroyable, par exemple, pour le pétrole de 150 0/0 ; l'acier de 300 0/0 ; les machines agricoles de 160 ; les cotonnades de 357 ; la toile de 225 ; le charbon de 200 ; le thé de 304 ; le tabac de 687 ; le papier de 630, ce qui désavantage l'acheteur russe entre deux et sept fois !

Or, on constate avec étonnement que cette majoration de prix a beaucoup moins profité à l'industrie russe que directement au Trésor. Les importations de l'étranger, en effet, et partant, le rendement des douanes ont augmenté toujours, tandis que d'un autre côté la production nationale russe a baissé. Les droits d'entrée constituent donc en Russie un impôt spécial destiné à couvrir les pertes éventuelles des industriels, mais résultant, en réalité, en un prélèvement d'argent direct de l'Etat sur le public, sans que cet argent passe par les mains des fabricants. En voici un exemple typique, concernant l'industrie textile. Les droits d'entrée sur le coton manufacturé (indiennes) sont de 60 roubles (160 francs) par 100 kilogrammes. Or, les 100 kilos de coton coûtent, en Russie, en moyenne 210 roubles ; la même quantité vaut, en Angleterre, moins de 150 roubles ; frais de transport compris, c'est à ce taux que la marchandise se vendrait en Russie sans le tarif protectionniste. L'acheteur russe paie donc 60 roubles par 100 kilos de trop. La consommation russe étant de plus de 200,000 tonnes, la perte des acheteurs est de

125 millions de roubles (340 millions de francs) par an au moins. C'est donc un véritable impôt sur les effets d'habillement qui ne figure dans aucun budget, et dont on saisira toute l'importance seulement en le mettant en regard du chiffre dérisoire des revenus moyens des paysans. Cet impôt, selon la théorie de Witte, est payé « en attendant le bon marché des marchandises qui se réalisera avec le développement de l'industrie ». Malheureusement, l'industrie ne se développe qu'à rebours, et le bon marché ne vient pas. Si encore — pour rester dans l'exemple précis, pour plus de clarté — l'industrie profitait de ces 125 millions par an, on se consolerait par l'argument du « sacrifice patriotique ». Mais ce n'est même pas le cas ! Près de la moitié tombe directement dans la poche du Trésor sous forme de droits d'entrée, car l'importation continue malgré toutes les entraves douanières. Pourquoi ? Parce que la qualité des produits russes est lamentablement inférieure. Et l'autre moitié ne profite guère aux industriels et à leurs bailleurs de fonds, parce que les frais de production exorbitants mangent tout. Très cher et très mauvais, voilà la devise de l'industrie russe.

Faut-il remarquer que c'est le protectionnisme lui-même qui a contribué à ce résultat ? Aussi longtemps que les matières premières restent chères grâce à lui, les frais d'exploitation ne peuvent diminuer. Et, d'autre part, les marchandises ne peuvent devenir moins chères, aussi longtemps

que l'industrie, par ses ressorts intimes, reste une institution d'Etat artificielle au milieu d'une vie sociale qui la réprouve. La classe de l'ouvrier industriel n'existe pour ainsi dire pas encore. L'ouvrier est et se sent encore comme un agriculteur raté. Il travaille dans l'industrie le plus souvent en attendant de pouvoir fonctionner de nouveau comme paysan. Il n'apprend pas à travailler, parce que son instabilité est extrême. Un peu partout, de vastes foules d'ouvriers quittent les centres industriels au printemps pour travailler dans les champs. Les usines les remplacent par des apprentis inexpérimentés qui, une fois initiés au métier, feront très probablement l'année suivante comme leurs devanciers. Chaque fois que les récoltes sont bonnes, il y a pénurie de main-d'œuvre, et les salaires augmentent dans des proportions invraisemblables. Il est arrivé que de grandes usines ont dû chômer pendant des étés entiers. Le contre-coup est lamentable. Ces bonnes années agricoles augmentent la force d'achat des foules paysannes. Et précisément pendant ces mêmes années, l'industrie nationale est désorganisée, de façon que l'importation de l'étranger se substitue à elle, et que la majoration des prix de vente profite, par l'intermédiaire de la douane, au Trésor et non à l'industrie ! A ces conditions de psychologie populaire et à l'inexpérience des ouvriers qui en découle, s'ajoute encore l'ignorance économique des industriels eux-mêmes, et enfin le

manque total d'initiative personnelle qui tient, d'un côté, à la mentalité russe et, de l'autre, à l'ingérence continuelle, tracassière de l'Etat qui, après comme avant, considère l'industrie surtout comme une poule aux œufs d'or.

L'ensemble de ces conditions que Witte n'a pu ou voulu prévoir, devait aboutir finalement à un état de choses où, malgré la hausse continuelle de tous les prix, l'industrie n'a plus pu couvrir ses frais d'exploitation : les meilleurs débouchés, ceux où l'on paie bien pour avoir de bonne marchandise, furent réaccaparés par l'industrie étrangère, supérieure; les débouchés populaires, de leur côté, se fermèrent à cause de l'appauvrissement général provoqué par la nécessité où se trouvait Witte d'extorquer au peuple des sommes de plus en plus formidables pour les grandes entreprises politiques. La catastrophe, dont la Russie ne s'est pas relevée encore, fut d'ampleur saisissante. Les faillites, les liquidations, les suspensions de paiements se chiffrèrent par milliers. Sur les 2 milliards et demi de francs fournis par la France, les trois quarts ont fondu complètement. Sur 800 millions fournis par les Belges, un demi-milliard a disparu. Plus de 200,000 ouvriers sont venus grossir les rangs du prolétariat en chômage. Et des milliers de capitalistes russes ont été totalement ruinés. Du même coup, et ce fut là le principal malheur pour l'Etat, l'industrie des chemins de fer, auxiliaire des autres, devint en partie improductive et grevait

le budget, tandis que le peuple, plié sous le fardeau des impôts, prenait sur son plus strict nécessaire les fonds employés pour maintenir malgré tout la façade grandiose du tsarisme intact devant l'étranger.

LA RÉFORME MONÉTAIRE

Witte prit dans ce but les mesures les plus énergiques. Mais il les a pu prendre seulement en faisant, pendant cette époque toute remplie d'artifices financiers, complètement abstraction des besoins immédiats et de l'avenir de l'immense majorité du peuple, de ces 120 millions d'agriculteurs qui résument en réalité toute la vie de la Russie. La plus habile de ces mesures a été l'introduction de l'étalon d'or qui devait établir le taux d'échange fixe entre le rouble et les monnaies étrangères, pour donner à la Russie la solidité de crédit dont elle avait besoin pour faciliter le commerce étranger, et surtout pour emprunter encore et toujours.

L'étalon d'or que Witte considérait sans doute aussi comme immédiatement productif — ne fût-ce que d'emprunts réitérés — est en quelque sorte la charpente de la façade économique derrière laquelle on cache l'appauvrissement général. Comment cette charpente est-elle construite ? Sa base est la réserve-or détenue par le Trésor pour pou-

voir effectuer les paiements à l'étranger en or, et pour échanger les billets de crédit en circulation immédiatement contre de l'or, unique valeur internationale stable. L'origine et la conservation de cette réserve or caractérisent le système entier. Elle a été amassée, et elle est sans cesse complétée, uniquement par l'excédent de la valeur des exportations russes sur celles des importations. En effet, ces dernières sont payées en or sur le marché international par la Russie : c'est donc autant d'or qui quitte la Russie pour les autres pays ; les exportations russes, de leur côté, sont payées par l'étranger en or aux Russes, c'est donc de l'or qui afflue en Russie. Si, par conséquent, les importations étaient plus fortes que les exportations, la différence reviendrait sous forme d'or à l'étranger : la Russie en perdrait. Dans le cas contraire, la différence est acquise à la Russie qui gagne et conserve la quantité d'or correspondante. Pour que la Russie dispose donc chez elle d'une quantité d'or sans cesse augmentante ou du moins stable, il faut absolument que ses exportations soient de valeur plus grande que ses importations.

Or, on a vu que l'exportation de produits industriels russes à l'étranger est impossible ; l'unique objet russe propre à l'exportation sont les produits agricoles, et, en première ligne, les différentes espèces de céréales. C'est sur l'exportation des céréales qu'est donc basée toute la brillante façade du régime tsariste. Et les quantités expor-

tées sont à tel degré considérables que non seulement la Russie a pu faire affluer chez elle de l'or — tant en réserve du Trésor qu'en monnaie d'usage — pour plus de 3 milliards de francs, représentant les excédents des exportations sur la totalité des importations, mais encore que la légende est universellement répandue qu'un pays qui peut fournir de telles quantités de blé en dehors de ses besoins domestiques, doit être extrêmement riche, un « grenier du monde ». Or, tandis que l'or afflue et que la Russie nourrit en partie les nations industrialisées, elle-même, purement agricole cependant, meurt de faim. En voici la démonstration.

LA DÉTRESSE AGRICOLE

Chaque famille de paysans — je suis les données officieuses — cultive en moyenne sept fois plus de terrain que dans l'Europe occidentale. Le résultat inattendu est qu'on récolte 380 kilos de grains par hectare tandis qu'ailleurs on en obtient 1,300. On emploie comme semence un quart de la récolte ; chez les civilisés, un douzième. Les récoltes « bonnes moyennes », en Russie, sont donc des récoltes de famine partout ailleurs. Bien mieux ! dans l'Europe occidentale (Allemagne) on récolte 400 kilos de céréales, semences déduites, par tête d'habitant, et l'on en importe encore

50 kilos. En Russie, on récolte 330 kilos ; on en exporte 80 ; on en retient encore 80 comme semence ; et il reste exactement 170 kilos par année et tête. Le Russe mange un peu plus d'un tiers de ce que mange l'Occidental ! Et il faut ajouter que la viande, hélas ! est rare.

Ces chiffres donnent d'abord une idée de ce que serait la condition économique du peuple russe s'il n'existait ni impôts, ni exportation de céréales : ce serait déjà la famine perpétuelle, la sous-alimentation, l'affaiblissement physiologique et mental, avec sa suite d'épidémies et de profonde ignorance. On y voit ensuite l'exaltation de cet état de choses par l'effet des exportations, l'effet de l'afflux mirifique de l'or qu'hélas ! on ne peut manger. Depuis vingt ans, la Russie s'est privée de 170 millions de tonnes de céréales d'une valeur de 22 milliards de francs, plus d'un milliard par an ! Et les rapports confidentiels du service médical, que j'ai eu l'effroi de voir tomber entre mes mains, établissent ouvertement, textuellement, que « la consommation du pain reste d'environ 30 0/0 au-dessous de la quantité physiologiquement nécessaire pour maintenir les forces d'un adulte » ! Faut-il ajouter que la diminution du bétail depuis vingt ans (20 0/0 pour les chevaux, 40 pour les veaux, 71 pour les moutons, 87 pour les porcs, 50 pour les vaches) complète le tableau ?

D'aucuns se demanderont avec effroi comment

il est possible que dans des conditions pareilles les paysans consentent à vendre leur blé pour mourir de faim. C'est que l'Etat a besoin de ces exportations, et que sa puissance est irrésistible. Il force les paysans à se défaire de leur nourriture en lui appliquant la vis du pressoir fiscal. Il exige du paysan le paiement des innombrables impôts directs et indirects, et cela en argent comptant. Si encore il acceptait le paiement en nature, le paysan, bien que spolié de son nécessaire, économiserait. C'est l'Etat qui vendrait son blé, et lui, du moins, éviterait les intermédiaires. En réalité, il ne le peut. Pour se procurer l'argent nécessaire, lui, ignorant du mouvement commercial, séparé du monde par le manque toujours désastreux de communications, doit vendre son blé à des entrepreneurs sans scrupules, à des prix d'autant plus vils qu'il est éloigné des grands centres commerciaux. Il ne saurait faire autrement, car il doit payer ses impôts, les directs pour ne pas être saisi par le fisc et condamné, par-dessus le marché, au fouet par le maire du village, les indirects parce qu'il a besoin de quelques objets de toute première nécessité, tous frappés de taxes lourdes.

Tragique cercle vicieux ! La faim du paysan maintient l'étalon d'or ; l'étalon d'or maintient le crédit gouvernemental ; le crédit gouvernemental permet d'emprunter des sommes folles pour satisfaire aux glorieuses exhibitions de la puissance russe, l'armée forte, l'expansion, le Turkestan, la

Mandchourie... Et les emprunts, par leur service d'intérêts, ainsi que les fantaisies coûteuses accomplies à leur aide, viennent grossir le fardeau de la faim du paysan.

L'APPAUVRISSEMENT

Mais toute l'horreur du tableau « brillant » de la prospérité russe ne se montre que dans l'emploi des fonds que les paysans se procurent en se serrant le ventre. Voici à quoi ils les consacrent dans les cas les plus heureux.

Une famille « riche » de paysans (7 personnes) du gouvernement de Riazan dispose de 400 roubles, soit 1,000 francs par an, dont la moitié est représentée par le blé de consommation domestique. Sur l'autre moitié, elle consomme pour 70 francs d'alcool, 72 de sucre, 62 de thé, 12 de pétrole, 5 de tabac ; et dans ces sommes sont inclus les impôts indirects suivants : 63 francs sur l'alcool, 21 sur le sucre, 31 sur le thé, 3 sur le pétrole, 1 sur le tabac ! Ajoutez-y 60 francs d'impôts directs, et 80 francs d'arrérages de rachat pour la terre cédée aux paysans à la suite de l'abolition du servage. Complétez le compte par les 50 0/0 d'impôts occultes sur des produits manufacturés, outils, étoffes, chaussures, etc., représentés par les douanes ou leur équivalent constituant une prime à l'industrie russe, et l'on

constate que ces malheureux dépensent la moitié de l'argent qui passe entre leur main en impôts !

On saisit immédiatement qu'avec ce système de « saignement à blanc », il ne reste au paysan pas le moindre fond applicable à l'amélioration de l'exploitation. Non seulement, l'Etat lui prend sa nourriture, mais encore il le met dans l'impossibilité de s'arranger pour en produire plus tard des quantités supérieures. Ceci va si loin que, par exemple, après une récolte « médiocre » au point de vue russe, le paysan est très souvent hors d'état de se procurer les semences nécessaires pour en préparer une meilleure. On a assisté ainsi à une famine de plusieurs années dans tous les départements du nord, par le simple fait, avoué officiellement, que « les semences de l'année précédente dont les paysans se sont servis pour ensemencer leurs champs, n'étaient pas mûres et répondaient mal au but proposé »! Dans d'autres contrées, c'est la disparition des bêtes de trait, l'absence d'outils, et mille autres causes analogues qui mènent au même résultat : mauvaise récolte et famine ; famine surtout parce que la vente du blé récolté et le paiement des impôts sont nécessaires comme avant.

Le gouvernement se désintéresse-t-il de cette question primordiale : l'amélioration de l'exploitation agricole ? Il sait pourtant fort bien que ce ne sont pas du tout les conditions météorologiques, mais uniquement les entraves portées à la

solution de cette question, qui causent les famines. Ah ! mais il s'y intéresse ! Quand un département affamé se dépeuple par la faim et les épidémies pendant plusieurs années de suite, on lui envoie du blé, de bonnes semences, à titre de prêt, bien entendu. On augmente ainsi la dette totale des communes rurales. Et comme c'est justement l'impossibilité préexistante de faire face, même avec de bonnes récoltes, aux dépenses les plus urgentes, qui empêche les paysans d'améliorer l'exploitation, et qui, partant, provoque la famine, cette « charité » d'usurier ajoute encore à la gravité de la situation.

Il existerait bien le Crédit agricole pour fournir aux paysans les fonds nécessaires à l'amélioration de l'exploitation. Witte, frappé de la terrible situation au moment où ses illusions industrielles s'écroulaient, y vit naturellement le salut, comme tout autre l'aurait fait à sa place. Il organisa le Crédit agricole. Seulement, comment faire crédit à des gens perdus déjà dans les dettes, ne possédant rien, étant cérébralement incapables même de se prévaloir d'un outillage moderne ? L'agriculture du paysan russe, une des plus primitives du monde, pouvait-elle se transformer assez rapidement pour garantir l'amortissement de prêts agricoles, même à longue échéance ? On fut prudent. Pendant cinq ans, on consentit exactement 281 prêts d'ensemble 3 millions de francs, sur une population paysanne d'au moins 100 mil-

lions de têtes ! Et les crédits totaux affectés à ce service suffiraient tout juste à prêter à chaque paysan russe qui aurait besoin d'appui, le capital formidable de... 6 centimes !

Le résultat de l'abandon total où on a laissé le paysan est simple. L'endettement, l'absence d'outillage, les charges fiscales sont devenus tels que ni une bonne ni une mauvaise récolte ne change plus rien à la situation générale. Les mauvaises années, on souffre un peu plus ; les bonnes années, on vous enlève tout pour payer les arriérés des mauvaises. Où en arrivent ainsi les contrées les plus riches, on le verra par l'exemple précis du district de Balacheff, localité où la récolte, en 1903, a été très bonne, comme dans le département de Saratoff entier dont ce district fait partie. Cet exemple a été officiellement publié dans un rapport de l'assemblée provinciale.

En temps de récolte ordinaire, moyenne, il manque déjà à la population de ce département 216 millions de kilogrammes de blé pour arriver uniquement à couvrir la consommation en pain et les impôts à payer, sans parler d'habillement, de logement et de besoins plus raffinés. Pour combler le déficit, la population recourt au commerce, à la pêche, etc., mais sans résultat brillant. Or, à côté de ce déficit général du département, dans le district de Balacheff, enclave fortunée, il y a un excédent de blé de 192 kilos par personne. La recette brute de l'économie rurale du district est

de 5,120,000 roubles, ce qui fait 18,15 roubles par tête.

A quoi ces revenus, fort beaux pour la Russie, de 50 francs en moyenne par tête, sont-ils employés ? Le district doit payer d'abord 415,000 roubles d'impôts communaux, imposés par l'administration locale des zemstvos dont on trouvera plus loin la description ; en outre, 197,000 roubles de redevances territoriales diverses (fermage, forêts, etc.), ce qui fait 612,000 roubles de frais locaux. Sur le reste des revenus bruts, 4,608,000 roubles, il faut déduire les impôts de l'Etat se répartissant comme suit : 522,000 roubles d'impôts directs (foncier et rachat des terres au Trésor) ; et 1,565,000 roubles de contributions indirectes (douanes, spiritueux, tabac, allumettes, pétrole, sucre) ; total, 2,087,000 roubles versés à l'Etat. Le revenu total se réduit ainsi à 2,421,000 roubles. Le district paie 53 0/0 de ses revenus bruts en impôt ! Et il reste par tête le revenu grotesque de 8 roubles 55 kopeks, exactement 22 fr. 80 ! C'est avec cette somme dérisoire que l'habitant doit subvenir à tous ses besoins autres que l'alimentation : vêtements, chaussures, logement, dépense de ménage, outillage, entretien du bétail, dettes, intérêts, besoins intellectuels et le reste.

On reste rêveur devant ce tableau navrant de la situation du district le plus riche dans un département qui figure parmi les plus fortunés de la Russie. Mais on reste stupéfait aussi devant le

fait irréfutable que ce sont les impôts qui réduisent le peuple à cet état de misère épouvantable. Et l'on reste confondu en admiration devant le génie de Witte qui a échafaudé sur cette famine l'édifice éblouissant de la richesse russe. Voilà donc ce qui représente l'augmentation des recettes de l'Empire de 400 millions, 1,100 millions de francs, que ce grand économiste a réalisée. Après le tour de vis audacieux de 1893, à ses débuts, il n'a cessé de s'enhardir. Voici ses mesures principales : Elévation des douanes et de l'impôt sur le sucre ; création de l'impôt sur le loyer ; monopole de l'alcool ; augmentation insensée des patentes ; puis « impôts de guerre » sous prétexte de la campagne chinoise de 1900, à savoir élévation de l'accise sur la bière et l'alcool, doublement du prix des cachets des bouteilles d'alcool, augmentation de la taxe sur le tabac, droit supplémentaire sur l'eau-de-vie ordinaire destinée à la consommation du bas peuple ; tous impôts qu'on n'a plus abolis après cette guerre. Le contrecoup est encore plus impressionnant. La consommation n'a même pas augmenté en proportion des impôts. Ainsi pour le sucre, dont on ne niera pas la valeur nutritive, l'impôt a augmenté de 150 0/0, la consommation de 75 0/0 seulement. Proportion plus désastreuse encore pour le pétrole, dont la consommation a progressé de 45 0/0, tandis que les taxes sur cet objet de première nécessité ont augmenté presque trois fois plus, voire de 120 0/0.

Conditions aussi fâcheuses pour les importations de l'étranger; leur valeur totale s'est accrue sous le régime Witte de 47 0/0, et les droits d'entrée se sont élevés de 70 0/0. Des constatations analogues peuvent être établies pour les allumettes, le tabac, les alcools, enfin pour tous les objets imposés ; et il n'en est guère qui ne le soient. Force est donc d'en conclure que la merveilleuse politique fiscale de Witte, destinée avant tout à développer la force d'achat du peuple, les richesses naturelles du pays, l'industrie, le commerce, la stabilité des finances de l'Etat, a produit, par un cercle vicieux lamentable, l'exact contraire des résultats désirés : la stagnation partout, et la diminution de la force de consommation de l'immense majorité populaire.

LA NATION ÉPUISÉE

Rien de plus compréhensible alors que la crise économique qui frappe la nation entière. Rien de plus certain, aussi, que la déchéance définitive, et non pas passagère, de l'industrie russe : elle est la suite du niveau de plus en plus bas, non pas des besoins, mais des forces d'achat du peuple ; et elle ne pourrait finir qu'avec un accroissement du bien-être de la population agricole qui est rendue impossible par le système fiscal même, lequel, de son côté, n'est que le corollaire inévitable de la politique du tsarisme. C'est très tard seulement, quelques mois avant sa démission du ministère

des Finances, que l' « homme qui a rendu la Russie riche » a été obligé de se rendre compte de l'impossibilité absolue de tirer encore davantage de ce peuple agonisant ; du moins a-t-il eu le courage de le dire au moment précis où l'oligarchie militariste et fonctionnariste réclamait de nouvelles sommes énormes pour continuer son œuvre d'expansion guerrière en Extrême-Orient. La preuve qu'il a fournie du degré d'accablement où croupit le peuple, est infiniment suggestive. Elle se rapporte aux paiements des annuités que les serfs affranchis en 1861 doivent verser pendant quarante-neuf ans au Trésor en remboursement des prix de vente des terres cédées par les anciens seigneurs, prix dont l'Etat a avancé le montant aux anciens propriétaires. La somme globale avancée ainsi par l'Etat s'élève à 754 millions de roubles (2 milliards de francs). Les titres émis par l'Etat pour cette somme devaient constituer un emprunt spécial à amortir par les annuités à verser par les paysans. Mais dès 1885, ces annuités rentrèrent mal. Pour le cacher, on assimila simplement ces titres à la dette publique et l'on fit des annuités une recette ordinaire du budget : elles devinrent officiellement un impôt temporaire. Elle n'en restèrent pas moins en souffrance. Il y eut des arriérés de plus en plus considérables. Après la famine de 1891, ces arriérés étaient déjà de 50 millions de roubles. L'ère Witte s'ouvrit avec ses impôts, son étalon d'or, ses moyens de production et de com-

munication ; les récoltes étaient bonnes : mais, à la stupeur générale, les arriérés montèrent toujours d'une marche vertigineuse. Le paysan ne put bientôt plus payer du tout. Et, en 1902, les arriérés s'élevaient à la somme formidable de 237 millions de roubles, c'est-à-dire 632 millions de francs ! Un tiers seulement des avances totales a été remboursé en quarante ans. Comment espérer que, l'appauvrissement augmentant toujours, les paysans verseraient 1,300 millions de francs pendant les neuf ans qui restaient ? Les arriérés s'accroissaient toujours de centaines de millions de francs par an, ce qui prouvait que les paysans, loin de s'acquitter des arriérés, n'étaient même pas capables de payer les impôts courants. Et ce n'était certes pas par indulgence que le fisc avait permis l'accroissement énorme de ces dettes, mais simplement parce qu'il ne trouvait plus rien à saisir. Le fait était probant : de nouvelles charges étaient impossibles.

Witte préconisa dès lors une vaste œuvre de réformes paysannes, mais ç'aurait été la fin de la politique de guerre et d'affaires de l'oligarchie réactionnaire, et Witte fut brutalement mis à la porte. (Ajoutons ici, comme détail piquant, qu'un « manifeste de grâce » du tsar, promulgué en été 1904, a fait « remise aux paysans des arriérés sur les annuités de rachat » ; cette « grâce » à bon marché signifie simplement l'aveu officiel qu'il ne sera jamais possible de recouvrer le milliard et

demi de francs que doivent les paysans ; ces derniers n'ont eu aucun avantage de cette « grâce », car... ils se trouvent déjà à la tête de nouveaux arriérés ; en somme, cet acte gracieux a scellé la faillite d'un régime économique de quarante ans.)

LES MOBILES DE L'OPPRESSION FISCALE

Si l'on se demande quelles raisons psychologiques ont amené Witte et ses collaborateurs à créer — tout à fait involontairement — l'épouvantable situation qui vient d'être esquissée, il faut bien distinguer entre les intentions économiques et les nécessités politiques. En ce qui concerne les premières, il saute aux yeux que Witte a voulu faire faire à la Russie le pas gigantesque d'un pays oriental, vivant en somme sur le rendement spontané de son sol, à une nation moderne aux besoins raffinés et dotée de l'outillage nécessaire pour les satisfaire ; un relèvement considérable du bien-être général devait en être le résultat ; on escomptait en même temps la constitution d'une puissante classe intermédiaire entre le monde gouvernemental et le monde paysan, ainsi qu'un développement salutaire de l'intellectualité des foules. Si l'on fait, pour un moment, abstraction de l'accroissement continuel des impôts, cette intention aurait-elle pu se réaliser ? Sans aucun doute, à la condition que les exportations du blé fussent limitées. Mais cette limitation aurait rendu

impossible l'établissement de l'étalon d'or qui, seul, garantit la stabilité des relations économiques internationales. Donc là encore, le résultat aurait été peu satisfaisant.

Witte a pu créer tout l'outillage moderne avec l'argent emprunté en France. Avait-il alors besoin de ces impôts effrayants pour activer l'emploi de cet outillage ? Certes non. Mais son système a péché par la base, parce qu'il ne pouvait pas faire une politique purement économique. Son système économique ne pouvait, en réalité, constituer que l'auxiliaire de la politique tsariste, mise au service de l'oligarchie qui a été décrite. Sa prétention de faire de l'économie nationale le pivot de la vie de l'Etat, se heurtait dès le début aux principes qui régissent le tsarisme. Les résultats les plus heureux mêmes qu'il ait pu espérer : le bien-être augmenté et le savoir répandu, étaient, aux yeux des dirigeants, de véritables buts révolutionnaires. Susciter en face de l'omnipotence bureaucratique deux grandes puissances nouvelles : la force économique et l'instruction générale, c'était condamner à mort le système régnant. Ce fut donc dès le commencement une lutte acharnée, tantôt violente, tantôt perfide, de l'oligarchie réactionnaire contre l'intrus qui poursuivait des buts à côté, en une indépendance dangereuse.

Le développement de la situation économique aurait pu se faire presque en dehors du régime d'oppression administrative ; il était donc, d'abord

et avant tout, nécessaire à l'oligarchie de s'en assurer le contrôle et de le faire dévier dans des voies plus profitables à elle-même. Ce sont les besoins politiques de cette oligarchie qui, par leur ampleur de plus en plus étonnante, ont rendu inévitable l'application du pressoir fiscal. Witte a dû céder dans cette voie, d'abord pour ne pas tomber victime des ténébreuses intrigues de ses adversaires ; ensuite, pour ne pas laisser péricliter le prestige de la Russie engagée dans de grosses entreprises, mais pour le rehausser encore en vue de consolider d'avance l'essor économique qu'il escomptait ; enfin aussi pour pouvoir exécuter les projets immenses d'expansion économique qu'il nourrissait et qu'il espérait mener à bien en utilisant adroitement à la fois les instincts grossiers de ses adversaires et les obsessions mégalomanes du tsar. Ce sont ces derniers projets qui ont amené la catastrophe révolutionnaire ; ce sont eux qui, plus que toute autre chose, plus même que l'appauvrissement général, plus aussi que l'arbitraire omnipotent de la bureaucratie, ont donné à la nation la conscience que le régime qu'elle subit, vise des buts qui sont absolument étrangers à sa vie propre.

LA POLITIQUE D'EXPANSION

Il a été dit déjà que l'idée de l'expansion à travers l'Asie, l'idée des conquêtes territoriales, dominait le monde gouvernemental au moment où

Witte prit le pouvoir. Cette idée constituait le lien qui reliait l'homme nouveau au milieu spécial où il entrait. C'est à elle qu'il doit sa carrière brillante ; c'est à elle aussi qu'il doit l'échec final de tout son système. Il n'avait guère de cette idée la même conception que les deux puissances avec lesquelles il avait à compter : la volonté instable du tsar et les intérêts âpres de l'oligarchie qui avait déjà fait main basse sur presque toutes les grandes administrations de l'Etat.

Alexandre III, dans son obstination bornée, cherchait, au moment où Vychnégradski avouait l'impossibilité de trouver des fonds disponibles pour de grandes entreprises nouvelles, un homme qui s'engagerait à accomplir, malgré la pénurie d'argent, l'œuvre immense du Transsibérien. Witte s'y engagea et il fut nommé ministre. Le tsar et ses frères qui ne vivaient que sous l'empire des « traditions » dynastiques, étaient hypnotisés par la vieille idée, attribuée à tort à Pierre le Grand, que la Russie doit gagner l'issue sur une mer libre. La victoire sur la Turquie, infirmée par le Congrès de Berlin, avait exclu la Russie de la Méditerranée ; la domination du Pacifique fut dès lors une véritable obsession chez des gens qui, regardant des mappemondes à petite échelle, se méprenaient sur les distances, et étaient incapables de comprendre que la vieille Russie n'a, en somme, aucun point de contact, et ni surtout aucune communauté d'intérêts avec ces contrées au delà de la

Sibérie à peu près inhabitée. Il leur fallait l'Extrême-Orient au nom du « principe historique ». Psychologiquement, cette tendance, qui n'a jamais été une tendance nationale russe, mais une tendance purement dynastique, s'explique beaucoup plus simplement. Elle n'est qu'une forme de la psychologie du propriétaire foncier, paysan ou autre, caractérisée dans le monde entier par le désir d' « arrondir » la propriété, de l'élargir, d'acquérir les terrains adjacents. Les tsars, se considérant, en réalité, comme les propriétaires du sol habité par leurs sujets, caressent ce même désir et se prêtent ainsi facilement à tous les projets de conquête territoriale.

Les tendances expansionnistes de l'oligarchie bureaucratique, de leur côté, ont été expliquées plus haut par la gloire militaire, les tripotages, et, le cas échéant, la possibilité d'une diversion patriotique contre l'éveil de la conscience nationale. On sait aussi comment Nicolas II a été influencé par ce groupe dans le sens expansionniste, au cours du voyage qu'il accomplissait au moment où Witte devint ministre.

Ce dernier, admirateur enthousiaste des méthodes économiques anglaises, et notamment de leur système de colonisation commerciale, vit tout à fait autre chose dans l'expansion asiatique; amalgamée à son système d'intensification de la vie industrielle, il y sentit d'emblée la possibilité d'assurer à la Russie, devenue industrielle, des débou-

chés immenses, plus certains peut-être que ceux qui existaient en Russie même. Il fut donc l'apôtre de l'expansion économique. Or, au début, les besoins de celle-ci concordaient parfaitement avec ceux de l'expansion militariste ou politique poursuivie par le tsar et la haute bureaucratie : il fallait des voies de communication. Il fallait le Transsibérien. Witte était donc parfaitement dans son rôle en exécutant cette entreprise.

L'alliance franco-russe, l'accumulation de la réserve-or, les excédents budgétaires lui donnaient le crédit nécessaire pour faire payer l'œuvre gigantesque par l'épargne française. Mais cette première étape dans la voie de l'expansion l'obligeait déjà à la pression fiscale, qui devait augmenter d'année en année. En effet, le paiement des intérêts aux prêteurs exigeait des sommes de plus en plus fortes ; elles devaient se monter à 800 millions de francs en 1903, échéance à laquelle la Russie ne pouvait faire face avec ses recettes ordinaires. D'autre part, des frais accessoires très considérables devinrent inévitables avec le progrès des travaux. Les frais de premier établissement couverts par l'argent français, il fallait du matériel, des employés et fonctionnaires — non pas seulement techniques, mais encore administratifs, policiers et autres; l'émigration des paysans affamés de Russie coûta cher ; de nouvelles organisations fiscales et autres furent installées d'urgence dans les contrées « ouvertes » par la nouvelle voie ; et,

conséquence nécessaire dans un Etat militarisé, les forces armées furent augmentées constamment. Or, comme la voie restait absolument improductive, ce fut une perte sèche pour le Trésor qui se fit payer l'expansion par le contribuable.

L'expansion économique, avec ses avantages merveilleux, ne pouvait évidemment commencer qu'avec l'achèvement de la communication directe entre le Pacifique et l'Europe ! En attendant, les frais augmentaient démesurément, tant à cause des difficultés rencontrées que par la concussion organisée sur une vaste échelle. Witte recourut de plus en plus aux « budgets extraordinaires », mettant, pour exhiber au monde des tableaux financiers riants, tous les déficits du budget général sur le compte des dépenses de premier établissement, et couvrant celles-ci par les « disponibilités du Trésor » nécessaires, lesquelles n'étaient autres que les capitaux empruntés. Ces budgets prirent un essor remarquable, pour atteindre en 1903 plus de 500 millions de francs.

L'EMPIRE RUSSO-CHINOIS

Cependant, Witte faisait ainsi pendant quelques années les affaires de l'oligarchie, du moins en Asie. En Europe, par contre, son action industrialisatrice fut si dangereuse pour la bureaucratie qu'elle chercha de toute façon à se débarrasser de lui. Il créait le prolétariat industriel, mécon-

tentait les paysans, favorisait les bourgeois ! La situation fut si difficile qu'en 1896, quand Gorémykine était ministre de l'Intérieur sous les auspices de l'oligarchie, il dut donner le change et, pour désarmer la meute, adresser au tsar, contre sa propre opinion, un rapport préconisant une mesure tellement réactionnaire que Plehwe lui-même, ainsi que Pobiédonostseff n'osaient la défendre : la suppression virtuelle de tous les pouvoirs locaux des zemstvos. Il gagna ainsi deux années de tranquillité. Mais pendant ce temps sa conception de l'expansion économique changea complètement.

La défaillance de l'industrie qu'il avait créée, prouvait que la Russie serait incapable d'alimenter les débouchés d'Asie. D'autre part, les habitudes qu'il avait prises, grâce à la prépondérance de son rôle dans le maintien du prestige russe, de diriger presque dictatorialement la vie économique et la politique extérieure de l'empire, l'avaient lancé dans le giron de la politique dite mondiale. Et les horizons nouveaux que lui ouvrait le résultat de la guerre sino-japonaise, ainsi qu'une connaissance plus approfondie de l'immense supériorité sociale et commerciale des Chinois, le séduisirent à la grandiose conception d'un empire russo-chinois où la Chine septentrionale serait à la Russie d'Europe, ce qu'en France est le nord industriel au midi agricole. La réalisation de ce rêve dominait, dès lors, l'activité énorme de Witte.

D'économiste il devint homme d'Etat, et d'homme d'Etat il aspirait à devenir fondateur d'empire. Comme Cellini jetait au creuset sa vaisselle d'étain pour achever la fonte du *Persée*, ainsi Witte jeta tout ce qu'il trouvait dans l'abîme qui le séparait de son rêve. Il oublia pour le grand œuvre les misères qu'il accumulait. Il devint conquérant. A présent, il lui fallut la combinaison de tous les moyens possibles en vue de cette expansion nouvellement conçue. Moyens économiques, financiers, politiques, diplomatiques, militaires : tout était bon. Les uns pour pénétrer, les autres pour garder. Son action fut merveilleuse de précision, d'énergie et d'adresse. Mais sa nature d'économiste ou de financier retors dominait toujours. Il usa magistralement du marchandage, partout et en toute circonstance : en France, pour trouver des capitaux ; en Angleterre, pour qu'on le laissât tranquille ; en Allemagne, pour éloigner le kaiser de sa sphère d'activité ; en Chine, pour s'imposer comme protecteur contre tout et tous, Européens, Japonais, sociétés secrètes, moines bouddhiques, et pour se faire payer ces services platoniques en terrains, ces noyaux de terrains qui constitueraient les germes de l'amalgamation future des deux plus vastes empires du monde. Et en même temps, habileté suprême, il resta avec persistance l'adversaire absolu de l'action violente, joua seulement de la menace militaire, mais eut garde de mettre l'union future des différents peuples en

danger par l'intervention brutale. Ces quelques années d'une activité fébrile, extraordinaire d'envergure et d'énergie, sont un exemple admirable de puissance individuelle. Et il arriva un moment où, après avoir redressé une faute néfaste de l'oligarchie militariste, Witte put envisager comme probable la réalisation lente, progressive, de son rêve de conquérant pacifique.

L'INTERVENTION DE L'OLIGARCHIE

Mais la catastrophe était proche. La crise, le fléau de la misère en Russie, se répandit et s'approfondit, à mesure que la puissance de Witte — qui oserait dire, du tsar ? — s'appesantit sur l'Asie orientale. Le mirage de l'empire mondial, où la Chine serait le centre industriel, lui fit regarder l'industrie russe, son enfant, avec une pitié méprisante, et ses sympathies revinrent aux paysans délaissés, écrasés. Abhorrant la force militaire, renonçant à l'invasion économique, devenue irréalisable, il ne lui était resté qu'une seule arme pour achever l'œuvre : la parole, la diplomatie. Il en usa mieux peut-être qu'aucun homme d'Etat avant lui. Mais l'époque contemporaine n'écoute la parole que quand elle sent derrière elle la force brutale. La diplomatie appela l'armée, et la caste militaire et bureaucratique, vivant sur la force brutale, vit approcher le moment où en brusquant, en dépassant, contre la volonté de Witte,

l'action inaugurée, elle pouvait rendre inévitable l'appel à la force, et avec elle la chute de l'homme qui avait plus fait que tout autre pour créer en Russie une classe moyenne moderne, et l'esprit de révolte contre un régime absorbé par des entreprises dont les profits lointains n'existaient que dans l'imagination de leurs initiateurs.

Witte, réduit à la seule force de sa dialectique de diplomate, en face de l'étranger de plus en plus inquiet, conforma la politique générale de l'Empire à des principes nouveaux. Maintenir le prestige moral de la Russie en Europe et dans les parties de l'Asie convoitées ; éviter toute provocation d'Etats étrangers ; sauvegarder simplement l'avenir en évitant les crises intérieures et extérieures ; ériger et consolider autour de la Russie une façade encore plus brillante qu'auparavant, en attendant l'amalgamation de la Russie avec la Chine septentrionale qui, sur la base des résultats acquis, devait se faire presque spontanément avec le temps : tel fut le but de sa dernière période d'activité gouvernementale. La paix, la pénétration financière, la colonisation paysanne, l'abandon à d'autres de la pénétration industrielle et du pouvoir administratif en Asie, la réforme paysanne, l'assainissement moral des autorités, le développement naturel, la guérison spontanée de la fièvre économique en Russie, voilà les conditions préalables à cette sage politique, la seule qui pût éviter des catastrophes intérieures et extérieures.

Mais ces conditions étaient exactement les mêmes qui signifiaient l'échec, la déchéance, la disparition du régime oligarchique qui s'exerçait à côté de lui, au-dessous de lui, et qu'il avait empêché d'atteindre à l'omnipotence briguée depuis dix ans ! Dans les domaines où Witte ne pouvait intervenir, ce régime s'était impunément étalé avec une insolence croissante. L'administration civile, l'instruction publique, la justice, l'administration religieuse, la marine, et dans une grande mesure même l'administration militaire lui étaient asservies. Et partout, il avait superposé aux légitimes colères d'un peuple affamé, les haines non moins légitimes d'un peuple privé de droits, privé de justice, privé d'instruction, réduit à l'esclavage le plus déshonorant devant les tyranneaux innombrables de la magistrature, de la police, du clergé, qui n'étaient que les exécuteurs serviles des hautes œuvres de l'association oligarchique dirigée par Plehwe, Pobiédonostseff, Mouravieff, les grands-ducs et le groupe de Moscou. Et même là où Witte régnait, en vérité, comme un véritable dictateur, les influences de cette coalition ténébreuse intervenaient quelquefois par la bouche de Nicolas II, terrorisé par sa mère, par sa sœur, par ses oncles. Witte était et est l'homme le plus détesté, le plus craint, à la cour. Le tsar éprouve devant sa supériorité une véritable terreur, et il aime mieux lire ses rapports que discuter avec lui. Les stupides milieux de la

cour ont utilisé contre lui ses « mœurs intimes ». Il est un homme « impossible ». Il a eu le courage, l'effronterie, d'épouser une femme non seulement divorcée — le grand monde n'admet que les ménages à trois ou cinquante, mais réguliers — mais encore d'origine juive, et qui, outre cela, a le tort impardonnable de posséder des facultés intellectuelles absolument inadmissibles dans une société où l'imbécillité fait prime. Aussi n'a-t-elle jamais été reçue nulle part. Witte a dès lors adopté, vis-à-vis du monde de la cour, une attitude de dédain qui le met absolument à part. Attitude excellente, mais dangereuse au milieu d'une horde solidaire qui ne vit que par l'intrigue.

LE TRIOMPHE DE LA RÉACTION

A la mort du chancelier Lobanoff, il perdit — crut-on — son influence sur la politique extérieure, l'oligarchie ayant réussi à y placer après un court intermède, un de ses membres inoccupés, le frère, le digne frère du destructeur de la justice, Mouravieff. Mais sa force était si grande que Mouravieff ne put se conformer à ses volontés. Et la première fois où, par une sombre intrigue, il cherchait à bouleverser le système de l'expansion pacifique, il fit si bien qu'il en mourut. Ce fut en 1900, au moment de la révolte des Boxers en Chine. L'oligarchie crut le moment venu de faire enfin fructi-

fier sa conception spéciale de l'expansion, en se lançant dans une expédition guerrière accompagnée de concussions immenses. Witte avait pris des dispositions habiles pour la protection de la dynastie chinoise tout en s'assurant les compensations nécessaires. Mouravieff brouilla tout en adhérant à l'expédition internationale. Witte expliqua cette folie au tsar, et le lendemain Mouravieff s'empoisonna. L'occupation militaire de la Mandchourie eut lieu. Et si Witte a réussi à sauver de l'aventure sa politique en Chine, ce n'en a pas moins été son premier grand échec. L'oligarchie, par contre, y remportait son premier succès en Asie ; elle était maintenant en voie de substituer la conquête militaire à l'expansion pacifique.

En dehors de Witte, deux grands dignitaires seulement étaient à l'écart de la conspiration réactionnaire, le ministre de la Guerre Kouropatkine, et le successeur de Mouravieff « suicidé », le comte Lamsdorff. A eux trois, ils constituaient encore pendant trois ans, une citadelle ultime de gouvernement au milieu des assauts d'un groupe qui rêvait uniquement de remplacer le gouvernement par le monopole de l'arbitraire et de la concussion. Et ces trois années furent remplies d'une lutte âpre, sans merci, sous le couvert de laquelle le pays allait au-devant de la révolution à mesure que l'avantage de l'oligarchie s'accentuait. Car ils devaient vaincre. Ils étaient trop. La politique de Witte avait d'ailleurs résulté en une telle situation

qu'à l'intérieur la répression la plus violente, la « terreur blanche », seule, parût, à Nicolas affolé, capable de sauvegarder l'autocratie contre les aspirations libérales dues à la création de l'industrie et du prolétariat organisé, tandis qu'à l'extérieur l'expansion pacifique avait atteint une limite où par la plus simple des provocations l'occasion d'une glorieuse action militaire pouvait être produite.

Ainsi, l'action militaire, sournoise d'abord, mais de plus en plus insolente, prit en Asie le pas sur la diplomatie et l'activité économique ; et en Russie, la réaction la plus brutale contre les foules de plus en plus exaspérées recommença à mettre au second plan les questions de développement matériel. Les haines populaires ne se dirigeaient plus contre ceux qui l'affamaient, mais contre ceux qui avaient rendu inévitable la déchéance économique en refusant aux foules les moyens de se relever elles-mêmes ; elles n'avaient pas pour objet Witte, mais l'oligarchie qui organisait, vraies causes de la misère, l'ignorance et l'injustice. Bogoliépoff, créature du grand-duc Serge, ministre de l'Instruction publique, particulièrement odieux pour les entraves qu'il mettait au fonctionnement des écoles supérieures, fut tué à coups de revolver. La répression devint plus violente, l'oligarchie plus puissante. Sipiaguine, autre créature de Serge, ministre de l'Intérieur, eut le même sort. Ce fut alors que l'oligarchie arriva

à son apogée sous la conduite de Plehwe qui, enfin, s'empara du pouvoir. L'ultime période, la plus terrible aussi, de l'autocratie bureaucratique commença. L'arrêt absolu de l'élan que Witte avait donné à la vie intérieure et extérieure de l'Etat, coïncide avec cette époque. Ce n'est pas un hasard. Un organisme vivant aurait lutté contre cette infection. Seul, un organisme mort pouvait subir, laisser régner, triompher, un régime qui est à l'Etat ce que la putréfaction est au cadavre.

LA DICTATURE DE PLEHWE

Une partie de l'oligarchie elle-même avait peur de l'épanouissement ouvert que le règne de Plehwe — son passé monstrueux l'attestait — ne pouvait manquer de donner à la pourriture bureaucratique. On craignit la diminution du prestige moral de la Russie à l'étranger, et l'accroissement des haines populaires ; d'aucuns craignirent en outre pour eux-mêmes la désinvolture insolente ou les intrigues policières de cet homme, redoutable autant que méprisé. Mais la peur de la nation en fureur vainquit la peur du terrible policier : Plehwe, seul, fut jugé capable d'écraser le terrorisme qui relevait la tête. Les grands-ducs l'imposèrent au tsar, contre la volonté de presque tous les hauts fonctionnaires qui, eux, n'étaient pas à l'abri de ses machinations. Et, en effet,

Pobiédonostseff fut la première victime de Plehwe. Le procureur du Saint-Synode avait horreur de l'homme dont on fit le successeur de Sipiaguine assassiné. Il s'éleva énergiquement contre sa candidature :

— Je ne veux pas, disait-il, de cet homme qui s'est donné trois religions pour se mieux ranger du côté du plus fort et qui, demain, si les juifs gouvernaient, se ferait juif. C'est un homme immoral, nécessaire, peut-être, mais qu'il faut laisser à des fonctions où l'on puisse le contrôler.

Plehwe n'en fut pas moins nommé. Il chercha d'abord à s'insinuer dans les sympathies de Pobiédonostseff par la ruse, en gagnant les bonnes grâces du Saint-Synode. Il s'enferma, huit jours durant, au couvent Alexandre Newski pour faire pénitence ! Mais la comédie, réprouvée discrètement par toute la presse orthodoxe, ne fit qu'exaspérer Pobiédonostseff. Alors il changea de tactique. L'omnipotent procureur se vit écarté de sa place prépondérante, dès que Plehwe eut montré au tsar, par des rapports frauduleux, que lui seul détenait suffisamment de force policière pour tenir en échec les groupes révolutionnaires.

L'action gouvernementale de Plehwe — on verra plus loin sa répercussion sur le peuple — se résume en une seule chose : le placement des membres de l'oligarchie non encore « arrivés » dans les quelques fonctions principales de l'Etat détenues encore par des outsiders. L'omnipotence

incontestée du groupe, et ensuite l'exploitation financière et morale — si j'ose dire — de tous les services de l'Etat, était le véritable but suivi. Cette action impliquait en premier lieu la chute des trois ministres à part : Witte, Lamsdorff, Kouropatkine ; ensuite la substitution de l'expansion militaire en Asie à l'infiltration diplomatique et colonisatrice pour réaliser trois avantages : gloire, concussions et diversion patriotique contre le mécontentement populaire ; enfin une pression administrative tendant à étouffer totalement la manifestation des doléances populaires et les voix compétentes qui pourraient conseiller le peuple ou le tsar. Ce système se caractérise suffisamment par un ou deux exemples précis.

Un jour, le vieux prince Mechtcherski, directeur du *Grajdanine* et ami personnel d'Alexandre III, qui prétend détenir le record des idées réactionnaires, fut suffoqué de se voir dépassé par l'adjoint de Plehwe, le conseiller impérial Platonoff. Il courut chez son ami Plehwe et lui demanda pourquoi l'on supprimait maintenant jusqu'aux simples débats d'affaires, dans la municipalité de Saint-Pétersbourg. Il insista pour que la décision fût rapportée.

— C'est absolument impossible, dit Plehwe, qui tenait à couvrir Platonoff.

— Pourquoi ?

— Parce que dans ces assemblées siègent souvent des hommes intelligents, capables de prouver

aux représentants de l'autorité qu'ils font erreur. De pareils faits tendent à ébranler le respect dû au gouvernement.

Le caractère de ce régime ressort encore mieux d'un incident survenu à la même époque (1902), où l'irréductible opposition entre Plehwe et Witte se manifesta pour la première fois d'une façon dangereuse. Dans les départements du sud-ouest, notamment dans ceux de Poltava et de Tchernigoff, une terrible jacquerie avait éclaté. Les paysans affamés étaient allés piller les châteaux des grands propriétaires pour partager les stocks de blé accumulés par eux. Le prince Obolenski, chargé de la répression (puni plus tard par un coup de revolver du paysan Katchoura, mais élevé par le tsar à la dignité de gouverneur général de Finlande), n'avait trouvé rien de mieux que de faire fouetter les paysans, coupables et innocents, jusqu'au sang, et de faire violer *par ordre exprès* leurs femmes par ses cosaques. La situation, due à la famine et à l'arbitraire des autorités locales, était grave. Plehwe la cacha à l'étranger d'une façon ingénieuse. Il fit imprimer des feuilles volantes signées par un inexistant comité révolutionnaire, dans lesquelles il insérait un ukase — faux naturellement — du tsar, ordonnant aux paysans de se partager les terres des grands propriétaires. Ensuite, il fit « saisir » ces proclamations et se basa sur elles pour prouver au monde étonné que le paysan est plus tsariste que jamais, et que

les révolutionnaires, pour séduire le peuple, sont forcés de se couvrir du nom du tsar ! La ruse eut quelque succès en Europe, mais non pas en Russie. Le gouvernement fut même si effrayé de ce premier exemple de soulèvement paysan qu'il s'occupa sérieusement des mesures générales à prendre. Un conseil spécial se réunit, dont les débats s'achevèrent de la façon la plus suggestive.

Etaient présents : Pobiédonostseff, procureur du Saint-Synode ; Plehwe, ministre de l'Intérieur ; Witte, ministre des Finances ; Kouropatkine, ministre de la Guerre. Ordre du jour : Mesures à la suite des troubles agricoles ; déclaration des ministres sur les perspectives sociales.

KOUROPATKINE. — Nous ne pouvons continuer ainsi plus de quatre ans. Après, l'armée ne marchera plus.

WITTE. — Nous le pouvons pendant six ans, si nous nous montrons traitables pour les impôts.

POBIÉDONOSTSEFF. — Dix ans peut-être, si nous réussissons à cléricaliser mieux l'instruction.

PLEHWE. — Peut-être même douze ans, si je publie des manifestes pleins de promesses à longue échéance, dont encore nous ajournerons la réalisation.

Sur ce, scène très vive. Witte reprocha à Plehwe de préconiser une politique qui, de son propre aveu, ne pouvait qu'aboutir au néant. Le

tsar, les faits lui ayant été rapportés, fut sur le point de donner raison à Witte. Mais l'impératrice-mère intervint et sauva (ou plutôt perdit) la situation.

Witte se lavait désormais les mains de tout ce qui arriverait en Russie, et se cantonnait dans l'administration financière et la direction des affaires d'Asie. Kouropatkine et Lamsdorff, très prudents, n'étaient pas plus attaquables sur le terrain de la politique intérieure. Mais il n'en était pas de même pour les affaires d'Asie. Après la campagne de Chine en 1900, Witte avait réussi par une série d'arrangements diplomatiques à maintenir encore le prestige et les sympathies russes à la cour de Pékin. Mais il était hors d'état, en face de l'action sournoise de l'oligarchie, de s'arranger de la même sorte avec le Japon. Ses efforts réitérés contre les projets de Li-Hung-Tchang, qui méditait de mettre aux prises Russes et Japonais pour allier la Chine au plus fort, échouèrent. Le pivot de ces efforts ne pouvait, en effet, être qu'une convention, sinon une alliance avec le Japon. Et c'est là précisément ce que l'oligarchie avait à craindre : ç'aurait été le triomphe du système Witte.

Or, elle disposait d'arguments puissants pour montrer au tsar l'inanité de ce système : l'expansion économique russe n'existait pas en Extrême-Orient ; seul, le prestige militaire y valait encore. Alexéieff, dont on a vu les attaches avec l'oligar-

chie, commandait en chef les forces navales du Pacifique. Une lutte symbolique eut lieu entre lui et Witte, autour des deux grandes positions russes sur la mer Jaune : Port-Arthur, symbole de la force militaire ; Dalny, symbole de la force économique. Cette dernière ville, tout artificielle, magnifique, mais dont la fondation avait coûté des centaines de millions (d'ailleurs volés en grande partie), était restée morte ; le commerce y était nul. Et le tsar se rendit volontiers aux raisons d'Alexéieff qui affirmait que non pas Dalny, mais Port-Arthur était l'endroit représentatif de la puissance russe où devait résider le « proconsul » du tsar.

En outre, il était absolument impossible à Witte de faire revenir le tsar sur la folie de l'invasion mandchourienne en 1900. L'occupation militaire était un fait accompli, symbole, aux yeux de Nicolas, d'une prise de possession définitive. Que cette occupation signifiait la spoliation de la Chine et une provocation directe au Japon, il le vit d'autant moins qu'il croyait sa force militaire supérieure à celle de ces deux peuples « non civilisés ».

Witte se trouvait, dès lors, contraint à la défensive ; il ne put plus que s'efforcer d'entraver les funestes entreprises de l'oligarchie. C'est à cette époque qu'il exposa au tsar l'impossibilité de charger encore les épaules du peuple de nouvelles contributions; il alla même jusqu'à dire que pour



les éventualités à venir l'appel au sacrifice patriotique ne réussirait point, la nation se désintéressant complètement de l'expansion vers le Pacifique. Le tsar se montra fort vexé de cette observation et déclara qu'aucun danger de complications guerrières n'existait. Witte appela Kouropatkine et Lamsdorff à la rescousse. L'un prouva, pièces en main, que le Japon préparait la guerre, l'autre s'appuya sur ses dépêches diplomatiques pour établir que l'univers entier s'attendait à une catastrophe où la Russie resterait isolée. Les preuves de l'un furent infirmées par les rapports d'Alexéieff qui faisait soumettre ses élucubrations grandiloquentes par l'intermédiaire de Plehwe pour convaincre le tsar de sa force et de la faiblesse méprisable du Japon. Les dépêches du second furent contredites avec succès par le service diplomatique occulte organisé par Plehwe. Le tsar hésita pendant quelque temps. L'oligarchie était sur les dents : avait-elle perdu son ascendant à la Cour ?

Witte, Kouropatkine et Lamsdorff, ultime création de Witte, subsistaient malgré tout. Il fallait mieux qu'auparavant mettre la main sur le tsar lui-même. Plehwe comme ministre de l'Intérieur, c'était bien quelque chose ; Wahl et Kleigels, créatures de Plehwe et de l'impératrice-mère, placés dans de grandes positions, c'était très précieux aussi. Mais à la Cour, c'était une jeune couche qui régnait ; les dames à Vanlialarski

avaient vieilli. Pobiédonostseff se voyait relégué par Plehwe, et l'impératrice-mère, réactionnaire à souhait, était trop autoritaire pour se laisser utiliser dans d'autres buts que sa propre omnipotence. Il fallait un nouvel atout à la Cour. On trouva le grand-duc Alexandre-Mikhaïlovitch qui, par pure haine pour Witte, n'hésita pas à se jeter tête baissée dans l'aventure de la nouvelle oligarchie. Quelle recrue ! Il avait, on le sait, épousé la sœur de l'empereur, sœur qui est avant tout la fille de sa mère, c'est-à-dire la représentante des idées de Pobiédonostseff. Et c'est elle qui a eu jusqu'ici, de toutes les personnes qui approchent le tsar, la plus grande influence sur les décisions impériales.

L'appât du gain rendit le grand-duc l'instrument de l'oligarchie. Il communiqua son état d'esprit au tsar pour l'affaire des concessions forestières de Yonghampo en Corée. Bézobrazoff avait touché le nerf sensible en préconisant cette affaire. On a lu de quelle façon il la réalisa à l'aide du spiritisme. La conspiration contre Witte, Lamsdorff et Kouropatkine, la conspiration contre la paix du monde, la conspiration pour l'omnipotence de l'oligarchie et pour la concussion sur la plus grande échelle imaginable, était prête. Les « dissentiments » entre Witte et Alexandre-Mikhaïlovitch (entraves aux prévarications grand'-ducales) précipitaient le succès.

LA PROVOCATION A LA GUERRE.

La politique d'Alexéieff et de Bézobrazoff, politique de provocation contre le Japon, fut représentée au tsar par son beau-frère comme étant la suite logique de la politique de Witte. Ce dernier avait bien, de tout temps, préconisé l'expansion par les seuls moyens économiques et diplomatiques. La Banque russo-chinoise et le port de Dalny devaient bien être ses principales armes. Mais ceux qui étaient sur place avaient été obligés par le développement historique des choses, à mettre l'empire en présence d'une situation de fait toute différente. La « politique sur place » militariste et impérialiste d'Alexéieff — qui y trouvait son compte — avait fait son œuvre ! Résultat : Alexéieff gardait la Mandchourie comme si elle était russe, et 40 millions de francs des caisses de la dynastie étaient engagés en Corée. Il fallait ne pas abandonner l'une, et ne pas perdre les autres ; c'était une question d'honneur national dans la bouche d'Alexandre-Mikhaïlovitch, qui rendit Witte responsable du fait accompli. Cependant, ce dernier tint encore bon et s'opposa violemment à la continuation de cette politique. Le tsar hésitait encore ! Décidément, il fallait se débarrasser des trois trouble-fêtes par tous les moyens, et organiser une machination systématique. Le plan en fut vite esquissé.

Alexandre-Mikhaïlovitch se chargerait de la chute de Witte et deviendrait ministre de la Marine marchande. Alexéieff et Bézobrazoff pousseraient à fond contre le Japon. Plehwe brouillerait encore plus les affaires de Lamsdorff pour mettre à sa place Izvolski, ministre à Copenhague, homme de l'impératrice-mère. On discréditerait Kouropatkine en l'empêchant de faire face aux suites des provocations préméditées. Sakharoff, l'ancien « camarade » de Moscou, le remplacerait. Tout le groupe de généraux, derrière Sakharoff, trouverait des postes avantageux en Extrême-Orient et y assumerait la direction des affaires (de concussion). Plehwe, de cette façon, aurait spontanément l'omnipotence à Saint-Pétersbourg.

La campagne fut supérieurement menée.

Alexandre-Mikhaïlovitch fit tomber Witte sur la question des prix du bois de ses domaines sibériens. Il obtint la direction de la marine marchande, source inépuisable d'affaires fructueuses. Bézobrazoff, le « conquérant pacifique » de la Corée, et surtout des millions du tsar, fut nommé ministre sans portefeuille, et directeur des affaires d'Extrême-Orient. Ce coup était si stupéfiant que les bureaux, connaissant cinq Bézobrazoff sénateurs ou généraux, préparèrent cinq décrets de nomination différents. Celui au nom de l'homme d'affaires véreux, ils ne le prirent même pas en considération ! Le tsar, furieux, dut renvoyer le tout et donner à sa chancellerie ahurie des indi-

cations détaillées pour que le décret fût en bonne forme. En même temps — quelques jours avant le départ de Witte — Alexéieff fut nommé vice-empereur de l'Extrême-Orient. L'importance de cette dernière mesure résidait en trois points dont la gravité saute aux yeux :

1° Lamsdorff n'avait plus d'influence sur tout ce qui concernait le Japon et la Chine ;

2° Kouropatkine était, pour organiser une guerre en Extrême-Orient, le subordonné d'Alexéieff ;

3° Les fonds à dépenser dans ce but n'étaient plus contrôlés, ni par Kouropatkine, ni par le ministère des Finances, mais uniquement par Alexéieff et Bézobrazoff.

Kouropatkine rentra effrayé de son voyage d'inspection en Extrême-Orient, avec la certitude que le Japon, tenu au courant du gâchis créé par Alexéieff, voulait la guerre. Il demanda dès septembre 1903 au tsar des capitaux considérables pour préparer la campagne. Il n'obtint rien. Mais, pendant ce même temps, le groupe Alexéieff-Plehwe draina trois cent vingt millions de roubles (850 millions de francs) sur les réserves d'or accumulées par Witte ! Qu'a-t-on fait de ces sommes, puisque au commencement de la guerre rien n'était prêt ? Le tsar disait encore péremptoirement à Kouropatkine que la guerre n'aurait pas lieu, au moment précis où Alexéieff y poussait de toutes ses forces, tout en inaugurant, enfin ! le vol des milliards extorqués au peuple

pour maintenir le crédit international de l'Empire.

L'IMPASSE.

Le jour où éclata la guerre fut une journée de désespoir pour le tsar, mais de triomphe pour l'oligarchie, Kouropatkine fut envoyé à la défaite que les autres avaient préparée par la subtilisation des fonds de guerre. L'oligarchie régnait partout. La seule ombre au tableau était la ténacité de Lamsdorff qui avait trouvé en Edouard VII un avocat puissant. On lui créa bien encore plus tard des difficultés considérables (saisie de bateaux anglais, affaire de Hull), mais déjà l'oligarchie avait préparé sa propre tombe. Aimant mieux encore l'argent que la gloire, elle avait, en désorganisant la guerre et la marine, fait échouer la « diversion patriotique ». Le peuple, stupéfait d'abord, devint furieux à la nouvelle des défaites pour lesquelles on l'affamait et l'opprimait. La Russie, en outre, restait isolée, l'immoralité des fauteurs de la guerre étant si connue dans le monde entier que les intrigues entamées pour entraîner dans la lutte, à la suite de la Chine, les autres grandes puissances, n'aboutirent qu'à l'hilarité internationale. Et leur affolement fut encore éclairé par les foudres que Witte lançait de sa tour d'ivoire sur les criminels aux abois. Le

17 février 1904 déjà, avant toute défaite, il m'exposa la course à l'abîme où roulait la Russie.

— Vous ne reprendrez pas le pouvoir dans cette situation difficile ? On vous considère pourtant comme le seul...

— Jamais ! jamais, aussi longtemps que ces fous règneront en Russie. Mon idéal de gouvernement est radicalement différent de ce qui se fait actuellement, à l'intérieur comme à l'extérieur.

— C'est le régime Plehwe.

— Et vous voudriez que je m'associe à un système pareil ? Tenez, cette guerre ! Sur mer nous n'obtiendrons jamais rien. Sur terre peut-être encore, du moins c'est possible.

— En France, on regarde la question mandchourienne comme une affaire arrangée.

— Arrangée ? Comment ça ? Eh bien ! moi, pas du tout.

— Mais oui. Nous croyons qu'en tout état de cause vous pourrez garder la Mandchourie.

— D'abord, c'est encore la question. Probablement aurons-nous, sur terre, le dessus. Nous pourrions alors garder comme avant la Mandchourie, si nous le voulions. Mais cela ne dépend ni de nous ni du Japon.

— De qui alors ?

— Ecoutez. A la fin des fins quel sera le résultat de cette guerre ? D'une façon ou d'une autre, nous serons joliment plumés, et il nous sera absolu-

ment impossible pendant cinq ou dix ans de faire une autre guerre.

— Contre vos rivaux en Extrême-Orient ? L'Amérique ? L'Angleterre ?

— Avec les Anglais, on s'arrange toujours. Ils savent ce qu'ils veulent... Bon. Si tous ceux-là, et les autres qui auront voix à un congrès, nous laissent la Manchourie, dans quelles conditions le feront-ils ?

— Avec la porte ouverte, probablement.

— C'est ça. Mais alors, croyez-vous que nous voulions créer et entretenir une magnifique maison pour que tous nos rivaux l'habitent et s'y enrichissent ?

— Il est vrai que le commerce russe en Mandchourie...

— Ah ! ah ! Vous voyez. Seul le régime protectionniste peut nous aider à tirer quelque chose de ce pays et à trouver l'argent nécessaire pour son administration.

(Le Transmandchourien s'est soldé par un déficit annuel de 21 millions de roubles, et l'administration du pays en coûterait environ 85, ce qui ferait presque 300 millions de francs.)

— Et vous ne l'obtiendrez pas, votre porte fermée ?

— Qui est-ce qui nous appuierait ?

— La France.

— Parbleu, elle n'a pas de commerce. Mais les autres.

— L'Allemagne ?

— Nous savons maintenant que non. A moins de compensations qui nous affaibliraient en Europe de beaucoup plus que nous ne gagnerions là-bas.

— Les traités de commerce.

— Et autre chose. Bref, nous serons seuls.

— Que ferez-vous alors ?

— On ne me le demande pas. Mais on le fera tout de même. Ce sera dur. Croyez-vous que la France marcherait avec nous, si nous risquions tout pour la conservation du pays ?

— Je ne le crois pas du tout.

— Voyez-vous, je l'ai toujours pensé.

— Mais alors pourquoi cette guerre ?

— Que voulez-vous ? « Ils » sont fous... archi-fous... inconscients...

Ainsi, le règne de dix ans de l'oligarchie, issue et organisée par le groupe de Moscou, a abouti à travers le drame économique du régime Witte à cette situation tragique : défaite militaire du tsarisme et perte de son prestige militaire ; défaite morale devant la nation ; famine continuelle ; mécontentement grandissant ; destruction de la « richesse russe » ; en somme, impuissance militaire, économique et morale, devant l'étranger et devant le peuple exaspéré. La situation intérieure de la Russie a subi de ce fait une transformation graduelle qui rend inévitable la chute du régime autocratique, ou plutôt oligarchique, qu'elle s'ac-

complisse, d'ailleurs, par une décomposition successive ou par un bouleversement soudain.

Pour dégager cette vérité, pour montrer la réaction du peuple contre ce régime, il importe d'analyser la condition de l'Empire, au moment de la mort de Plehwe, point initial de la révolution, au quadruple point de vue des principes du gouvernement bureaucratique : nationalisme, injustice, appauvrissement et ignorance.

Comment ces quatre principes ont-ils agi sur le peuple ?

CHAPITRE IV

Le Réveil national.

Il ressort de l'histoire du régime bureaucratique qui vient d'être esquissée, qu'il n'aurait jamais pu consolider son pouvoir illimité, s'il s'était vu en face d'autres forces organisées. La courte période de factice prospérité sous Witte, qui avait créé peu à peu deux forces nouvelles, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat ouvrier, était pour ce régime un danger mortel. Et le sourd mécontentement général, produit de la misère, mais germe de la conscience populaire, ne l'était pas moins. Devant ces périls, le principe primordial de la bureaucratie ne pouvait être que sa constitution en un bloc compact, en face duquel les sujets du tsar devaient rester comme un troupeau informe, où toutes les différences, sociales, morales, religieuses, matérielles, et surtout nationales devaient disparaître. Ces dernières devaient sembler particulièrement dangereuses ; car chacune des nombreuses nationalités qui ont été, par la guerre ou

la trahison, réduites à subir le joug du tsarisme, pouvait, du jour au lendemain, constituer une force organisée, prête à briser les chaînes de la servitude. Aucune de ces nationalités, en effet, ne s'est accommodée à son sort ; des siècles d'asservissement n'ont pas plus éteint les haines des unes que quelques années de tsarisme seulement les aspirations autonomistes des autres ; phénomène qui juge définitivement les capacités assimilatrices du régime tsariste. La bureaucratie, dans ces conditions, s'est faite dès le début de son règne l'avocat inexorable de la « purification », c'est-à-dire de la russification de tout l'Empire.

Avec la chute du régime aristocratique, le péril des nationalités s'était accru. La noblesse, qui avait pu être séduite par le tsarisme au moyen de faveurs, de places, d'amabilités, avait perdu son influence sur les peuples. Elle ne suffisait plus pour assurer la tranquillité du tsarisme. Et comme il était impossible de séduire les peuples, qu'ils s'appellent Polonais, Ruthènes, Lithuaniens, Arméniens, Géorgiens, Finlandais ou Juifs, il ne restait qu'un seul moyen, leur anéantissement, leur russification par la force. Alexandre III, le plus borné des tsars, saisit immédiatement toute la grandeur morale de ce projet. N'ayant jamais rien compris au développement historique de son propre empire, il se considérait sincèrement encore comme le tsar de la tribu mongolo-slave des Grands-Russiens, et comme le chef exclusif de

l'Eglise orthodoxe. Son savoir historique s'arrêtait avant Pierre le Grand, et sa politique s'y conformait aisément, d'autant que son entourage y trouvait son compte. Mise en pratique, cette théorie devait entraîner la persécution et la suppression de toutes les nationalités, hormis la grande-russienne, et la persécution de toutes les croyances indépendantes de l'Eglise orthodoxe officielle. Le pauvre aveuglé croyait réellement que par là il consoliderait son propre pouvoir en Russie et, en même temps, son prestige dans le monde extérieur.

Le procédé était simple, non sans être fructueux pour la bureaucratie, qui trouva d'innombrables occasions de chantage à exercer sur les membres fortunés des communautés persécutées. Les gouvernants ne se rendirent cependant aucun compte que leurs moyens de coërcition ne pouvaient qu'effleurer la vie des nationalités et des religions à supprimer. Que pouvaient-ils faire ? D'abord spolier les communautés des droits et privilèges historiques que les tsars eux-mêmes leur avaient garantis au moment de l'asservissement ; c'était possible au moyen de simples parjures que le tsar devait commettre. C'était chose faite depuis longtemps pour certaines nationalités; le royaume de Pologne avait été transformé en un « district » russe ; la Ruthénie, appelée « Petite-Russie » par le conquérant moscovite, avait été annexée, et sa civilisation politique ravalée au niveau de la russe ; la

Géorgie avait eu le même sort. Traités rompus, parjures prononcés : c'étaient d'aimables précédents que Nicolas se fit une joie de répéter à l'égard des Finlandais et des Arméniens. Qu'une telle « russification » ne pût que faire croître l'amertume de ses victimes, et par conséquent agir contre le but poursuivi, ce n'était que trop clair. Mais pour atteindre la vie nationale plus profondément, il ne restait guère que trois procédés : défendre les langues nationales et les remplacer par le russe, empêcher l'amassement de capitaux ou l'organisation d'associations destinés à la défense nationale, enfin, obliger par des dispositions tracassières et la mise en infériorité au point de vue des droits, les adhérents de religions non russes à se convertir à l'orthodoxie. Ces procédés furent partout poussés à l'extrême avec une sauvagerie sans exemple, et, il faut le dire, sans autre résultat que... le réveil national des persécutés. A une époque où le monde entier se transformait sous l'empire de ce « principe national » qui a été formulé en France pour animer l'univers ; à une époque où ce principe créait l'Italie et l'Allemagne, et déchirait l'Autriche et la Turquie, la folie tsariste s'attacha à l'extirper en appliquant à ces victimes exactement les mêmes procédés qui, ailleurs, l'avaient fait éclore ! Elle créait ainsi — juste retour des choses — des conditions politiques qui devaient mettre en péril le tsarisme chez les Grands-Russiens eux-mêmes.

LE NATIONALISME BUREAUCRATIQUE

La bureaucratie, d'ailleurs, avait en quelque sorte raison de confondre l'esprit national des peuples asservis avec l'esprit révolutionnaire en général : les deux procèdent de la même source, et leurs manifestations sont souvent identiques. La différence réside uniquement en ceci que l'esprit national et son produit, l'insurrection, ont tendance à englober toutes les classes sociales, tandis que l'esprit révolutionnaire n'anime que les classes les plus opprimées et les plus développées au point de vue intellectuel. La bureaucratie russe, ne reconnaissant pas l'existence de classes diverses en face d'elle, ne pouvait qu'identifier sous le nom de révolutionnaire tout ce qui s'opposait à elle. Elle en est arrivée ainsi à ne voir dans toute revendication sociale ou politique que l'œuvre des ennemis des Grands-Russiens, c'est-à-dire de l'étranger. Et son action répressive s'est, jusqu'à ce jour, conformée à cette idée ridicule. Il est assez utile de le faire dire à la bureaucratie elle-même.

Le 18 juin 1904 (lendemain du meurtre du gouverneur général de Finlande, Bobrikoff), Plehwe l'expliqua clairement dans le passage suivant d'une conversation à laquelle il m'avait invité.

— Cet acte abominable, vous pourriez l'inscrire sur la longue liste de ceux que vous avez inspirés,

à l'étranger, par votre presse et par votre propagande révolutionnaire.

— Votre Excellence me permettra d'être d'un avis contraire et de protester. La presse étrangère se sent innocente. Chez nous, nous ne saurions être terroristes, parce que le terrorisme n'a aucun objet.

— Nous avons la preuve que toutes les conspirations sont organisées à l'étranger.

— Oui, mais non pas par des étrangers. D'ailleurs, il serait tout à fait impossible de provoquer de l'étranger un mouvement considérable par la seule propagande. Les racines du mal sont plus profondes, elles sont locales. Elles croissent spontanément. Ce n'est pas nous qui en sommes responsables, mais le sol qui les a fait naître.

— Vous n'ignorez cependant pas que ce sol est un sol étranger. Seuls, les étrangers sont révolutionnaires en Russie : les Suédois de Finlande, quelques Polonais, Arméniens, etc., et surtout les juifs.

— On peut s'étonner, en effet, de ce qu'ils sont restés étrangers dans leur propre pays. La cause n'en serait-elle pas un mécontentement politique ?

— La question est nationale, non politique. La preuve en est dans l'animosité qui règne entre les Russes et les juifs et qui dégénère parfois en batailles sanglantes. La lutte est nationale. Il faut être pour la Russie ou contre la Russie...

Le principe se trouve ici admirablement for-

mulé. Son application a été développée avec une maîtrise telle qu'à son aide la bureaucratie a pu en criant à la trahison, trouver des sympathies jusque chez les nations étrangères les plus imbues du principe national. Au moment précis où (fin 1904) non plus les nationalités opprimées, mais les Grands-Russiens eux-mêmes se soulevaient contre le régime tsariste, ce dernier osa prétendre que c'était encore l'étranger qui attaquait la Russie. Il eut l'audace de publier dans l'organe officiel de l'état-major général les deux dépêches suivantes :

« L'état-major a reçu de Paris la dépêche suivante : « Les agents d'information à Londres rap-
« portent que les troubles aux arsenaux navals de
« Pétersbourg, Libau et Sébastopol et aussi aux
« mines de Westphalie ont été organisés par des
« agents provocateurs anglo-japonais en vue d'em-
« pêcher le départ des escadres des mers Noire et
« Baltique. Des sommes énormes sont dépensées
« pour l'agitation en Russie. » Déclarez au peuple russe la vérité. Toute sympathie pour les troubles est un crime et une trahison. A Paris, les Japonais se vantent publiquement d'être les auteurs des troubles. »

« Le ministère de la Guerre a reçu de Paris la dépêche suivante : « Notre correspondant à Londres
« câble que le gouvernement japonais a distribué
« 18 millions de roubles aux révolutionnaires, aux
« libéraux et aux ouvriers russes pour organiser

« les troubles en Russie. On avait l'intention de « détruire les usines navales, de rendre impos- « sible le départ des escadres des mers Noire et « Baltique, d'anéantir l'armée de Kouropatkine « par la faim, et de forcer le gouvernement à con- « clure la paix qui est absolument nécessaire au « Japon à la veille de sa banqueroute. »

Il est bien entendu que cette confusion entre la révolution et l'ennemi étranger n'était pas spontanée. Elle n'était qu'une manœuvre pour rattacher les moins intelligents des Grands-Russiens à la bureaucratie. Mais elle est intéressante d'abord comme telle, et ensuite comme spécimen de l'action policière de ce régime. Ces dépêches émanaient, en effet, d'une officine véreuse, l'*Agence latine*, établie par la police russe à Paris, et dont l'inspirateur est un agent du grand-duc Serge, maître-chanteur, assassin et escroc avéré, nommé Tchérep-Spiridovitch, qui jouit d'une grande considération mondaine à Paris comme président d'une « Ligue celto-slave ». Sous sa conduite, la bureaucratie est allée trop loin dans l'application du « principe national » et le comte Lamsdorff, seul survivant de ses adversaires, a pu oser la désavouer officiellement par la note suivante :

« L'*Agence latine*, qui s'est assuré dernièrement une triste célébrité, vient de fournir encore un échantillon de ses capacités dans le domaine des calomnies insensées. Elle a eu l'impudence de répandre la nouvelle que l'auteur des récents

troubles serait le président du comité des ministres, Witte, qui, par la suite, aurait été obligé de s'enfuir à l'étranger. Par une nouvelle pareille, qui couvre son auteur du dernier ridicule, l'*Agence latine* s'est jugée elle-même. Il serait au-dessous de la dignité de toute agence sérieuse de démentir encore n'importe quelle nouvelle émanant de la même source. »

Mais la seule possibilité d'incidents pareils montre de quelle façon le nationalisme grand-russien a su jouer de la question des nationalités, et jusqu'à quel degré s'est élevée graduellement l'exaspération de la bureaucratie contre les « étrangers » dénoncés par Plehwe comme les auteurs du mouvement révolutionnaire. Dans quelle mesure l'ont-il été en réalité ?

LES FINLANDAIS

La petite nation qui habite le « Pays des Lacs », composée elle-même de deux nationalités toutes différentes, les Finnois et leurs anciens tyrans, les Suédois, est en réalité restée tout à fait à l'écart de la crise russe. Le niveau tout occidental de sa civilisation creuse un abîme entre elle et les autres sujets du tsar, et si elle est représentée comme une victime du tsarisme au premier chef, c'est grâce à ses relations plus intimes avec l'Occident. Elle a eu le mérite, surtout, d'avoir rensei-

gné le public européen, par quelques exemples précis, sur le caractère du régime russe. Mais, en réalité, son sort est paradisiaque encore à côté de celui de ses compagnons de malheur.

Jouissant depuis la conquête du pays par Alexandre Ier d'un régime constitutionnel, d'un système monétaire et douanier, d'une langue officielle et d'un régime militaire non russes, les Finlandais ont eu le malheur de se voir enlever brutalement ces avantages par Nicolas II qui avait pourtant prêté serment sur la Constitution finlandaise. Les raisons qui ont poussé ce tsar à la rupture d'un engagement aussi solennel ne sont guère les mêmes qui ont présidé à l'écrasement des autres nationalités. A côté de certains faits purement anecdotiques, c'est moins l'arbitraire de la bureaucratie russe qu'une vague idée de politique extérieure d'où découlent les misères des Finlandais. Le pays est en réalité tout à fait étranger pour la Russie ; le tsarisme qui y exerce de droit l'autorité seulement par l' « union personnelle », a donc vu la Russie séparée de la Baltique par une nation étrangère. Cette nation fait, au point de vue de la civilisation, partie du groupe scandinave ; et c'est ce groupe qui bouche à la Russie l'issue libre sur l'Atlantique. C'est toujours cette obsession de l'Océan libre qui a entraîné le tsar dans la voie funeste. Pendant que dans l'extrême-nord norvégien, de ténébreuses intrigues d'émissaires russes cherchaient à cir-

convenir l'esprit simple des pêcheurs norvégiens, la Russie pouvait agir avec toute son immense force brutale contre la Finlande, non protégée. En réalité, la « russification » de la Finlande a été un simple essai de conquête territoriale ; et les mesures dont se plaignent les Finlandais sont celles d'un envahisseur qui veut consolider son pouvoir dans un pays conquis. La bureaucratie russe elle-même n'a jamais conçu son rôle autrement, et, à vrai dire, l'opposition nationale des Finlandais l'a suivie sur ce terrain.

Le gouverneur général Bobrikoff, agent direct de Plehwe qui avait gardé le poste de « ministre-secrétaire pour la Finlande », tout en occupant le ministère de l'Intérieur russe, a exprimé cette opinion encore vingt-quatre heures avant sa mort violente. Il interrogea, ce jour-là, un écrivain russe sur le résultat d'un voyage d'étude que celui-ci venait d'accomplir dans le pays. Bobrikoff commença par le féliciter d'être « revenu vivant de cette expédition en pays étranger et ennemi ». « Vous avez bien vu alors, comme je vous l'ai prédit, ajouta-t-il, que ce n'est pas du tout seulement l'aristocratie suédoise qui nous est hostile ! » Et, en effet, au début de ce voyage, Bobrikoff avait donné à l'écrivain en question qu'il connaissait personnellement, les conseils suivants : « Prenez garde ! Les neuf dixièmes de la Finlande sont encore plutôt anglais que russes. Parcourez les villes et les campagnes. Adressez-vous aux

rares Russes qui y sont établis et qui vous renseigneront mieux que moi. Tous vous diront qu'ils sont entourés de la haine générale. » Bobrikoff se considérait comme un proconsul en pays nouvellement conquis. Les mesures de russification qu'il prit le montrent aussi bien que ses paroles : l'application de la loi militaire russe, ou plutôt l'incorporation des conscrits dans des régiments russes ; l'exil des personnalités les mieux connues pour leur patriotisme ; enfin, chose infiniment suggestive, la déportation des patriotes finlandais les plus « dangereux » au fin fond de la Russie.

Aussi la résistance des Finlandais a-t-elle toujours conservé ce même caractère de lutte sourde d'un pays vaincu contre ses vainqueurs. Elle s'est réduite à la résistance passive, c'est-à-dire à l'inexécution des mesures de russification. La question du tsarisme en Russie a laissé les Finlandais singulièrement indifférents. Très conservateurs, très opiniâtres, et surtout très « vertueux » au sens des protestants, ils se sont constamment basés sur leurs droits historiques, pure fiction dans un monde politique où règne exclusivement la loi du plus fort. Et ce qu'ils n'ont cessé de réclamer, ce n'est pas l'écrasement du tsarisme, ce ne sont pas même des réformes effectives qui, dans le domaine politique, seraient pourtant très nécessaires chez eux : c'est uniquement la restitution des droits qu'Alexandre Ier leur avait garantis.

Bien entendu, cette lutte à coups de discussions

de droit d'Etat n'a pu rester que totalement stérile. Et les quelques actes d'exaspération isolés qui l'ont interrompue, les meurtres de Bobrikoff et du secrétaire du Sénat finlandais Johannsen, sont encore des vengeances patriotiques, le premier contre l'arbitraire de l'étranger conquérant, le second contre le traître qui fait cause commune avec l'étranger contre la patrie. Cette situation était si claire que l'esprit obtus des bureaucrates russes eux-mêmes ne s'y est pas trompé, comme le prouve l'aventure — d'ailleurs tout à fait russe — que le père du meurtrier de Bobrikoff, le général Schaumann a éprouvée.

Le fils s'étant suicidé, ce père infortuné dut figurer comme otage de la Finlande en Russie. Il fut arrêté et transporté en Russie, dans la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg. Sous quel prétexte ? D'abord pour complicité de meurtre et non pas pour conspiration contre la sûreté de l'Etat. Une instruction fut menée contre lui par la police, en contradiction formelle avec une loi que le ministre de la Justice, Mouravieff lui-même, avait fait adopter un mois plus tôt et qui défend absolument ces inquisitions secrètes. On espérait peut-être que le vieillard rendrait l'âme dans les horribles cachots sous-marins de Pétersbourg. Ce lent assassinat n'ayant pas réussi, Mouravieff chercha à faire condamner l'innocent pour autre chose que sa prétendue complicité dans l'acte de son fils.

Schaumann fut retransféré des cachots de la

forteresse Pierre et Paul, à la prison d'Abo en Finlande. Il y fut jugé par ordre ; non pas, comme Mouravieff l'avait annoncé, par le conseil disciplinaire de l'Université de Helsingfors, mais par un vulgaire tribunal de sous-ordres sans force morale, quelque chose comme un conseil de guerre ! De quoi était-il accusé en fin de compte ? D'avoir conspiré contre l'ordre politique ? D'avoir incité son fils à l'acte terroriste ? Pas du tout ! Mouravieff, lui-même, recula devant cette monstruosité inepte. Alors? Triomphe! Un gendarme, en bouleversant l'appartement de Schaumann, trouva une feuille de papier où le criminel avait indiqué quelques mesures à proposer pour que soit remaniée l'organisation — des terroristes? — non, des sociétés de tir ! Et il faut noter que ces sociétés sont expressément autorisées par le gouvernement. On peut ajouter même que le tsar en assume le patronage !

Le procès fut si ridicule qu'on n'osa le mener à bout : Schaumann fut remis en liberté et les débats « renvoyés à une date ultérieure ».

Cette affaire curieuse donne l'exacte mesure de la lutte entre le tsarisme et la Finlande. La Russie veut y agir administrativement et politiquement comme chez elle. Et ce qu'elle redoute n'est pas la révolution, mais le ridicule de l'impuissance. Aussi, son arme principale est-elle l'introduction de mesures administratives par-dessus la tête des autorités finlandaises, comme celle des Finlandais

l'est de ne pas les observer. Un spécimen de ces chiquenaudes a été fourni par un manifeste de grâce de Nicolas, promulgué à l'occasion de la naissance du tsarévitch.

Au profit des « Finlandais non propriétaires », lisez des ouvriers russes introduits en Finlande, le tsar daigna arbitrairement prélever sur le budget de la Finlande 3 millions de francs qui furent ainsi employés contre les intérêts du pays, sur la Constitution duquel il avait pourtant prêté serment. Les contribuables protestèrent respectueusement et exprimèrent l'espoir qu'ils n'auraient pas souvent à encourir de telles grâces. Et ce fut tout !

La « remise des impôts non payés » fut ordonnée en même temps. Ceci ne coûta pas un centime à la Russie, mais troubla profondément l'équilibre du budget finlandais. Comme le grand-duché ne reçoit pas de subsides de la Russie, il a dû boucher le trou causé par la grâce du tsar en... prélevant des impôts plus forts.

Mais le comble fut qu'à la même heure où ces grâces furent édictées, un autre ukase fut promulgué stipulant la suppression totale de la circonscription militaire de la Finlande, qui ferait dorénavant partie de la circonscription de Saint-Pétersbourg !

Par la façon dont le tsarisme a mis en œuvre son système de russification en Finlande, comme par les méthodes de résistance des victimes de ce système, la question nationale concernant ce

peuple a gardé une place à part. Et la bureaucratie russe divague en accusant la Finlande d'organiser le renversement de son régime. Cette nation, qui aurait pu avoir une part glorieuse dans les développements historiques actuels, n'a absolument rien fait pour se l'assurer. La théorie grise l'a entraînée davantage que la brutalité du despotisme. Sa place n'est pas dans l'ensemble des peuples ou des classes sociales qui auront *agi* contre la force la plus oppressive du monde. Les Russes eux-mêmes ont été étonnés de son inaction absolue à une époque où elle aurait pu, ne fût-ce qu'en utilisant ses côtes interminables pour la contrebande des armes, jouer un rôle important dans l'assaut contre le tsarisme. Elle n'a su que protester, comptant sur les autres. Et si un jour, elle obtient les « droits historiques » supprimés qu'elle réclame, ce sera par la grâce de ceux qui, à leur place, auront su dicter à la despotie russe les volontés de l'esprit moderne. Les Finlandais sont les « mouches du coche » de la révolution russe.

LES POLONAIS

On ne peut dire la même chose d'aucune autre nationalité assujettie au tsar. Tout au plus, se trouve-t-il chez l'une ou chez l'autre une caste corrompue qui, pour jouir de privilèges spéciaux, a fait sa paix avec le régime grand-russien, pour

mieux exploiter les foules qu'elle prétend guider. Tel est, notamment, le cas chez les Polonais. L'histoire navrante de cette nation, sans aucun doute la mieux douée de tous les Slaves, est trop connue pour qu'il soit intéressant de la rappeler.

La vie de la Pologne russe se résume tout entière dans les essais d'insurrection constamment répétés, provoqués par les entraves de plus en plus dures apportées au développement de la civilisation polonaise qu'on a rêvé de ravaler peu à peu au niveau de la barbarie moscovite. La défense de la langue polonaise dans les écoles est un des instruments les plus puissants de ce système. Les vexations dont souffre le catholicisme au profit de l'orthodoxie ne sont pas moins « russificatrices » ; ainsi, aucun ni aucune orthodoxe ne peut devenir catholique, c'est-à-dire se poloniser (par exemple à l'occasion d'un mariage), et tous les enfants d'un mariage mixte deviennent orthodoxes, les peines les plus graves étant édictées contre l'infraction aux nombreuses stipulations concernant cette matière. Le fait qu'en Russie les mots *polski* et *rousski* ne signifient pas du tout, chez le peuple, *polonais* et *russe*, mais... *catholique* et *orthodoxe*, en dit long sur l'importance de ces questions. Un troisième moyen de russification est d'exclure tout Polonais du service officiel et même des emplois dans des établissements contrôlés par l'Etat en Pologne, mais de leur offrir, par contre, des places agréables au

fin fond de la Russie, en Sibérie et en Asie centrale, où forcément ils se russifient, tandis que d'innombrables Grands-Russiens occupent tous les emplois officiels et officieux en Pologne. Au reste, les conscrits polonais sont surtout enrégimentés en Russie et inversement, et l'action bureaucratique, l'arbitraire, s'exerce en Pologne avec plus de sans-gêne encore qu'en Russie.

Qu'au point de vue du tsarisme ce soit nécessaire, c'est incontestable. L'accroissement progressif de l'oppression s'explique d'ailleurs d'autant mieux que la Pologne est la seule partie de l'Empire moscovite où le régime économique de Witte a porté des fruits, fruits dus à la supériorité de la civilisation matérielle et intellectuelle des Polonais, les capacités plus grandes des ouvriers industriels et des patrons, la force d'achat plus considérable de la population, et, enfin, le voisinage de pays civilisés. Des villes de rien comme Lodz sont devenues d'immenses et riches centres industriels ; la vie économique s'est intensifiée ; toute une partie de la Pologne a pris les allures d'un pays moderne, non sans montrer une puissance économique que la bureaucratie russe regarde comme redoutable. (Il faut constater que cet essor est en partie dû aux juifs qui, cependant, dans ces parties du pays, ne constituent pas, comme en Lithuanie et dans le sud-ouest de la Russie, un peuple distinct, mais plutôt une variante du Polonais, comme les juifs en Alle-

magne, en France, ou en Angleterre.) La pression russificatrice de la bureaucratie, en face de ce danger, ne put que s'exaspérer, ce à quoi les Polonais ripostaient, naturellement, en choyant plus que jamais l'idée de l'affranchissement national. De puissantes organisations nationales se formèrent d'autant plus facilement qu'une partie de la nation, au delà des frontières allemandes et autrichiennes, jouissait d'une liberté de mouvement plus grande. Les foules des ouvriers industriels — représentant un pourcentage infiniment plus fort de la population qu'en Russie — adoptèrent les théories socialistes, avec cette modification qu'à côté des revendications de classe, ou plutôt comme revendication préalable, l'autonomie de la Pologne devait être obtenue. Les paysans, de leur côté, ne pouvaient offrir au tsarisme usurpateur comme en Russie l'appui de l'inertie stupide : ils ne reconnaissent pas le tsar et ils subissent sa bureaucratie dans une résignation assez relative. Les bourgeois se sont encore moins réconciliés avec la Russie. Ils ont trop près devant leurs yeux les Etats où leur classe règne. Ils sont trop en butte aussi aux vexations et aux chantages de la bureaucratie qui les traite, d'ailleurs, en révolutionnaires virtuels. Et leur culture intellectuelle relativement élevée leur inculque des principes, découlant de l'histoire de leur pays, qui, à de rares exceptions près, ne leur permettent pas de renoncer aux « droits naturels » de leur nationalité. Tous, cependant, ont l'es-

prit de ne pas s'appuyer sur ces droits qui ne sont qu'une façon de parler; l'action seule, la lutte, la conspiration, l'insurrection, la révolution, leur paraît utile. Depuis que la crise économique, sur laquelle s'est greffée la crise asiatique, affaiblit le tsarisme, cette action s'est exercée très librement. Le recul du régime tsariste a pris une forme palpable dès le commencement de la guerre mandchourienne.

L'insurrection directe contre le régime russe a débuté par la faute même des autorités qui ont, à cette époque, autorisé une action collective jusque-là absolument défendue comme « conspiration », dans le but de soulager la misère des populations. A Lodz, plus de cent mille ouvriers étaient sur le pavé dès juin 1904, presque tous socialistes, tous, en tout cas, antitsaristes. Le gouvernement promit, effrayé, des commandes et d'autres aumônes qui n'arrivèrent jamais. Alors, soudain, une vaste « commission du chômage » se constitua parmi les Polonais aisés. Devant la misère affreuse on n'osa la dissoudre. On l'autorisa donc après coup, et on la fit présider par un policier, nommé Kharasonovski, auquel on adjoignit quelques fonctionnaires. Ces agents, au lieu de « surveiller au point de vue politique l'action de la commission », préférèrent — comme tous leurs collègues l'auraient fait — exercer quelque fructueux chantage. La commission, de bon cœur, leur boucha les oreilles de quelques billets de

banque, et distribua, dès lors, librement les « secours » recueillis : elle organisa une grande campagne antitsariste, et le tsarisme renseigné, mais déjà impuissant, laissa faire. Le refus de mobilisation, les grèves générales de 1905, les batailles dans les rues, furent la suite.

La Pologne contribua ainsi puissamment à créer une inextricable situation au tsarisme ; la Pologne, mais, hélas ! non pas ceux qui autrefois prétendaient seuls la représenter. La noblesse polonaise, la *schlakhta*, cette caste, en dégénérescence depuis des siècles, qui appelait « république polonaise » l'oligarchie la plus barbare, qui, par sa stupidité, son asservissement au clergé, son égoïsme et son insolence, a rendu nécessaire comme mesure d'hygiène internationale le partage de la Pologne, et qui survit encore brillamment comme les valets des Hohenzollern, des Habsbourg et des Holstein : elle devait couronner son œuvre en commettant la trahison la plus inepte contre la nation qui, malgré eux, s'est moralement et matériellement relevée du bourbier où elle l'avait précipitée ; elle veut voir la Pologne asservie comme jusqu'ici.

Cette caste, il est vrai, n'a jamais tendu qu'à l'asservissement des foules, à l'exploitation des masses ouvrières. Elle a systématiquement empêché le développement de l'instruction, l'essor du savoir, dans toutes les régions où pèse sa domination. Dans toute l'étendue de sa sphère d'influence,

l'oppression des nationalités étrangères sévit dans des conditions qui de beaucoup dépassent les procédés de russification imaginés par le tsarisme. En Galicie, le hobereau polonais règne en autocrate et tient en servage deux millions de Ruthènes. Jamais, au nom du gouvernement russe, peuple ne fut pressuré comme le sont, en Pologne, juifs et Lithuaniens là où subsiste une parcelle de son autorité.

Ces gens-là sont le plus pur exemple de l'égoïsme matériel, cynique, qui se drape dans une soi-disant dignité aristocratique. Ils se sont entendus au mieux avec chaque maître nouveau. Leurs principes, leurs idées nationales, leurs revendications politiques, tout a capitulé, à la condition qu'on ne les fît pas vivre sur un pied d'égalité avec le peuple dont ils sont « le joyau », et qu'on leur conserve l'antique et patriarcal privilège de mener joyeuse vie en piétinant le droit des foules. En Russie, ils ont brigué toutes les places qui rapportent gros. La Sibérie en fourmille. L'autorisation de paraître à la Cour, d'exhiber leurs uniformes dans les salles de bal officiel, la joie de pouvoir faire partie du « grand monde » en Russie, a transformé, à leurs yeux, le conquérant en un allié bien-aimé.

La « Ligue nationale » qui passe encore, même en Europe, pour la principale organisation polonaise, est l'instrument de cette caste déchue. Si elle a agité de temps à autre le spectre platonique

des revendications nationales, c'est uniquement parce qu'elle sait trop bien qu'autrement elle ferait triste mine aux yeux du monde civilisé. Ce qu'elle veut en réalité, on l'a pu voir par les événements qui se sont déroulés depuis 1903. Elle veut exercer un chantage matériel, se faire payer en places et revenus des services de sbires, et avant tout combattre côte à côte avec l'autocratie contre le peuple qui désire s'affranchir d'eux, plus encore que du tsarisme.

Quand tout l'empire russe se soulève et formule ses vœux, la noblesse polonaise abandonne les siens. La « Ligue nationale » n'a même pas dit un mot de l'autonomie qui, suivant son programme, est sa raison d'être. Ce furent les socialistes, les « internationalistes » polonais qui l'invoquèrent ! Elle réclamait uniquement la réintroduction de la langue polonaise dans les écoles. Pourquoi ? Parce que le tsarisme russe est son rival ; parce que, sous la constante oppression russe, la foule sent moins l'autorité de la Schlakhta ; parce que, par l'enseignement de la langue polonaise, elle peut mieux consolider son autorité à elle et appuyer le catholicisme, son principal instrument d'oppression.

Dès novembre 1904, les nobles polonais déclarèrent traîtres tous ceux qui participeraient au mouvement libérateur. En décembre, ils publièrent toute une série d'articles honteux, déclarant le mouvement soudoyé par l'argent étranger ! La

presse réactionnaire russe, elle-même, fut indignée de cette accusation. Alors parut un nouveau manifeste au peuple polonais. Défense y était faite aux réservistes de se laisser enrégimenter. Seulement, seulement..., cet acte révolutionnaire héroïque fut accompli le 20 décembre, quinze jours après la date où les réservistes devaient se présenter...

L'activité de ces traîtres est restée stérile. La nation polonaise est l'avant-garde de la révolution antitsariste, et elle le restera probablement. Chez elle, en effet, — Plehwe avait raison — la question révolutionnaire est une question nationale, et, pour solutionner la première, il aurait fallu supprimer la seconde. Mais on ne supprime pas une nation qui a, plus que jamais, la volonté de vivre.

ALLEMANDS DES PROVINCES BALTIQUES, ESTHES, LIVES, LETTES, LITHUANIENS, BLANCS-RUSSIENS

Les pays qui séparent la Pologne de Saint-Pétersbourg, sont habités par plusieurs nationalités qui, toutes, ont maille à partir avec le tsarisme. Les plus apathiques — quoique les plus nombreux sont les Blancs-Russiens qui sont établis dans les contrées les plus tristes de la Russie, toutes couvertes de marécages et de forêts immenses. On ne les connaît en Europe que par leurs chansons et leur langue ; ils sont si arriérés, si solidement attachés aux Grands-Russiens

qu'ils ne comptent guère comme nationalités. Ils ne pourront que participer au soulèvement paysan général.

Les Esthes et les Lives, de race finnoise, ont été subjugués par les Chevaliers teutons. Les Allemands ont, pendant des siècles, dominé leur pays qui est de civilisation absolument germanique — jusque dans Saint-Pétersbourg même, situé dans la vieille province d'Ingermanland. Le tsarisme a d'abord joué des uns contre les autres, pour les russifier quand ils furent divisés.

Les Lettes qui constituent, avec les Lithuaniens, une race spéciale, appartiennent au même groupe. La russification, identique à celle de Pologne, n'a guère réussi qu'à faire l'union des faibles. Ce fut surtout l'œuvre du gouverneur général Wahl, célèbre pour avoir fait sadiquement fouetter les jeunes filles assistant à une représentation théâtrale pendant laquelle des proclamations révolutionnaires furent jetées dans la salle. Après avoir essuyé un coup de revolver du frère d'une de ses victimes, ce ténébreux suppôt de Plehwe provoqua littéralement, par ses mesures oppressives, l'essor du socialisme révolutionnaire. Et son successeur Sviatopolk-Mirski (plus tard ministre libéral et malheureux) le réprima si bien que les cinq partis socialistes nationaux : lette, allemand, blanc-russien, live et juif fusionnèrent pour constituer le noyau du mouvement révolutionnaire dans ces contrées.

Les Lithuaniens, après avoir constitué un empire glorieux au moyen âge, ont été asservis aux Chevaliers teutons, à la Pologne, et depuis, à la Russie. Comme leurs frères de misère, ils désirent le libre usage de leur langue, et la liberté de mouvement. Ils ne revendiquent même pas de droits nationaux. Mais leurs ennemis irréconciliables sont le tsarisme et la Schlakhta polonaise.

GÉORGIENS, ARMÉNIENS, PEUPLADES DU CAUCASE

Les nombreuses nationalités qui habitent le Caucase et la Transcaucasie, ne se sont non plus jamais réconciliées avec le conquérant russe. Mais tandis que les petites peuplades caucasiennes sont trop faibles et trop peu civilisées pour servir d'autre chose que d'appoint à l'insurrection générale, les deux nations principales, les Géorgiens et les Arméniens constituent une force très importante pour le soulèvement antitsariste.

Les premiers ont subi, sous le tsar épileptique Paul Ier, exactement le même sort que les Finlandais sous son digne successeur : rupture d'un traité synallagmatique, parjure du tsar, transformation d'un pays associé à la Russie en une simple province après un désarmement obtenu par la ruse. La Géorgie, qui s'étend de Tiflis à la mer Noire, a connu tous les déboires des Finlandais cent fois plus intenses. Elle a subi jusqu'aux



méthodes babyloniennes. Les Géorgiens ont été déportés en masse et l'on a mis à leur place des immigrants, non moins involontaires, de la race conquérante. Elle n'a cessé d'invoquer, comme la Finlande, ses droits historiques ; mais elle n'y a jamais attaché une importance qu'ils n'ont pas. Elle a recours à la seule arme possible : la révolte. Et elle est prête à l'insurrection générale pour le jour où les autres nationalités agiront de même.

Les Arméniens, dont le sort ressemble tant à celui des Polonais, ne se conduisent pas autrement. Partagés entre la Turquie, la Russie et la Perse, ils sont considérés par les deux premières comme extrêmement dangereux pour l' « ordre établi », à cause même de leur civilisation supérieure. Celle-ci se rattache à deux éléments : l'église nationale arménienne, et un remarquable talent commercial. Puissance économique et puissance spirituelle, la Russie et la Turquie les ont combattus par deux ordres de mesures, trop souvent prises de complicité. Les despotes de Constantinople et de Pétersbourg coalisés ont cherché à détruire leur église et à anéantir le peuple même dans le sang. Le martyrologe des Arméniens est si connu qu'il n'est besoin de le rappeler pour comprendre leur résistance exaspérée, ainsi que leur action révolutionnaire. Si celle-ci se dirige plus volontiers encore contre le tsar que contre le sultan, c'est que la chute du tsarisme réduira le

sultan lui-même à l'impuissance. D'autre part, l'oppression russe, pour être un peu moins sanglante, frappe la vie nationale des Arméniens plus près de ses sources. Le centre spirituel de la nation se trouvant sur territoire russe, au couvent d'Etchmiadzine, c'est la bureaucratie russe qui a pu entreprendre la destruction de l'idée arménienne, après avoir échoué dans son dessein de faire exterminer le peuple entier par la Turquie. La fameuse déclaration du prince Lobanoff-Rostovski, ministre des Affaires étrangères avant Mouravieff : « Il nous faut l'Arménie, mais sans Arméniens », caractérise toute la politique tsariste dans ce pays. Plehwe crut frapper un coup décisif en confisquant en 1903 les biens de l'église arménienne. Il se trompait. L'acte n'était qu'un vulgaire vol à main armée, le trésor central de l'église à Étchmiadzine n'appartenant pas aux Arméniens russes. Aussi, le catholicos Mkrditch, résidant à Etchmiadzine, donna-t-il l'exemple de la résistance hautaine ; il reçut, le 18 septembre 1903, les fonctionnaires russes qui devaient s'emparer des valeurs déposées au couvent central de l'Eglise arménienne. Il leur fit remarquer que ces valeurs n'étaient pas russes, mais constituaient des dépôts provenant des Arméniens persans, indiens, turcs, hollandais, autrichiens et américains. « Votre gouvernement, ajouta-t-il, n'a offert que les décorations que je porte ; reprenez-les, je n'en veux plus. »

Dès lors, l'insurrection existait à l'état latent pour se faire jour de temps à autre par des attentats retentissants et des révoltes locales ; les hauts fonctionnaires furent tués à la douzaine ; le gouverneur général, Galitsine, qui renchérissait encore sur les dispositions de Plehwe, échappa à peine à la mort. Le tsarisme s'exaspéra à son tour. Il supprima l'organisation de l'église arménienne.

Le 16 novembre 1903, le catholicos reçut à Etchmiadzine le décret qui sanctionna la suppression totale de l'indépendance religieuse des Arméniens. Le voici :

Ordre suprême au Synode d'Etchmiadzine.

« L'empereur a daigné, sur mon rapport du 18 octobre, arrêter les stipulations de loi qui suivent. A l'avenir, et jusqu'à une revision du régime administratif des affaires religieuses des chrétiens de confession arménienne, la nomination et le déplacement des vicaires épiscopaux, des curés diocésains, des membres des consistoires, des professeurs des séminaires et de l'académie d'Etchmiadzine, des prêtres séculiers, archidiacres et diacres, ne pourra s'effectuer que sur permission spéciale.

« Signé : *Le ministre de l'Intérieur*,

« Von PLEHWE. »

Exactement le même jour, coïncidence qu'il faut signaler pour la honte du « tsar civilisateur », le schah de Perse, musulman, publia le firman suivant :

« Je m'occupe d'une affaire qui me tient à cœur. La nation arménienne, qui a été estimée par le trône depuis l'antiquité et qui a toujours donné des preuves de patriotisme et de loyauté, pense augmenter le nombre de ses écoles à Téhéran, Tébriz et dans d'autres villes de la Perse, et fonder plusieurs écoles centrales particulièrement importantes. Les intentions des Arméniens étant absolument conformes à mes désirs et leur initiative constituant une sérieuse impulsion vers le progrès de nos sujets, dans tous les domaines de l'activité, nous accordons, par ce firman, l'autorisation d'ouvrir des écoles de ce genre. Nous prenons ces écoles sous notre protection spéciale, et nous ordonnons que tous nos fonctionnaires donnent leur appui et leur assistance énergique à cette entreprise hautement civilisatrice.

« Fait au mois de Redieb 1318. »

Cette coïncidence contribua certainement à pousser la nation dans la voie de la révolte continue. Le gouverneur général Galitsine — personne ne voulant de sa succession — dut assister à l'échec complet de son terrorisme administratif. Il élabora un projet désespéré de « pacification définitive », ou plutôt de russification à l'assy-

rienne. Il proposa de déporter la plus grande partie de la population des districts de Kars, Erivan, Choucha et Tiflis, en Sibérie et dans le sud-ouest de la Russie, et de transporter deux millions de paysans russes dans le pays vidé. Ce projet fut présenté au tsar par Plehwe, et Nicolas, complètement affolé, l'approuva. Mais ceci eut lieu le 9 février 1904, la débâcle russe en Mandchourie commença. On oublia les Arméniens. Mais les Arméniens n'ont pas oublié le tsarisme. La menace de la déportation en masse leur a prouvé qu'une guerre, pour leur existence nationale, serait peut-être inévitable. Ils sont armés jusqu'aux dents, et leur rôle dans la lutte contre le tsarisme pourrait devenir décisif s'ils entraient dans une guerre véritable qui se grefferait sur la révolution, et à laquelle participerait en même temps la Pologne.

LES RUTHÈNES

La nation non moscovite la plus nombreuse — et la moins connue — occupe la partie méridionale, la plus fertile, la plus riche, la plus industrieuse de la Russie. On a voulu l'assassiner par le silence. En Occident, on sait à peine que tout le midi de la Russie, l' « Ukraine » d'antan, n'est pas habité par des Russes proprement dits, mais par des Ruthènes, ou, comme les ont appelés

non sans mépris les tsars moscovites, des « Petits-Russiens ».

Il y a là une nation de vingt-cinq millions d'âmes. Et son sort, moins connu chez nous, que celui des Arméniens ou des Finlandais, n'est pas moins triste que celui de toutes les autres nationalités « russifiées ». Son martyre a commencé il y a exactement deux siècles et demi, sous le tsar dont l'héritier de Nicolas II porte le nom, le fameux Alexis. A cette époque, l'Etat démocratique des Ruthènes qui s'appelaient *Zaporogi* ou *Kazaki*, qu'il ne faut pas confondre avec les « cosaques », tribus de race mongole fournissant une cavalerie sauvage mais impropre à la guerre moderne, fut en butte aux incursions polonaises et turques, et conclut avec Moscou un traité qui rappelle à peu près le pacte unissant aujourd'hui la Hongrie et l'Autriche. Mal lui en prit. Son autonomie ne survécut pas longtemps à cette alliance ; juste le temps, pour les tsars, de préparer le coup de force comme en Géorgie et en Finlande. Le célèbre Mazeppa, allié à Charles XII de Suède, contre l'oppresseur Pierre le Grand, fut le dernier chef indépendant du pays, et son pouvoir sombra dans la bataille de Poltava. Catherine II annexa purement et simplement l'immense territoire des Ruthènes, et substitua le servage au régime de la libre commune paysanne. Cela au nom de la civilisation supérieure des Moscovites !

Mais les Ruthènes devaient en voir bien

d'autres. Ils sont parmi les Slaves ce que les Français sont parmi les Occidentaux : un peuple vif, intelligent, enclin aux initiatives salutaires, doué pour les arts et les sciences, bref, les véritables porteurs de la civilisation dans l'Europe orientale. Le Russe — ce slavo-tartare — leur doit d'être sorti de la plus noire barbarie. C'est, sans doute, ce que l'on n'a pu leur pardonner. Depuis un siècle, on essaie de les russifier. Mais vainement. Ils ont une langue parfaitement indépendante qui ne doit rien à la langue russe, une culture artistique très développée. Leur littérature est fort belle et si quelques-uns de leurs plus grands artistes, je ne cite que Gogol, Glinka et Korolenko, ont cru devoir s'exprimer en langue russe, c'est à la façon des Tchèques ou des Hongrois qui parlent allemand pour qu'on les écoute au nom de leurs maîtres, mieux connus qu'eux.

Alexandre II, surnommé le « tsar libérateur » abolit bien, sur le papier, le servage que Catherine II avait imposé aux Ruthènes ; toutefois, craignant que les idées généreuses de cette grande nation ne prissent un dangereux essor, il imagina, en 1876, de promulguer un ukase interdisant rigoureusement l'usage de la langue ruthène. Par ce moyen, qui ne fût pas venu à l'esprit d'un Djinghiz, d'un Timour ou d'un Attila, le « libérateur » rendit sourde-muette la nation la plus intelligente de l'Empire.

Vingt-cinq millions d'humains, depuis vingt-huit

ans, ne peuvent plus lire un journal ou un livre imprimé dans leur langue maternelle. Ils ne peuvent plus discourir ou chanter en réunion, ni s'adresser aux autorités dans la seule langue qui leur soit familière. Celui qui s'aviserait d'importer des écrits en ruthène (de Galicie, par exemple, où deux millions des leurs vivent misérablement, opprimés par la noblesse polonaise qui gouverne en Autriche), doit s'attendre à la déportation sans jugement, au fond de la Sibérie...

Et pour exaspérer les Ruthènes « bien pensants » eux-mêmes, l'ukase de 1876 reçut une nouvelle confirmation encore en 1904. Le tsarévitch Alexis fut nommé « hetman » c'est-à-dire prince des Ruthènes. Et le jour même où cette « marque de faveur » fut annoncée, le Saint-Synode refusa à un groupe de savants orthodoxes l'autorisation de répandre la Bible en langue ruthène ! La Bible qui, en Russie, est autorisée en trente-sept langues, du yakoute au turc, du lapon à l'arménien ! Une seule langue est subversive, celle des vingt-cinq millions de Slaves qui constituent l'élite de l'Empire des tsars.

Si ces mesures odieuses ont aliéné au tsarisme les sympathies de la nation ruthène tout entière, y compris les meilleurs serviteurs du régime : les paysans indolents et illettrés ; si en Ukraine, par le contre-coup de cette oppression intellectuelle, l'esprit populaire s'est plus vite et plus complètement éveillé qu'ailleurs ; si une littérature

populaire admirable, en pénétrant, depuis trente ans, dans les masses par les récits des troubadours paysans, a rendu les Ruthènes de nouveau conscients de leur rôle, de leur importance, de leur histoire et de l'oppression qui pèse sur eux, ils ne s'en sentent pas moins, en majorité, une nation intégrante de l'Empire russe, et ils ne revendiquent en aucune façon l'autonomie complète des anciens temps. Ils veulent rester Russes, mais citoyens d'une Russie qui respecte les aspirations naturelles de tout le monde. Ils veulent une Russie où, comme eux-mêmes, tous les autres citoyens puissent jouir de l'usage de leur langue et mener leurs affaires au mieux de leurs intérêts particuliers. Ils veulent une Russie décentralisée, affranchie de la bureaucratie et du servage économique. Ils sont donc, en réalité, un immense groupe révolutionnaire, alimenté encore par les nombreux éléments cosmopolites qu'ils englobent par la voie de la mer Noire et des frontières roumaines. Et ils le sont, non pas pour, mais par leurs particularités nationales. Chez eux, se sont produites les premières révoltes agraires ; chez eux, ont pris un développement énorme le capitalisme industriel, le prolétariat et le socialisme conscient. Chez eux ont éclaté les premières grandes grèves politiques. Et ce sont eux encore qui, comme l'a montré le Ruthène Gapone, assument, grâce à leur vivacité d'esprit, leur décision, leur intelligence, la direction du mouvement populaire que

les Grands-Russiens eux-mêmes, privés d'initiative par une despotie de cinq siècles, alourdis, abêtis, écrasés par la religion, l'administration et la misère, rendus incapables de toute révolte, n'auraient probablement pas inauguré sans être entraînés par les autres.

Ainsi donc, en résumé, toute la foule des nations qui entoure la Russie centrale — plus d'un tiers de la population de l'Empire — est frustrée par le tsarisme des « droits naturels » que toute nationalité vivante réclame pour elle. Toutes se sont détournées du régime tsariste, non en partie, selon les classes sociales, mais en entier comme entités englobant des individus de toute condition. Ce sont elles, par conséquent, qui posent le véritable problème politique : la transformation totale de la structure intérieure de l'Empire.

Mais parmi ces nationalités, il s'en trouve une qui a sa place à part, dont la puissance exceptionnelle l'a mise à la tête de toutes les victimes du pan-russianisme, qui est même devenue à la fin le véritable champion des Russes, victimes de la bureaucratie, et qui a établi ainsi le lien entre tous les peuples asservis, et l'unité du mouvement qui entraîne les sujets à l'assaut de la despotie. Ce sont les juifs.

LES JUIFS

Si le pan-russianisme, le nationalisme intéressé de la bureaucratie, a provoqué des résistances

nationales qui, autrefois, n'ont pas existé ; si ses méthodes brutales et déraisonnables ont créé des idées de radicalisme politique, et notamment le socialisme, même à des endroits où les conditions économiques et intellectuelles pour l'éclosion de telles théories ne sont encore à présent aucunement réunies ; si en un mot, il a suscité une réaction nettement politique dans des populations qui, en réalité, comprennent à peine l'importance des formes politiques pour le bien-être des nations (comme, par exemple, chez les Blancs-Russiens, les paysans ruthènes, les ouvriers grands-russiens qui ne sont que des paysans en rupture d'agriculture), c'est la faute de la politique antijuive, qui, plus que toutes les considérations historiques des nationalités opprimées, a fait naître et grandir l'idée révolutionnaire.

Les juifs ne sont pas en Russie ce qu'ils sont ailleurs : une race complètement assimilée, ne fût-ce qu'extérieurement, au milieu où ils vivent. Si dans l'empire russe une minorité juive infime, particulièrement favorisée par la fortune, a pu malgré toutes les entraves parcourir ce chemin que les juifs d'Occident ont accompli depuis plus d'un siècle, l'immense majorité, environ cinq millions d'individus au moins, forment une nationalité bien compacte, bien distincte par sa religion pratiquée avec ferveur et par un culte extérieur qui les différencie à tout instant des chrétiens qui les entourent, par leurs habitudes de vie quotidienne, par

leurs conceptions générales, par leur langue (le *yiddisch*, jargon mélangé d'allemand, d'hébreu et de russe, et écrite en caractères hébraïques) par leur activité, enfin, qui les rend, là où ils ne sont pas parqués comme le bétail, les maîtres économiques des Russes.

Mais l'aspiration principale, unique presque, de cette nation, est précisément de se voir mise dans les conditions qui favorisent son assimilation aux nationalités où elle se trouve noyée. Le tsarisme l'a, par la force brutale, empêchée de se développer dans cette direction, car les juifs, une fois gratifiés de la liberté d'action absolue, auraient non seulement profité eux-mêmes de la supériorité que leur donnent leurs relations constantes avec leurs coreligionnaires occidentaux, mais encore leurs conceptions plus adéquates à la mentalité occidentale auraient rapidement pénétré dans les milieux où ils seraient entrés pour leur rendre insupportable l'arbitraire de la bureaucratie tsariste.

Que les juifs, même avant l'avènement de la bureaucratie, n'ont pas joui en Russie de la sympathie unanime des populations slaves, c'est un fait, imputable, exclusivement, à l'influence du clergé orthodoxe qui les a de tout temps représentés comme les « meurtriers du Christ », non sans augmenter encore l'horreur des populations, illettrées et infiniment crédules, en débitant sur leur compte toutes les calomnies les plus ineptes (meurtres rituels, buveurs de sang, contrefaçon

de l'eucharistie, etc.) qui, en d'autres temps, ont eu prise sur les cerveaux des Européens. Le clergé a poursuivi cette politique ridicule, non pas, comme c'est trop souvent le cas dans d'autres pays, pour des raisons économiques, mais uniquement par fanatisme religieux. Il est trop pauvre lui-même, trop méprisé surtout par le peuple, pour jouir d'aucune considération autre que religieuse ; il est considéré comme un corps de métier spécial chargé de mettre les hommes en relation avec Dieu ; le pope est payé comme un intermédiaire, comme un agent commercial quelconque ; son influence morale et économique est, par conséquent, absolument nulle, et il aurait été incapable de combattre les juifs par des arguments économiques.

Certes, en quelques contrées, ç'aurait été possible et, à défaut du clergé, la police du tsar l'a fait. Exclus de tout temps de l'agriculture, par un développement historique (la commune paysanne libre et collectiviste, autrefois chez les Ruthènes et les Russes, à présent encore chez ces derniers), il ne leur est resté que les métiers d'artisan, le travail industriel et le commerce : le commerce de détail, bien entendu. Là où ils ne sont pas absolument entre eux, ils ont vite réussi, grâce à leur adresse et à leur vivacité, à monopoliser ce commerce. Réglant alors d'un côté la fixation des prix, étant, d'autre part, presque toujours les seuls habitants disposant d'argent comptant, ils

ont pu exercer une pression économique considérable, non sans devenir inévitablement les usuriers d'une population toujours en détresse. Cependant, la haine des exploités — d'ailleurs tout à fait injustifiée parce que issue seulement de leur propre incapacité économique — n'aurait aucunement suffi à soulever contre eux une véritable animosité de race. Car partout, même où les juifs sont présents, le type de l'exploiteur le plus horrible, le véritable « saigneur » de la population, est l'usurier russe lui-même, le *Koulak*, le « poing », qui, s'il est en concurrence avec les juifs, les discrédite en utilisant le fanatisme orthodoxe, mais peut agir envers ses victimes avec infiniment plus de brutalité que le juif, parce qu'il n'a pas à craindre les représailles de ce même fanatisme.

Ce fut la peur de voir les Grands-Russiens, piliers de la despotie moscovite, contaminés d'idées qui auraient miné leurs croyances politiques tsaristes qui, avant l'avènement de la bureaucratie déjà, a jeté le gouvernement russe dans l'antisémitisme. Il isolait les juifs dans des ghettos, appelés « rayons », qui constituaient, à la vérité, de vastes zones, des pays entiers — toujours en dehors de la vieille Moscovie — d'où il ne leur était permis de sortir pour des périodes prolongées que quand leur activité semblait comporter des avantages pour le noyau de l'empire tsarien (grands négociants, savants réputés, etc.). Il est intéressant

de constater que de tout temps une des zones les plus rigoureusement défendues a été une bande de territoire-frontière, large de cinquante kilomètres, ce qui prouve qu'à ces époques déjà, les tsars craignaient que « l'étranger » juif ne fût en relations trop suivies avec le juif étranger : le prétexte de cette exclusion était la présomption de la contrebande, la raison véritable n'était que la peur des influences occidentales. Dans le sud-ouest de la Russie (Podolie, Bessarabie) ainsi que dans l'ouest (Pologne) et dans le nord-ouest (Lithuanie, Blanche-Russie) les « rayons » étaient déjà assez encombrés par cette nation très prolifique ; la concurrence était âpre, et la misère assez grande. Mais comme dans ces rayons du moins, aucune interdiction de séjour n'existait et que, même au dehors, les artisans et certains négociants étaient facilement « admis à domicile », leur situation, indigne certes, n'était, en somme, pas beaucoup plus terrible que celle des autres sujets du tsar.

L'ANTISÉMITISME GOUVERNEMENTAL

La bureaucratie institua à la place de cette antisémitisme vieux jeu, la conception de la lutte des races ouverte. Elle avait encore plus peur de l'esprit juif que l'ancien tsarisme aristocratique et elle avait surtout besoin d'un bouc émissaire sur lequel elle pourrait décharger le fardeau de ses

propres méfaits, notamment l'exploitation économique de la population. Elle devait donc écraser la force économique et intellectuelle des juifs, tout en les rendant suspects aux peuples slaves comme leurs ennemis politiques et sociaux. Tout ceci devint possible à l'époque du nihilisme, où la haine du juif, artificiellement nourrie par le gouvernement, devait faire oublier au peuple la haine de la bureaucratie. On a vu, au sujet de Plehwe, de quelle façon les premiers massacres de juifs furent organisés. En travestissant les faits avec une astuce épouvantable qui ne devait plus se démentir jusqu'à la bombe de 1904, Plehwe convainquit la société russe que les juifs eux-mêmes étaient les auteurs de l'antisémitisme sanglant. Aussi avait-il, dès 1882, promulgué, sous le prétexte de la « sûreté de l'Etat », les décrets antijuifs qui, dans son idée, devaient faire périr toute la nation par trois moyens, qu'il avouait par lui-même : la faim, l'émigration et l'assassinat. Ces décrets, restés « provisoires » jusqu'à présent, rétrécirent les rayons, y entassèrent la presque totalité des juifs établis ailleurs, et, en plus, leur défendirent la résidence dans les campagnes. Ce fut une persécution en règle. Des dizaines de milliers de juifs, expulsés de partout, perdirent leur gagne-pain et vinrent grossir les rangs des sans-travail dans les rayons où déjà il y avait pléthore pour tous les métiers. Réduits, par la nature de leur résidence forcée, à un nombre restreint d'oc-

cupations, le paupérisme devint effrayant. Les rayons devinrent des enfers. La mort par inanition fut un accident banal ; les épidémies florirent, en raison de l'impropreté et de la sous-alimentation. Les deux tiers — le chiffre est officiel — des juifs tombèrent dans un dénuement tel que — paroles officielles — l' « alimentation ne suffit pas à les rendre aptes au travail suivi ». Et pourtant, ils travaillèrent ou moururent. Les plus heureux émigrèrent ; mais l'immense majorité a continué son martyrologe jusqu'à la fin. Quels incidents formidables ne sont pas venus couvrir à jamais de honte les tyranneaux tsaristes ! Sviatopolk-Mirski lui-même, réputé si « libéral », a commis cet acte abominable de défendre, conformément à la loi, à toute une population juive de quatre mille âmes, dont le bourg était détruit par le feu, de chercher refuge dans les campagnes environnantes (non loin de Vilna) ; c'était en hiver (1903), par un froid sibérien ; les malheureux restèrent sans abri, presque sans vêtements, sans nourriture pendant trois jours et nuits ; et six cents moururent dans les deux mois suivants.

Mais l'idée de Plehwe était fausse.

Tandis que ses lois de 1882 devaient étouffer les juifs, la politique économique et financière simultanée leur donna une force insoupçonnée. Cette politique, en effet, ne pouvait être lancée sans le capitalisme juif qui éprouva un essor d'autant plus dangereux pour le régime, que la solida-

rité des juifs se manifestait en même temps par l'appui que prêtait le capital au prolétariat coreligionnaire. Il ne s'agissait pas là seulement du grand capital, qui était plus rare encore chez les juifs que chez les Russes. Ces derniers n'avaient pas l'esprit d'initiative nécessaire dans cette période d'activité économique fiévreuse. Les juifs l'avaient d'autant plus que leur salut pouvait en dépendre. Tous les capitaux juifs s'employaient immédiatement. Les « petits juifs » eux-mêmes qui, comme il a été dit, étaient dans les villages les uniques détenteurs d'argent comptant le faisaient fructifier largement. Quant au prolétariat juif, il trouvait dans les industries un nouveau moyen de gagner sa vie ; et les patrons juifs préféraient volontiers les ouvriers coreligionnaires. De plus en plus montait le nombre des juifs devenus si influents au point de vue économique qu'on ne pouvait plus les traiter en parias. Les plus habiles rentraient en maîtres là où on avait chassé leurs pères comme de la vermine. Le prolétariat ouvrier juif, actif, solidaire, s'instruisant de jour en jour, s'organisa. Et si la misère restait encore terrible, du moins l'espoir d'un changement, et avec lui l'ardeur au travail, renaissait. Ce n'était là, cependant, que le moindre des désastres que la bureaucratie s'était préparés par l'antisémitisme.

Les Russes eux-mêmes, en faveur desquels pourtant, tous les crimes contre les juifs étaient, soi-disant, commis, ne tiraient aucun profit des

stipulations antijuives ; au contraire, l'absence des juifs se traduisait généralement par la déchéance commerciale, par le renchérissement des marchandises, bref par l'absence de la vie économique.

En outre, dans la zone juive, le fonctionnarisme russe vit aussitôt combattre sa brutalité par l'arme plus astucieuse de la corruption. Les rayons devinrent une vraie pépinière de fonctionnaires qui ne concevaient plus de fonctions publiques sans concussions et prévarications, et qui répandaient les mœurs administratives de la zone juive dans l'empire entier.

Rien de plus naturel, d'ailleurs. D'un côté, les juifs restaient absolument privés de droits, à la merci des fonctionnaires, et comme ils étaient de plus en plus considérés comme les adversaires du tsarisme, toutes les vexations qu'on leur infligeait restaient couvertes par les personnages les plus puissants (Plehwe, Serge, Pobiédonostseff, etc.) ; les chantages, les perceptions illégales, les vols mêmes, étaient donc admis. D'un autre côté, les juifs aisés, pour éviter les vexations innombrables qui pouvaient entraver leurs affaires ou même détruire l'harmonie de leur vie privée, étaient forcément disposés à payer comptant la tranquillité aléatoire que les fonctionnaires voulaient bien leur vendre. La coopération de ces deux éléments a produit toutes les horreurs de l'antisémitisme russe contemporain, et en même temps le cy-

nisme écœurant du fonctionnaire moyen. Il n'est guère besoin de rappeler, à ce sujet, les détails des massacres de Kichineff et de Homel, dans lesquels s'ajoutait au désir des extorsions de fonds et du pillage, un projet de diversion politique contre la révolution (comme en 1882). Les procès consécutifs à ces tueries ont prouvé que les autorités avaient collaboré à leur organisation, entre autre par le paiement des frais d'impression de proclamations incitant au pillage. Un épisode du premier de ces procès découvre mieux que toute analyse la nature de cet antisémitisme officiel.

Le négociant juif Mendel Rudi, notabilité commerciale de Kichineff, fut complètement ruiné par les massacres. Le jour fatal, il avait dans son magasin deux coffres-forts contenant environ quatre-vingt mille francs. Il se rendit chez le gouverneur de Raaben, pour lui demander protection. Après que celui-ci l'eut traîné pendant une heure, il lui promit de faire garder sa maison par la troupe, et de donner immédiatement des ordres en conséquence. Quand Rudi revint à sa maison, elle était aux mains des pillards qui cassaient tout, et qui continuèrent à travailler pendant toute la journée à l'effraction des coffres-forts, bien qu'en face se trouvât le principal poste de police. Le sous-chef de la police, accompagné d'une brigare d'agents, occupait pendant ce temps la rue et empêchait qu'on troublât les cambrioleurs. Le sous-chef refusa à différentes reprises d'interve-

nir, sous prétexte que « ses ordres ne contenaient rien de pareil ». Le soir, les coffres-forts finirent par être éventrés, et tout le monde participa à la distribution de l'argent, le sous-chef de la police en tête. Le gouverneur lui-même reçut, le lendemain, des officiers de police, un « cadeau d'honneur » !

Au procès, le procureur et la cour furent incapables de contester l'exactitude de ces faits. Les avocats Karabatchevski et Kalmanovitch de la partie civile (juive) déposèrent des conclusions tendant à inculper les fonctionnaires convaincus de complicité. Le procureur et la cour refusèrent et ajournèrent les débats pendant quatre heures, remplies d'un échange de dépêches avec les ministères de l'Intérieur (Plehwe) et de la Justice (Mouravieff). A la reprise, les conclusions furent rejetées pour des raisons qui se résument dans les mots « par ordre ». Les principaux avocats déposèrent alors leurs dossiers en déclarant que la complicité de la magistrature et du gouvernement rendait de nouveaux massacres absolument inévitables.

Il est utile d'ajouter que l'horrible farce de ce procès contre les tueurs de juifs (dont huit non domiciliés à Kichineff et « importés » exprès quelques jours avant) a été jouée jusqu'à la fin. On ne trouva que vingt-huit coupables. Deux, convaincus de meurtre en plus de dix cas, furent condamnés à huit ans de prison, les autres à une ou

deux années. Aucuns dommages-intérêts ne furent accordés aux juifs spoliés. On a en regard : 1,350 maisons détruites, incendiées, saccagées; 400,000 francs cambriolés dans des coffres-forts sous la surveillance de la police; 320 infirmes, 52 morts, 2,000 familles réduites à la misère la plus atroce; et, enfin, l'impunité — avec éloges — des vrais coupables, officiers et soldats, journalistes, agitateurs, concussionnaires, policiers, gouverneurs, préfets, ministres, tous convaincus par d'irréfutables preuves d'être les instigateurs, les organisateurs et les bénéficiaires du crime.

Oui, les juifs russes, comme Plehwe l'a dit, sont les ennemis de ce régime, et ils corrompent les fonctionnaires du tsar. Et ils ont raison.

L'antisémitisme s'exaspéra en raison du mécontentement populaire. Il fêta ses orgies suprêmes quand éclata la guerre contre le Japon. D'abord, un fléau terrible fut le chantage exercé sur tous les juifs tolérés en dehors des rayons, par des fonctionnaires subalternes et des policiers, qui se présentaient pour toucher de fortes « contributions volontaires » pour la Croix-Rouge, les fonds de la flotte ou d'autres institutions. L'habitude de ces agents était de recommander aux victimes de « verser une somme un peu plus forte » pour éviter qu'on s'occupe de leur position. Les sommes ainsi obtenues ne parvenaient naturellement jamais aux caisses auxquelles elles étaient destinées.

Ensuite, par une usurpation de pouvoir fort caractéristique, le ministre de l'Intérieur s'était arrogé le privilège de reviser en partie les listes des réservistes à appeler sous les drapeaux. Inutile d'ajouter que, de ce fait, le pourcentage des juifs envoyés à la guerre fut simplement monstrueux (10 fois trop fort). De Saint-Pétersbourg, la presque totalité des médecins juifs a été éloignée de cette façon. Sur 180 médecins partis entre le 1er et le 10 mars 1904, 110 étaient juifs. Il faut constater, d'après les témoignages d'un autre ministre, que cette mesure extraordinaire avait été prise, contre le gré du ministre de la Guerre, par les bureaux de l'Intérieur ; et cela pour deux raisons. D'une part, les savants juifs passaient tous pour être des libéraux, dont la présence en Russie, en un moment de crise, ne semblait pas désirable. D'autre part, des influences répréhensibles et intéressées se sont exercées de la part des praticiens chrétiens, désireux de se débarrasser — même au prix de sacrifices — de concurrents dangereux ; deux hauts fonctionnaires ont reçu de ces médecins patriotes des pourboires s'élevant à plus de 60,000 francs.

Les médecins juifs envoyés en Extrême-Orient furent, de plus, frustrés d'une partie de leurs émoluments. Ils ne touchaient que 900 roubles de frais de voyage, tandis que les chrétiens en recevaient 1,225. Or, dans les listes du ministère, tous figuraient sans distinction pour cette dernière somme.

La différence disparut dans les poches de fonctionnaires qui étaient sûrs d'être couverts par des camarades et des supérieurs antisémites.

Les familles des réservistes et des médecins juifs sous les drapeaux furent en butte aux vexations des autorités qui les expulsaient des grandes villes dans les ghettos réservés aux juifs — acte éminemment chevaleresque pendant l'absence des pères de famille, mais « rendu nécessaire » par les décrets qui stipulent que, « sans père de famille capable de subvenir aux besoins de la famille, cette dernière est, en tout cas, à expulser dans les rayons ».

Pour ne pas être frappées de ce sort au nom du patriotisme des maris, les femmes durent acheter la « bienveillance » des fonctionnaires à des prix exorbitants, des prix de guerre ; les preuves en ont été fournies en justice, même encore quand un rescrit spécial du tsar eut mis hors de vigueur ces stipulations odieuses.

Enfin, partout où des réservistes russes furent mobilisés, les juifs se trouvèrent victimes de massacres et de pillages.

Pourquoi ces victimes ont-elles toujours été juives ? La réponse est simple. La bureaucratie trouve un profit matériel et politique dans l'antisémitisme sanglant. Puisque déjà les désordres étaient inévitables dans les conditions créées par les autorités, on les canalisait contre les juifs.

En voici deux ou trois preuves. A Dvinsk, le chef de la police fit afficher aux réverbères des avis recommandant aux juifs de s'abstenir pendant la période de mobilisation de tout agiotage, sous peine de représailles populaires ; dans le département de Vitebsk, une circulaire gouvernementale a ordonné à tous les chefs de district de prendre des mesures analogues en menaçant les juifs de massacres. A Mohileff, le chef de la police, un individu du nom de Radionoff prononça, le 15 octobre 1904, devant une quinzaine d'ouvriers juifs venus pour protester contre la fermeture d'une usine, l'allocution suivante : « Nous aurons la mobilisation, alors vous expierez vos méfaits révolutionnaires ; votre sang se répandra par toute la ville. » Ce qui eut lieu huit jours plus tard. Ajoutons qu'au début de la guerre, quand déjà la presse gouvernementale eut accusé les juifs d'agir de concert avec les Japonais, ce même fonctionnaire avait menacé les juifs de « massacres comme à Kichineff », mais qu'il s'est calmé moyennant cinq cents roubles que les commerçants juifs lui ont versés.

Les désordres, pour tous ces gens-là, ont été une trop bonne source de revenus pour qu'ils n'y poussassent pas toujours. Mais leurs procédés, sanglants ou non, n'auraient jamais été possibles si l'antisémitisme gouvernemental ne leur avait pas livré les juifs pieds et mains liés. Ils ont donc une excuse : la même qu'avanceraient les juifs s'ils

étaient honteux d'être révolutionnaires. C'est le régime qui est l'unique source du mal.

LA RÉVOLUTION JUIVE

Ainsi, la législation antijuive eut pour principal effet de faire descendre le fonctionnarisme russe de quelques marches de plus vers l'abjection. Mais, par ricochet, cette dépravation, qui se traduisait par la plus ignominieuse oppression des juifs, eut un effet, si possible, encore plus désastreux pour le tsarisme. Le capitalisme juif, avec, à sa suite, les intellectuels bourgeois qui en dépendent, aurait pu, comme partout ailleurs, devenir le plus précieux auxiliaire de l'autocratie contre les aspirations des classes inférieures ; mais, exploitée, cambriolée par les tyranneaux irresponsables de la bureaucratie, la bourgeoisie juive vit en haut un adversaire plus odieux qu'en bas ; elle se fit donc délibérément le noyau d'agglomération de tous les éléments mécontents. Là, hors la loi, l'intelligence, l'énergie et la solidarité juives trouvèrent leur voie toute tracée. Et l'on eut enfin ce spectacle extraordinaire de voir les Russes, au profit desquels l'antisémitisme avait été organisé, se rallier aux juifs pour combattre l'autocratie d'un commun accord.

En réalité, il n'y a pas une seule grande organisation politique dans l'Empire qui ne soit dirigée

ou du moins fortement influencée par des juifs. Même les « Libéraux », monarchistes constitutionnalistes, qui se recrutent dans les plus hautes classes de la société, parmi les fonctionnaires eux-mêmes, en tant que l'arrivisme n'a pas étouffé leur indépendance d'opinion, ne sauraient agir sans l'assistance juive. Et si la noblesse libérale qui, en 1904, a pris la tête des manifestations constitutionnalistes dans les assemblées départementales, n'a pas avoué ses attaches avec les juifs, c'est qu'elle peut adopter contre la bureaucratie une tactique défensive, puisqu'elle a encore d'anciens droits à défendre contre le nouveau régime ; mais elle-même a pratiquement suivi l'initiative juive dans sa campagne politique. Dans tous les autres partis, les juifs sont ouvertement les chefs. Les Socialistes-démocrates marxistes, les Socialistes-révolutionnaires terroristes, les Socialistes polonais, et surtout — peut-être la mieux organisée de toutes ces associations secrètes — le parti ouvrier juif, le *Bound*, sont conduits par des juifs, et se trouvent nécessairement influencés par le radicalisme juif de l'étranger.

Ainsi, il faut, en résumé, donner raison à Plehwe et à ses successeurs qui proclament que la question politique et la question juive n'en constituent au fond qu'une seule. S'il en était ainsi, ajoutons-le de suite, aucune autre solution de la crise ne serait possible que la guerre civile. Car les questions polonaise, ruthène, armé-

nienne, etc., qui ont cédé le pas à la question juive, réapparaîtraient de suite au moment de sa solution. L'Empire russe cesserait d'exister dans sa forme actuelle et se trouverait remplacé par une fédération rappelant l'Allemagne ou même l'Autriche-Hongrie. Cette considération évidemment fort grave a rejeté le tsarisme, et même ses serviteurs les plus raisonnables dans l'intransigeance absolue en ce qui concerne la question des transformations purement politiques. On ne saurait y toucher sans évoquer le spectre de la décadence du pouvoir grand-russien. Le problème, par contre, qui agite le tsarisme lui-même, est tout autre. Ses suppôts insinuent que le mouvement révolutionnaire indéniable n'est pas de nature politique — tout au plus un million de Grands-Russiens le comprendraient comme tel — mais dû à deux autres causes. Ces dernières, l'absence de justice et la misère — nourries par la bureaucratie — auraient provoqué, au-dessous de la crise politique, une crise morale et une crise sociale.

LA CRISE MORALE

Cette théorie tsariste, qui nous permettra de découvrir tous les ressorts réels de la révolution, se base sur le fait certainement frappant que toutes les profondes différences nationales et sociales qui existent dans l'Empire se sont complè-

tement effacées pour céder la place à une seule et puissante aspiration commune : la destruction du régime bureaucratique. L'explication de ce phénomène remarquable réside tout entière dans un fait psychologique : il est la réaction contre l'insolence de la bureaucratie qui s'exerce envers tous les sujets du tsar sans aucune exception. Tous, riches et pauvres, aristocrates et paysans, bourgeois, savants et ouvriers se trouvent également privés de tout moyen de résistance contre l'arbitraire de n'importe quel fonctionnaire qui intervient dans les occurrences les plus banales de la vie quotidienne, comme dans les affaires judiciaires ou politiques les plus graves. Et cette situation du peuple en face d'une caste régnante dépourvue de tout scrupule, est d'autant plus insupportable que les actes officiels qui viennent d'être appelés « arbitraires » selon le point de vue de la mentalité occidentale, ne le sont pas du tout selon la « loi » russe. Au contraire, dans l'immense majorité des cas, ces actes « arbitraires » sans recours sont parfaitement conformes à l'esprit, ou, à son défaut, du moins à la lettre des édits imaginés par la bureaucratie, acceptés comme utiles par des tsars ignorants, et ratifiés sous la dénomination, sans doute ironique, de « lois » par les mêmes individus qui les ont proposés en vue de leurs propres intérêts.

C'est cette oppression judiciaire, cette légalisation de l'illégalité, ce régime du déni de justice

qui constitue certainement le lien le plus fort qui unit les éléments divergents de la révolution. Cela a été reconnu par les chefs de la bureaucratie euxmêmes, par les outsiders comme Witte ou Mirski aussi bien que par l'oligarchie apeurée, par Mouravieff, Pobiédonostseff et les grands-ducs. Mais si les oppresseurs les plus résolus rêvent, pour déchirer le « lien moral » de la révolution, de donner au peuple l'occasion de se faire appliquer strictement la « loi », et, partant, de supprimer l' « arbitraire », ils ne sauraient, sous peine de se suicider politiquement, et... pécuniairement, avouer que la « loi » est elle-même, telle qu'elle existe en Russie, le suprême arbitraire, parce qu'elle confère à des fonctionnaires irresponsables des pouvoirs discrétionnaires qui leur permettent, souvent même les obligent, de commettre ce que nous appelons le déni de justice. Dans de telles circonstances, la suppression de l'arbitraire, la « réforme des lois » n'est possible que par la destruction complète de toute la législation russe actuelle. Car, et c'est ici le point cardinal, le pivot de toute la crise révolutionnaire, l'existence de « l'arbitraire légal », à elle seule, dans tous les domaines de la vie de l'Etat, fait dépendre toute l'administration et toute la juridiction uniquement des dispositions personnelles du fonctionnaire.

Ainsi, par exemple, il existe une « loi » qui donne au directeur de la censure le pouvoir dis-

crétionnaire de décider si des écrits sont admissibles à la publication ou non. Pas un mot ne fixe les limites de l'admissibilité. On juge ce que c'est qu'une loi pareille si l'on s'imagine à la place de l'ancien inspecteur d'écoles Zviéreff, disciple du grand-duc Serge et de Pobiédonostseff, lequel a dirigé cette officine pendant le règne de l'oligarchie, des hommes comme Tolstoï et Gorki : les trois noms en font trois lois différentes. (Un homme comme Zviéreff a pu aller assez loin pour défendre même à la presse étrangère de dire ce qu'elle veut ; et il a osé installer un « bureau spécial des correspondants de la presse étrangère », où ces derniers trouvent les « seuls renseignements véridiques qui sont acceptés sans censure par les télégraphes » ; seuls, bien entendu, des journalistes français en ont profité.)

Une autre « loi » donne au chef de la police politique — institution en elle-même contraire à la notion de loi — le droit de surveiller la correspondance des personnes suspectes. Qui est suspect ? D'aucuns regarderont un ministre comme non suspect. D'autres tiendront pour suspect quiconque est assez riche pour pouvoir être rendu la victime d'un bon chantage. Plehwe — on l'a vu — prit pour suspects ses supérieurs, le tsar lui-même, le monde entier, comme il ressort de l'avis officiel suivant daté de février 1904 : « Les lettres sous enveloppe fermée venant de l'étranger ne doivent contenir aucun imprimé russe. Les

envois ne se conformant pas à cette règle seront confisqués. » Comment Plehwe constatait-il dans les enveloppes fermées la présence d'imprimés en russe ? Il commettait en grand le délit de la violation du secret de la correspondance. Ce délit est donc légal en Russie.

De tels faits suffisent pour établir que toutes les promesses et toutes les réformes par lesquelles la bureaucratie voudrait influencer la crise morale sont vaines. « Le droit pour tous les sujets d'obtenir la justice selon la loi » est une *contradictio in adjecto*. Néanmoins, la question a été habilement posée. La « question morale » n'est que le réveil de la dignité humaine dans toute la nation ; elle est la question de la confiance populaire dans la loi ; et ce problème ne peut-il pas être solutionné sans un changement fondamental de l'organisation politique de l'Empire ? Le servage national sous la férule de la bureaucratie n'est aucunement une question politique. C'est uniquement « une malheureuse coïncidence de 130 millions de questions personnelles » ! Si chaque sujet du tsar individuellement pouvait obtenir satisfaction dans la question du traitement juste par chaque fonctionnaire individuellement, toute la question disparaîtrait. Si chaque bureaucrate se conformait à la loi existante non pas comme Plehwe qui l'utilisait pour ses intérêts personnels, mais honnêtement, dans l'intérêt du pays et des populations, la bureaucratie ne rencontrerait aucune haine, aucune

résistance ; aucun mouvement révolutionnaire ne serait possible ; personne en dehors des « étrangers » qui ont adopté la funeste mentalité des peuples civilisés, ne demanderait le droit d'intervenir dans l'activité gouvernementale ! Car, la révolution, la constitution est-elle demandée comme autre chose qu'une garantie contre l'arbitraire fonctionnariste ? Ainsi, le problème moral deviendrait une simple question de tact administratif, et celle-ci, bien entendu, pourrait être résolue par la bureaucratie elle-même qui non seulement garderait son pouvoir absolu et fructueux, mais qui acquerrait, en outre, les sympathies, l'amour de la nation !

Cette singulière argumentation bureaucratique est peut-être moins spécieuse qu'elle ne paraît à l'esprit occidental ; elle se base, en effet, sur l'état d'esprit réel de grandes masses de paysans et d'autres personnes incultes qui sont encore incapables de discerner l'importance des formes politiques, mais qui se révoltent sourdement de cas en cas contre les procédés arbitraires des autorités. Et l'on pourrait même croire que jusqu'au moment où ces masses apathiques et ignorantes se seront rendu compte qu'un esclave bien traité n'en reste pas moins un esclave, le « tact administratif » puisse effectivement retarder la révolution, si seulement tact et bureaucratie n'étaient pas des pôles opposés. Et si même la « réforme morale » était accomplie, si chaque fonctionnaire était rendu

individuellement responsable judiciairement des actes officiels qu'il commet contre la loi — réforme qui, on l'a vu, a complètement avorté par la faute du grand-duc Vladimir désireux d'assurer aux grands-ducs l'impunité sans restriction — rien encore ne changerait, aussi longtemps que la bureaucratie elle-même pourra continuer à transformer, à introduire, à abolir des « lois » à l'abri de tout contrôle national. La bureaucratie continuerait tout simplement à transformer la loi de façon à lui rendre conforme tout acte arbitraire qui peut paraître favorable aux intérêts matériels ou moraux de la caste régnante.

L'ARBITRAIRE LÉGAL

Il faudrait des volumes spéciaux pour dresser le répertoire de cette législation à l'usage de la bureaucratie. Il n'existe guère une seule loi, une seule disposition tsarienne de l'époque pré-bureaucratique qui n'ait été transformée en vue de « légaliser l'arbitraire » du fonctionnarisme. La nation voit dans cet état de choses, dans cette anarchie légale, le fond politique que l'oligarchie cherche à nier : comment, en effet, enrayer ce développement de l'arbitraire bureaucratique à moins du contrôle national sur la législation ? et comment exercer ce contrôle sans Constitution, sans pouvoir législatif dévolu à une représentation nationale élue ?

Mouravieff et Plehwe ont été les principaux artisans de la transformation arbitraire de la loi, et ils s'y sont surpassés au fur et à mesure, précisément, que les revendications populaires ont augmenté de force. On sait déjà que Plehwe a fait nommer Mouravieff ministre de la Justice, parce que le ministre antérieur avait refusé d'abolir l'unique juridiction indépendante qui existât. Mouravieff supprima la justice de paix et chargea, par une « loi » ! la police de s'occuper des affaires ressortissant à la justice de paix. Ainsi pour toutes les petites affaires, la justice fut remplacée par de simples ordres de police, sans discussion et sans défense possibles. Ce fut le premier grand coup de la bureaucratie contre la justice.

Mouravieff inonda la magistrature de « circulaires » équivalant à des décrets, dans lesquelles on relève des phrases comme celle-ci : « Les magistrats sont des fonctionnaires comme tous les autres ; leur premier devoir est donc la discipline et l'obéissance à tous les ordres de leurs supérieurs. » « Je recommande donc aux procureurs et aux présidents de solliciter avant de conclure et de juger dans ces affaires (politiques) l'avis du ministère, pour éviter des suites fâcheuses. » « Les magistrats, fonctionnaires de l'Empereur autocrate, auront dans ces délicates fonctions [instruction contre les suspects] à regarder uniquement l'intérêt de l'Etat, et à exagérer leur

sollicitude dans cette direction plutôt que d'agir contre ces intérêts par de fausses considérations d'indulgence. » En d'autres mots, le principe du régime fut le jugement par ordre.

On en a vu des exemples retentissants dans les grands procès de Kichineff et de Homel contre les massacreurs de juifs ; dans l'un (à Homel), on est même arrivé à disculper tout le monde tout en prononçant une condamnation morale contre les victimes. Le procès (1903) contre les grévistes de Taganrog a prouvé que le ministre de la Justice peut ordonner impudemment le faux témoignage aux fonctionnaires, la subornation des témoins non officiels, et les termes mêmes du jugement. Quinze agents secrets témoignèrent dans cette affaire contre une vingtaine d'accusés, et leur reprochèrent des propos révolutionnaires contenant des mots étrangers qu'eux-mêmes ne comprenaient pas, comme la défense le constata. Pour ne pas se tromper en attribuant, aux débats, ces propos à d'autres accusés qu'à l'instruction, la cour avait placé devant les places des accusés des numéros concordants avec ceux des dossiers, ce qui facilita la tâche des témoins officiels; ces numéros enlevés sur la sommation des défenseurs, les témoins ne reconnurent plus, en aucun cas, ceux qu'ils chargeaient. Il en fut de même pour les témoins non officiels, dont six avaient été absents de la ville au moment des grèves, et qui, troublés, avouèrent avoir été reçus par le procureur qui leur avait

dicté leurs dépositions non sans leur promettre des gratifications en argent. La situation fut si pénible que la cour n'osa rien décider, et traîna les débats pendant cinq heures sur une question de forme, pour ensuite prononcer incontinent les condamnations les plus fantastiques. L'inévitable indiscrétion a mis au jour un échange de dépêches chiffrées avec le ministère, dont la dernière contenait l'énoncé des peines à prononcer !

C'est un seul cas typique, prouvé, pour des milliers de semblables.

LA TRANSFORMATION DES LOIS

Or, dans tous ces cas, du moins y a-t-il eu des procès, des interventions judiciaires, des applications, quelque faussées qu'elles fussent, de la « loi » existante, c'est-à-dire un simulacre de justice. Ce qui est plus grave encore que ces dénis de justice, est le remplacement des lois par des lois nouvelles, qui détruisent les garanties indispensables pour conserver ne fût-ce que la confiance théorique des justiciables. Sous Mouravieff, pas moins de sept cent six « lois » ont été promulguées en vue de limiter la compétence des assises que le Sénat et le Conseil de l'Empire n'avaient osé abolir d'un coup. On est arrivé ainsi, parmi une foule d'autres monstruosités, à ce que dans toutes les affaires où des bureaucrates peuvent

éprouver quelque désagrément, les assises siègent sans jury, de façon que les fonctionnaires ne sont plus jugés que par leurs camarades et complices. Mieux encore.

La publicité des débats aux assises était fort gênante, surtout dans les affaires politiques. Alexandre III, déjà de plus en plus apeuré par les machinations de l'oligarchie, autorisa les occultes dirigeants à trouver une procédure plus sûre. Un règlement, élaboré par Plehwe et Mouravieff, organisa officiellement la condamnation sans jugement pour délits politiques. Ce ne fut pas même une « loi » au sens russe, mais un « décret provisoire ». La permission tacite du tsar suffisait. Le Sénat et le Conseil de l'Empire se trouvaient écartés. L'illégalité devint, malgré leur discrète protestation, un nouveau droit ! Plehwe, Mouravieff, Pobiédonostseff et le chef de la police secrète, à eux quatre, s'arrogèrent le monstrueux privilège de prononcer, sur simple rapport de police, des peines comportant jusqu'à cinq ans de déportation avec relégation consécutive au fin fond de la Sibérie, une des peines les plus sévères qui se trouvent dans le Code pénal. Le Code pénal était, dès lors, en réalité, aboli au profit des quatre conspirateurs. Grâce à cette loi, des milliers des meilleurs citoyens de Russie, les plus courageux et les plus intelligents, mais pour cela même les plus suspects, ont été enterrés vivants en Sibérie, ou bien jetés en prison, souvent sur la seule

dénonciation d'un concierge mécontent (les concierges sont nommés par la police). Et quelle « réforme » la bureaucratie a-t-elle imaginée pour remédier à cet état de choses ? Elle a organisé une loi, une loi légale qui, officiellement, organise et aggrave ces monstruosités mêmes. Il n'y a pas de meilleure condamnation de la bureaucratie que le rapport confidentiel que Mouravieff a adressé sur cette question au Conseil de l'Empire, après autorisation suprême, le 10 février 1904. Le voici :

« Les défauts de la législation concernant la procédure dans l'instruction des affaires politiques sont depuis longtemps connus, et pourtant ils restent non abrogés jusqu'à nos jours.

« Ces défauts se font cependant sentir avec plus de force à l'heure actuelle à cause de la recrudescence considérable, pendant ces dernières années, de la propagande socialiste-révolutionnaire.

« Le nombre des crimes politiques qui surgissent annuellement a, en conséquence, augmenté d'une manière extraordinaire. On ne peut pas passer, sans attirer spécialement l'attention, sur cette circonstance particulière, que l'autorisation (introduite par la loi du 19 mai 1871 à titre de mesure provisoire) de trancher, dans certains cas, certaines affaires politiques, par ordre administratif, au lieu de les déférer aux tribunaux, — comme l'exigent des statuts judiciaires de l'année 1864, — que cette autorisation s'est transfor-

mée par le fait en règle générale, sauf de très rares exceptions.

« Un tableau frappant de cette situation est présenté par les données statistiques puisées aux archives du ministère de la Justice et se rapportant aux crimes politiques des années 1894 à 1903. »

Suit cette statistique. Le ministre y fait ressortir que, de 1894 à 1903, le nombre des « criminels politiques s'est élevé de 1,500 à 12,000, dont plus de 6,000 ont été poursuivis « par ordre personnel du tsar », sans que les organes de la justice aient été saisis de ces affaires ! Les seules « déportations sans jugement » pendant la dernière année s'élèvent à plus de 1,500 contre 55 en 1894. Et il ne faut pas oublier que toute cette statistique ne concerne que les « crimes » dont le ministère de la Justice a eu à s'occuper. Elle néglige les dizaines de milliers de « condamnations » sur lettre de cachet de la police, laquelle dépend du ministère de l'Intérieur. Celle-ci s'est abattue sans contrôle sur tous les suspects auxquels absolument rien n'a pu être reproché juridiquement. Or, selon les chiffres divulgués d'après les listes de Plehwe, le nombre de ces malheureux s'élève, pour la seule année de 1903, à 64,000 personnes ! Mouravieff constate que tout cela est une déviation de l'idée fondamentale de la justice russe et il poursuit sa démonstration comme suit :

« Il résulte de ces données, premièrement, que

le nombre des affaires politiques a augmenté pendant ces dix dernières années dans une proportion énorme, et, secondement, que toutes ces affaires, sauf un très petit nombre d'exceptions, ont été tranchées par ordre administratif. Il y a lieu de signaler ce fait que, pendant l'espace de temps 1894-1901, aucune affaire politique n'a été déférée aux tribunaux selon le règlement prévu par notre Code de procédure criminelle. Ce n'est qu'en 1902 qu'on a déféré aux tribunaux mixtes, avec des représentants des différents ordres, trois affaires, et en 1903, douze affaires. Quant aux affaires déférées en vertu des lois exceptionnelles aux tribunaux militaires, leur nombre est insignifiant et ne dépasse pas trois à cinq par an. Il faut aussi remarquer que le nombre des poursuites ordonnées par Sa Majesté Impériale qui n'était en 1894 que de 56, a augmenté, en 1903, jusqu'à 1,533, c'est-à-dire de vingt-sept fois.

« Cet état de choses où, pour trancher les affaires politiques, la solution administrative devient le mode normal, tandis que la solution judiciaire est le mode exceptionnel, ne peut être considéré que comme une déviation de l'idée fondamentale qui guida le pouvoir législatif non seulement au moment de la rédaction des statuts juridiques en 1864, mais même lors de la promulgation de la loi du 19 mai 1871.

« Et, pourtant, cet état de choses a pris une extension considérable grâce aux défauts de pro-

cédure dans les affaires concernant les crimes d'Etat et aux défauts de notre législation criminelle en général.

« C'est pourquoi nous proposons les projets de loi suivants :

« 1° Les affaires dont l'instruction préventive est terminée seront dirigées sur le cabinet du procureur de la cour d'appel (Soudebnaïa Palata). Le procureur présentera ses conclusions au ministre de la Justice, sauf les cas où la loi lui permet de délivrer une ordonnance de non-lieu. Le ministre de la Justice, ou donnera à l'affaire une suite judiciaire, ou annulera la procédure après en avoir référé au ministre de l'Intérieur si les données réunies par l'enquête lui paraissent insuffisantes pour traduire les prévenus devant les tribunaux, ou bien remettra l'affaire aux mains du ministre de l'Intérieur dans les cas où il manquera des preuves juridiques de crime politique, mais où on sera en possession de preuves d'idées politiques subversives : dans ce dernier cas, le ministre de l'Intérieur appliquera les articles 34-36 du règlement de sûreté générale ;

« 2° Dans le cas où, pour des raisons exceptionnelles, le ministre de la Justice jugera utile d'extraire une affaire politique de la voie judiciaire, il pourra, après entente avec son collègue, le ministre de l'Intérieur, solliciter de Sa Majesté l'ordre de la terminer par voie administrative ;

« 3° Dans le cas où les affaires sont déférées aux

tribunaux, le procureur sera tenu de suivre la procédure des cours d'assises sans jury. »

Ce document est doublement important : d'un côté, il prouve l'énorme extension que le mouvement révolutionnaire a pris depuis 1894 (régime Witte) en Russie ; de l'autre côté, il peint admirablement le caractère du « régime de la légalité » qui, là même où il prétexte de mettre fin à la procédure illégale, se borne tout simplement à sanctionner, à légaliser l'illégalité existante.

Voilà donc de quelle façon la « justice » peut être assurée par la réforme bureaucratique. Il faut ajouter que, dans le projet de loi dressé conformément à ce rapport, Mouravieff a spécifié en outre que *si*, par hasard, les tribunaux ont à connaître, malgré tout, de crimes politiques, ils peuvent « descendre de trois échelons dans l'échelle des degrés du crime » par rapport au crime indiqué comme cause des poursuites par le ministre ; en d'autres mots, il leur est en tout cas défendu de prononcer des acquittements dès que le ministre indique un délit quelconque.

PRÉVARICATION JUDICIAIRE

Ce beau spécimen de réforme judiciaire a une valeur symptomatique considérable. Il montre que la bureaucratie peut introduire des lois pour le bénéfice personnel des fonctionnaires. Plehwe et

Mouravieff, ses auteurs, s'ils étaient restés au pouvoir, auraient pu facilement se débarrasser, avec cette arme, de n'importe quel adversaire politique ou autre, et l'utiliser en même temps comme un merveilleux instrument de chantage. Des procédés analogues ont été employés dans tous les domaines de l'administration, pour rendre légales des habitudes d'arbitraire qui facilitent surtout le chantage et la corruption. Des affaires sensationnelles l'ont montré au peuple russe. Les deux plus curieuses, qui impliquent les ministres eux-mêmes, achèveront de montrer que la « crise morale » est identique à la « crise politique ».

La première est connue sous le nom de l'affaire Barantsévitch. Elle est fort simple.

Barantsévitch, juge d'instruction, confisqua 15,000 roubles, illégalement, dans un procès d'héritage qu'il instruisait. Celui sur lequel il les avait confisqués, reconnu innocent de détournements, réclama son argent. Cet argent avait disparu. Le juge fut inculpé et condamné pour détournements. Mais il put établir, lettres de change à l'appui, que c'était le ministre Mouravieff qui avait reçu l'argent. Le tribunal déclara que c'était une affaire personnelle qui ne le regardait pas, et fit rembourser les 15,000 roubles par l'Etat à l'héritier. Le juge, gracié, jouit d'un avancement scandaleux ; il fut nommé procureur à Irkoutsk !

La seconde, la définitive, qui a finalement culbuté le ministre lui-même, non sans discréditer, en

outre, la Cour de Cassation, est un véritable répertoire de tous les arguments qu'un régime peut produire contre lui-même. C'est l'affaire Loubarski-Pismenni.

Cet homme, conseiller d'Etat intime, capitaliste notable, était vice-président d'un syndicat de banques de Kharkoff qui, en 1900, au plus fort de la crise industrielle, se vit en face d'une situation difficile. Le syndicat demanda l'autorisation d'émettre un emprunt de sauvetage. Sur le refus de Witte, motivé par des rapports malveillants de son représentant local, lequel était aux gages des nommés Riabouchinski, le président du syndicat se suicida. Les actions tombèrent de 300 0/0 en huit jours et les Riabouchinski, banquiers véreux de Moscou, s'en emparèrent à vil prix de façon à en détenir la majorité. Ils exigèrent une assemblée générale extraordinaire à laquelle ils firent assister, pour avoir le vote de la majorité, quarante de leurs employés comme actionnaires fictifs, délit qui, d'après la loi russe, devait infirmer toute décision. Or, cette assemblée fictive élut les Riabouchinski au conseil d'administration, et porta plainte contre Loubarski et les autres membres sortants pour banqueroute frauduleuse, où il n'y avait même pas faillite ! Alors commença une tragédie odieuse.

Pour éliminer du syndicat Loubarski et ses amis, il fallait absolument leur condamnation ; celle-ci entraînerait, en outre, le remboursement

par les inculpés de toutes les pertes, 6 millions de francs, bien qu'après la panique les fonds du syndicat, qui faisait surtout les affaires hypothécaires, dussent atteindre de nouveau leur première valeur. Mais la condamnation était, en toute justice, impossible. Les Riabouchinski versèrent alors 800,000 francs au ministre Mouravieff, contre l'engagement formel d'obtenir la condamnation. Le ministre mena ses magistrats en conséquence. Loubarski fut arrêté et mis au secret pendant dix mois ; aucun document de l'accusation ne lui fut soumis ; il ignora tout de l'accusation précise qui pesait sur lui. Le procès devant les assises fut fixé au mois d'avril 1902. Les défenseurs commencèrent à se préparer quand, après huit jours, le ministre ordonna les débats immédiats. La défense, sans documents et sans préparation possible, était étranglée. Le ministre dépêcha un agent spécial, le nommé Chtchéglovitoff, avec des ordres spéciaux pour la conduite des débats ; le jury se composait en partie d'individus complètement illettrés, dans une affaire où tout devait dépendre de la comptabilité d'un établissement de crédit de premier ordre ! La Cour reconnut le fait du délit de l'assemblée fictive, mais ajouta que des raisons spéciales (l'ordre du ministre) l'obligeaient à passer outre. On constata la subordination des témoins, employés des Riabouchinski ; on constata le refus du parquet de demander à diverses administrations des documents

primordiaux pour la défense ; on refusa le témoignage du ministre des Finances Witte. On constata que le jury touchait des indemnités scandaleuses et qu'il délibérait sous la surveillance de Chtchéglovitoff : Loubarski et cinq autres innocents furent condamnés à la prison et leurs fortunes totales, 20 millions de francs, furent mises sous séquestre pour garantir la couverture des 6 millions de pertes ; de cette façon, ils ne purent participer aux affaires du syndicat, livré aux escrocs moscovites. Les malheureux se pourvurent en cassation. Et le tsar, effrayé sur un rapport de Witte, ordonna, en attendant, la mise en liberté des condamnés. Mouravieff eut pleinement conscience du crime commis.

Et pour savoir comment l'heureux ministre récompensa ses domestiques serviles, qu'on parcoure cette liste qui comprend tous les magistrats ayant participé aux procès, avec leurs petits profits obtenus aussitôt après :

1. Davidoff, procureur général à Kharkoff, nommé premier président de la cour d'appel d'Odessa.

2. Sokalski, substitut, nommé procureur à Novotcherkassk. (Rédacteur de l'acte d'accusation frauduleux.)

3. Doublianski, substitut, gratifié de l'ordre de Stanislas de 1re classe et anobli.

4. Deliaroff, procureur, nommé conseiller à la

cour d'appel de Saint-Pétersbourg. (A sanctionné l'accusation illégale des prévenus.)

5. Snopko, substitut, nommé président de la cour de Simféropol.

6. Laiming, juge d'instruction, gratifié d'une décoration et anobli. (A arrêté les prévenus arbitrairement.)

7. Yuchneffski, juge d'instruction spécial, pour affaires importantes, attaché au parquet de Moscou, nommé substitut à Karkhoff. (A mené l'instruction par ordre spécial du ministre Mouravieff, après avoir mené la grosse affaire de concussion Mamontoff, à la satisfaction du ministre, c'est-à-dire de façon à faire virtuellement acquitter le milliardaire Mamontoff, incriminé d'avoir touché des sommes énormes pour la construction d'une voie ferrée qu'il a négligé de construire.)

8. Podgourski, magistrat stagiaire, assistant du précédent, nommé juge d'instruction.

9. Ananieffski, conseiller à la cour de Kharkoff, promu à une fonction analogue, mais mieux rémunérée, à Moscou.

10. Krifftsoff, président suppléant de la cour de Kharkoff, nommé président de la cour de Novotcherkassk.

11. Houbert, conseiller à la cour de Kharkoff, nommé président à la cour de Vitebsk, anobli et décoré d'un ordre précieux. (A été rapporteur de l'affaire devant la cour de Kharkoff.)

12. Krestianoff, conseiller à la cour de Khar-

koff, nommé conseiller intime du tsar pour « services spéciaux ». (A présidé les débats du procès.)

13. Tcherniaffski, premier président de la cour de Kharkoff, nommé sénateur au département de cassation (où l'affaire est venue après pourvoi).

14. Pouchkin, premier président honoraire de la cour de Kharkoff, nommé sénateur au département de cassation.

15. Chtchéglovitoff, « agent spécial du ministre, délégué pour la surveillance et la direction du procès », nommé procureur général près le Sénat gouvernant au département formant Cour de cassation.

Rien que cette liste ouvre des horizons insoupçonnés sur ce que Mouravieff a fait de la justice russe. Mais ce n'était pas tout encore. Chtchéglovitoff, nommé procureur à la Cour de cassation, conclut par la bouche de son adjoint au rejet du pourvoi dans cette même affaire qu'il avait dirigée aux assises de Kharkoff. Le pourvoi fut rejeté. Le tsar, de plus en plus épouvanté, au lieu de débarrasser le pays de l'escroc Mouravieff et de ses complices, ne sut qu'interdire l'exécution des peines prononcées, tout en donnant aux innocents une nouvelle chance par un procès accessoire qui pouvait venir encore en cassation. Les concussionnaires tinrent bon. Mouravieff envoya aux nouveaux débats son secrétaire particulier qui déclara à haute voix que « la raison la plus simple indiquait que le pourvoi était à rejeter ». Il avait

aussi, sous prétexte de suspicion de fuite, fait mettre aux arrêts de chambre le malheureux Loubarski, brisé, aveugle et cardiaque à la suite de ses souffrances morales et physiques. L'accusé muselé, le ministre menaçant, la cour terrorisée et, en partie, payée d'avance, le résultat était sûr : nouvelle condamnation. Le tsar ne sut que pleurer, le tsar autocrate seul responsable des actes officiels ! Pour rendre inoffensif le gredin omnipotent, il a fallu le mépris public. Ses collègues refusèrent sa main. Au conseil de l'Empire, quarante conseillers, l'un après l'autre, le sourire aux lèvres, s'adressèrent à lui : « Monsieur, que raconte-t-on donc sur les affaires Barantsévitch et Loubarski ? » Il montra de la « fatigue », et le tsar, tremblant, lui proposa l'ambassade de Rome...

La crise morale n'est pas une crise politique ! Mais l'affaire Loubarski prouve qu'elle a du moins un sérieux côté économique.

LA CORRUPTION UNIVERSELLE

L'arbitraire bureaucratique sanctionné par la loi ne sert pas seulement les visées ou les ambitions politiques. Il doit d'abord et avant tout procurer aux bureaucrates des revenus convenables pris dans les coffres-forts publics ou privés. La corruption de haut en bas est sa préoccupation princi-

pale. En mesurant l'extension de ce sport, on s'aperçoit que la crise morale se complique sérieusement d'une crise économique ; car les fonds volés annuellement se chiffrent par des centaines de millions. Mieux qu'ailleurs c'est dans l'armée, la marine et les travaux publics que la corruption peut s'étaler, d'abord à cause des sommes énormes qu'emploient ces administrations, ensuite parce que, aux yeux des simples citoyens, une foi aveugle dans l'honnêteté professionnnelle s'attache facilement au titre de général ou d'amiral. L'encouragement à la corruption que constituent le tacite consentement du tsar et les pratiques des grands-ducs, est d'autant moins une excuse que ceux-là sont les autocrates dont la volonté fait loi, tandis que les autres ne sont que des valets bien salariés.

L'ampleur des prévarications bureaucratiques mérite d'être signalée parce que, plus encore que celles des grands-ducs, elle est devenue un levier puissant du mécontentement populaire. L'expansion en Asie leur a donné une impulsion admirable. On a vu que Bézobrazoff et Alexéieff ont drainé, pour l'organisation de la Mandchourie, 850 millions qui sont restés on ne sait où. Les ingénieurs ont travaillé de leur côté. Ainsi, par exemple, on a construit exprès sur le lac Baïkal des embarcadères très chers à des endroits où les tempêtes de printemps les détruisent annuellement ; on les reconstruit tous les ans aussi légè-

rement que possible en dépensant les crédits accordés pour une construction définitive, d'où un gain de 3 millions de francs par an pour les ingénieurs. A Dalny, le fameux port à côté de Port-Arthur, « libre de glace », maintenant acquis au Japon, les ingénieurs ont voulu qu'on établisse, comme protection contre les vagues très fortes, une jetée immense de 49 millions de francs ; 20 seulement furent dépensés, le reste disparut à l'interruption des travaux, décidée quand on constata que la jetée rompait bien les vagues, mais donnait aussi au froid toute facilité de congeler l'eau accalmée : ce qui fait qu'on a détruit, tout en volant 29 millions, le port pour lequel on avait annexé toute la Mandchourie, et qui est gelé maintenant pendant six mois de l'année. Autre exemple.

On a pu lire dans le *Vostotchnoié Obozriénié* d'Irkoutsk la descripion suivante de l'état de la ligne du fameux chemin de fer circumbaïkalien inauguré à grands coups de réclame le 17 septembre 1904 : « Les premiers trains quittaient la station de Kultusk le 17 septembre. Il leur fallut trois jours pour parcourir les cent quinze kilomètres de la ligne. Le tunnel n° 10 est un obstacle absolu à la circulation des voitures à voyageurs. On s'est trompé sur la hauteur de ce tunnel et les voitures ne peuvent y passer. Un premier train a tenté l'aventure, mais toutes les cheminées et tous les ventilateurs ont été arrachés. Ce même train a déraillé dix fois. La ligne a coûté 40 millions de

francs, auxquels il faut ajouter 43 autres millions « pour accélérer la construction ». Résultat : la ligne reste absolument inutilisable et, pendant l'hiver, la traversée du lac se fera de nouveau, comme l'année dernière, sur la glace en traîneaux tirés par des chevaux. Le gouvernement vient déjà d'acquérir un millier de chevaux dans ce but. »

Tout commentaire affaiblirait cette intéressante information. Elle n'étonne que ceux qui ignorent comment toutes les lignes (transbaïkalienne et transmandchourienne) ont été construites. La Russie s'est encore développée après 1900. Tandis qu'alors, les ingénieurs, pour cacher leurs prévarications, faisaient détruire les tronçons les plus compromettants par des Khounghouses dont on peut toujours s'assurer le concours pour quelques roubles, ils ont appris depuis à se targuer de leur adresse. Leur grand chef, le prince Khilkoff, les encensa personnellement et se fit complaisamment gloire de leurs hauts faits techniques. Comme il a lui-même dirigé les travaux, il était certain qu'il n'aurait pas la cruauté d'envoyer en Transbaïkalie une commission d'enquête comme en 1900...

L'ARMÉE AUX VOLEURS ET AUX TRAITRES

Dans les domaines militaires et navals, ces crimes sont encore plus répréhensibles parce qu'ils

se compliquent facilement de véritables trahisons, surtout en temps de guerre. Or, on en constate de formidables de toutes parts. Le simple jeu des services d'intendance a permis au généralissime Kouropatkine d'amasser une fortune personnelle de plus de 6 millions de roubles jusqu'en janvier 1905, comme la liste de ses dépôts et placements le montre. Et, en même temps, il a adressé, le 26 décembre 1904, au tsar, une dépêche désespérée, montrant le dénuement de ses troupes, le manque total, après quatre mois d'hiver, de vêtements chauds, la scandaleuse infériorité en quantité et en qualité des vivres, ainsi que la lenteur désastreuse des transports ; cette dépêche finissait par ces paroles :

« Aussi longtemps que l'intendance ne sera pas réorganisée de fond en comble, je resterai fatalement immobilisé, et je serai hors d'état d'accueillir de nouveaux renforts qui, ne pouvant être nourris, ne seraient qu'un poids mort. »

Les généraux et les officiers en campagne ont soustrait, sur les fonds d'administration à eux confiés, des pourcentages énormes. Les fonds de mobilisation pour les districts de Minsk et de Mohileff ont été totalement volés; ailleurs, ils l'ont été en grande partie, de façon que les réservistes appelés sous les drapeaux, mourant de faim, se sont révoltés partout pour passer ensuite dans les rangs des révolutionnaires. Les gouverneurs, présidents des sociétés de la Croix-Rouge, ont subti-

lisé des millions. Le gouverneur général de Kieff, le général Soukhomlinoff, à lui seul (une enquête officieuse l'a prouvé), a fait main basse sur 600,000 francs en falsifiant la comptabilité et en se faisant adresser les fonds à son domicile particulier. L'administrateur général de la Croix-Rouge, Alexandrovski, ami très intime de l'impératrice-mère, déjà connu pour avoir, en 1898, volé les fonds destinés à soulager la famine dans le midi du pays, s'est enrichi de façon scandaleuse. Et que dire enfin de la marine ?

Là, non seulement on touche, comme partout, 10 0/0 sur toutes les commandes, mais on empêche ces dernières pour toucher encore davantage. Quand il s'est agi d'acheter des croiseurs argentins dont l'appoint aurait pu bouleverser les événements, toutes les offres sérieuses furent écartées par l'amiral Rojestvenski et le chef d'état-major Virénius, parce qu'ils ne voulaient traiter qu'avec une maison américaine qui leur avait promis des bénéfices énormes sur cette affaire de 80 millions. On offrit même 200,000 francs aux autres pour se retirer de la compétition. Ceux-ci refusèrent, mais ils se heurtèrent dès lors à une inertie absolue : la Russie n'a pas reçu les bateaux et elle a perdu la guerre ! Les fameux dépôts de charbons de Tchémulpo, dont la protection, au début de la guerre, a coûté à la Russie le *Varyag* et le *Koréets*, et qui avaient coûté 8 millions de roubles, n'ont jamais existé. L'amiral Virénius

partit avec son escadre, en janvier 1904, sans canons, les crédits ayant été volés, et on lui envoyait son artillerie à Vladivostok où il n'est jamais arrivé. Tous les arsenaux étaient vides. Et le scandale fut tel que l'amiral Avellane, gérant du ministère, pour donner le change, dut sévir : non pas contre les gros voleurs de la capitale, mais contre les intendants d'Odessa qui, pourtant, n'avaient jamais reçu les crédits destinés aux arsenaux et aux dépôts de charbons de leur ville.

La mystérieuse affaire de trahison du colonel Grimm caractérise admirablement cet état de choses. Cet officier avait vendu à l'Allemagne et à l'Autriche tous les plans des forteresses de Pologne, les plans de mobilisation générale, et même les secrets de l'état-major français communiqués au ministère de la Guerre russe. Les sommes gagnées de cette façon s'élevaient à plus de 5 millions de francs. Or, Grimm n'était pas très fortuné au moment de son arrestation... Au procès, intenté après qu'un policier trop zélé eut découvert le crime au moyen d'une lettre adressée à une dame à Nice, Grimm déclara hautement : « Je suis coupable, mais les trois quarts de vous ont leur place à mes côtés, sur ce banc. » Il prouva la complicité de plusieurs commandants de places fortes, du gouverneur général Tchertkoff, du chef d'état-major, le général Pousyrevski, du général Herchelmann et de nombreux officiers supérieurs. Il ajouta à la fin des débats ces

paroles : « Si l'on veut que l'armée russe soit prête à la guerre, il faut jeter en prison tous les généraux sans exception. » L'effet sur le tsar fut foudroyant. On s'arrangea avec le bouc émissaire; celui-ci voulut bien déclarer, après coup, que les documents vendus étaient faux. Aussi, ne fut-il condamné qu'à quelques années de prison, et le tsar... se tranquillisa. La guerre a prouvé cependant que Grimm avait raison. Au mois de juin 1904, un des plus hauts personnages de l'Empire m'a déclaré que sur 8 millions de francs que coûtait alors la guerre quotidiennement, on comptait environ un cinquième comme perdu dans les poches des fonctionnaires.

La guerre a eu le mérite de montrer à la nation entière cette pourriture morale. La corruption, d'un fait moral, est devenu, par son exagération même, un fait économique. Il est bien vrai que la crise économique s'est produite indépendamment de la corruption ; mais cette dernière a convaincu le peuple que sa misère matérielle, elle aussi, est imputable en grande partie au régime politique établi. La nation s'est ainsi vue amenée à chercher une issue de sa détresse économique par la réforme politique qui seule peut sauver, par le contrôle parlementaire, ne fût-ce que le cinquième du budget qui est tous les ans volé par ses gouvernants.

LA CRISE SOCIALE

La destruction de la loi au profit de la bureaucratie, l'oppression grande-russienne écrasant toute indépendance de pensée, de foi ou d'action, et enfin la misère croissante, consécutive à la mégalomanie économique du régime Witte, résultèrent, par l'ensemble de leur effet sur la mentalité populaire, en un profond bouleversement de la structure sociale. La masse amorphe des sujets du tsar se différencia au fur et à mesure que la conscience des causes d'où découlent ses malheurs pénétra des classes les plus instruites dans les foules. Et chaque nouvelle partie de la population devenue consciente entra aussitôt dans une opposition de plus en plus violente contre le régime.

Comme de juste, les professions libérales, les classes universitaires, les connaisseurs des pays civilisés furent les premiers ennemis du tsarisme. Elles l'étaient par littérature, par théorie, encore plus que par exaspération. C'est parmi elles, et chez elles seules, que le « nihilisme » et plus tard le terrorisme ont été cultivés. Ce sont elles aussi qui ont été les porte-paroles des foules restées inconscientes et qui ont fini par leur ouvrir les yeux.

Leurs rangs furent grossis par la bourgeoisie commerçante. Timide comme partout, elle se rallia à l'opposition non pas par théorie, mais pour

défendre ses intérêts matériels et moraux, gravement compromis par l'arbitraire bureaucratique. Ses colères restaient d'ailleurs modérées comme ses revendications, parce qu'elle sentit peu à peu l'éventualité d'une nouvelle lutte à soutenir contre ses propres victimes économiques, lutte sociale dont la perspective lui faisait souhaiter les autorités gouvernementales fortes. La bourgeoisie devint constitutionnaliste, mais certainement avec l'espoir secret de substituer à l'arbitraire bureaucratique, le régime moins répréhensible, mais aussi dur pour les classes inférieures, du « progressisme » capitaliste. Elle se fit même par moment l'alliée du tsarisme pour ne pas compromettre son entrée au pouvoir, préconisa un patriotisme profitable aux grandes affaires, et ne prit définitivement le parti des autres castes révoltées que quand elle s'aperçut que l'autocratie ne la traitait pas mieux que les socialistes, les terroristes et les paysans.

Ces deux éléments, les intellectuels et les capitalistes, étaient condamnés à l'impuissance, aussi longtemps qu'ils restaient sans appui d'en bas. Or, de façon générale, les foules populaires asservies ne deviennent conscientes de leur situation morale et matérielle que par la prolétarisation progressive, laquelle, de son côté, s'accompagne toujours d'une émulation intellectuelle ardente. Le régime Witte aida puissamment à ce développement. Le premier établissement des usines et des grandes

voies de communications provoqua un exode de paysans affamés vers les centres industriels. Cette nouvelle classe ouvrière se trouvait, en somme, dans une situation analogue à celle des ouvriers des pays civilisés, à cette différence près que leurs salaires (avec un maximum pour les plus développés d'environ 3 francs) étaient infiniment plus bas, et leurs conditions matérielles infiniment plus mauvaises (sous-alimentation, journée de travail variant entre douze et dix-huit heures, absence de toute mesure d'hygiène dans les usines, habitations en commun avec une moyenne de quatre locataires par chambre [familles comprises], épidémies, vexations policières surtout pour les passeports). Cette misère n'aurait peut-être pas suffi pour suppléer à la longue expérience dont les ouvriers occidentaux ont profité en organisant le prolétariat industriel. De vieilles institutions sociales d'essence russe pouvaient cependant remplacer cette expérience. D'une part, le *mir*, la propriété communale dans les villages grands-russiens, dont le fonctionnement est expliqué plus loin, léguait à ceux qui le quittaient, le sens de l'association ; et de l'autre, l'*artèle*, la coopérative d'artisans, qui existait depuis des siècles, avait non seulement doué les ouvriers d'un très réel talent d'association, mais encore évoqué, dans les foules du prolétariat industriel, chose infiniment plus importante, les idées de coopération, transposées dans la grande industrie : en d'autres

mots, le socialisme. L'idée fondamentale de l'*artèle* et du *mir* était simplement à appliquer à la vie industrielle pour mener le prolétariat à des conceptions qui, pratiquement, ressemblent tout à fait au marxisme. Seule, l'idée politique où aboutit ce dernier manquait. Elle fut greffée sur la mentalité existante par les intellectuels, cette même classe antitsariste qui avait fait naître le nihilisme. Ce fut un travail d'autant plus long que les ouvriers appartenaient en réalité encore à la caste des paysans, illettrée, abêtie par un clergé qui représentait le tsarisme comme la forme visible de l'autorité divine. Mais les preuves de plus en plus évidentes des méfaits du régime, facilitaient la tâche. Le socialisme marxiste, avec ses visées politiques, naissait ainsi du socialisme patriarcal des Slaves incultes. Ce dernier n'avait plus qu'à devenir conscient et à s'organiser.

Ce fut vers 1893 (ère Witte) que la première organisation ouvrière fut formée à Saint-Pétersbourg sous le nom d' « Union de Combat pour l'émancipation des classes ouvrières ». Comme les associations similaires nées depuis 1891 dans d'autres contrées, elle ne tenait pas à être très nombreuse, car plus il y avait de membres, plus le danger de la trahison était grand. Dans les premiers temps, l'association comptait de cent cinquante à deux cents membres, qui étaient tous d'actifs agitateurs. Ils faisaient une vigoureuse propagande parmi les artisans de la capitale pour

obtenir des souscriptions. Leur budget annuel s'éleva à la somme de vingt mille roubles ; ils avaient gagné, en effet, dès le début, les sympathies d'un nombre considérable d'ouvriers. Les étudiants et d'autres outsiders s'intéressèrent à l'association et l'aidèrent par des quêtes. Ceci fut fait avec la plus grande circonspection, le gouvernement exerçant une étroite surveillance sur toutes les actions des étudiants réputés intellectuels et, partant, révolutionnaires. Des bals ainsi que d'autres fêtes furent organisés pour pouvoir faire ces quêtes, mais ce fut toujours avec mille difficultés ; la police prêtait, en effet, une exceptionnelle attention à la comptabilité des fonds recueillis aux bals des étudiants ; il n'était même pas facile de disposer de l'argent. Souvent ces fonds furent demandés sous prétexte d'aider quelque pauvre artiste, une famille malheureuse ou un étudiant se mourant de phtisie. Beaucoup de femmes du monde, d'idées libérales, souscrivaient dans l'un ou l'autre de ces buts, quoique sachant parfaitement à quoi cet argent était destiné. Des branches de cette union furent établies à Moscou, Kieff, Ekaterinoslaff, et dans deux ou trois autres villes. Mais les relations entre les différentes branches étaient très peu solides ; on voit ici, en effet, la principale source de faiblesse des organisations ouvrières russes, les immenses distances, le manque et l'insécurité des communications, ainsi que le subtil système d'espionnage

policier constituant une difficulté énorme pour les relations entre les groupes des différentes villes.

Le but de cette union était d'améliorer les conditions matérielles des ouvriers, d'obtenir des salaires plus élevés, des journées de travail moins longues et de meilleurs logements. La politique y était fort peu discutée. En 1896-1897 l'union organisa la première grève à Saint-Pétersbourg à laquelle trente mille hommes prirent part. Cette grève réussit dans une certaine mesure, car à sa suite furent promulguées différentes lois sur le travail, que le gouvernement s'est trouvé amené à accorder par la peur de voir les ouvriers se lancer dans les revendications politiques. Elle démontra ainsi le pouvoir de l'union des ouvriers, et elle y gagna un nombre sans cesse croissant de membres et de partisans. Un an après, il n'y eut, dans certaines industries, plus guère d'ouvrier qui ne lût ou du moins n'écoutât lire les publications de l'union. Un journal fut fondé sous le titre *l'Idée ouvrière*, écrit entièrement par des ouvriers, et ayant pour but de développer les « relations sociales », la solidarité entre les ouvriers. Il acquit une grande popularité, quoique l'analphabétisme de la grande majorité du prolétariat fût un obstacle très sérieux à la propagande par les brochures, la presse, ou les feuilles volantes. En 1898 le « Parti Social-démocrate russe » fut formé ; il devait, dès le début, montrer une

activité plus générale et plus énergique que l'ancienne « Union du Combat ». Pendant un certain temps, les deux organisations subsistèrent l'une à côté de l'autre, mais trois ans plus tard, toutes les sections de l'Union furent englobées dans le parti social-démocrate et devinrent des « comités » de ce parti. Des comités se fondèrent aussi dans d'autres villes, mais même là où il n'en existait pas, il y eut au moins des agents de propagande.

Pendant ce temps, la persécution des juifs avait provoqué la création d'une autre société secrète, le « Bound », dont le but était d'organiser les ouvriers juifs, et qui, dominant plus particulièrement les zones frontières, s'appliqua avec le plus grand succès à la contrebande et à la distribution de la littérature révolutionnaire destinée à toutes les organisations russes. Les excès de l'oppression bureaucratique fiscale transformèrent peu à peu la social-démocratie en un parti politique, bien que la théorie marxiste, qui fait sortir tout progrès du développement de l'industrie, continuât à fausser les vues de ses chefs à tel degré, que le groupe se désintéressât complètement de la condition des paysans, et s'opposât vivement à l'action socialiste révolutionnaire. Depuis 1900, cependant, les événements politiques se précipitèrent de façon à leur faire voir clairement l'inutilité de leur attitude « scientifique ». Ils s'aperçurent que leurs revendications sociales resteraient indéfiniment stériles, sans l'action politique contre le tsarisme, et ils

comprirent que l'introduction d'une forme de gouvernement plus libérale était la condition préalable à leur propagande véritable.

De cette façon, le prolétariat slave, polonais et juif, marxiste, se rapprocha soudain des tendances politiques poursuivies déjà par la bourgeoisie, une partie de l'aristocratie déchue, et surtout des intellectuels révolutionnaires. Tandis que, jusque-là, ces derniers groupes sociaux avaient eu le monopole de l'action politique ; ce fut alors le prolétariat industriel entier qui y participa. Les intellectuels révolutionnaires, restes, ou nouvelles couches élevées sur les restes de l'ancien nihilisme et de son groupe dirigeant la *Norodnaia Volya* (Volonté du Peuple) avaient, d'ailleurs, travaillé de leur côté sur la base de la révolution politique. Sous le nom de « socialisme révolutionnaire », ils avaient constitué un parti occulte extrêmement puissant, moins par le nombre que par les qualités intellectuelles et morales des adhérents. Le groupe d'action directe de ce parti est nettement terroriste ; en attendant la révolution sociale et politique qui ne peut être accomplie que par la foule dont on tâche de faire l'éducation par une propagande admirablement organisée, ce groupe, la *Boyévaya Organisatsia* mystérieuse a préparé la chute du tsarisme par la suppression violente des individus qui, dans le régime bureaucratique, ont joué le rôle de directeurs le plus néfaste. Tous les attentats sensationnels com-

mis depuis 1900 sont son œuvre ; et tandis que Wahl et Obolenski ont échappé à la mort par la maladresse de leurs agresseurs, les meurtres de Bogoliépoff, Sipiaguine, Bogdanovitch, Plehwe et Serge ont eu une influence énorme sur le développement de la crise. Le parti a pris, en réalité, la tête du mouvement à mesure que tous se sont rendu compte que la violence seule en impose à la violence bureaucratique. Et comme la direction du groupe est insaisissable même par la trahison — aucun membre n'en connaissant plus de deux ou trois autres — la continuité de son action est mieux garantie que celle de tout autre parti. — Mais son œuvre principale, celle qui aura déterminé le mouvement révolutionnaire définitif, est d'avoir éveillé la conscience sociale du paysan qui, par son ignorance, son apathie, et ses superstitions est le suprême rempart du tsarisme. C'est le socialisme révolutionnaire qui a tâché de mettre les revendications politiques du peuple sur la seule base solide : la volonté des paysans. Et c'est à la suite de son infatigable et dangereuse activité que la « question paysanne », la question primordiale, la question de l'existence des neuf dixièmes de la nation, de cent dix millions d'individus, est devenue la question politique suprême.

LES PAYSANS

On a vu les conditions économiques insupportables que l'oligarchie plehwéenne et le régime Witte ont fait peser sur les paysans. Witte lui-même, à la fin de sa carrière, après toutes ses réformes à rebours, a travaillé avec une énergie remarquable à entrer dans le chemin naturel, à améliorer les conditions économiques de la vie paysanne et à baser la politique future de l'Empire sur le relèvement matériel et moral de cette caste. A partir de 1901, d'innombrables enquêtes ont été menées en vue de ces réformes, réformes mort-nées, bien entendu, parce que leur exécution n'aurait pu que contribuer à rendre les paysans conscients de la situation et à culbuter le régime bureaucratique. Or, ces enquêtes gouvernementales ont prouvé qu'en dehors de la misère, il y a deux autres causes qui ont présidé à la déchéance des paysans, deux causes qui ne sont pas politiques : l'organisation administrative et l'ignorance.

Les défauts de l'administration paysanne peuvent se résumer en deux mots : *zemstvo* et *mir*.

Les *zemstvos*, organes électifs d'administration locale, correspondent, en principe, aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement en France. Introduits par Alexandre II après l'abolition du servage, ils étaient au fond, sans aucun

doute, destinés à assumer le travail administratif accompli jusqu'alors par les seigneurs : instruction élémentaire, routes d'intérêt local, service sanitaire, et besognes semblables, en vue desquelles ils votent des contributions communales spéciales. Leur activité fut cependant, dès le début, viciée par plusieurs restrictions. D'abord leurs décisions restèrent soumises au *veto* gouvernemental. Ensuite, le nationalisme grand-russien avait exclu la plus grande partie de l'Empire de la participation à la réforme : trente-quatre départements seulement en bénéficièrent, tandis que partout ailleurs, dans le nord, l'ouest, le sud-ouest et l'est, le fonctionnaire seul continuait à s'occuper de l'administration locale. Enfin, ces assemblées, zemstvos d'arrondissement et zemstvos de département, élues généralement pour trois ans, comprennent trois classes de membres qui excluent la participation de tous les individus qui ne sont pas propriétaires fonciers. La première de ces classes, celle de la grande propriété, la plus nombreuse, est représentée par la noblesse, dont les chefs de famille sont membres de droit. La seconde comprend les délégués des propriétaires bourgeois dans les villes. La troisième se compose des délégués des communes paysannes qui sont élus indirectement ; les communes, en effet, élisent au suffrage universel, trop souvent faussé par la pression, des délégués aux conseils des « communes élargies », *volost*, qui représentent une étendue fixe

de territoire occupé ; ce sont ces conseils de *volosti* qui élisent les membres des zemstvos. Ces organisations, inspirées pendant longtemps exclusivement par les intérêts locaux, se sont montrées toujours les irréductibles adversaires de la bureaucratie, qui voyait dans leur action une entrave à son arbitraire, d'autant plus que l'instruction élémentaire et l'hygiène que les zemstvos ont à administrer, pouvaient transformer les paysans en citoyens conscients. Aussi, quand l'oligarchie plehwéenne arriva à son apogée, elle transforma les lois d'Alexandre II de façon à réduire les zemstvos à de simples offices d'enregistrement. Elle fit, sous prétexte de décentralisation démocratique, contrôler leurs délibérations par les préfets au lieu des ministères, et ses délégués communaux, attachés à la police, les *zemskié natchalniki*, prirent l'administration locale en main, selon les principes bureaucratiques, en joignant la brutalité policière à la concussion. Ils établissaient sommairement les dépenses sur les budgets locaux au profit de ceux qui offraient les plus gros pots-de-vin, ils dirigeaient l' « amélioration » économique, le service sanitaire et l'instruction, de façon à empêcher tout développement matériel ou intellectuel. Ils destituaient des médecins nommés et payés par les zemstvos pour « avoir, sous prétexte d'hygiène, organisé des écoles sur des principes subversifs ». Des maîtres d'écoles qui « enseignaient aux enfants l'histoire et autres

matières dangereuses » furent chassés et, dans de nombreux cas, remplacés par des popes ne sachant ni lire ni écrire. En un mot, l' « administration locale » ne fut plus qu'un régime de police et de corruption. La réforme d'Alexandre II se trouvait ainsi annulée ; le peuple, la partie du peuple qui jouissait de l'institution du zemstvos se vit de nouveau privée de tout moyen de relever le niveau de sa vie intellectuelle et morale par ses propres efforts. La lutte entre les zemstvos et la bureaucratie prit des formes de plus en plus graves. Les assemblées, qui étaient restées dociles et qui se bornaient aux besognes économiques, furent amenées à critiquer les conditions politiques générales qui entravaient leur activité. Les unes se mirent en grève, abandonnant les départements au marasme le plus profond qui favorisa de son côté l'éclosion de l'esprit révolutionnaire ; les autres protestèrent violemment et furent dissoutes, dispersées par la police, par de véritables petits coups d'Etat. Toutes réclamèrent les libertés qu'on leur avait « garanties ». Toutes en arrivèrent à voir l'unique garantie sérieuse dans le remplacement de la bureaucratie par le régime constitutionnel.

Et pendant que la population entière souffrait ainsi de l'arrêt de toute œuvre d'amélioration matérielle, les paysans, plus spécialement, continuaient, dans la plus grande partie de la Russie, à croupir sous le joug du *mir*, cette antique ins-

titution de collectivisme terrien, admirable dans la théorie, mais qui plus que n'importe quoi, a réduit le paysan à l'apathie, à la misère, et à la déchéance morale. Le problème du *mir* est, au fond, tout le problème paysan en Grande-Russie. Voici le fonctionnement de ce mécanisme curieux.

Le *mir* moderne n'est aucunement la communauté des biens, constatée chez les primitifs. Il doit sa naissance à l'abolition du servage. Ce dernier avait eu pour résultat de grouper les paysans en agglomérations, en communes distinctes. C'est à ces communautés que fut transférée la propriété des terres détenues auparavant par les seigneurs. En même temps, on institua la responsabilité collective. La propriété foncière et la responsabilité foncière collectives n'ont cependant jamais eu les bons résultats qu'on en avait espérés. Elles sont restées à l'état d'idée abstraite. La terre, il est vrai, est distribuée, généralement pour trois ans, par une assemblée générale des chefs de famille, et tous collectivement sont responsables du paiement des impôts, ainsi que des travaux communaux. Mais, où ces principes ont-ils mené les paysans ?

Jamais l'intérêt de la commune, du *mir*, n'a été le mobile de l'activité de ses membres. Même les devoirs imposés par la loi, assistance aux vieillards, malades, infirmes, etc., ne sont pas remplis par la commune. En fait, chacun est laissé à son sort : la commune, dans la pratique, ne vient en

aide à personne. Elle laisse périr les malheureux et les incapables. Et le partage des terres, en lui-même, n'a pour suite que de les mettre tous dans des conditions où il leur est à peu près impossible d'augmenter leur bien-être. Personne ne sait si l'année suivante il labourera encore la même parcelle de terre, il n'a donc aucun intérêt à l'améliorer, il l'exploite, il l'use, il la déprécie. Les parcelles sont si petites qu'il est impossible de les labourer avec des outils puissants. Et le même paysan a souvent de nombreuses parcelles trop exiguës pour les exploiter, et, en outre, distantes les unes des autres de dizaines de kilomètres. Or, dégoûté du travail infructueux, il ne peut pas se faire un sort meilleur. Il est attaché à la glèbe. Il est la propriété de la commune. Il ne peut pas rompre les liens qui l'y rattachent. Devant la loi il reste toujours un Tel, membre de telle commune. Il peut bien la quitter, émigrer, se faire ouvrier, vagabond ou criminel pour quelque temps. Mais il lui faut pour cela l'autorisation du *mir*, de l'assemblée générale qui lui délivre, avec l'autorisation des autorités policières, le passeport indispensable. Il donnera au policier un pourboire, il promettra au *mir* l'envoi d'une part de ses salaires, et il ira travailler dans les usines. Il gagnera trois francs par jour; son *mir* l'apprendra et lui demandera l'envoi de quarante francs par mois sous peine de retrait du passeport! Il s'exécutera, mais il tombera dans la misère, il se

dégoûtera de travailler pour les autres et rentrera dans la commune. Mais il aura désappris le métier de laboureur, le travail agricole ne lui plaira plus. Il y a, d'ailleurs, trop de bras. Il deviendra une non-valeur, une charge, car, comme le dit un rapport confidentiel, « les villages sont encombrés de jeunes gens qui, privés de l'occasion de travailler ou devenus inaptes au travail agricole, sont absolument condamnés à la paresse et augmentent le prolétariat agricole ». Ou bien l'émigré s'obstinera, ne paiera pas. La commune lui retirera le passeport. La police le rapatriera, et le résultat sera le même. Ou bien encore, le paysan reste. Même dans les contrées où les bras n'abondent pas, il se livrera à l'oisiveté, à l'insouciance et à la routine, parce que, étant données les conditions fiscales décrites plus haut, le travail ne l'avance à rien. Il passe huit mois sur douze couché sur son four pour ne rien dépenser. Nulle part le travail ne se fait comme il devrait se faire. Chacun escompte la ruine de son voisin pour se faire donner son lopin de terre. Les moins malheureux se font *koulaki*, usuriers agricoles, et saignent les autres jusqu'à ce que ceux-ci quittent leur terre au profit de ces vampires, cette terre pour laquelle ils ont pourtant payé pendant quarante ans les annuités de rachat !

La responsabilité collective est encore plus désastreuse. Elle est devenue entre les mains d'une oligarchie de plus fortunés une arme ter-

rible contre les pauvres. Chacun sait que si son voisin ne paie pas sa part d'impôt, il devra payer pour lui. Aussi le *mir* est-il toujours inexorable. Tandis que la loi spécifie nettement ce que le créancier particulier peut saisir chez le paysan, et ce qui est intangible, « aucune loi, dit un rapport confidentiel, n'intervient en sa faveur si c'est le *mir* qui fait office d'huissier ». Pour ne pas payer pour le miséreux, victime d'accidents, d'insouciance ou de mauvaise récolte, l'ensemble des autres, le *mir*, saisira immeubles, bétails et récolte, et lui enlèvera même la terre qu'elle lui avait attribuée pour la mettre aux enchères pour le fermage ! Tout se vendra à des prix dérisoires et le bénéficiaire du collectivisme rural sera livré à la faim ! Le nombre des paysans sans terre se développe effroyablement, et la prolétarisation des campagnes s'accroît, grâce à l'institution même qui devait l'enrayer.

Même résultat désastreux pour « l'amélioration » des services communaux. Pour ne pas payer, on ne construit ni routes, ni ponts, ce qui rend le transport des récoltes quelquefois impossible. Les rues des villages sont généralement, au printemps et en automne, des marais où l'on peut littéralement se noyer, tandis qu'en été la poussière enlise voitures et bestiaux. Les réservoirs communaux servant d'abreuvoirs et d'ultime ressource en cas d'incendie sont toujours vides. Aussi les villages brûlent-ils complètement à la moindre occasion.

Que dire des maisons et de leurs habitants qui ainsi se trouvent périodiquement privés de tout, l'assurance n'existant pas ? Leurs huttes, *izba*, contiennent un seul espace dont un quart est occupé par le four ; le long des parois un banc pour dormir, et c'est tout. Elles ont une capacité moyenne de trente-cinq mètres cubes avec un nombre moyen d'habitants variant de six à huit. Cinq mètres cubes par personne, tandis que l'hygiène en demande un minimum de vingt ! Plusieurs familles parentes sont le plus souvent entassées dans ces taudis, sans compter encore en hiver des poules, agneaux, etc., en une promiscuité immonde, dans une saleté effrayante, dans une atmosphère étouffante, aucun moyen de ventilation n'existant ! La terre battue comme plancher, une table grossière pour tous les travaux et pour manger, quelques clous où pendent des oignons, et les fourrures, peaux de mouton puantes. On couche partout, par terre surtout, le banc et le dessus du four étant réservés aux vieillards. Hommes, femmes, enfants, jeunes filles, jeunes gens, gendres, brus, oncles, tantes, tout le monde dort pêle-mêle : la coutume veut, heureusement, que n'importe quel enfant naissant soit attribué à son père légal... On mange du pain de seigle — le plus lourd est le meilleur parce qu'on « le sent dans le ventre » — du sarrasin, des pommes de terre, des choux — ou du pain d'écorce de bouleau — ou rien du tout. On ne tient pas à la

viande ; d'abord, on ne la connaît guère ; ensuite, « on ne la sent pas dans le ventre » : la mortalité infantile dépasse en moyenne cinquante pour cent. On boit de l'eau, du *kvass* ou du thé, ce dernier peu répandu est considéré comme un signe de richesse. Quant à l'eau-de-vie, elle n'est pas consommée régulièrement ; mais aux fêtes religieuses on en absorbe par litres de façon à rompre invariablement l'équilibre du budget...

Que dire enfin de l'exploitation des terres ? Toutes celles qui sont éloignées du village sont généralement abandonnées par leurs bénéficiaires. Les immenses terrains communaux non partagés sont laissés en friche. Les forêts sont dévastées, et disparaissent. Jamais on n'ordonne l'établissement de nouvelles habitations nécessaires à distance du village : personne n'en voudrait. Les maisons s'écrasent les unes contre les autres ; on récolte trop peu et à quelque distance des lieues carrées restent incultes...

Voilà le *mir* social. Voyons le *mir* moral. Il est tout différent, désastreux pour le tsarisme, réconfortant au point de vue révolutionnaire. Pour le caractériser, on ne saurait mieux faire que de citer le rapport confidentiel bureaucratique déjà mentionné, en prenant, bien entendu, dans l'appréciation des faits, le point de vue contraire.

L'influence morale exercée par le *mir* sur la population a été désastreuse.



« De tout temps le paysan était habitué à être dirigé. Au moment où, par l'abolition du servage, une nouvelle situation lui fut créée, son éducation politique et sociale n'était pas encore faite. Si jusque-là la volonté de ses maîtres était seule son gouvernail, désormais il n'avait à compter que sur lui-même, et cela non seulement pour guider sa propre destinée, mais encore pour diriger, en tant que membre du *mir*, la vie de la communauté tout entière. Tel membre de la commune qui hier encore n'était rien, n'était considéré, ni consulté par personne, devenait aujourd'hui, grâce au nouvel ordre des choses, une personnalité, une véritable autorité intervenant, en qualité de propriétaire communal, dans les délibérations du *mir*. La routine empêchant les membres âgés de la commune de s'habituer à cette nouvelle situation, ils désertent peu à peu les conseils communaux où les jeunes, plus accessibles aux idées modernes, finissent par siéger seuls. De ce fait, l'autorité de l'âge, qui jusque-là était une des bases de la vie du paysan, décline de plus en plus et se réduit à rien. Le vieillard ne compte plus dans le *mir*, ni dans la famille qui perd à jamais son caractère patriarcal. Ce n'est plus le père qui commande au fils, c'est le fils qui impose sa volonté au père. Et quand il arrive que ce dernier se révolte et veut remettre à sa place le fils désobéissant, celui-ci a recours au *mir* qui « pour éviter le péché » ne trouve rien de meilleur que

le partage. Et il va de soi que dans ces sortes de partages, c'est toujours le père qui est dupé...

« L'église n'est plus fréquentée que par les vieillards : les jeunes sont occupés, ils sont aux affaires ! Le clergé n'est plus estimé ni soutenu... L'amour filial, le respect dû à la vieillesse, la foi, tout a donc sombré sous l'action dissolvante de la commune ! Mais le mal ne serait pas trop grand s'il n'y avait que cela ; malheureusement il y a encore autre chose, d'une gravité plus considérable. Ce qu'elle a fait de pire, c'est la croyance en la toute puissance du *mir* qu'elle a développée chez le paysan. Pour celui-ci, en effet, il n'y a rien au-dessus du *mir*, personne ne peut rien contre lui... Or, ce sentiment est un terrain de culture incomparable pour les idées socialistes. Nous sommes persuadés que si, un jour, la Russie devait traverser un de ces bouleversements déchaînés par le soulèvement des masses populaires, à l'encontre de ce qui s'est passé dans l'Europe occidentale, le mouvement partirait ici de la campagne... De même que la commune a développé dans son sein le prolétariat, de même elle donnera naissance à cette autre fleur du mal : le socialisme... »

Le tableau que fournit ainsi la bureaucratie elle-même du développement de la commune paysanne, achève de remplir le cadre de la crise sociale. Le double aveu que le paysan russe est la victime de la prolétarisation progressive, et, en

outre, le disciple de plus en plus fervent des conceptions modernes, jette toute la lumière désirable sur l'attitude prérévolutionnaire des neuf dixièmes de la population de l'Empire. C'est une situation de crise non seulement sociale, mais encore politique. Elle était d'ailleurs devenue politique, déjà, par l'évolution naturelle, avant que les intellectuels révolutionnaires eussent osé porter la propagande chez les paysans. Certes, les formes politiques, en général, n'intéressent point ces masses en somme ignorantes ; mais ce qu'elles détestent c'est en tout cas la forme politique tsariste bureaucratique contemporaine. Les paysans sont devenus conscients, si j'ose dire, de ce qu'ils ne veulent plus ; mais ils ne sont pas encore devenus conscients de ce qu'ils veulent. Et si, dans la plupart des cas, l'orthodoxie et l'habitude, jointes à l'impossibilité de s'instruire, les empêchent de concevoir un empire sans tsar ; ils conçoivent, par contre, fort bien l'iniquité de la grande propriété foncière, ils conçoivent assez l'immoralité des avantages que s'assurent les bureaucrates attachés à la défense du gouvernement ; ils conçoivent enfin la Constitution, chose essentielle ; un *mir* immense, une « délégation de district » englobant tout le pays ; bref, l'autonomie nationale.

LA CRISE INTELLECTUELLE

Et cependant, intellectuellement, ils ne sont aucunement prêts à exercer cette autonomie.

La situation intellectuelle des sujets du tsar est telle que si même « l'autocratie patriarcale », représentée par l'oligarchie bureaucratique, pouvait introduire des réformes qui fissent disparaître du coup les crises économiques, politiques et judiciaires, sans se détruire elle-même ; si chacun obtenait la liberté de mouvement absolue, la possibilité de travailler librement pour lui-même, et en plus, les armes judiciaires le rendant capable de se défendre par l'initiative personnelle contre l'arbitraire bureaucratique, rien ne serait encore changé. Car les neuf dixièmes de la nation, plus de cent vingt millions de sujets russes, seraient totalement hors d'état de se prévaloir de tels avantages, ignorants, illettrés, inconscients de leur dignité qu'ils sont, et inconscients des droits nouveaux qu'ils resteraient pendant longtemps. A regarder de près, c'est là le point où toute réforme bureaucratique doit échouer ; c'est là le point, par conséquent, d'où germe la révolution.

La contradiction qui semble se manifester ici n'est qu'apparente. Le peuple est trop ignorant pour substituer et surtout pour administrer un régime plus moderne à la place de l'actuel ? Mais alors, si la réforme bureaucratique est impossible



sans détruire en même temps la bureaucratie, la Russie paraîtrait courir au-devant de l'anarchie, de la barbarie absolue ! L'argument est facile et impressionnant ; il excuse souvent le tsarisme devant l'opinion du monde civilisé : mais il est faux. C'est qu'il fait abstraction de l'existence d'une nombreuse élite intellectuelle, à laquelle manque seulement l'appui du nombre pour s'emparer du pouvoir. Cet appui, c'est la foule encore illettrée qui doit le fournir. Elle n'est pas assez ignorante pour ne pas sentir qu'un bouleversement seul la sauvera de ses misères. Et l'incapacité intellectuelle même, où elle se trouve, à envisager les problèmes d'ensemble qui se présenteront après ce bouleversement, faciliterait l'oligarchie intellectuelle.

C'est, en effet, celle-ci seule qui pourra gouverner après la révolution. Et la bureaucratie le sait si bien que, pour déterminer les chances qu'il y aurait à jeter la division entre les illettrés et les intellectuels, elle s'est efforcée, dès 1899, à rechercher avec la plus grande minutie possible quel est l'état d'esprit, ou plutôt le manque d'esprit des foules. Les résultats de cette enquête secrète, qui ont « convaincu le gouvernement autocratique de l'inutilité de donner des droits plus étendus au peuple en face des autorités », sont littéralement ahurissants. Ils concernent quarante-deux départements, trente-trois de la Russie d'Europe, cinq de la Pologne, deux du Caucase et deux de

Sibérie. Le plus grand pourcentage de personnes sachant signer se trouve à Saint-Pétersbourg, voire un peu plus de la moitié, cinquante-cinq pour cent, le minimum à Kars (Arménie), onze pour cent. Dans six gouvernements, le nombre des illettrés atteint deux tiers, dans quinze autres trois quarts, dans cinq autres encore quatre cinquièmes, et dans les quatorze qui restent, environ neuf dixièmes de la population ! Les femmes restent loin au-dessous de cette moyenne ; deux cinquièmes de la population féminine de Saint-Pétersbourg seulement savent lire un peu ; la moyenne pour les villes de province est d'un seizième environ (Viatka, 7,5 0/0 ; Smolensk, 7,1 ; Simbirsk, 7 ; Penza, 6,3) et dans les campagnes une femme sur vingt-cinq, en moyenne, sait lire son nom !

Les chiffres des illettrés par classes sociales sont encore plus fabuleux ; ils se rapportent seulement aux hommes. La caste la plus instruite — telle dans l'Inde ancienne — est le clergé ; sur 100 prêtres il n'y a que... 28 qui ne savent ni écrire ni lire. La noblesse est un peu moins savante : elle se targue de 30 illettrés complets par cent gentilshommes. Les « classes moyennes » englobent, dans cette enquête, tous ceux qui n'appartiennent ni aux classes précédentes, ni à la caste paysanne, c'est-à-dire tous les fonctionnaires non anoblis (le degré de « conseiller d'Etat » équivaut, dans l'échelle des grades civils, formée sur celle des

situations militaires, à celle de général de brigade, et confère la noblesse), ensuite les « bourgeois honoraires », sorte de caste intermédiaire entre la noblesse et la bourgeoisie simple, et jouissant de certains privilèges, puis les « bourgeois » des villes, négociants, industriels, artisans et ouvriers industriels ne figurant pas dans les listes des *mirs* grands-russiens : cette classe bariolée compte 60 illettrés par 100 membres. En ce qui concerne enfin les paysans, ils détiennent le record de tous les peuples civilisés d'Europe, d'Amérique et d'Asie avec 89 individus atteints d'analphabétisme sur 100.

Le tableau devient, si possible, encore plus épouvantable, si l'on envisage le nombre des personnes des deux sexes qui ont reçu une instruction « supérieure » — le mot pris au sens russe — c'est-à-dire qui ont appris, en dehors du catéchisme et de l'écriture (le calcul se fait dans toutes les classes de la population à l'aide d'une machine primitive), quelques notions de faits. On a pu les compter dans 36 départements, les plus avancés de l'Empire. On y a trouvé sur une population de 58,819,125 âmes un nombre de « lettrés » s'élevant à 690,361, voire 1,1 0/0. Qu'on se figure la France avec tout juste 400,000 personnes sachant qu'il existe une Allemagne et ayant entendu le nom de Napoléon, et l'on aura le bilan intellectuel de la Russie.

La bureaucratie, bien qu'elle se rende compte

combien grave est cette situation pour la vie de l'Etat, n'en est pas moins fort contente. Cet état de choses est, en effet, son œuvre, et elle s'en amuse en vouant, en outre, son plus profond mépris aux illettrés. Elle les a laissés dans un état voisin de la bête, pour pouvoir impunément les traiter comme telle ; et les monstruosités les plus extraordinaires, comme par exemple les nombreux cas où des villages entiers ont été saisis par le fisc pour non-paiement d'impôts parce qu'il ne s'y trouvait personne pour lire les rôles de contributions, sont considérés publiquement comme la preuve de l'excellence du régime actuel — aucun autre n'étant possible avec « cette canaille ». En réalité, ce qui est étonnant, c'est qu'une minorité d'intellectuels ait pu se former malgré les entraves systématiques apportées au développement de l'instruction : la primaire est illusoire, la supérieure est monopolisée au profit du régime et façonnée uniquement en vue de former des bureaucrates parfaits aux sens des principes de Plehwe ou de Serge.

L'instruction primaire manque d'une organisation centrale ; elle n'est pas faite pour instruire, mais pour asservir. Les écoles ne relèvent qu'en partie du ministère de l' « éclaircissement du peuple » (Narodnoié Prosvechtchénié), de l'Instruction publique. Un très grand nombre dépendent du Très-Saint-Synode, organe directeur de l'Eglise orthodoxe ; d'autres appartiennent aux ministères des Travaux publics, de la Guerre,

de la Marine, de la Cour, et surtout des Finances. Enfin, les meilleures écoles sont départementales, fondées et entretenues par les zemstvos, mais déformées, dépréciées par l'intervention de la bureaucratie dans les affaires locales, en dépit des lois d'Alexandre II. Il y a (fin 1901) en Russie 84,544 écoles primaires ; le personnel enseignant se compose de 172,494 instituteurs ; le nombre des élèves des deux sexes se chiffre à 4,580,827. Et l'Empire a 130 millions d'habitants ! L'instruction publique ne dirige que 40,000 de ces écoles, le Saint-Synode 42,000. Mais il est important de remarquer la méfiance de la population contre ces dernières écoles qui n'ont que 1,600,000 élèves, tandis que celles de l'Etat en comptent 2,800,000. En moyenne, chaque école ministérielle compte 71 élèves, l'école paroissiale seulement 38. Les écoles relevant d'autres administrations restent à ce point de vue entre ces deux extrêmes : l'enseignement de l'Eglise est le moins fréquenté de tous.

Le nombre des élèves augmente de 375,000 par an ; le chiffre de la population augmente presque vingt fois plus ! La presque totalité des écoles primaires n'a qu'une seule classe ! La statistique officielle suivante est encore plus suggestive. En évaluant le territoire de l'Empire à 18,764,785 verstes carrées (la verste est de 1,050 mètres) et sa population à 133 millions d'âmes, on obtient la moyenne d'une école par 1,600 habitants et par 225 kilomètres carrés. Mais si l'on ne prend en

considération que les écoles à deux ou trois classes, on en trouve une sur 5,100 kilomètres carrés et sur 36,000 habitants. Les départements où les écoles sont les plus nombreuses sont Moscou et Toula (1 sur 16 kilomètres carrés), Podolie (1 sur 17), Varsovie et Kieff (1 sur 20). Celui de Pétersbourg en a 1 sur 24 kilomètres carrés. On saisit immédiatement l'impossibilité matérielle absolue, même dans les contrées les plus favorisées, d'envoyer plus qu'une petite minorité d'enfants à l'école. Mais que dire des districts les moins instruits ? Dans celui de Tourgaïsk, il y a une. école par 2,700 kilomètres carrés ; Samarcande, une sur 2,900 ; Amour, une sur 3,600 ; Ferghana, une sur 6,500 ; Yénisséi, une sur 7,800 ; Transcaspie, une sur 12,000 ; Yakoutsk, une sur 50,000 kilomètres carrés. En ce qui concerne le sexe des élèves, les filles sont odieusement désavantagées ; 1,200,000 seulement vont à l'école, contre 3,300,000 garçons. Quant à la situation sociale des élèves, 84 0/0 sont des enfants de paysans, le reste appartient à la population urbaine. Les élèves des écoles les plus perfectionnées (trois classes) sont sur plus de 20 millions d'enfants exactement... 173,538.

Ce révoltant état de choses est uniquement imputable aux coûteuses fantaisies du tsarisme, auxquelles s'ajoute le secret désir d'enrayer l'éducation populaire. Les dépenses pour l'instruction primaire le prouvent. Par an et par habitant, le

coût de l'instruction primaire revient à 3 fr. 60 à Moscou et à 3 fr. 20 à Saint-Pétersbourg. Le rapport ministériel d'où sont extraits ces chiffres constate triomphalement que partout ailleurs on ne gaspille pas l'argent d'une si extravagante façon. Le département « le moins grevé » de la Russie d'Europe est Kovno en Lithuanie où l'on ne dépense que 40 centimes par an et habitant. En Asie, on économise encore beaucoup plus : on ne dépense que 20 centimes à Sémiretchensk, 10 centimes à Samarcande, 1 sou par an et par tête dans le Ferghana. On peut constater encore que dans 31 départements aucune école n'a de bibliothèque, ne se composât-elle que de trois volumes ! Et la misère des paysans n'est pas faite pour enrichir les libraires.

Si, ainsi, il est évident que le peuple ne peut pas se développer intellectuellement, il deviendra aussi compréhensible que l'instruction supérieure, fournie contre argent aux enfants des fortunés, n'a pu aboutir qu'à l'asservissement mental des élèves : elle est étranglée par le monopole de l'Etat. L'histoire de ce monopole est le compte rendu d'une lutte tragique entre l'intellectualité et la raison d'Etat. Le monopole est devenu l'arme la plus forte du régime existant. L'enseignement est organisé — dans le domaine intellectuel — comme l'est l'armée dans le domaine de la vie extérieure. Ou, plutôt, l'enseignement s'est spontanément lui-même organisé d'après le principe de l' « obéis-

sance intellectuelle », sans que l'Etat ait eu besoin d'y aider. Tout ce qui, de près ou de loin, a trait à l'enseignement n'existe que par l'Etat ; c'est l'Etat qui donne des places aux professeurs et qui donne non seulement des diplômes aux élèves, mais encore exige le port des uniformes pour tous deux ; c'est lui qui favorise dans le monde scolaire ceux qui travaillent le mieux pour lui, ceux qui contribuent à perpétuer le régime existant. Plus même : l'Etat fût-il absolument impartial — ce qui est pratiquement impossible — qu'inconsciemment l'inférieur se modèle sur le supérieur, l'élève prend pour idéal la mentalité de ceux qui « sont arrivés » dans l'Etat, et, sans que ce dernier puisse seulement perpétrer le suicide qui consisterait à favoriser dans l'enseignement les tendances qui lui sont hostiles, il doit subir la gloire de voir les nouvelles générations s'adapter de plus en plus à l'intellectualité qui paraît le diriger.

C'est là l'enseignement idéal, monopolisé par l'Etat, qui régna en Russie sous Nicolas Ier. Il n'est que juste de remarquer que ce monopole peut, le cas échéant, comporter la suppression ou la restriction de l'enseignement, dès qu'il est dans l'intérêt de l'Etat de limiter le développement intellectuel des foules.

Ce qui se passa fut, si possible, encore pis : on lutta contre le savoir occidental qui s'infiltrait ; on « russifia » tout ; on persécuta comme

de véritables criminels ceux qui résistèrent à la « vérité » tsariste. Ce fut une inquisition, une église, un dogme intellectuel, dont le reniement comportait les pires malheurs. Il se trouva quand même des cérébralités fortes qui luttèrent.

C'est là que commença la tragédie intellectuelle qui doit durer jusqu'à la chute du tsarisme. Il y eut des gens qui, échappés du bagne mental de l'enseignement de l'Etat, se vouèrent à la propagande d'idées que le monopole abhorrait. On étendit alors le monopole des écoles publiques aux leçons particulières ! La génération des premiers révoltés grandit, en créa une jeune et imagina de former son intelligence à la maison, sur le modèle du père et de la mère, plutôt que sur celui de l'être abstrait instruit par l'Etat et désigné sous le nom de « parfait citoyen », ou « parfait sujet », parce que sa perfection consiste précisément à n'avoir aucune opinion, aucun mouvement de volonté autre que celui qui cadre absolument avec le régime en vigueur. Mais ceux qui ont essayé de ce système d'éducation familiale se sont vu arracher leurs enfants et jeter en prison pour rebellion. Et si l'on ne va pas toujours si loin, on se réserve toujours le droit de surveiller, d'espionner, de dénoncer ces parents coupables, de les représenter comme criminels à l'enfant, de déchirer tout lien familial et de faire de l'enfant un être hésitant, neutre, qui ne sera plus dangereux, parce que plus bon à rien.

Voici un fait bien caractéristique de cet espionnage domestique : Un père donnait à son fils des leçons de grec et lui faisait lire la *République* de Platon. Le concierge entrant par hasard entendit le mot « politiké ». Persuadé, dans son ignorance, que l'on parlait politique et lisait des écrits anarchistes, il dénonça son maître. L'inspecteur de l'enseignement vint passer au crible « l'école clandestine », et l'on fit comparaître l'enfant devant les autorités, qui, après lui avoir extorqué l'aveu qu'il lisait le livre en question, l'enlevèrent à son père, et l'envoyèrent dans un lycée de l'Etat, non sans faire payer le père qui fut, en outre, condamné à 2,000 roubles d'amende pour « exercice illégal des fonctions scolaires ».

Les révoltes universitaires qui n'ont jamais cessé, mais qui ont pris une envergure de plus en plus grande à mesure que grandit l'oppression, ne sont que la manifestation extérieure de cette lutte mentale. La plupart des jeunes cerveaux, même des mieux doués, succombent fatalement, ne fût-ce que par l'isolement. Mais, par contre, vu les circonstances, ceux qui résistent n'en sont que plus forts : de véritables héros intellectuels, si même au point de vue occidental ils ne doivent pas briller au ciel du savoir en étoile de première grandeur. C'est le fait de la non-destruction de leur mentalité individuelle qui est leur principal titre de gloire. Cet héroïsme intellectuel entraîna facilement l'héroïsme politique : d'abord la dispo-

sition spéciale propre aux apôtres, ensuite l'enthousiasme énergique qui calcule froidement l'effet à obtenir, mais qui se sacrifie volontiers si cet effet est appréciable. Ce sont ces forçats libérés du bagne intellectuel qui ont organisé le terrorisme, et qui, tout spontanément, en sont arrivés à aiguiller la sourde révolte genérale dans la voie de l'action revendicatrice consciente.

Certes, la bureaucratie leur a rendu la tâche difficile. Non contente de laisser dormir la conscience du peuple, elle lui a instillé les plus subtils et les plus puissants narcotiques. Les superstitions religieuses les plus stupides ont envahi depuis de longues générations les cerveaux de la foule ; les mensonges intentionnels les plus immondes lui ont été suggestionnés comme vérités divines, dans le seul but de l'empêcher d'avance de prêter une oreille complaisante à ceux qui lui apportent le savoir et le moyen du bonheur. Chef-d'œuvre d'astuce ! Car à la fin, la bureaucratie, alliée à la théocratie qui n'est autre, selon le dogme orthodoxe, que le tsarisme, a pu oser baser sa politique défensive contre l'assaut populaire, sur l'ignorance même de ces foules qui cherchent l'affranchissement. Jeu dangereux s'il en fut, mais certainement atout ultime du régime ! Le tsar terrorisé a laissé faire ; il a laissé associer sa personne à la bureaucratie, avancer le dogme de sa divinité pour écraser la révolution, pour soulever les paysans illettrés contre la perspective de leur propre bonheur !

Si ce dogme se montre dénué de puissance, la bureaucratie, — et avec elle le tsar lui-même, tombent, et le dernier pilier de leur pouvoir, la superstition paysanne s'écroule. L'épreuve a eu lieu. En décembre 1904, le Synode dépêcha sur l'ordre de Pobiédonostseff, et à l'insu du tsar, à tous les évêques, une circulaire ultra-confidentielle qui posa définitivement la question. En voici le texte :

« Le Malin s'attaque à nouveau à la Sainte Croix Orthodoxe. Une agitation impie s'est élevée contre notre Gracieux Souverain Maître... Sous l'inspiration du Malin, toutes les puissances des ténèbres se sont jointes pour détruire la Vraie Foi. Elles ont osé approcher la Sainte Personne du Chef de l'Eglise, notre Souverain Maître. Elles veulent ouvertement que soit rompu le Très Saint Serment qu'Il prononça en accédant au Trône, dans la Cathédrale de l'Assomption, comme l'Oint du Seigneur, et par lequel Il fit le vœu de défendre contre toute attaque la Vraie Foi et les principes selon lesquels Ses Ancêtres ont gouverné la Sainte Russie. La force du Malin est grande, mais la Vraie Foi peut l'écraser, et, dans ces temps troublés, tous les vrais croyants doivent se joindre pour détourner les désastres de la Religion et de l'Empire. Aussi ordonnons-nous à tous les évêques de transmettre à tous les prêtres de leurs diocèses respectifs cet ordre : Qu'ils convoquent leurs ouailles à l'Eglise, et qu'ils les fassent fréquem-

ment prier le Très-Haut, et la Très-Sainte Mère de Dieu, pour qu'ils confèrent à notre Souverain Maître la force d'âme et la fermeté d'esprit nécessaire, pour pouvoir résister aux influences du Malin, éviter le parjure, et continuer de régner comme la Vraie Foi le veut, et conformément à la volonté de Ses Ancêtres. »

Cet appel *in extremis* est resté sans autre écho que les rires des paysans. Ils se sont abstenus de paraître aux séances de prière. Plus même, ils ont senti dans cet appel tragique et grotesque l'aveu du tort dont le tsar a chargé sa conscience, et aussi de la puissance qu'il leur reconnaît. Le paysan est profondément superstitieux toujours, religieux, fanatique, mystique surtout. Mais ce mysticisme qui lui a fait voir le tsar comme plus près de Dieu que lui, ne se plie pas à la conception d'un tsar plus loin de Dieu que lui. Si le tsar sent que le paysan doit intervenir pour lui, c'est que Dieu l'a abandonné, c'est que le tsar n'est pas dans la bonne voie. Ce raisonnement, des millions de fois répété, achève la perte du tsarisme. L'ignorance et la superstition religieuse, par un juste retour des choses, sapent le dernier pilier du tsarisme qu'elles devaient étayer. Dieu a condamné le régime. Dès lors le paysan n'écoute donc plus le tsar, mais son propre bon sens ; il revendique la propriété de toutes les terres ; il se soulève ; il incendie ; il pille ; il refuse de se faire tuer pour les six millions engloutis à Yonghampo ;

il fait la grève militaire, la grève politique, la grève sociale. Et s'il ne *fait* pas la révolution dont il ignore peut-être encore le sens, il la laisse faire.

Ainsi, le tableau des conditions générales qui président à l'éclosion de la révolution russe est complet : le régime est en décomposition, le peuple entier en révolte.

LA RÉVOLUTION

Le jour où s'ouvrit l'ère révolutionnaire en Russie par le meurtre de Plehwe, incarnation suprême du régime tsariste, le monde n'assista qu'à la phénoménalisation soudaine de ce tableau en un raccourci impressionnant. Tout ce qui a suivi cet événement n'est, en quelque sorte, que la répétition en plus petit, en détail, de l'acte trop précis pour être compris dans son sens profond par la nation entière. Mais chacun le répéta selon ses forces et selon la place qu'il occupait. L'aboutissant fatal du régime de sang et de mensonge, la guerre extranationale, la guerre des voleurs, la guerre des concussionnaires, la guerre des incapables, la guerre des fous, convainquit par son enseignement moral les plus hésitants : le tsarisme s'effondre dans sa pourriture, la nation s'éveille.

Les formes précises que prend ce bouleverse-

ment sont, malgré leur importance énorme, secondaires. C'est d'elles, il est vrai, que dépend le nombre des victimes de part et d'autre, et l'humanité exige qu'on espère une agonie du tsarisme sans convulsions désastreuses. Mais cet espoir ne se réalisera guère. L'Empire russe est devenu un chaos où sombrent et où renaissent éphémèrement les hommes et les idées. Ce chaos se symbolise dans les contradictions monstrueuses, réitérées de Nicolas II ; dans son indécision ; sa duplicité manifeste ; sa mégalomanie qui, après l'écrasement de ses flottes et de ses armées, se cramponne à l'idée de l'honneur ; dans son honneur de fou enfin qui immola la jeunesse de son pays pour sauver quelque argent d'une affaire véreuse ! l'honneur de la caricature de souverain qui se calfeutre en tremblant dans son château, n'ose se montrer au peuple encore pacifique, et le fait traîtreusement assassiner dans la rue ! l'honneur du malade qui le matin se targue de sauver son pays et qui le soir le sauve encore en défaisant ce qu'il vient de faire. La bureaucratie, aujourd'hui, pactisant avec le tsar, demain, menacée, pactisant avec l'adversaire ; le bourgeois oscillant entre la timidité enfantine et la colère virile ; l'ouvrier allant de l'icone à la bombe, et de la bombe à l'icone ; le paysan écharpant aujourd'hui les terroristes, et demain les seigneurs : toutes les classes sont entraînées encore dans un tourbillon d'affolement qui ne laisse voir aucune action sui-

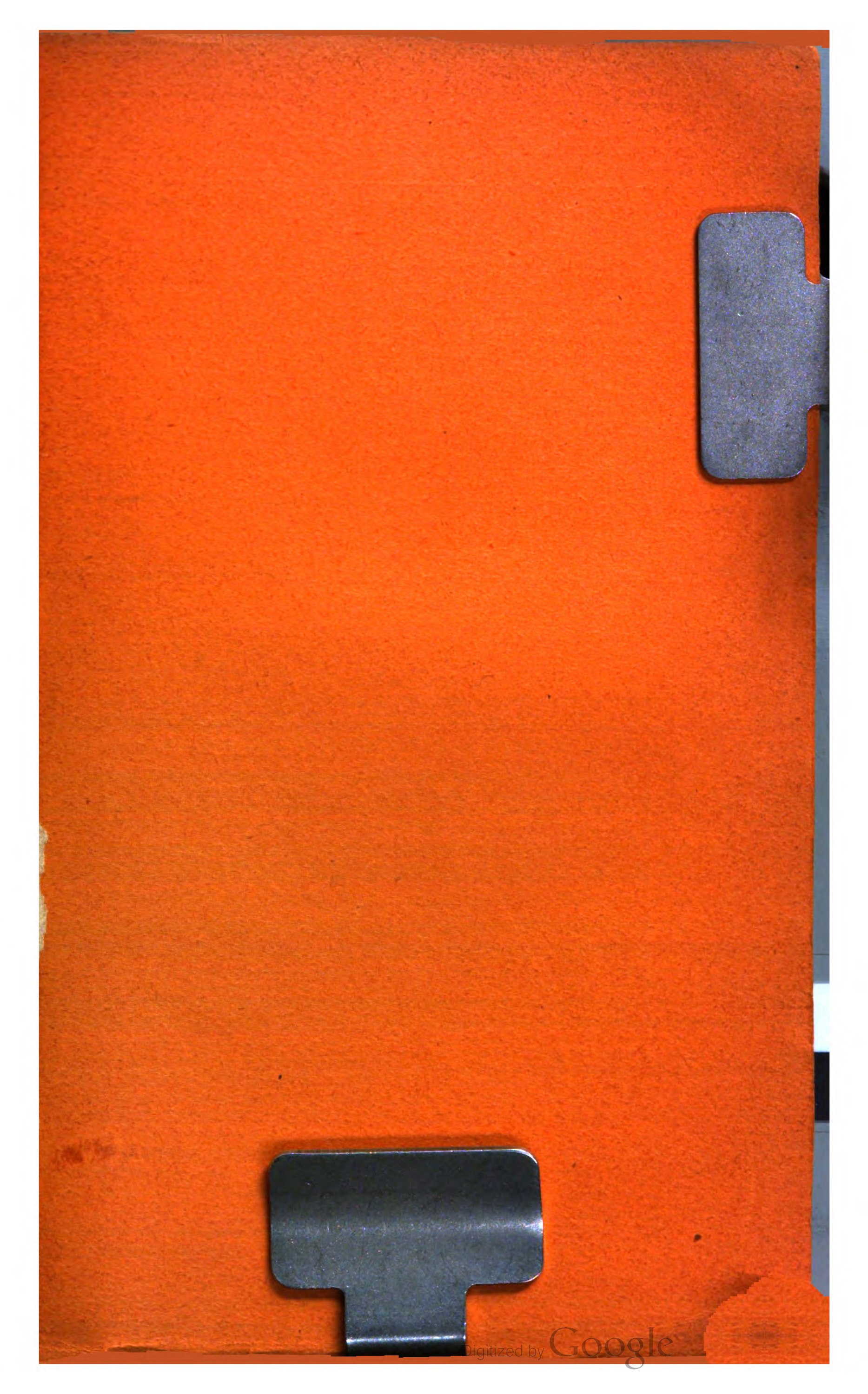
vie. Mais les phases initiales de toutes les révolutions se sont passées ainsi.

Une chose, cependant, est sûre. Le tsarisme ne se relèvera pas de sa déchéance, car elle est naturelle, fatale. Par un développement de plus en plus rapide, mais absolument logique, il s'est acheminé vers le désastre, intérieur et extérieur à la fois. Comme la bureaucratie a perdu par la guerre sanglante les deux grands symboles de sa puissance mondiale : Port-Arthur et Moukden, elle a perdu dans la guerre morale qu'elle a déchaînée insolemment contre ses justiciables, les deux seules bases des régimes stables : l'estime populaire et sa dignité propre. Et ce sont de ces impondérables qui dominent le monde et qui ne reviennent jamais à qui n'a su les tenir...

Quelles que soient les phases successives de cette agonie, elles découleront par une inexorable filiation intérieure des circonstances prérévolutionnaires esquissées dans ces pages ; et elles trouveront dans ces circonstances leur explication, qui les justifiera devant le tribunal de la conscience humaine.

TABLE

Imp. Paul Dupont. — Paris, 2e Arr. — 775.3.1905. (Cl.).



3431 — G. de Malherbe, imprimeur, 12, passage des Favorites, Paris (XVe)